[هكذا من الأصل]

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE – Nº 11751 – MARDI 9 NOVEMBRE 1982

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dr. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 85 c ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 D.L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 55 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 40

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La Constitution turque a été approuvée par plus de 90 % des électeurs

LIRE PAGE 5

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Radicalisation en Haute-Volta

Alors qu'il était attendu la semaine prochaine en visite officielle de travail à Paris, le colonel Zaye Zerbo a été écarté du pouvoir, dimanche, par un coup d'Etat. Il a été victime à la fois des divisions qui n'ont cessé de se développer au sein de l'armée voltaïque et d'un mécontentement populaire largement explicable par l'aggravation de la situation économique et financière.

En Haute-Volta, comme dans les Etats voisins, l'armée manque d'homogénéité. Des conflits de générations opposent les cadres, dont les plus anciens sont issus de l'ancienne armée française. Ces vétérans des campagnes d'Indochine et d'Algérie, comme le général Sangoulé Lamizana, qui fut, pendant quatorze ans chef de l'Etat voltaïque, vivent en médiocre intelligence avec leurs cadets, au nationalisme ombrageux, qui leur reprochent une trop grande complaisance à l'égard de l'ancienne métropole, le laxisme de l'état-major, la corruption et le népotisme de certains de ses membres.

Dans l'épreuve de force qui opposait depuis de longs mois les syndicats au pouvoir établi, les jeunes officiers paraissaient se ranger aux côtés des premiers. Or, en novembre 1981, le colonel Zaye Zerbo avait aboli le droit de grève – rétabli, mais sévèrement réglementé en janvier dernier, – puis dissout la confédération syndicale voltaïque (C.S.V.) et arrêté son principal leader, M. Soumane Toure.

Le coup d'arrêt porté aux activités syndicales et la limitation de la hausse des salaires avaient été durement ressentis par une population déjà éprouvée par l'inflation et la baisse continue de son pouvoir d'achat. A ces difficultés conjoncturelles s'ajoute le fait que la Haute-Volta, qui est l'un des pays les plus pauvres de la planète et que la sécheresse a ravagé à maintes reprises, n'a encore pu mener à terme aucun grand projet de développement, notamment la mise en exploitation du gisement de manganèse de Tambao, en sommeil depuis plus de deux décennies faute de crédits extérieurs suffisants.

Entièrement enclavée, la Haute-Volta reste tributaire de ses voisins, surtout de la Côte-d'Ivoire, pour l'ensemble de ses échanges avec l'étranger. Les relations avec Abidjan risquent, au moins dans un premier temps, d'être affectées par le changement de régime à OUagadougou. L'évolution de la Haute-Volta, comme celle du Cameroun, où M. Ahidjo a, il y a quelques jours, volontairement cédé la place à son premier ministre, M. Paul Biya, pourrait peser sur la décision du président Houphouët-Boigny, en Côte-d'Ivoire, quant à l'opportunité d'ouvrir sa succession.

Après l'accession au pouvoir de la nouvelle équipe gouvernementale à Ouagadougou, on s'interroge également sur l'avenir de la démocratie voltaïque. L'ancien régime avait, en effet, décidé l'internement administratif de nombreux dirigeants politiques, dont les jeunes officiers ont différé la remise en liberté et officiellement annoncé le placement en résidence surveillée. Il faudra donc attendre la fin de la période transitoire, décidée par les membres du conseil provisoire de salut, pour savoir si l'orientation des nouveaux dirigeants s'apparente à celle des militaires au pouvoir au Libéria et au Ghana, ou à celle de leurs compagnons d'armes francophones du Bénin et du Congo, par exemple.

(Lire nos informations page 3.)

Le témoignage de M. Begin

Le premier ministre assure n'avoir été au courant des massacres de Beyrouth qu'après le retrait des phalangistes

Le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, a apporté, ce lundi matin 8 novembre, son témoignage devant la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila.

Au cours de ce témoignage sous serment, qui a été retransmis en direct par la radio israélienne, M. Begin a maintenu qu'il n'avait appris l'existence des massacres commencés le jeudi 16 septembre que dans l'après-midi du samedi 18 septembre, en écoutant la B.B.C.

Contrairement à ce qui avait été indiqué auparavant, la commission n'a pas souhaité entendre M. Begin à huis clos sur les liens établis entre chrétiens libanais et gouvernement israélien au cours des années de guerre civile eu Liban.

Dimanche, le général Amos Yaron, commandant en chef des forces israéliennes à Beyrouth au moment des massacres de Sabra et de Chatila, avait affirmé que, selon lui, le chef d'état-major israélien avait autorisé les phalangistes à poursuivre leurs *« opérations de nettoyage »* dans les camps jusqu'au samedi matin.

De notre correspondant

Jérusalem. – *« Je ne me souviens pas »*, *« je ne la savais pas »*, *« je n'ai pas été informé »*, *« nous ne l'avions pas imaginé »*, ces réponses se sont répétées tout au long du témoignage du premier ministre israélien, M. Begin, qui était entendu le lundi 8 novembre par la commission d'enquête judiciaire sur les massacres dans les camps de Sabra et chatila, à Beyrouth-Ouest, du 16 au 18 septembre. L'interrogatoire du premier ministre israélien, qui a duré trois quarts d'heure, pour sa partie publique, a éveillé un énorme intérêt. En effet, c'est la première fois dans les annales d'Israël qu'un premier ministre témoigne devant une commission d'enquête en public. M. Begin n'a pas utilisé son droit de prononcer un exposé liminaire au début de la séance, comme l'avait fait le ministre de la défense, le général Ariel Sharon, il y a deux semaines.

En réponse à la question du président de la commission, le juge Kahane, M. Begin a déclaré qu'après avoir reçu confirmation, le 14 septembre à 22 heures 30, que le président élu du Liban, M. Béchir Gemayel, avait été assassiné, il a conseillé au ministre de la défense, le général Sharon, et au chef d'état-major, le général Eytan, de prendre des points stratégiques à Beyrouth-Ouest *« pour y éviter des actes de vengeance de la part des chrétiens contre les musulmans »*.

Les membres de la commission ont fait remarquer qu'il y a à ce sujet d'autres versions. En effet, dans sa déposition, dimanche, le général Amos Yaron, le commandant en chef des forces israéliennes à Beyrouth, avait déclaré avoir appris du commandant de la région nodr, le général Drori, que l'armée israélienne allait entrer à Beyrouth à 22 heures et, *« en effet*, a-t-il déclaré, *au début de la soirée nous avons fait tous les préparatifs pour entrer dans Beyrouth-Ouest »*.

Intérim.

(Lire la suite page 3.)

Le dollar à 7,30 F

Bonne tenue du franc au sein du S.M.E.

Le dollar a fait un nouveau bond en avant lundi 8 novembre sur tous les marchés des changes. Il était coté à Paris aux environs de 7,30 F (contre 7,26 F vendredi), ce qui constitue un nouveau record. La hausse a également été sensible à Francfort – 2,59 DM pour 1 dollar, – d'où il résulte que le franc se tient bien à l'intérieur du S.M.E. L'or a perdu 10 dollars environ. On le traitait lundi matin autour de 411 dollars l'once.

Aucun élément nouveau n'est intervenu pour expliquer la nouvelle poussée du dollar. Il faut remonter à juillet 1976 pour retrouver un dollar aussi haut à Francfort ; de même la devise américaine est à son plus haut depuis mars 1977 à Zurich, où elle valait ce lundi matin 2,2325 F.S. A Tokyo, elle était cotée 276 yens, cours qu'on n'avait jamais vu (sauf une brève pointe il y a une dizaine de jours) depuis 1977.

Les opérateurs ont pu être impressionnés par le fait que, contrairement à l'attente quasi générale, le Système de réserve fédérale n'a pas, vendredi, abaissé le taux d'escompte, qui est resté à 9,5 %.

Le fait déterminant est que la demande de dollars, notamment de la part des investisseurs européens, continue à être très forte. On notait la semaine dernière un grand nombre d'émissions euro-obligataires libellées en cette devise. Les taux d'intérêt américains restent orientés à la baisse alors que l'activité économique continue à montrer des signes de grande faiblesse, mais les placements en dollars ont toute chance de rester nettement plus rémunérateurs que ceux des autres grandes devises.

Il se vérifie que le franc se porte relativement bien en période de hausse du dollar, c'est-à-dire (notamment) de faiblesse du deustchemark. La devise allemande était cotée à Paris, lundi matin, autour de 2,8175 F, en baisse par rapport à vendredi. Les autorités monétaires s'apprêtent à tirer la première tranche du prêt de 4 milliards de dollars. Il s'agirait de 600 millions de dollars, soit une somme moindre que celle qu'elles pouvaient utiliser dans une première phase. Pour l'instant, la Banque de France n'a pas besoin de munitions nouvelles, mais, pour des raisons psychologiques, elle a intérêt à ne pas attendre de nouvelles difficultés sur le marché des changes pour effectuer le premier tirage.

Le débat sur l'enseignement privé

Les dossiers du contentieux entre l'enseignement privé et le ministère de l'éducation nationale s'accumulent, alors que les manifestations de soutien des défenseurs de l'enseignement catholique s'intensifient.

(Lire page 11 les articles de CHARLES VIAL.)

Un front antiterroriste en Corse

Plus de six cents attentats depuis le début de l'année

Face à la recrudescence, ces dernières semaines, des attentats visant les continentaux, une nouvelle forme de protestation se développe en Corse : depuis dix jours, en effet, grèves, barrages de routes et manifestations se succèdent. Ces initiatives, une dizaine au total, sont, pour la plupart, spontanées et rapidement organisées. Elles expriment le soutien de la population aux victimes de plasticages. Elles se veulent en outre une réplique plus active à la violence qui risque de se banaliser.

Soutenues sinon suscitées par les organisations syndicales – et en particulier la Fédération de l'éducation nationale, – elles sont appuyées, sauf à quelques exceptions près, par le parti communiste.

Cette nouvelle réaction au terrorisme apparaît comme un tournant dans la stratégie de la gauche, qui prend de plus en plus ses distances vis-à-vis des nationalistes les plus durs, à côté desquels elle avait cependant lutté durant le précédent septennat pour réclamer la libération des emprisonnés politiques et la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat.

(Lire page 12 l'article de DOMINIQUE ANTONI.*)*

A Saint-Jean-de-Luz

QUATRE MEMBRES DE L'ETA MILITAIRE DONT DEUX DIRIGEANTS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

LIRE PAGE 12

La succession au Kremlin

M. Brejnev a présidé, dimanche 7 novembre, le traditionnel défilé militaire et civil qui a marqué le 65e anniversaire de la révolution soviétique.

Le spectacle de M. Brejnev (soixante-seize ans), saluant péniblement la foule après s'être fait aider pour monter les marches du mausolée de Lénine, attire une fois de plus l'attention sur la prochaine « crise de succession » et sur les deux « dauphins » actuels, MM. Tchernenko et Andropov, qui, derrière M. Tikhonov, chef du gouvernement, avaient pris place à côté du numéro un. La récente disparition de la scène de M. Kirilenko, lui aussi considéré naguère comme un dauphin, et qui n'assistait pas aux cérémonies de dimanche, confirme que les grandes manœuvres ont commencé en prévision de cet important épisode.

I. – *Un « monarque » à responsabilité limitée*

par MICHEL TATU

Avant de spéculer sur le nom du successeur possible, il convient de revenir sur les précédentes crises de succession. Non pas que l'histoire doive se répéter – au contraire, les choses pourraient bien se présenter d'une autre manière cette fois-ci, – mais parce qu'elle fournit un certain nombre de règles qui ne seront pas absentes du débat en cours.

Ce qui frappe est d'abord la rareté des successions. L'U.R.S.S. est l'un des très rares sinon le seul pays au monde qui n'en soit qu'à son quatrième dirigeant suprême en soixante-cinq ans : M. Brejnev, avec ses dix-huit ans de règne surpasse son prédécesseur Khroutchtchev (onze ans) et Lénine (sept ans), mais il vient encore loin derrière Staline, champion de la longévité avec ses vingt-neuf ans de dictature.

C'est bien normal dans un système qui non seulement gravite autour d'un parti unique, mais recherche en permanence la concentration de l'autorité autour d'une direction centralisée au sommet de ce parti. A partir du moment où le recours à des élections authentiques est exclu, et avec lui l'alternance « imposée » qui pourrait en résulter, le renouvellement des élites ne peut provenir que du caprice du dirigeant suprême.

Staline, puis Khrouchtchev s'y sont employés avec un inégal succès. Mais si ce caprice n'existe pas, ou s'il est impuissant à s'imposer, il faut s'en remettre à la cooptation par le collectif dirigeant lui-même : cette solution conduit généralement à la perpétuation des mêmes équipes ou à leur remplacement très progressif par des gens de la même génération et du même profil, c'est-à-dire au non-renouvellement et à la « gérontocratie ». Le Politburo soviétique, celui du Vietnam, dans une certaine mesure celui de Chine, en sont des illustrations.

Mais la nature se charge de mettre fin à la gérontocratie. Le cas de Khrouchtchev, éliminé par ses pairs du Politburo, est une exception dont rien n'indique qu'elle doive devenir une règle. De toute façon, M. Brejnev, de six ans plus âgé que son prédécesseur au moment de sa chute, mérite beaucoup plus que lui de voir invoqué le motif de « l'âge avancé et d'un état de santé aggravé » par lequel on a expliqué officiellement la chute de M. « K » en 1964.

Dans toutes les précédentes successions en tout cas, une règle commune peut être relevée : le processus s'étend sur une période d'environ cinq ans.

(Lire la suite page 7.)

GRAHAM GREENE
Monsignor Quichotte
Roman
Traduit de l'anglais par Robert Louit
Collection « Pavillons »
ROBERT LAFFONT

LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT

Un cadeau empoisonné

La politique de « rigueur » et les décisions annoncées le 4 novembre par le premier ministre continuent de nourrir diverses réactions. A TF 1, M. Jacques Chirac a dénoncé le caractère *« contradictoire »* d'une politique qui, selon lui, *« accroît les déficits »*.

Dans la majorité, M. Georges Marchais, qui était l'invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde », a déclaré qu'il n'a *« pas d'objection »* quand M. Pierre Mauroy *« parle de rigueur »* dans le but de réaliser les objectifs de mai 1981. De son côté, M. Lionel Jospin s'est efforcé de désamorcer la querelle sur les « *cadeaux* » faits aux entreprises. « Il s'agit, selon le premier secrétaire du P.S., non de faire des cadeaux, mais de prendre en compte *« les intérêts des entreprises »*.

Le débat sur les « cadeaux » faits au patronat, qui divise la gauche, est d'abord le prix à payer pour une découverte récente. Convertie au réalisme, et à la rigueur, la gauche s'est donc rangée à l'idée que l'on ne peut confondre les patrons, membres d'une classe sociale priviligiée désormais assujettie à l'impôt sur les grandes fortunes, et les entreprises, dont il faut alléger les charges. Ce discours, qui était celui de M. Rocard au moment du congrès socialiste de Metz en 1979, est désormais repris par des hommes qui taxaient alors la ligne de l'actuel ministre du Plan de dérive droitière.

Il s'agit pourtant d'un débat de fond qui ne date pas d'aujourd'hui : déjà, le 16 avril dernier, le premier ministre avait annoncé une série de mesures favorables aux entreprises, après un entretien avec M. Gattaz, suscitant dans la majorité des inquiétudes analogues à celles que l'on observe aujourd'hui. Il s'agissait alors, pour les socialistes, de demander au patronat des contreparties. M. Merchais, au micro de R.T.L.-*le Monde*, n'a pas dit autre chose.

« Trop, c'est trop », avait déclaré de son côté, M. Laignel. C'est précisément toute la question. A quel moment les gros bataillons électoraux de la gauche – pour simplifier, une large fraction du salariat – considèrent-ils qu'il leur est trop demandé, en regard de ce qui est accordé à d'autres ? La « rigueur » épargne les plus défavorisés, mais elle frappe de plein fouet la base sociale et électorale de la gauche. Ainsi, M. Marchais a pu se prévaloir du fait que les communistes *« ne sont pas les seuls »* à parler de *« cadeaux »*. Et de citer des socialistes (il est vrai désavoués par le premier secrétaire du P.S.) et *« tous les syndicats »*. Dénonçant l'attitude critique de ces derniers, M. Delors avait, en son temps, indiqué que continuer dans cette voie contribuerait à hâter le retour de la droite au pouvoir.

Ce ne sont pas les critiques, mais les « cadeaux » qui, en l'espèce, risquent d'être empoisonnés.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Histoire

Après la bataille de Paris, la bataille de la rue de Paris. Elle a lieu à Morlaix (Finistère), où la municipalité socialiste voulait donner le nom de Pierre Mendès France à la ci-devant « rue de Paris ».

Sacrilège. Des riverains et les commerçants ont créé un comité de défense « apolitique ». « La rue de Paris, *ont-ils déclaré solennellement*, fait partie de l'histoire morlaisienne. »

Le maire va organiser une consultation. Pour savoir si P.M.F., qui appartient déjà à l'histoire de France, fera partie, supplémentaire honneur, de celle de Morlaix.

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

idées

De Gaulle

Il y a douze ans, le 9 novembre 1970, de Gaulle tombait, foudroyé. Pour l'anniversaire de sa disparition, Pierre Lefranc rappelle son message, dont l'essentiel était un appel à surmonter les divisions du pays. André Passeron parle du livre que vient de publier le général de Boissieu, gendre du général. Pascal Sigoda montre ce qu'il y a d'approximatif à vouloir présenter de Gaulle soit comme un « maurrassien », soit comme un « socialiste ». Jean Pierre-Bloch apporte son témoignage sur la réaction du général à une nouvelle qui date, celle-là, de quarante ans : le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942.

Le message

par PIERRE LEFRANC (*)

LES anniversaires sont des occasions de réflexion. Autant d'années nous séparent de la mort de de Gaulle qu'entre son départ de 1946 et son retour de 1958, et l'on peut poser la question de savoir si les problèmes d'aujourd'hui sont comparables à ceux d'alors.

Certainement pas. Après 1946, le grand problème de notre pays était celui de ses institutions. Ce sont elles qui avaient rendu impuissante la IVe République. Conçues par les partis pour leur toute-puissance, ces mauvaises structures, approuvées seulement par le tiers du corps électoral, ont placé la France en état d'infériorité devant les difficultés de l'époque. L'instabilité du pouvoir ne lui permettait pas, en effet, d'affronter avec sérénité et continuité les drames tels que la guerre d'Indochine et l'insurrection algérienne. Les nouvelles institutions de la Ve République nous ont, pendant des années, préservés de ce mal propre aux démocraties et elles permettent aujourd'hui à la majorité issue des élections de 1981 d'être assurée de la stabilité pour une longue période, et par conséquent de prévoir. Mais alors d'où vient l'angoisse qui nous étreint ?

C'est un fait que l'équilibre des pays industriels est gravement menacé par la crise de l'énergie et la misère de plus de la moitié des hommes ; mais la France, dont la richesse est grande, dont la capacité technique est des meilleures et qui jouit d'institutions modernes et adaptées à notre temps, la France devrait être capable de trouver et de mettre en œuvre les moyens de réagir et de dominer la mauvaise conjoncture.

Mais voilà que resurgissent les mêmes démons qui l'ont si souvent placée en état d'infériorité. Les forces de désagrégation et de division ne sont pas mystérieuses, elles ont une réalité et s'appellent les partis politiques. Certes l'expression des diverses opinions implique, dans une démocratie, l'existence des partis, mais la limitation des pouvoirs de ceux-ci est une nécessité sous peine de voir l'intérêt général soumis aux exigences de leurs intérêts particuliers.

Or les partis, que la Constitution de la Ve République maintenait dans les limites souhaitables, ont relevé la tête et retrouvent petit à petit leur toute-puissance. De là viennent le doute et l'inquiétude. Il n'est question que des états d'âme et des déclarations de tel ou tel secrétaire général, des conflits qui opposent une faction à une autre, et le gouvernement se laisse influencer par des questions de personnes pour établir certains projets de loi. C'est dire que l'on risque de voir bientôt s'instaurer à nouveau la domination des officines et des chapelles.

Que penserait de Gaulle d'une pareille évolution ? Ce n'est pas prendre le risque d'une interprétation abusive que d'affirmer qu'il la déplorerait. D'ailleurs, n'avait-il pas lui-même annoncé cette détérioration qui devrait tôt ou tard se produire ?

Face aux menaces sérieuses qui sont contre notre indépendance, nos modes de vie et notre développement, il n'y a d'autre solution qu'un effort national au-dessus des clivages, des ressentiments et des ambitions. De Gaulle à la Libération, devant le drame algérien et en chaque circonstance difficile, a fait appel à tous les Français sans considération d'appartenance. Les Français ont su lui répondre et lui donner des majorités qui ignoraient les barrières partisanes

Les conditions du présent et de l'avenir proche et lointain sont suffisamment redoutables pour que nous trouvions dans notre attachement au pays la volonté de passer au-dessus de nos divisions, comme l'auteur de l'Appel du 18 juin et de la Constitution de la Ve République nous en a donné l'exemple.

(*) Président de l'Association nationale pour la fidélité au général de Gaulle.

TÉMOIGNAGE

Comment le général apprit le débarquement allié à Alger

par JEAN PIERRE-BLOCH (*)

JE suis arrivé à Londres le 6 novembre 1942, après mon évasion du fameux et triste camp de Mauzac.

Cette première vision de Londres, à 8 heures du soir, m'a vivement serré le cœur. Le « black-out » était absolu, pas une fenêtre n'était à demi camouflée, comme se le permettaient certaines maisons parisiennes ; pas une vitrine quelque peu éclairée. Les passants braquaient sur le pavé des lampes sévèrement bleuies. Je faisais ainsi connaissance avec l'admirable sens civique des Anglais, ce sens civique qui sauve une nation, quand il le faut. Quelle leçon pour un Français qui sortait des prisons de Vichy !

Quarante-huit heures après mon arrivée, le 8 novembre, un coup de téléphone d'un ami m'apprend la nouvelle du débarquement des Alliés en Afrique du Nord. J'étais heureux et affligé à la fois. Je regrettais presque mon évasion, la marche, la faim, la traversée des Pyrénées et les horreurs des prisons espagnoles. Car, dans ma candeur naïve, je pensais que le débarquement africain allait précéder de quelques jours le débarquement sur la terre de France.

C'est par la radio, à 5 heures du matin, que les Londoniens apprirent le débarquement des Alliés en Afrique du Nord. Le général de Gaulle l'avait appris, tout comme moi, par un coup de téléphone. La petite histoire raconte qu'un civil français avait téléphoné au Q.G. de la France libre, à Carlton Gardens, à 8 heures du matin. Ayant eu au bout du fil l'officier de service, le capitaine Serreulles, il lui avait demandé ce que le général de Gaulle pensait du débarquement. Quel débarquement ? aurait répondu l'officier.

La réalité est un peu différente. Les Français de Londres avaient la réputation d'être un peu bavards ; aussi avait-on pris la précaution de les tenir à l'écart de la préparation du plan de débarquement. C'est le samedi 7 novembre, dans l'après-midi, que se répandit, dans les milieux militaires et politiques de Londres, le bruit que les Américains avaient débarqué au Maroc. Le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères Jan Masaryk, au cours d'une réception organisée chez l'ambassadeur soviétique Bogomolov, ayant pris à part Pleven, lui avait dit : *« J'en suis sûr, c'est pour ce soir. »* Soustelle, alors commissaire national à l'information, quitta immédiatement la réception et s'empressa de téléphoner la nouvelle à de Gaulle.

A Carlton Gardens, le général venait de quitter son immense bureau pour rentrer chez lui. Jacques Soustelle se rua au téléphone. Au bout d'un moment, la voix caractéristique de son chef retentit dans le récepteur.

« Mon général, dit nerveusement Soustelle, *c'est absolument sûr ! Les Américains et les Anglais débarquent ce soir à Alger ! »*

D'interminables secondes s'écoulèrent — puis la réaction survint. Elle tenait dans une simple interjection, suprêmement brève et expressive.

« Le secret a été bien gardé, Soustelle », commenta seulement de Gaulle. Et il raccrocha.

Depuis 1 heure du matin, bien que peu de citoyens fussent à l'écoute de la radio, une voix se faisait entendre, une voix lointaine, grave, profonde, émue. C'était celle de Franklin Roosevelt. Il déclara : *« Mes amis, vous qui souffrez jour et nuit sous le joug écrasant des nazis, celui qui vous parle était avec vous, avec votre armée en 1918 ; je connais vos fermes, vos villages et vos villes. »*

Roosevelt avait un terrible accent et beaucoup d'auditeurs avaient, paraît-il, entendu : *« J'aime vos femmes, vos villages, vos filles. »* Mais cela appartient sans doute à la légende.

« Franklin arrive »

Le service d'écoute de la France libre donna au général de Gaulle le texte du message de Roosevelt et l'appel de Giraud. On sut beaucoup plus tard que l'appel à la radio d'Alger avait été lu par le docteur Raphaël Aboulker, Giraud étant toujours à Gibraltar, hésitant sur ce qu'il devait faire. Dans la nuit du 7 au 8 novembre 1942, la B.B.C. avait répété toutes les heures : *« Franklin arrive, Franklin arrive. »* Ce signal apprit aux résistants d'Afrique du Nord que l'heure du débarquement avait sonné.

Il faut rappeler le cran extraordinaire de ces juifs algériens à qui Vichy avait cru enlever la gloire d'être des citoyens français : les Aboulker, les Calvet, les Alexandre, les Moatti, les Zermatti, les Libine, qui, avec d'Astier de La Vigerie, André Beyler, l'abbé Cordier, Brunel, Quérat, Achiary, le général Jousse et un cousin du général Juin (à l'insu d'ailleurs de celui-ci, qui avait été tenu soigneusement à l'écart de la conspiration), en tout quatre cents jeunes gens à peine occupèrent Alger et furent les maîtres de la capitale nord-africaine pendant plusieurs heures. Beaucoup d'hommes politiques éminents et brillants généraux en ont gardé encore, sans doute, un souvenir amer et ils font de cet événement des récits peu conformes à la réalité historique.

Incroyable, mais vrai. Préfets, généraux, gouverneurs, en quelques instants, se trouvent prisonniers de la Résistance. L'amirauté envahie par un groupe de Français libres. Le quartier général de la marine et des armées, le Central téléphonique occupés.

Les amateurs de coup d'État pourraient tirer des enseignements de cet épisode algérien..

Hélas ! au cours de ces accrochages, deux Français, le capitaine Pilafort et le lieutenant Dreyfus, devaient être tués dans le dos par des balles françaises. Leurs assassins seront plus tard décorés de la croix de guerre par Darlan.

A 1 heure du matin, Juin réveille l'amiral venu au chevet de son fils malade et lui apprend que d'importantes forces alliées débarquent au Maroc, à Oran et sur les plages d'Alger. Le sort en est jeté : l'Afrique du Nord va basculer. Darlan est fou de rage. Mais c'est trop tard.

Dans quelques heures, il va une fois de plus changer d'opinion. De la trahison, il va passer au patriotisme. Il est vrai qu'en parlant de lui Edouard Herriot m'avait dit en 1939 : *« Darlan, un vrai républicain, on peut compter sur lui. »*

Le 8 novembre à 18 h 40, les combats cessent à Alger. Combien de Français entre-temps qui ont été tués pour rien !

⁂

Le mercredi 11 novembre à Londres, les services du B.C.R.A. apprennent une une nouvelle qu'ils attendaient depuis quarante- huit heures : à l'aube, les troupes allemandes, les colonnes blindées des nazis, violant l'armistice, ont envahi le reste de la France.

A l'Albert Hall, de Gaulle prend la parole. Une foule immense emplit l'énorme nef. Une croix de Lorraine gigantesque domine la salle. De Gaulle parle dans un silence bouleversant, dénonçant les traîtres qui quittent le bateau.

La foule tout entière, debout, entonne *la Marseillaise*. Une *Marseillaise* qui vous fait mal dans tout le corps, par son immense beauté.

11 novembre 1942 de l'espoir.

(*) Ancien ministre.

Le Christ de Prévert

par PASCAL SIGODA (*)

A l'instar du Christ d'un poème de Prévert, tour à tour conservateur, communiste ou fasciste, de Gaulle, depuis sa mort, se voit enrôlé par tous les camps. Au lieu commun du général maurrassien, nous voyons succéder celui d'un de Gaulle socialiste. Peut-être est-il possible de préciser un peu les idées à ce sujet.

Il existe peu de témoignages sur de Gaulle et Maurras. Devant Malraux, le général dira que le fondateur de *l'Action française* représentait un peu pour les étudiants de 1910 l'équivalent de Marx et de Lénine pour leurs cadets. La fameuse dédicace de *la Discorde chez l'ennemi,* faite à Maurras le 26 mars 1924, ne peut choquer que par son anachronisme, étant donnée la personnalité littéraire et politique du destinataire auquel Alfred Jarry avait pareillement dédicacé *Ubu Roi.* Certes, de Gaulle lira *l'Action française,* mais sa bibliothèque ne ressemble pas particulièrement à celle d'un sympathisant royaliste. Il prononcera également en 1927 trois conférences au Cercle Fustel-de-Coulanges, lié à l'A.F., mais il fera de même au socialisant Club du Faubourg, où se retrouvaient aussi un certain nombre d'officiers israélites.

Les théories de *Kiel et Tanger,* et plus encore celles de Jacques Bainville dans *la France et l'Allemagne, histoire de deux peuples,* ont certes influencé Charles de Gaulle. L'empirisme organisateur de Maurras et la « doctrine des circonstances » du général de Gaulle sont deux méthodes que l'on pourrait rapprocher, encore que, dans le cas du second, il faudrait démêler entre l'héritage des Capétiens et l'influence de Bergson. Reste que le sentiment national du général, basé sur une certaine idée de l'homme et sur la vocation universelle de la France, s'oppose à l'idéologie nationaliste et fermée de Maurras, dont de Gaulle, à en croire Jean Lacouture, aurait dit qu'il avait eu *« raison au point d'en devenir fou ».*

La pensée constitutionnelle du général est nette : quels que soient les regrets, la monarchie est maintenant impossible, hors réalité, nuisible à l'unité et au rassemblement national. Que son anticonformisme lui ait permis d'envisager cette solution sur le plan théorique, sans l'entourer du folklore et des fantasmes de l'idéologie républicaine, c'est tout à fait possible. Que son sens de l'ambiguïté ait rejoint le goût chez certains de prendre leurs désirs pour la réalité, c'est encore possible. Mais ce qui paraît en revanche peu plausible, c'est cette légende d'un de Gaulle s'offrant à servir de marche-pied au comte de Paris pour une restauration monarchique, même si cela peut satisfaire les amateurs d'« histoire » souterraine et parallèle...

Les sentiments politiques de la famille de Charles de Gaulle sont les plus souvent invoqués pour attester une origine royaliste. Il est vrai que ses parents se proclamaient volontiers « monarchistes de regret », et que son grand-oncle Kolb-Bernard était député de cette tendance. Il faut pourtant voir qu'ils étaient plus proches du courant légitimiste social que de l'Action française. Ce légitimisme se confondait avec le premier courant catholique social, celui de La Tour du Pin, Léon Harmel et De Mun.

De droite sur le plan constitutionnel, il se révélait souvent de gauche sur le plan social, Thiers n'hésitant pas à qualifier de « socialiste » le légitimiste Arnaud de Melun, lors d'une séance de la Chambre. Certains d'entre eux furent dreyfusards (comme Lyautey) et un bon nombre anticolonialistes. Pour une large part, les partisans du comte de Chambord se rallieront à la République et cesseront de lire *l'A.F.* lorsque l'Église catholique le leur demandera. Leurs convictions religieuses l'emporteront alors sur leurs premières options politiques.

L'image socialiste

Moins répandue, mais plus récemment utilisée, y compris par certains gaullistes, l'image d'un « de Gaulle socialiste » est aussi sujette à caution. Nous devons tout d'abord éliminer la question des nationalisations, mesure sans portée doctrinale pour le général. Il savait bien qu'a toujours existé en France une droite bonapartiste, colbertiste, planiste favorable à cette idée. Sur le plan social, des pages sévères contre l'argent et le capitalisme s'accompagnent d'une *sensibilité ouvriériste.* Il *n'hésitera* pas à plusieurs reprises à se réclamer de Fourier, Proudhon et Blanqui. A ce sujet, il faut remarquer que les théoriciens du socialisme français s'attachaient plus au social qu'au politique. La forme de l'État leur importait peu, ce qui explique leurs relations ambiguës, tant avec les monarchistes qu'avec Napoléon III et Boulanger.

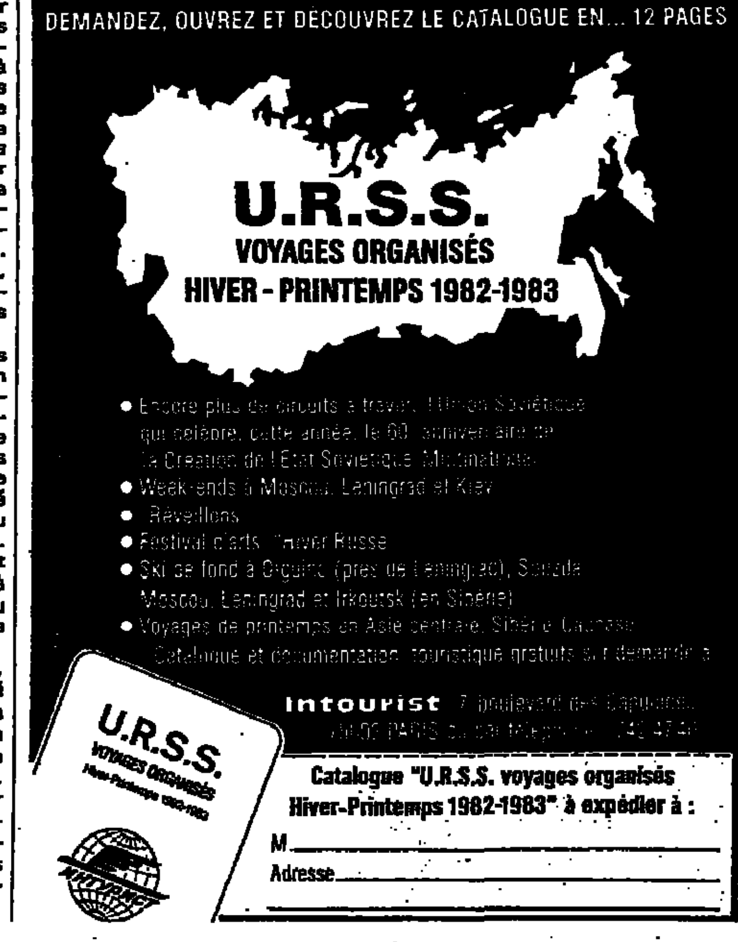
Le socialisme utopique français fait penser à de grandes bâtisses un peu mortes, négligées par leurs propriétaires, mais où quelques étrangers s'introduisent de temps à autre pour y prendre des pierres destinées à leur propre édifice. On peut même considérer qu'il est largement tombé dans l'héritage politique national, du moins pour une partie de ses œuvres. Que Charles de Gaulle ait assumé cet héritage n'autorise pas pour autant à le qualifier d'homme de gauche, au moins au sens strictement politique du terme.

Le général, en tant que militaire, ne pouvait ni signer d'articles, ni adhérer à un parti, ni prendre part à des manifestations. Il est difficile, en conséquence, de trouver des traces d'une activité politique quelconque. Pourtant, divers témoignages (par exemple Jean-Raymond Tournoux citant Joseph Folliet) semblent accréditer la thèse selon laquelle Charles de Gaulle participa, au moins de façon sympathisante, aux mouvements de Marc Sangnier : *le Sillon* et *la Jeune République.* Il écrivit aussi un article dans *l'Aube,* organe des catholiques de gauche que Maurras qualifiait de *rouges chrétiens.* Il participa à des réunions du groupe « non conformiste des années 30 » : « Ordre nouveau », dont un des dirigeants, Daniel-Rops, publia *la France et son armée* dans la collection qu'il dirigeait chez Plon. Charles de Gaulle était abonné à la publication chrétienne de gauche *Sept,* qui devint *Temps présent,* et eut la carte numéro sept de l'association des Amis de *Temps présent.*

Les analyses des groupes « non conformistes des années 30 » (1) furent souvent influencées par Bergson et surtout par Proudhon. Il n'est pas exagéré de dire qu'elles s'ouvrirent à un certain nombre d'idées de la Résistance, avant de se retrouver, sous la Ve République et avec le renouveau du socialisme, sous forme autogestionnaire. Si l'on veut à toute force mettre une étiquette sur la pensée gaullienne, celle-ci serait peut-être la moins fausse. Mais pourquoi le faire envers celui qui leur fut à jamais rebelle, irréductible ?

(*) Docteur en sciences politiques.

(1) Selon le titre de l'ouvrage de J.-L. Loubet del Bayle aux éditions du Seuil (1969).



UN LIVRE DU GÉNÉRAL DE BOISSIEU

Refuser l'« aplatissement »

par ANDRÉ PASSERON

AVOIR été le seul gendre de de Gaulle forge à coup sûr un destin hors pair. Après avoir combattu avec lui de 1940 à 1946, Alain de Boissieu a ensuite *« servi le général »* jusqu'à sa mort. Pour avoir épousé sa fille Elisabeth quelques jours avant son départ du pouvoir, celui qui n'était encore que le commandant de Boissieu, membre du cabinet militaire du président du gouvernement provisoire de la République française, est devenu un témoin privilégié de l'histoire et un confident admiratif du chef de la France libre, qu'il appelait « mon père ».

Le général de Boissieu n'est pas un homme de lettres et ses confidences prennent parfois le ton du « rapport ». Il n'en donne pas moins avec une sincérité et une franchise tempérées par un filial respect de multiples notations qui permettent de mieux percevoir dans quelle ambiance familiale vivait de Gaulle, quelle intimité il entretenait avec ses proches, avec quelle liberté il jugeait les choses et les êtres. On apprend ainsi que de Gaulle cessa subitement de fumer à la mort de Leclerc, pour préserver sa santé, car il voyait ainsi disparaître prématurément son éventuel successeur. On peut aussi lire la lettre bouleversée par laquelle de Gaulle a annoncé à Mme de Boissieu la mort de sa sœur Anne.

En racontant à sa façon les épisodes qui ont émaillé la « traversée du désert » et en lançant de multiples coups de patte, ou plutôt de griffe, aux responsables de la IVe République, l'auteur fait revivre l'état d'esprit des officiers d'avant 1958 et explique comment beaucoup devinrent des *« soldats perdus ».* Mais l'intérêt politique de ces mémoires réside surtout dans la relation de faits plus récents.

La description de l'attentat du Petit-Clamart le 22 août 1962, dont le général de Boissieu fut un témoin direct puisqu'il se trouvait dans la voiture mitraillée, laisse le lecteur sur sa faim. Il affirme en effet que le colonel Bastien-Thiry, qui avait monté l'opération, n'était qu'un exécutant, agissant sur ordre de personnages *« plus importants »* ou encore des *« milieux politiques ».* C'est un peu court !

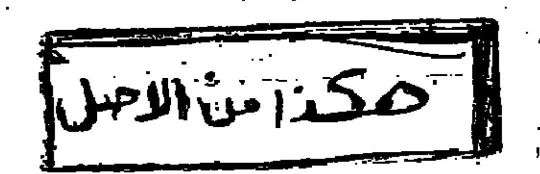
Plus précises et plus précieuses pour l'histoire sont les pages consacrées aux journées de mai 1968. Le narrateur affirme que de Gaulle, comme lui-même, était convaincu que les désordres de Paris étaient *« téléguidés (...) d'au-delà du rideau de fer ».* Il décrit avec minutie les journées cruciales ; dénonce *« le manque d'imagination des responsables des forces de l'ordre »,* qui n'ont pas pensé à utiliser les bulldozers du génie contre les barricades ; assure que l'armée a été *« scandalisée »,* le 28 mai, par les propos de M. Mitterrand *« mettant en cause la légitimité du pouvoir » ;* rapporte que de Gaulle lui a dit : *« Le gouvernement s'incline devant la rue »,* et encore : *« Les communistes poussent en avant quelques hommes politiques de l'opposition, Mendès France, Mitterrand »,* qu'il traitera le 30 de *« politiciens au rancart ».*

Avant de quitter Paris pour Strasbourg (et non Baden-Baden), le général aurait affirmé à son gendre : *« Je veux plonger les Français, y compris le gouvernement, dans le doute et dans l'inquiétude afin de ressaisir la situation. »*

Pour Alain de Boissieu, il n'y a en tout cas aucun doute : le général n'a jamais songé à se retirer, à former un gouvernement hors de Paris ou à s'appuyer sur l'armée. Il n'a jamais eu, contrairement à ce qu'affirme Georges Pompidou dans son livre *Pour rétablir la vérité* publié par sa femme (*le Monde* du 13-14 juin), la moindre crise de découragement.

De très nombreux collaborateurs de de Gaulle, autant militaires que civils, ont déjà publié leurs souvenirs. Ceux du général de Boissieu complètent utilement ce mémorial toujours inachevé. Il apporte à la statue une touche qui correspond à la définition des gaullistes que l'ancien chef de l'État lui a un jour donné : *« ceux qui refusent l'aplatissement ».*

★ *Pour servir de Gaulle,* par Alain de Boissieu, Plon, 285 pages, 75 F.



هكذا من الأصل

Comment le général
le débarquement allié à Alger

Refuser l'« aplatissemen

A

Le Monde

étranger

AFRIQUE

APRÈS LE PUTSCH EN HAUTE-VOLTA

Des combats se poursuivraient à Ouagadougou

Lundi 8 novembre, la Haute-Volta était toujours isolée du reste du monde, après le coup d'État qui, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 novembre, a abouti à l'éviction du colonel Zaye Zerbo. De source diplomatique, on affirmait, à Niamey, au Niger, que des combats se poursuivaient dans la capitale voltaïque, lundi.

Les frontières avec les pays voisins restent fermées et les communications sont coupées. Le couvre-feu a été décrété, de 18 heures à 6 heures, sur l'ensemble du territoire.

La radio voltaïque a convoqué pour lundi matin les secrétaires généraux des départements ministériels chargés, dimanche, par décret, d'expédier les affaires courantes. Aucune indication n'a été donnée ni sur la personnalité des nouveaux dirigeants ni sur le sort réservé aux personnalités renversées. Il semble cependant que le colonel Zaye Zerbo ait été arrêté.

C'est entre 2 h 30 et 3 heures du matin, dimanche, qu'a éclaté le putsch, heure à laquelle des coups de feu ont été entendus à proximité des édifices officiels. Dans une proclamation diffusée dimanche à midi par la radio voltaïque, les auteurs du coup d'État ont annoncé la création d'un Conseil provisoire du salut du peuple, en même temps que la dissolution du Comité militaire de redressement pour le progrès national (C.M.R.P.N.), créé le 25 novembre 1980 par le colonel Zerbo.

Se présentant comme des *« sous-officiers et hommes du rang »* de l'armée, les nouveaux responsables ont indiqué être membres d'un *« Mouvement du parti du peuple »*. Leur action, ont-ils déclaré, constitue une *« juste sanction »* de la *« politique aventureuse »* et de *« trahison »* menée par le colonel Zerbo, qui, affirment-ils, a engendré l'hostilité de la population. Après avoir invité tous les Voltaïques à apporter leur soutien au Conseil provisoire du salut du peuple, la radio a affirmé que toutes les libertés, hormis politiques, seront garanties. Elle a ajouté que le Conseil provisoire fera place *« dès que possible »* à une structure politique plus représentative et démenti que le capitaine Thomas Sankara soit *« l'homme fort du nouveau régime »*.

Une Française grièvement blessée

On apprend, d'autre part, qu'une Française, Mme Dubois, épouse d'un conseiller technique à la Caisse centrale de coopération économique, a été grièvement blessée au cours des combats de dimanche à Ouagadougou et devait dès lundi être transportée par Mystère 20 dans un hôpital parisien. L'aéroport de Ouagadougou étant fermé, l'avion s'est posé à Niamey, et Mme Dubois a été transportée de Ouagadougou à Niamey par un petit avion frété par l'ambassade de France dans la capitale de la Haute-Volta. — *(A.F.P., Reuter.)*

LE COLONEL ZAYE ZERBO

Né en août 1932, musulman, ancien officier parachutiste dans l'armée française, le colonel Zaye Zerbo appartient à l'ethnie Samo, comme son prédécesseur, le général Sangoule Lamizana.

Il débuta dans l'armée comme enfant de troupe. Après avoir servi en Indochine et en Algérie, il regagna la Haute-Volta en 1961 avec le grade de sous-lieutenant. Diplômé en sciences économique et en sociologie, il fut le premier officier voltaïque à obtenir le brevet de l'École supérieure de guerre de Paris.

Breveté d'état-major, il fut durant deux ans ministre des affaires étrangères dans le gouvernemental du général Lamizana. Après avoir commandé le régiment interarmes en garnison dans la capitale voltaïque, il venait d'être muté à Bobo-Dioulasso lorsqu'il décida de s'emparer du pouvoir, le 25 novembre 1980.

Jusqu'au dernier putsch, il cumulait les fonctions de président du Comité militaire de redressement national (C.M.R.N.), de chef de l'État, de président du conseil des ministres, de ministre de la défense nationale et des anciens combattants, et de chef d'état-major.

PLUS DE SIX MILLIONS D'HABITANTS

Colonie française jusqu'en août 1960, la Haute-Volta a été dirigée successivement par le président Maurice Yameogo (1960-1966), puis par le général Sangoule Lamizana (1966-1980), qui fut renversé, le 25 novembre 1980, par le colonel Zaye Zerbo.

Superficie : 274 200 kilomètres carrés, soit la moitié de celle de la France.

Population : 6 300 000 habitants (estimation).

Capitale : Ouagadougou.

Villes principales : Bobo-Dioulasso, Ouahigouya, Koudougou.

Ressources économiques : agriculture (coton et céréales) et élevage. Le pays n'exploite aucune ressource minière et l'industrie est inexistante.

Madagascar

L'élection présidentielle

M. RATSIRAKA AURAIT OBTENU PLUS DES DEUX TIERS DES SUFFRAGES

M. Didier Ratsiraka serait d'ores et déjà assuré d'un deuxième mandat présidentiel, au vu des premiers résultats du scrutin de dimanche, connus lundi matin 8 novembre. Les résultats rassemblés dans 2 136 bureaux de vote, sur un total de 11 800, donnaient, selon les chiffres officiels, 74,2 % des voix à M. Ratsiraka contre 25,6 % à son unique adversaire, M. Monja Joana. Dans la capitale, les deux candidats étaient presque à égalité (47,8 % au premier contre 46,3 % au second).

Samedi, avant la clôture de la campagne électorale, le dernier meeting organisé dans la capitale par les partisans de M. Monja Joana a été perturbé par des échauffourées. Le candidat a dû interrompre son discours, des pierres ayant été lancées sur l'assistance massée dans un stade trop petit pour contenir toute la foule. Au même moment, les partisans de M. Ratsiraka ont défilé dans les rues d'Antananarivo, mais le président sortant n'a pas assisté à la dernière réunion de soutien à sa candidature organisée dans le principal stade de la capitale.

Le président sortant semble d'autant plus assuré de conserver, pour sept ans, ses fonctions que les campagnes, où le contrôle du scrutin est beaucoup plus difficile, devraient massivement voter pour lui. L'ensemble des résultats devraient être connus mardi ou mercredi. — *(A.F.P., Reuter.)*

Cameroun

M. BELLO BOUBA EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Après avoir prêté serment, samedi 6 novembre, comme chef de l'État, M. Paul Biya a nommé, pour lui succéder à la tête du cabinet, M. Bello Bouba et a procédé à un léger remaniement de son gouvernement. Le principal changement est l'attribution du ministère de l'agriculture à M. Samuel Eboua, ancien secrétaire général de la présidence de la République et, à ce titre, proche collaborateur de l'ancien président Ahidjo. M. Eboua est remplacé par M. Sadou Daoudou, ancien secrétaire général adjoint à la présidence. Six ministres changent de portefeuille, et seul M. Tori Limangana, nommé vice-ministre de l'économie et du plan, fait son entrée au gouvernement.

M. Bouba étant un « nordiste », originaire du même département que M. Ahidjo, M. Biya, lui-même originaire du Sud, a donc respecté l'équilibre ethnique à la direction du pays. Ce souci d'équilibre s'accompagne d'une volonté affirmée de poursuivre l'œuvre de M. Ahidjo, auquel le nouveau président a rendu un vibrant hommage lors de la cérémonie d'investiture. L'ancien président, qui n'a pas assisté à cette cérémonie, a gagné, samedi, Garoua (nord du Cameroun) et pourrait y séjourner quelques jours avant de se rendre en France, dans sa propriété de Grasse. — *(A.F.P., Reuter.)*

[M. Bello Bouba, âgé de trente-cinq ans, était jusqu'à ce jour ministre de l'économie et du plan. Il avait occupé auparavant les fonctions de secrétaire général adjoint à la présidence de la République depuis le 30 juin 1975, date à laquelle M. Paul Biya avait été nommé premier ministre.]

Hassan II annonce la participation du Maroc sous certaines conditions, au sommet de l'O.U.A.

De notre correspondant

Alors que le président Syaad Barre lançait un appel au boycottage du sommet de l'Organisation de l'unité africaine, convoqué pour le 23 novembre à Tripoli, les présidents Shagari du Nigeria et Traoré du Mali ont fait savoir qu'ils y participeraient. De son côté, un porte-parole du gouvernement algérien a déclaré qu'il est « inconcevable » *qu'* « un problème aussi important que celui de la République arabe sahraouie démocratique » *ne figure pas à l'ordre du jour de cette conférence. Pour sa part, le roi Hassan II a dit, samedi 6 novembre, avant de s'entretenir à Fès avec le président Sekou Touré de Guinée, que son gouvernement serait présent à condition que la question du Sahara occidental n'y soit pas abordée, ainsi que le rapporte ci-dessous notre correspondant à Rabat.*

Rabat. — A l'occasion du septième anniversaire de la Marche verte, le roi Hassan II a prononcé à Fès, samedi 6 novembre, un discours plutôt conciliant sur la question du Sahara. Il n'a pas parlé comme l'ont fait un certain nombre de journaux gouvernementaux, notamment *le Matin du Sahara*, de « machinations » et de « scénario machiavélique » destinés à embarrasser le Maroc (*le Monde* du 7-8 novembre) et à l'isoler lors du prochain sommet de l'O.U.A., prévu pour le 23 novembre, en l'absence de représentant de la « R.A.S.D. ».

Au contraire, le roi a paru tenir pour acquise la tenue de cette conférence, n'a pas parlé de boycottage et a paru annoncer la participation du Maroc, mais, il est vrai, à certaines conditions, qu'il a énumérées en affirmant : « *Le Sahara est bien marocain et ne peut être que marocain. Nul ne pourra considérer que ce pays vivra en paix et en sécurité et que son peuple connaîtra la quiétude si ses provinces sahariennes venaient à être amputées pour servir de base d'agitation.* » « *Nous disons cela,* a continué le roi, *au moment où l'Afrique se trouve à la veille du sommet de Tripoli. J'espère que cette réunion aura lieu car l'Afrique a tant souffert ces derniers mois de notre désunion et de l'affrontement dans notre région et dans notre continent.* »

« *J'espère également,* a-t-il toutefois ajouté, *que la légalité sera rétablie et que les choses reprendront leur cours normal.* » Il entend évidemment par là que l'exclusion des représentants du Polisario de ce dix-neuvième sommet de l'O.U.A. ne soit pas « provisoire » mais définitive et qu'ils ne réapparaissent pas lors du vingtième sommet prévu pour 1983 à Conakry.

Le fait que le président Sekou Touré soit un fidèle allié du roi du Maroc en est évidemment une garantie supplémentaire.

« *Ces obstacles levés, le Maroc sera présent,* a alors affirmé le souverain, *pour participer avec ses frères africains à la discussion des autres questions. Étant entendu que le dossier du Sahara a été confié par ce sommet à la commission chargée de mettre en œuvre les décisions prises à l'unanimité à Nairobi.* » Il n'est pas question, pour Hassan II, que le problème du Sahara soit à nouveau inscrit à l'ordre du jour, comme si les décisions sur le référendum prises à Nairobi en 1981 et au début de 1982 n'existaient pas.

Après avoir rappelé qu'il avait accepté le référendum à la demande instante des amis du Maroc, il a conclu : « *Depuis ce jour, nous n'attendons plus que le feu vert pour instaurer le cessez-le-feu et organiser le référendum. Si donc il y a retard, cela ne peut en aucun cas nous être imputé.* »

Le roi Hassan II ira-t-il donc lui-même à Tripoli ? Bien peu d'observateurs le pensent, compte tenu des dernières déclarations hostiles du colonel Kadhafi à l'endroit du Maroc. Au demeurant, la date de la conférence au sommet de l'O.U.A. coïncide, à vingt-quatre heures près, avec celle prévue pour le voyage à Londres de la délégation de la Ligue arabe, conduite par le roi du Maroc, qui doit se rendre en Grande-Bretagne pour y présenter les résolutions de la conférence de Fès.

ROLAND DELCOUR.

Sénégal

DÉMISSION DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Dakar *(A.F.P., Reuter).* — M. Ousmane Seck, ministre sénégalais de l'économie et des finances, a démissionné de ses fonctions, a annoncé, samedi 6 novembre, la radio sénégalaise. M. Seck a été remplacé par M. Mamadou Touré, ministre du Plan et de la coopération, qui cumule les deux portefeuilles.

Entré au gouvernement comme secrétaire d'État au Plan, en avril 1970, M. Ousmane Seck, quarante-quatre ans, avait été mis en cause récemment par le journal satirique sénégalais *le Politicien*, dans une affaire d'escroquerie douanière portant sur 4 milliards de francs C.F.A. (80 millions de francs). M. Seck avait porté plainte pour diffamation contre le journal, qui affirmait également que son épouse avait acheté une robe 3 millions de francs C.F.A. (60 000 francs) chez un couturier parisien.

Ami personnel du président Abdou Diouf, M. Seck, très connu dans les milieux financiers internationaux, présidait le groupe africain à la Banque mondiale et dirigeait le parti socialiste (au pouvoir) dans la région de Thiès. M. Seck semble avoir décidé de donner sa démission pour ne pas gêner le président Diouf dans sa campagne actuelle contre l'enrichissement illicite, à quelques mois de l'élection présidentielle, prévue pour février prochain.

Zimbabwe

- LA COUR SUPREME DE HARARE A REJETE L'APPEL de deux Français qui mort, en mars 1982, pour meurtre. MM. Boutanquoi, âgé de trente-trois ans, et Simon Marc Chemouil, âgé de vingt-huit ans, ont été reconnus coupables du meurtre, en juillet 1981, d'un propriétaire de café, à Karoi, au nord-est du Zimbabwe. La Cour suprême ne leur a trouvé, vendredi, aucune circonstance atténuante. L'appel portait sur le fait que M. Boutanquoi était *« arriéré mental »* et soulignait qu'il n'y avait pas de preuve sur le fait que M. Chemouil avait prémédité le meurtre. — *(A.F.P.)*

PROCHE-ORIENT

L'ENQUÊTE SUR LES MASSACRES DE BEYROUTH

Le témoignage de M. Begin

Le premier ministre assure n'avoir été au courant qu'après le retrait des phalangistes

(Suite de la première page.)

Une longue série de questions ont été posées au sujet de l'entrée des milices chrétiennes dans les camps de Sabra et Chatila. M. Begin a affirmé que le principe de la participation des phalangistes dans la guerre du Liban à côté d'Israël avait été approuvé par le gouvernement israélien au cours de la réunion du 15 juin, à savoir une semaine environ après l'invasion du Liban. « *On n'avait pas besoin de prendre une nouvelle décision à ce sujet* », a-t-il remarqué.

« *Est-ce que, à la lumière de l'expérience avec les phalangistes depuis l'entrée au Liban, on ne devait pas reconsidérer leur participation aux opérations ?* », a demandé le juge Barak.

« *Nous n'avions pas prévu qu'ils commettraient des atrocités* », a répondu M. Begin.

Le juge Kahane a rappelé, alors, les propos du ministre David Levy au cours de la réunion du gouvernement tenue le 16 septembre, quelques heures après l'entrée des Phalanges dans les camps de Sabra et Chatila, exprimant son appréhension au sujet de massacres éventuels de civils par les phalangistes.

M. Begin : « *Mais il n'a demandé ni débat ni décision à ce sujet.* »

Le juge : « *Le chef d'état-major a dit au cours de la même réunion du gouvernement que les phalangistes étaient entrés dans les camps et qu'ils avaient déjà dans leurs yeux ce qu'ils s'apprêtaient à faire.* »

M. Begin : « *Nous les avons considérés comme des unités militaires disciplinées.* »

Le juge, se référant à un document relatif aux pourparlers qui ont eu lieu entre M. Begin et l'envoyé spécial du président américain Morris Draper, le vendredi 18 septembre, où M. Begin expliquait que l'armée israélienne était entrée à Beyrouth-Ouest « *car il existait un danger d'actes irréguliers de la part des chrétiens* » demande : « *Est-ce que cela ne s'appliquait pas aux Phalanges ?* »

M. Begin : « *On n'a pas imaginé qu'ils commettraient des atrocités et des massacres.* »

Le juge Kahane lit alors dans le compte rendu de la réunion du gouvernement, tenue au lendemain des massacres, ce que M. Begin avait dit au sujet de l'entrée des phalangistes dans les camps, à savoir que l'on craignait que les Phalanges ne se vengent de la population civile.

M. Begin (confus) : « *Je ne peux pas nier ce qui est écrit.* »

Le premier ministre israélien a affirmé ensuite qu'il avait appris qu'un massacre avait eu lieu seulement le samedi soir, en écoutant la B.B.C., c'est-à-dire plusieurs heures après la fin des tueries et que c'est alors qu'il avait contacté le ministre de la défense et le chef d'état-major.

Le juge : « *Est-ce que le chef d'état-major a parlé avec vous vendredi de ce qui se passait dans les camps ?* »

M. Begin : « *Je ne me souviens pas.* »

Le juge : « *Le ministre de la défense a mentionné une conversation téléphonique tenue samedi entre 9 heures et 10 heures au cours de laquelle vous avez raconté au chef d'état-major qu'il y avait eu une démarche américaine au sujet de ce qui se passait à l'hôpital Gaza à Sabra.* »

M. Begin : « *Je ne me souviens pas d'une telle conversation.* »

(Intérim.)

ASIE

SELON M. MARCHAIS

Les dirigeants chinois estiment que les États-Unis sont les premiers responsables des tensions internationales

M. Georges Marchais a indiqué, dimanche 7 novembre, au cours de l'émission « Le grand jury R.T.L.-*le Monde* », les conclusions qu'il tire de son voyage en Chine, du 14 au 26 octobre, à la tête d'une délégation du P.C.F. « *Nous sommes, nous, extrêmement satisfaits* », a déclaré M. Marchais, avant d'énumérer les convergences qui sont apparues, au cours des discussions, entre le P.C.C. et le P.C.F.

Parmi ces convergences, il a notamment cité la priorité donnée à la recherche de la paix et à l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial. « *Nous sommes tombés d'accord,* a encore dit M. Marchais, *pour établir des rapports tout à fait nouveaux entre nos partis sur la base de l'égalité et de la non-intervention dans les affaires intérieures.* »

Selon le secrétaire général du P.C.F., « *les Chinois, qui parlent toujours d'hégémonisme, placent au premier plan l'hégémonisme américains* » et estiment que la politique « *de l'impérialisme en général et de l'impérialisme américain en particulier* » est « *la cause essentielle des tensions internationales* ».

M. Marchais a ajouté : « *C'est clair qu'il y a une évolution.* » Selon lui, les dirigeants chinois distinguent, après l'hégémonisme américain, un « *hégémonisme moyen* » (qui caractérise certains pays, comme Israël, servant de « *fers de lance aux Américains* ») et, enfin, l'« *hégémonisme soviétique* », dont ils parlent « *en troisième plan et dans des termes tout à fait différents de la façon dont ils le faisaient avant* ». Exprimant le souhait que « *l'Union soviétique et la Chine résolvent les difficultés* » qui subsistent entre elles, M. Marchais a ajouté, au sujet des Soviétiques : « *S'il se révélait qu'on ne prenne pas en considération ce que sont, aujourd'hui, les positions, les propositions des dirigeants du parti communiste chinois, je ne serais pas d'accord.* » M. Marchais a souligné que les discussions actuelles entre les deux pays « *concernent les États* », et non les partis.

- *Une délégation de la C.G.T.* effectue actuellement une visite en Chine, la première depuis le début des années 60. L'agence Chine nouvelle a rapporté que la délégation, conduite par M. Pierre Gensous, secrétaire exécutif de la C.G.T., s'était entretenue samedi soir 6 novembre avec le président de la Fédération chinoise des syndicats, M. Ni Zhifu. — *(A.F.P.)*

- *Le quarante-troisième stage de perfectionnement du C.H.E.A.M.* (Centre de hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes) commencera le 10 novembre et durera jusqu'au 15 juin 1983. Les conférences sous formes de « tables rondes » consacrées aux problèmes actuels d'ordre social, politique et économique des pays du tiers monde auront lieu un jour par semaine, le mercredi. (C.H.E.A.M., 13, rue du Four, 75006 Paris. Tél. : 326-96-90.)

Afghanistan

UN GÉNÉRAL SOVIÉTIQUE AURAIT ÉTÉ TUÉ PAR LA RÉSISTANCE

Islamabad *(A.F.P.).* — Un conseiller militaire soviétique, le général Estenov, a été tué le 26 octobre dans une embuscade tendue en plein jour à Kaboul par un groupe de résistants, a affirmé, samedi 6 novembre, l'Agence afghane de presse, organe d'information de mouvements fondamentalistes basés au Pakistan. Selon l'agence, qui cite des « *informations en provenance de Kaboul* », l'officier supérieur soviétique a été tué par balles, alors qu'il se rendait à l'ambassade d'U.R.S.S., venant du quartir général de l'armée rouge, situé dans le faubourg de Darul-Aman.

Quoi deneuf depuis Darwin?
Stephen Jay Gould
Le Pouce du panda
Les grandes énigmes de l'évolution
"Une sorte de synthèse à l'américaine de François Jacob et de Jean Rostand."
François de Closets/L'Express
"Un livre à la fois déroutant et fascinant."
Yvonne Rebeyrol/ Le Monde
"Des textes passionnants, bourrés d'humour, de véritables petits chefs-d'œuvre."
Libération
Stephen Jay Gould
Le Pouce du panda
Les grandes énigmes de l'évolution
M.B.C.
GRASSET

EUROPE

ESPAGNE — La démission de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol (P.C.E.) depuis 1960, a remis sa démission le samedi 6 novembre. Il a lui même proposé comme successeur M. Gerardo Iglesias, dirigeant du parti dans les Asturies, et considéré comme un homme ayant toute sa confiance. Ce choix a été ratifié dans la soirée du dimanche 7 novembre par le Comité central. La décision de M. Santiago Carrillo était attendue après les très mauvais résultats du P.C.E. aux élections du 28 octobre. Le P.C.E. a perdu un million de voix par rapport aux élections de 1979 et n'a obtenu que quatre sièges de députés aux Cortès. La nomination de M. Iglesias a été mal accueillie par les contestataires du parti, qui ont en vain réclamé un Congrès extraordinaire. M. Carrillo reste membre du Comité exécutif et du Comité central et il a l'intention d'occuper son siège de député pendant la prochaine législature.

Une longue série d'anathèmes

De notre correspondant

Madrid. — Peut-on rendre un seul homme responsable de l'échec d'un projet politique ? M. Carrillo a bien des circonstances atténuantes : personne n'ignore au sein de la société espagnole les ressentiments que provoque toujours le parti communiste parmi les pouvoirs traditionnels, au premier rang desquels les forces armées. En affirmant qu'ils n'accepteraient pas au sein du gouvernement de ministres du P.C.E. et en refusant d'avance tout pacte de législature avec lui, les socialistes ont, d'autre part, contribué à enfermer les communistes dans un ghetto politique, souligne aujourd'hui non sans amertume M. Carrillo.

Mais pouvait-il en être autrement ?

Le « vote utile » et le « vote de la peur » se sont combinés le 28 octobre pour donner aux socialistes le monopole de la représentation de la gauche, marginalisant le parti communiste de manière peut-être irrévocable.

Mais ces explications partielles cachent mal le problème de fond : en rejetant successivement les dogmes du mouvement communiste international, la dictature du prolétariat, le léninisme, les relations privilégiées avec l'U.R.S.S., en prêchant à ses bases syndicales la nécessité d'une politique de concertation, le P.C.E. a dû affronter une grave crise d'identité. Comment convaincre ses militants et ses électeurs qu'il représente toujours une option distincte ?

Pour disputer au P.S.O.E. l'espace politique de la gauche, il aurait fallu que le P.C.E. présente une image plus attrayante et plus ouverte. Un parti se débattant entre des crises interminables et recommencées n'avait guère de chances de convaincre les électeurs qu'il représentait la « véritable option de gauche » face à un P.S.O.E. tenté par la social-démocratie. M. Carrillo a certes raison lorsqu'il rappelle que le dernier congrès du P.C.E. en juillet 1981 a permis un débat d'idées particulièrement animé et *largement ouvert à la presse.* Un débat public difficile à imaginer au sein de la plupart des autres partis espagnols et qui contraste avec l'unanimité quelque peu factice du dernier congrès du P.S.O.E. en octobre 1982. Mais M. Carrillo omet d'ajouter que tous ceux qui s'étaient alors opposés aux thèses qu'il avait défendues ont été depuis expulsés des organes dirigeants, voire du parti lui-même.

Depuis 1981, les anathèmes ont frappé aussi bien les « rénovateurs » que les « pro-soviétiques ». Les premiers reprochaient à M. Carrillo de ne pas aller jusqu'au bout de la logique « eurocommuniste » en refusant la reconnaissance des tendances au sein du parti et en freinant sa pénétration parmi les organisations de base. Les seconds considéraient que le P.C.E., préoccupé exclusivement par la consolidation de la démocratie, négligeait la défense des travailleurs face à la crise économique et refusait la constitution d'un mouvement de masse pourtant seul à même de faire hésiter les candidats au putsch.

La crise du P.S.U.C.

En mars et en mai 1981, deux dirigeants euro-communistes de prestige, MM. Eugenio Triana et l'économiste Ramon Tamames, abandonnent le parti, en désaccord avec le secrétaire général. En mai également, M. Carrillo obtient du P.S.U.C., le parti des communistes catalans, qu'il renonce à certaines thèses favorables aux pro-soviétiques, approuvées à une large majorité par un congrès tenu quatre mois plus tôt. Cette « intrusion » dans le débat interne d'un parti théoriquement indépendant provoque une grave crise au sein du P.S.U.C. Elle aboutit, en mars 1982, à un congrès extraordinaire dominé par les « carrillistes » après que les principaux dirigeants « pro-soviétiques », parmi lesquels le président du parti, M. Pere Ardiaca, eurent été expulsés. Ces « aller et retour » affaiblissent considérablement la force du communisme dans une région qui *constitue* pourtant son *fief* traditionnel.

A Madrid, en juillet 1981, un autre dirigeant *pro-soviétique* connu, M. Francisco Garcia Salve (le célèbre « curé Paco » opposant du franquisme), est lui aussi expulsé.

En novembre 1981, le secteur majoritaire des communistes basques dirigé par M. Roberto Lertxundi est expulsé pour avoir défendu l'idée d'une fusion avec la formation nationaliste de gauche, Euskadiko Ezquerra. Nouvelle crise, avec les « rénovateurs » cette fois, qui ont pris parti pour M. Lertxundi. Six d'entre eux, dont M. Manuel Azcarate et Mme Pilar Brabo, sont expulsés du comité central le 11 novembre. Quelques jours plus tard, une dizaine de conseillers municipaux communistes de Madrid, qui se solidarisent avec eux, sont expulsés à leur tour. Quarante conseillers municipaux communistes de la province démissionnent en signe de protestation.

En juin 1982, nouvelle crise : le vice-secrétaire général, M. Nicolas Sartorius, considéré comme le « dauphin » de M. Carrillo, affirme devant le comité central que le P.C.E. ne peut éternellement attribuer à des causes exogènes ses échecs électoraux répétés et qu'il est désormais indispensable d'ouvrir un débat de fond sur la manière dont le parti conçoit sa politique. Ces thèses peu orthodoxes dressent contre lui la majorité « carrilliste » du comité central et contraignent M. Sartorius à abandonner son poste tout en restant membre du comité exécutif. M. Marcelino Camacho, secrétaire général de la centrale syndicale communiste, Commissions ouvrières, démissionne avec lui de la direction du P.C.E. Un mois plus tard, enfin, ce sont les « pro-soviétiques » de l'organisation syndicale à Madrid, dirigée par M. Fidel Alonso, qui sont expulsés du P.C.E.

Le départ de M. Carrillo permettra-t-il d'endiguer cette saignée incessante ? Beaucoup de ceux qui ont quitté le parti sont sceptiques, comme Mme Pilar Brabo, pour qui *« cette démission vient trop tard ».*

Tout dépendra de la réalité de la rénovation. Si M. Carrillo abandonne un poste qu'il occupait depuis vingt-deux ans, il n'en conserve pas moins ses fonctions au sein du comité exécutif.

Le congrès extraordinaire réclamé par certains et qui aurait permis au parti de se livrer, dans son ensemble, à un examen de conscience a été refusé par les « carrillistes ». Le secrétaire général démissionnaire a lui-même « fait » son successeur. Il a choisi M. Gerardo Iglesias, un dirigeant sans charisme, connu surtout pour lui être fidèle. M. Carrillo entend-il dorénavant diriger le parti par personne interposée ? Le P.C.E. connaîtra-t-il un « carrillisme sans Carrillo » ? Ce ne serait pas le meilleur service que puisse rendre à son parti celui qui, malgré bien des erreurs, a tenté de l'adapter à l'Espagne moderne.

THIERRY MALINIAK.

M. GERARDO IGLESIAS : un inconditionnel de M. Carrillo

Né en 1945, près de Mieres, dans les Asturies, M. Gerardo Iglesias, mineur et jeune militant du parti communiste dès l'âge de quinze ans, est arrêté une première fois en 1961, puis à nouveau en 1966, pour avoir organisé une grève contre un projet de démantèlement d'un centre minier. Il passe cinq années en prison. A sa libération, il est nommé secrétaire général, pour les Asturies, de la centrale syndicale communiste, les Commissions ouvrières.

En 1978, il est mêlé à une épuration du P.C.E. légalisé. Un secteur du parti conteste, dans les Asturies, la politique de M. Carrillo, auquel il reproche à la fois l'abandon du léninisme et l'absence de démocratie dans le fonctionnement de l'« appareil ». M. Iglesias, secrétaire général du parti dans cette région, dirige l'offensive contre les dissidents, qui seront rapidement expulsés. Parmi eux figure pourtant l'un des dirigeants « historiques » du communisme asturien, M. Valentin Alvarez Areces. En novembre 1979, M. Iglesias contraint au départ un autre groupe de contestataires à Aviles.

Le nouveau secrétaire général du P.C.E. a donc manifesté à plus d'une reprise son autorité, et il peut faire valoir les bons résultats obtenus par le P.C.E. aux Asturies. Mais il y a loin de la zone minière, traditionnel fief communiste, à Madrid. — Th. M.

● *M. Georges Marchais*, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, dimanche 7 novembre, au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » : *« Nous avons été très affectés par le recul* [aux élections] *de notre parti frère espagnol, et cela d'autant plus que nous savons le rôle extraordinaire que celui-ci a joué dans la lutte contre le franquisme. Pour avoir contribué à cette lutte, un peu à l'arrière-plan, nous connaissons les sacrifices que ce parti a consentis, notamment le sacrifice que des hommes et des femmes ont fait de leur vie,* a ajouté M. Marchais. *Nous sommes cependant convaincus que le parti communiste espagnol saura trouver en lui-même les forces nécessaires pour triompher des difficultés auxquelles il est confronté. »*

Un « despote » modéré...

« Si au moins il avait imité l'exemple de Lopez Raimundo... » Le dirigeant communiste catalan qui exhalait ainsi son amertume devant nous à la veille des élections du 28 octobre n'était pas un adversaire déclaré de M. Santiago Carrillo, mais un leader important du PSUC (parti socialiste unifié de Catalogne, communiste), la formation restée fidèle à la ligne « eurocommuniste » et à la personne du secrétaire général du P.C.E., aujourd'hui limogé.

Il évoquait le geste de Gregorio Lopez Raimundo, jovial leader « historique » du PSUC, qui avait de bonne grâce accepté le poste de président du parti. *« Si Santiago avait fait de même,* ajoutait-il, *renonçant à temps au poste de secrétaire général, nous n'en serions pas là. »* Les résultats des élections en Catalogne ont justifié toutes ses appréhensions.

Que des eurocommunistes catalans en soient venus à souhaiter, avant même la déroute du 28 octobre, le retrait du secrétaire général du P.C.E. en dit long sur les tensions provoquées par les méthodes de direction « personnelles » de M. Santiago Carrillo, considéré comme le principal responsable de la débâcle.

Tensions exprimées d'une autre manière à Madrid, sur le ton de la confidence, par l'un des plus anciens et des plus proches collaborateurs de Santiago Carrillo, récemment expulsé de la direction et du parti pour avoir osé s'associer aux requêtes du courant rénovateur en faveur d'une plus grande démocratie interne. *« Carrillo,* disait-il, *est un politicien, ce n'est pas un théoricien. Pragmatique et autoritaire, doué de beaucoup d'intuition, il a gardé la conception que nous avions pendant l'émigration. Il s'agissait pour lui d'éli- d'éliminer toutes les tendances miner toutes les tendances qui pouvaient surgir, de ne pas leur donner le temps de se développer. Pour Carrillo, diriger, c'est d'abord commander... »*

Lutteur obstiné et opiniâtre, M. Carrillo s'est battu jusqu'au bout. Il n'est pas sûr qu'il ait tout à fait renoncé. Et il a réussi à imposer, pour lui succéder au poste de secrétaire général, M. Gerardo Iglesias, un homme qui a sa confiance. M. Nicolas Sartorius, qui porte les espoirs de ceux qui entendent relancer le P.C.E. sur des bases nouvelles, attendra, semble-t-il, des jours meilleurs.

Sachant séduire et plaire, courtois, intelligent, fin manœuvrier, modéré dans ses jugements, mais aussi intransigeant, implacable, autoritaire, éliminant sans pitié tous ses adversaires, M. Santiago Carrillo a un double visage : homme du monde dans les salons et despote à la maison.

Depuis son retour en Espagne, en 1976, il a toujours offert en public l'image d'un homme hostile à tout sectarisme. Mais, depuis plus de vingt ans qu'il était à la tête du P.C.E., il a tenu l'appareil d'une main de fer, sans trembler, imperméable aux critiques, insensible aux plus anciennes et plus fidèles amitiés, ainsi qu'il l'a prouvé à l'occasion des plus récentes « expulsions ».

Pour le plus grand bien du parti : au nom de cette formule, M. Santiago Carrillo a fini par agir comme si le parti était son bien et sa chose. Evolution banale, mais qui surprend davantage chez ce sexagénaire cultivé qui avait su adapter la stratégie du P.C.E. aux réalités de l'Espagne post-franquiste. Il a mis délibérément tout le prestige conquis par le P.C.E., au cours de la longue et courageuse lutte contre le franquisme, au service d'une transition pacifique de la dictature à la démocratie.

Il a, plus nettement qu'aucun autre dirigeant communiste, nié le caractère « socialiste » du régime soviétique. Et il a finalement donné l'image d'un parti communiste espagnol dont on ne voyait plus très bien ce qui le différenciait de la formation du P.S.O.E. de M. Felipe Gonzalez, lui-même « embarqué » à droite de peur de réveiller les fureurs assoupies des nostalgiques du franquisme.

Cette « modération » a démobilisé les militants sans convaincre ses adversaires. *« En 1977,* dit encore ce leader catalan, *le P.C.E. était fort. Il avait une base ouvrière, la jeunesse, des intellectuels de renom. Puis il a abandonné tous ses signes d'identité. Que peut-on faire alors d'un parti de masse ? Nous avions cent mille militants prêts à l'action qui, faute de consignes, ont progressivement cédé à la déception et sont partis ailleurs. »*

Sa vie se confond avec celle du parti

M. Santiago Carrillo, à qui l'on donnait ironiquement du « monseigneur » dans les cercles de droite, était bien en cour à la Zarzuela. Juan Carlos apprécie ce dirigeant communiste, courtois et respectueux, qui s'est rallié à la couronne après avoir déclaré, juste avant la mort de Franco, qu'*« on peut être tout sauf un roi désigné par Franco. »*

Mais si l'adhésion de M. Carrillo au « système » lui a permis de devenir l'un des principaux ténors de la scène politique post-franquiste, la monarchie, de son côté, lui doit beaucoup.

Sa vie se confond avec celle du parti communiste. Né dans une famille socialiste et ouvrière à Gijon, dans les Asturies, il était déjà à l'âge de dix-huit ans le secrétaire général des Jeunesses socialistes.

A vingt ans, M. Carrillo a connu la prison et passé déjà pour le dauphin du leader socialiste Largo Caballero, mais il tente dès 1934 une unification des Jeunesses communistes et des Jeunesses socialistes. A la table de négociation, il rencontre le communiste Fernando Claudin qu'il expulsera trente ans plus tard, en 1964. Fernando Claudin « qui a eu raison trop tôt » prépare un ouvrage très attendu sur M. Santiago Carrillo et les « crises » du P.C.E.

1936 : la guerre civile. Le soulèvement franquiste surprend M. Carrillo à Paris et il regagne Madrid, à grand peine, après un détour par le Pays basque où il manque d'être fusillé par erreur. En novembre 1936, en pleine bataille de Madrid, il décide de rallier le parti communiste et entraîne avec lui une partie des Jeunesses socialistes. Membre de la junte de défense de Madrid, il commet une « erreur » que la droite espagnole continue de lui reprocher avec violence. Il autorise l'évacuation vers Valence d'un convoi de deux cents officiers franquistes prisonniers. En route, le convoi est intercepté et les prisonniers sont massacrés à Paracuellos del Jarama.

1939 : la défaite. M. Carrillo quitte l'Espagne par Barcelone. On le retrouve en France, en U.R.S.S., aux Etats-Unis, en Argentine, en Algérie, puis, après 1944, de nouveau en France d'où il participe à la réorganisation du parti communiste à l'intérieur de l'Espagne. En 1955, M. Carrillo est soutenu par Claudin dans sa lutte contre le groupe des « vieux » dirigeants, à la tête desquels se trouve M. Lister, le commandant du célèbre « 5e régiment » pendant la guerre civile (et qui dirige aujourd'hui à Barcelone le « groupe » communiste le plus étroitement inféodé à l'Union soviétique). La querelle qui se développe à l'époque du vingtième Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. est tranchée par Dolores Ibarruri, la « Pasionaria », qui, de Moscou, se prononce en faveur de Carrillo. Le sixième Congrès du P.C.E., en 1960, confirme ce dernier dans ses fonctions de secrétaire général. Il déclare *« Il convient d'approfondir les possibilités d'une entente dans la lutte contre la dictature entre toutes les forces qui ont combattu dans des camps opposés pendant la guerre civile. »* Est-ce bien le même Carrillo qui, quatre ans plus tard, entérinera la condamnation des thèses de Claudin *« en faveur de larges alliances avec la petite et la moyenne bourgeoisie »* ? Claudin, Jorge Semprun, le Catalan Francesco Vicenz sont exclus, comme le seront plus tard, et de plus en plus fréquemment, d'autres dirigeants de premier rang, MM. Manuel Azcarate et Ramon Tamames entre autres.

« C'était pitié, disait la semaine dernière à Madrid, l'une des dernières victimes des charrettes de Santiago, *de consulter la liste des intellectuels appelant à voter pour le P.C.E. le 28 octobre. On n'y trouvait pas un seul intellectuel digne de ce nom... »*

MARCEL NIEDERGANG.

Allemagne fédérale

Le congrès libéral a confirmé les profondes divisions du parti

De notre envoyé spécial

Berlin. — Le vibrant appel à l'unité lancé en conclusion du congrès du parti libéral par M. Wolfgang Mischnick, chef du groupe parlementaire F.D.P. au Bundestag, n'aura pas empêché ce congrès d'être celui de la division. Certes, M. Hans Dietrich Genscher a été réélu président du parti, et la plupart des motions dirigées contre lui ont été repoussées, *mais pas toutes. De plus,* aucune tentative de réconciliation n'a été opérée d'un côté ou de l'autre. Il est très probable que les délégués sont repartis comme ils étaient venus et qu'aucun n'a changé d'opinion à la suite des discours et des douzaines d'interventions qui ont été entendues dans la salle du congrès.

Le vœu exprimé avec véhémence par certains orateurs que la discussion au sein du parti libéral s'arrête au lendemain du congrès, tous les arguments y ayant été exposés jusqu'à épuisement, ne sera pas exaucé. L'entêtement des uns, la frustration des autres, continueront à se faire sentir dans les débats publics comme à l'occasion des échéances politiques que rencontrera le F.D.P. jusqu'aux élections projetées pour le 10 mars.

Les élections de Hambourg du 19 décembre constitueront un test significatif, la ville hanséatique étant le fief d'une des opposantes les plus acharnées à M. Genscher, Mme Helga Schuchardt. Parviendra-t-elle à se faire élire sur un programme d'alliance avec les sociaux-démocrates alors que son parti a ramassé une veste mémorable aux élections du 6 juin ? Mme Schuchardt est l'une des huit femmes qui composent l'élément féminin du groupe parlementaire libéral actuel. Sept ont voté contre le changement de coalition, la huitième, Mme Irmgard Adam-Schwaetzer, a été promue secrétaire générale du parti par M. Genscher.

De ce groupe féminin se détache Mme Ingrid Matthäus-Maier, qui a démissionné avec éclat du parti libéral. Son exemple a été suivi par un petit nombre de délégués tandis que d'autres acceptaient de participer à un « contre-congrès » d'une demi-journée qui s'est tenu dans le hall des expositions de Berlin. Ne s'y sont retrouvés que les libéraux « radicaux » dans le sens étymologique du terme, ceux qui refusent toute collaboration avec l'équipe de M. Genscher et qui entendent se regrouper dans des « associations libérales », lesquelles ont l'intention de se fédérer le 28 novembre à Bochum.

Peut-on déjà parler d'une scission et d'un nouveau parti faisant du F.D.P., selon l'expression de Gerhart Baum, *« un parti amputé, à la droite de la C.D.U. »* ? Il semble que l'on recule encore devant la fondation d'un parti « super libéral » qui n'aurait aucune chance électorale même si l'organisation des jeunes démocrates, les « judos » devait s'y rallier. Cette organisation est de tendance nettement gauchiste et les congressistes ont décidé de la supplanter par une formation rivale plus conforme à la ligne de M. Genscher, qui existe depuis deux ans déjà, les jeunes « libéraux » (gulis), dont le chef a *été* symboliquement élu au nouveau comité directeur du F.D.P.

L'ouverture aux pacifistes

Comme prévu, les deux camps se sont affrontés sur la politique étrangère, domaine privilégié de M. Genscher. Les partisans de celui-ci ont reproché au texte que *soumettaient* M. Verheugen et ses amis, de préconiser l'établissement de zones dénucléarisées avant qu'un équilibre *militaire* entre l'Est et l'Ouest ne *soit réalisé.* De même la *majorité* des congressistes s'était élevée contre la phrase du texte déclarant qu'un congrès spécial devrait examiner fin 1983 *« si et dans quelle forme l'introduction de nouvelles fusées atomiques devait être acceptée ».*

Cette restriction impliquerait, a-t-on dit, qu'au cas d'un échec de la conférence de Genève, on puisse douter du sérieux avec lequel les négociateurs américains auraient conduit leur mission. Or *« le doute engendre le doute »* et les Américains doivent pouvoir compter sur la République fédérale pour appliquer loyalement la *« double résolution de l'OTAN »* et ne pas affaiblir leur position par des réserves qui ne peuvent que servir la cause soviétique.

M. Verheugen n'a pas cherché à dramatiser l'opposition des points de vue. Il a seulement tenu à faire remarquer que le sien avait été abondamment discuté dans les sections du parti. Faut-il en déduire que la « *Nachrüstung* » (réarmement renforcé) n'emporte pas la conviction immédiate de la base ? En tout cas M. Verheugen a réussi à faire endosser par la grande majorité des congressistes l'article de son manifeste réclamant que l'on prenne au sérieux le mouvement pacifiste.

Dans ce domaine comme dans d'autres, le congrès de Berlin a été celui du sursis plus que de la décision. Un congrès extraordinaire doit se tenir en janvier pour définir les positions électorales du F.D.P. D'ici là on aura vu si le congrès de Berlin a clarifié ou simplement enregistré les divergences nées d'un changement de coalition qui n'a été ratifié, après tout, que par deux cent dix voix sur quatre cents votants.

Les débats qui ont eu lieu pendant ces deux derniers jours n'ont pas manqué de substance même s'ils ont manqué d'humour. Par moments on se serait cru à des journées d'étude. On a eu ainsi d'intéressantes lumières sur le problème des travailleurs étrangers et de leur intégration possible (faut-il ou non abaisser à six ans — il est de seize pour l'instant — l'âge des enfants qui viennent rejoindre leurs parents ?), sur celui du chômage, dont n'apercevrait que la partie émergée de l'iceberg, sur l'extension du droit aux vacances (également dix-huit jours ouvrables qu'on parle de porter à vingt-quatre). On a voté sur de multiples sujets. On a surabondamment parlé mais en fin de compte l'impression dominante a été plutôt celle d'un parti byzantin, discutant du sexe des anges alors *que la* déroute électorale point à l'horizon.

ALAIN CLÉMENT.

LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE REPREND SES TRAVAUX A MADRID

La Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) reprend ses travaux, mardi 9 novembre, après huit mois d'interruption.

« Conférence-bilan », réunissant tous les pays d'Europe, moins l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada, la réunion de Madrid a pour objet de faire le point de l'Acte final d'Helsinki, signé le 1er août 1975, code de bonne conduite entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Une première conférence de ce type s'était tenue, à Belgrade, en 1977-1978, sans autre résultat que la fixation du rendez-vous de Madrid.

Commencée le 11 novembre 1980, la Conférence de Madrid était à l'origine prévue pour durer quatre mois. En fait, elle a connu plusieurs ajournements et reprises, les principaux participants répugnant à la rupture. Le dernier ajournement a eu lieu le 12 mars.

هكذا من الأصل

EUROPE

...aire général du parti communiste

...nathemes

M. GERARDO IGLESIAS :

... M. Carrillo

Turquie

La nouvelle Constitution a été approuvée par plus de 90 % des électeurs

Tous les pronostics ont volé en éclats, y compris, sans doute, ceux des généraux du Conseil national de sécurité. On ne disposait pas encore ce lundi matin 8 novembre de la totalité des résultats, mais dès dimanche soir les premiers chiffres ne laissaient plus de doute : plus de 90 % des électeurs s'étaient prononcés librement pour le « oui » à la nouvelle Constitution et à l'élection du général Evren à la présidence de la République.

De notre envoyée spéciale

Ankara. — La Turquie s'est donc prononcée pour sa mise en liberté surveillée pendant sept ans, à une écrasante majorité que personne n'attendait. S'il paraissait difficile de faire des pronostics tant l'amalgame des questions posées rendait cette consultation ambiguë, on s'accordait généralement à considérer que tout pourcentage de « oui » supérieur à 65 % serait un succès pour les généraux. Avec un tel score, on aurait pu encore attribuer en partie la victoire des militaires à l'absence de libre débat électoral. Avec un raz de marée de plus de 90 %, on ne le peut plus, et force est de constater que le général Evren jouit désormais d'une réelle et massive légitimité populaire.

La gauche — et c'était de bonne guerre — avait émis quelques doutes quant au déroulement du scrutin, notamment dans les villages reculés de l'Est ou de l'Anatolie centrale, où le contrôle n'était guère possible. Si l'on ne peut exclure l'éventualité de pressions ici où là, du moins peut-on penser qu'elles n'ont pas été plus importantes que lors des précédentes consultations et que les autorités auront fait le maximum pour faire assurer la régularité du scrutin par des civils. Tout avait été prévu pour garantir le secret du vote et le dépouillement était public. Dans les grandes villes, où un contrôle était plus aisé, les partisans du « non » n'ont d'ailleurs fait qu'un assez piètre score, autour de 15 %.

On ne saura jamais avec certitude si, en votant oui, les électeurs ont voté en faveur des généraux ou bien en faveur d'un retour au régime civil et d'une levée de la loi martiale aussi rapides que possible. On ne saura jamais non plus quelle aurait été leur attitude si une campagne démocratique avait pu précéder cette consultation. Et la première réflexion qui venait à l'esprit, en regardant dans quelques villages des paysans accomplir leur devoir électoral, c'est que ce pays compte près de 40 % d'analphabètes et que, en l'absence de débat public, une grande partie de l'électorat n'était guère en mesure de juger en toute connaissance de cause de la Constitution proposée.

En votant oui, les électeurs ne se sont pas prononcés sur ce texte. Plus encore que pour la personnalité du général Evren, assez dépourvue de charisme, ils ont voté pour l'ordre, contre la terreur et contre les pénuries qui régnaient avant le coup d'Etat militaire de septembre 1980. *« Je ne trouvais même plus de fuel pour mettre dans mon tracteur,* explique simplement un paysan, *maintenant, au moins, je peux travailler tranquillement. »* C'était autrefois un fidèle du Parti de la justice, dirigé par M. Demirel, et lorsqu'on lui demande s'il n'est pas gêné par la dissolution des partis, il répond : *« Ces partis-là ne faisaient plus que se quereller, nous en aurons d'autres. »* Les leçons télévisées du général Evren ont porté leurs fruits. Dans les villes, on rappelle les fusillades qui éclataient chaque nuit, le racket et les intimidations infligées à l'ensemble de la population par les groupes armés rivaux.

Les anciens partis désavoués

Ce vote, beaucoup plus qu'une décision sur l'avenir des institutions, aura été un vote de reconnaissance envers l'armée qui a libéré la Turquie de ce cauchemar-là. Non seulement il apporte une légitimité au coup d'Etat militaire, mais il est de nature à rassurer une partie de l'armée qui redoutait de voir son prestige jugé à l'exercice du pouvoir.

Il inflige, d'autre part, aux anciens partis un cuisant désaveu. Ils n'ont certes pas eu la possibilité de s'exprimer, mais on savait qu'aucun d'entre eux ne pouvait soutenir une Constitution dont l'un des articles transitoires exclut pour dix ans de la vie politique une centaine de leurs dirigeants. Le Parti républicain du peuple avait quelques raisons particulières pour se montrer hostile à ce texte, en contradiction sur presque tous les plans avec un programme social-démocrate.

Que sont devenues les six millions de personnes qui se prononçaient pour lui aux dernières élections ? Il y a quelques jours encore, on pouvait avoir le sentiment que les deux grands leaders, MM. Demirel et Ecevit, en dépit de l'adversité, n'avaient pas totalement renoncé et que des stratégies s'élaboraient dans l'ombre. Après que des lois sur les partis et sur le mode de scrutin auront été adoptées, de nouveaux partis seront formés et une Assemblée législative sera élue dans un an ou un an et demi.

Les anciennes formations dissoutes attendaient l'heure de leur résurrection. Du côté du Parti républicain du peuple, on se déclarait prêt à mener de l'intérieur la lutte contre le régime. On formait le projet de rassembler, avec la nouvelle version du Parti de la justice, la majorité des trois-quarts de la future Assemblée, nécessaire pour une révision constitutionnelle, au moins en ce qui concerne l'article qui exclut les anciens dirigeants de la vie politique. Il faudra y renoncer. Non seulement le président de la République a la possibilité de recourir au référendum contre la révision constitutionnelle, mais on peut penser que le désaveu que les électeurs turcs viennent d'infliger à leurs anciens dirigeants est désormais sans appel. En ce sens, une page de l'histoire de la Turquie vient seulement aujourd'hui d'être définitivement tournée.

Des contreparties

Les Turcs se sont dotés d'une Constitution qui, le général Evren le dit lui-même, si elle tombait en d'autres mains, pourrait être une véritable catastrophe pour ce pays. Qu'en fera-t-il lui-même ? Tous les droits et libertés énoncés dans ce texte sont assortis d'un « mais », et il n'est pas un syndicaliste, pas un universitaire, pas un journaliste souffrant du régime militaire, pour penser que cette consultation constitue réellement un premier pas vers un retour à la démocratie et que, dans les sept ans qui viennent, il aura la vie plus facile. La seule consolation qui s'offre à ceux-là est de se dire qu'un plus fort pourcentage de « non » ne leur aurait peut-être valu que la crispation des militaires et un nouveau durcissement du régime.

Les électeurs n'avaient rien à gagner à un vote négatif, et c'est sans doute l'élément principal qui rend cette consultation contestable, et hasardeux tout pronostic sur le comportement politique futur du peuple turc. On peut, en première analyse, ne voir dans le résultat de ce référendum, qu'une expression de docilité à l'égard du plus fort, qui ferait augurer d'une longue période assez terne où régnerait l'ordre moral et « apolitique » cher au général Evren.

Mais le chef de l'Etat n'est plus seulement aujourd'hui celui qui a pris le pouvoir par la force. Il est désormais l'homme à qui les électeurs ont donné leur voix. Or, dans ce pays où la politique a été conçue jusqu'ici plutôt comme un marchandage que comme un débat d'idées et de projets globaux, on attend d'un tel acte des contreparties. Paradoxalement, c'est peut-être maintenant seulement que les Turcs vont oser sortir de la passivité. Toute critique du régime militaire pouvait jusqu'à présent être interprétée comme une volonté de retour à un certain passé. Peut-être la rupture radicale qui vient d'être opérée était-elle un point de passage obligé pour libérer un potentiel de revendications.

CLAIRE TRÉAN.

UN AVION SOVIÉTIQUE AVEC QUARANTE-DEUX PASSAGERS A ÉTÉ DÉTOURNÉ VERS SINOP

Ankara *(A.F.P.)*. — Un Antonov-24, des lignes aériennes intérieures soviétiques Aéroflot, a été détourné, le 7 novembre, alors qu'il venait de décoller d'Odessa vers Novorossiisk, par trois étudiants originaires d'Allemagne de l'Est, qui ont obligé le pilote à atterrir à Sinop, base turco-américaine de la mer Noire, où ils ont demandé l'asile politique. Il transportait quarante-deux passagers.

L'équipage et plusieurs passagers ont tenté de résister. L'ingénieur mécanicien de bord et deux passagers ont été légèrement blessés à coups de poignard.

L'ambassadeur d'Union soviétique en Turquie, M. Alexei Rodionov a demandé que soient remis à son pays les trois Allemands de l'Est, et que l'appareil soit autorisé à repartir. Lundi matin, il était encore à Sinop. Le décollage devait avoir lieu dans la journée.

[Le 15 octobre 1970, un appareil soviétique avait été détourné au cours de la liaison Batoum/Poti, vers Trabzon (Turquie), port de la mer Noire. Une hôtesse de l'air avait été tuée.

Les deux pirates de l'air — un Soviétique et son fils — avaient demandé à bénéficier de l'asile politique. Ils n'avaient pas été extradés, malgré les démarches soviétiques effectuées alors, et avaient été condamnés à vingt ans de prison. Libérés en 1972, ils vivent actuellement aux Etats-Unis.]

Pologne

● *Le Comité de coordination de Solidarnosc en France* appelle, dans un communiqué, *« tous les Français décidés à défendre les droits syndicaux dans le monde à manifester leur solidarité avec les Polonais le 10 novembre »*. Il appelle les travailleurs à *« décorer les portes des entreprises du sigle de Solidarnosc, à porter le badge de Solidarnosc, partout où cela est possible à déclencher les sirènes des usines à midi et, enfin, à organiser des collectes pour aider le syndicat polonais dans la clandestinité »*. Pour sa part, le Collectif parisien de solidarité avec Solidarnosc organise le mardi 9 novembre à 19 h 30 à la Bourse du travail (3, rue du Château-d'Eau, Paris 10e) un meeting avec plusieurs représentants polonais et des militants C.G.T. et C.F.D.T. de retour de Pologne.

Les Soviétiques ont rassuré M. Marchais sur l'état de santé de M. Chtcharanski

M. Georges Marchais a révélé, dimanche 7 novembre, au cours de l'émission le « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* la nature et le résultat de la démarche qu'il avait faite auprès des dirigeants soviétiques, au sujet de M. Anatole Chtcharanski, le mathématicien détenu depuis 1978, après avoir été condamné pour « trahison » et « espionnage », qui poursuit une grève de la faim depuis le 23 septembre. Ayant interrogé les Soviétiques sur l'état de santé de M. Chtcharanski et sur les motifs de sa condamnation, le secrétaire général du P.C.F. a reçu, dimanche matin, de Moscou, les réponses suivantes :

— Sur le premier point : *« Pour ce qui est de l'état de sa santé, nous pouvons déclarer officiellement qu'il n'y a pas de raison d'exprimer quelque préoccupation que ce soit à ce sujet. »*

— Sur le second point : *« Il s'agit d'un citoyen qui a été condamné pour espionnage et pour d'autres crimes graves, commis contre l'Etat. Notamment, il a transmis aux Américains des informations sur un nombre considérables d'installations militaires. Non seulement il recueillait et transmettait de telles informations, mais il a aidé les espions américains Todd et Levitsky à acquérir d'autres sources d'informations secrètes. Tous ces faits ont été prouvés, de façon documentée, au cours du procès judiciaire. La sentence a été rendue en stricte conformité avec les lois soviétiques. »*

Interrogé sur la valeur qu'il accorde à ces explications officielles, M. Marchais a déclaré : *« Je n'ai, certes, aucune raison d'y croire absolument, mais,* a priori, *je n'ai aucune raison de ne pas y croire. »*

[Le seul tort réel de Chtcharanski est d'avoir été un activiste juif qui désirer émigrer en Israël tout en faisant partie du Comité moscovite pour la surveillance de l'application en U.R.S.S. des accords d'Helsinki. Son procès, en 1978, avait été monté de toutes pièces et l'accusation d'espionnage n'avait pas été prouvée ; elle ne s'appuyait que sur les dires, forts douteux, de Soviétiques. Un récent commentaire diffusé par le bureau soviétique d'information déplore que la femme de Chtcharanski, qualifiée d'aventurière, ait été reçue « dans les plus hautes sphères » à Paris (c'est-à-dire par le président de la République). Moscou, à l'approche de la conférence de Madrid, estime que « ce tapage » a pour objectif de « mettre des obstacles au développement de bonnes relations entre l'U.R.S.S. et la France ». Mais, pour Paris, depuis mai 1981, c'est la présence soviétique en Afghanistan qui constitue l'obstacle.]

LES PHYSICIENS DU CERN S'INQUIÈTENT DU SORT DE LEURS COLLÈGUES EN U.R.S.S.

Le problème du renouvellement de l'accord de coopération entre le CERN (Laboratoire européen pour la physique des particules) et l'U.R.S.S. a été l'un des sujets abordés, vendredi 5 novembre, par le comité du conseil du CERN à Genève. L'U.R.S.S. souhaiterait accroître sa collaboration à la construction d'un nouvel accélérateur de particules du CERN, le LEP. Mais, signale le comité Youri Orlov (B.P. 335, 1217 Meyrin, Suisse), la communauté scientifique est préoccupée par les mauvais traitements infligés aux scientifiques dissidents en U.R.S.S. en violation des accords d'Helsinki et s'interroge sur l'opportunité à donner son accord à une extension de l'accord avec l'U.R.S.S.

Le délégué britannique s'est dit inquiet du sort d'éminents collègues. Il s'agit notamment de M. Youri Orlov, qui purge une longue peine de prison pour « diffusion de propagande antisoviétique (c'est un activiste connu des droits de l'homme) et de M. André Sakharov, exilé de force à Gorki et soumis à des harcèlements continuels. (A Moscou, sa femme a annoncé à la presse qu'il avait été convoqué, jeudi 4 novembre, par le procureur de Gorki, qui l'a sommé sous peine de *« mesures de représailles »* de mettre fin à ses *« activités »*.)

Roumanie

LES CANDIDATS A L'ÉMIGRATION DEVRONT « DÉDOMMAGER » L'ETAT EN DEVISES

Bucarest *(A.F.P.)*. — Les Roumains candidats à l'émigration devront « dédommager » l'État en devises.

Selon un décret du Conseil d'Etat, signé par le président Ceausescu, publié samedi 6 novembre par la presse roumaine, *« il est nécessaire que les personnes qui quittent le pays dédommagent en devises la société pour les efforts matériels faits en vue de leurs scolarisation et spécialisation, y compris les bourses »*. Cette disposition ne s'applique pas aux personnes ayant atteint l'âge de la retraite.

Le décret précise que l'Etat entrera en possession *« des constructions et des terres »* des candidats à l'émigration qui devront céder à l'Etat, au prix fixé par une commission centrale, leurs biens *« appartenant au patrimoine culturel national »*.

Les candidats à l'émigration devront aussi payer en devises leurs dépenses de santé, les taxes et services touristiques, et tous les frais que doivent acquitter les étrangers en Roumanie, entre le moment de l'acceptation de leur demande et leur départ effectif.

DIPLOMATIE

Le réchauffement des relations soviéto-chinoises a dominé les cérémonies anniversaires de la révolution d'Octobre

M. Brejnev menace d'une « riposte foudroyante » tout « agresseur potentiel »

Le principal élément nouveau des cérémonies anniversaires du soixante-cinquième anniversaire de la révolution d'Octobre à Moscou a été le réchauffement des relations soviéto-chinoises. Le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, qui avait, dans son allocution de l'an dernier, dénoncé l'*« hégémonisme »* de Pékin et son *« alliance avec la réaction impérialiste »*, a omis, cette année, toute référence directe ou indirecte à la politique chinoise. A la différence de toutes les années précédentes, également, l'ambassadeur de Chine en U.R.S.S., M. Yang Shouzheng, a assisté de bout en bout aux cérémonies.

De même à Pékin, nous signale notre correspondant Manuel Lucbert, M. Zhu Muzhi, membre du Comité central et ministre de la culture, ancien porte-parole du récent congrès du P.C. chinois, a assisté à la réception donnée à l'ambassade soviétique, après qu'un autre dirigeant en vue — le plus important depuis la révolution culturelle, — M. Peng Chong, viceprésident du comité permanent de l'Assemblée nationale, eut pris part, jeudi 4 novembre, au traditionnel dîner organisé par l'Association d'amitié sino-soviétique. D'autre part, deux films soviétiques ont été présentés dimanche par la télévision chinoise.

Enfin, le message des dirigeants chinois reproduit par la *Pravda* fait état du *« souhait sincère »* de Pékin *« que tous les obstacles qui s'opposent à la normalisation des relations soviéto-chinoises soient éliminés et que les rapports entre les deux pays s'engagent sur la voie d'une heureuse évolution »*. Ce texte rappelle que ces rapports *« sont demeurés amicaux pendant une période relativement longue »*.

Les discours de Moscou ont donc concentré les attaques sur ce que M. Brejnjev a appelé *« une large offensive tous azimuts contre le socialisme et les mouvements de libération nationale, déclenchée par les impérialistes »*, et qui *« a compliqué la situation internationale »*.

« Calmer les têtes trop chaudes »

Tout en rappelant la détermination de l'U.R.S.S. de *« lutter opiniâtrement en faveur de la détente et du désarmement »* et son *« désir sincère d'avoir une coopération égale et fructueuse avec tous ceux qui le veulent »*, le dirigeant soviétique a déclaré au cours d'une réception au Kremlin : *« Nous ferons tout le nécessaire pour que les amateurs d'aventures militaires ne prennent jamais au dépourvu le pays des soviets, pour que l'agresseur potentiel sache qu'une riposte foudroyante l'attend inévitablement. Notre puissance et notre vigilance calmeront, je l'espère, les têtes trop chaudes de certains hommes politiques impérialistes. »*

Avant lui, le maréchal Oustinov avait affirmé, en ouvrant le défilé militaire de la place Rouge, que *« la situation internationale continue de s'aggraver »* et que les dirigeants du Kremlin *« prennent les mesures qui s'imposent pour renforcer la défense nationale et la vigilance des Soviétiques »*. Ce défilé, auquel plusieurs correspondants américains n'avaient pas été admis *« par manque de place »*, n'a pas présenté de matériel nouveau, à l'exception d'un véhicule de transport blindé et d'une nouvelle version du système de missile antiaérien SAM-8.

● *Le secrétariat du parti communiste français* salue, dans un message adressé au comité central du P.C.U.S., les *« résultats appréciables »* obtenus par le peuple soviétique depuis la révolution d'Octobre et les *« progrès importants dans le domaine économique, social, technologique, culturel »* qui ont été réalisés. Après avoir affirmé que *« le développement du socialisme nécessite la démocratisation toujours plus poussée de la vie économique, sociale et politique »* et qu'il *« ne peut exister de modèle de socialisme, à importer ou à exporter »*, le message se réjouit de ce que, *« depuis la rencontre de janvier 1980 entre nos deux partis* (la visite de M. Marchais à Moscou, N.D.L.R.), *une coopération fructueuse, sur des bases claires, s'est développée en faveur de nos objectifs communs »*.

ATHÈNES FAIT ANNULER LES MANŒUVRES DE L'OTAN DANS LE NORD DE LA GRÈCE

Les manœuvres de l'OTAN, baptisées APEX Express-82, qui devaient avoir lieu du 10 novembre au 5 décembre 1982 dans le nord de la Grèce, ont été annulées par le gouvernement grec, a annoncé, samedi 6 novembre, son porte-parole, M. Maroudas.

Cette décision, a-t-il expliqué, fait suite au refus du commandement allié d'utiliser l'île grecque de Limnos (nord-est de la mer Egée) comme base de ces manœuvres. Limnos, où l'armée grecque dispose d'une base navale et aérienne, n'est qu'à une soixantaine de kilomètres du détroit des Dardanelles. La Turquie, autre membre de l'OTAN, conteste la présence de l'armée grecque à Limnos et sur les autres îles proches de la côte turque.

Ce n'est pas la première fois qu'Athènes manifeste sa mauvaise humeur à l'occasion de manœuvres de l'OTAN dans la région. En mai dernier, les forces grecques avaient refusé de participer aux manœuvres « Distant Drum » qui, selon Athènes, *« portaient atteinte aux droits souverains de la Grèce »* et « Deterrent Force 72 », pour protester contre la violation de son espace aérien par des appareils turcs.

Accord entre les Etats-Unis et la Turquie

D'autre part, selon le *Washington Post* du dimanche 7 novembre, les Etats-Unis ont signé un accord avec la Turquie prévoyant la modernisation de deux bases aériennes, à Erzurum et Batman, et la construction d'une troisième, à Mus. Les avions de l'OTAN, précise le journal, pourront ainsi se trouver à portée des forces soviétiques les plus proches du Golfe. Le porte-parole du Pentagone n'a pas fait de commentaire. — *(A.F.P.)*

● *Mille cinq cents fonctionnaires des Nations unies* (le tiers des employés du siège) ont manifesté, vendredi 5 novembre, au siège de l'Organisation, New-York, contre la politique d'embauche du secrétariat général, fondée, selon les manifestants, sur le favoritisme plus que la compétence.

En quoi les Français ont-ils confiance? (II)

Deuxième partie de la grande enquête Sofrès/Le Nouvel Observateur qu'intéresse les salariés, les cadres, le gouvernement. Cette semaine : l'économie. Pourquoi les Français ont-ils, à ce point, confiance en leurs banques ? Pourquoi se méfient-ils des syndicats? Des jugements qui font réfléchir.

Au même sommaire :

Comment le cancer recule. Pour la première fois un bilan sur la lutte anti-cancer qui donne des raisons d'espérer.

Cigarette : la peur bleue. Comment s'explique l'envie de fumer du tabac, ce produit qui "donne le cancer" ?

LE NOUVEL observateur CETTE SEMAINE

le point

LES EMPLOYEURS JUGENT LES DIPLÔMES

M2405/529/9,50 F

en vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

EUROPE

La succession au Kremlin

(Suite de la première page.)

Ce n'est qu'en 1929, cinq ans après la mort de Lénine, que Staline consolide définitivement sa dictature, ayant réussi à bannir Trotski du pays, après l'avoir successivement exclu du Politburo, du Comité central, et enfin du parti. En 1953, Malenkov, héritier apparent de Staline, ne se maintient pas plus d'une semaine à la tête du parti et doit céder la place à Khrouchtchev, mais ce n'est qu'en 1958 que ce dernier achève de se débarrasser de ses principaux adversaires et peut songer à conduire une politique personnelle. Après lui, Brejnev est en principe dans une meilleure situation de départ puisqu'il est mis en place par toute l'équipe de relève. Il lui faut néanmoins cinq ans, jusqu'en 1969, pour émerger nettement comme le *primus inter pares*. Encore n'a-t-il jamais exercé le pouvoir très personnel de ses prédécesseurs.

Le système actuel n'est pas précisément en effet la *« monarchie »* dont a parlé un jour M. Cheysson (*le Monde* du 9 avril 1982). Du moins son chef nominal n'est nullement un *« monarque »*, en ce sens qu'il pourrait pratiquer une politique personnelle et composer à sa guise son entourage. Paradoxalement même, et bien que le régime qu'il dirige exerce sur les citoyens une contrainte infiniment plus grande que les systèmes occidentaux, il est beaucoup moins libre que le président d'une démocratie.

Confortés par l'indiscutable légitimité que leur donne le suffrage universel, MM. Mitterrand, Reagan, et bien d'autres dirigeants occidentaux ont pu remanier d'emblée tous les rouages du pouvoir exécutif. M. Brejnev et ses prédécesseurs ne tiennent leur pouvoir, eux, que de leurs pairs qui ont bien voulu les coopter, mais qui entendent rester en place et participer à l'élaboration des décisions. Ils doivent donc, pour établir leur autorité, procéder par étapes et recourir à de savantes manœuvres, généralement en utilisant le levier principal qu'est le secrétariat du parti, puis en s'efforçant, à partir de cette base, de modifier la composition de l'organisme essentiel, celui qui tient lieu à la fois de gouvernement et de Parlement : le Politburo.

Pour M. Brejnev, ce processus a exigé la lente mise à l'écart de deux principaux rivaux : MM. Podgorny (écarté d'abord du secrétariat en 1966 sous prétexte de sa « promotion » au poste de chef de l'État, puis exclu du Politburo en 1978, pour avoir refusé de céder le même poste au chef du parti) et Chelepine, exclu du secrétariat en 1967 avant de l'être, huit ans plus tard, du Politburo. M. Podgorny en particulier était d'autant plus « gênant » pour M. Brejnev qu'il avait été promu au secrétariat en même temps que lui, dès juin 1963, comme si l'on avait voulu mettre les deux hommes « en tandem » pour la succession de Khrouchtchev un peu plus d'un an plus tard. C'est un peu aujourd'hui la situation de MM. Andropov et Tchernenko, les deux prétendants dont on parle autour de la présente succession.

Car une seconde règle se dégage des précédents ; le successeur doit être choisi parmi les rares personnalités qui siègent à la fois au secrétariat du parti, base de départ pour la conquête du pouvoir, et au Politburo, organisme où se rassemblent les dirigeants déjà « installés » et sans lesquels rien de sérieux ne peut être entrepris. Staline a réussi précisément parce qu'il était déjà, à la mort de Lénine, secrétaire général, un poste alors obscur créé pour lui en 1922. Paradoxalement, ce fut lui pourtant qui modifia le plus la tradition qu'il avait créée, puisqu'il gouvernait à la fin de son règne en s'appuyant davantage sur la police secrète, accessoirement sur le gouvernement, que sur un parti terrorisé et diminué.

Il n'empêche qu'en 1953, à part Beria qui prétendait prolonger le monopole de la police, les deux successeurs possibles, Malenkov et Khrouchtchev, étaient à la fois membres du secrétariat et du Politburo. Et le premier résultat de la crise de succession fut de rétablir la primauté du parti, c'est-à-dire de son secrétariat.

Rien n'a changé depuis lors à cet égard, et c'est pourquoi il est légitime, depuis la mort de Souslov qui était l'un des plus prestigieux de ces « cumulards », de regarder d'abord vers les personnalités qui se trouvent dans la même situation : MM. Andropov et Tchernenko, mais aussi M. Gorbatchev, bien que ce dernier n'ait pas atteint à la même notoriété et soit chargé d'une responsabilité un peu trop suicidaire – l'agriculture – pour ne pas paraître encore plus fragile que ses rivaux.

Les atouts de M. Andropov

Parmi ces trois hommes (auxquels certains ajoutent parfois M. Grichine, premier secrétaire du parti à Moscou et membre du Politburo, mais non du secrétariat central (1), c'est incontestablement M. Andropov qui, de l'avis général, a les meilleures chances en l'état actuel des choses d'émerger, sinon comme le dirigeant incontesté, du moins comme le *primus inter pares* de la première phase de la sucession.

Sa promotion, en mai 1982, au secrétariat du parti, où il a apparemment hérité d'une partie des fonctions qu'y exerçait Souslov, a été l'indice décisif en ce sens.

Trois atouts peuvent lui être reconnus :

1) Son « profil de carrière » d'abord. M. Andropov n'a pas été seulement le président de la police secrète (K.G.B.), pendant quinze ans : il a eu, pendant toutes les années 40, des responsabilités locales (en Carélie-Finlande) avant de s'occuper, pendant encore quinze ans, des relations extérieures du parti au niveau de son appareil central (il a déjà siégé à ce titre pendant cinq ans, de 1962 à 1967, au secrétariat). Son expérience tant nationale qu'internationale fait donc de lui un dirigeant « complet », encore qu'il n'ait pas pénétré dans le sacro-saint secteur « organisationnel » du parti, celui qui s'occupe des cadres.

2) Il n'est pas un protégé personnel de M. Brejnev, comme l'est M. Tchernenko. Or la leçon à tirer des événements qui ont suivi la disparition de Mikhaïl Souslov ( ) est que le chef du parti et de l'Etat a un peu moins d'autorité qu'il n'était généralement admis. La curieuse campagne de rumeurs lancée au printemps contre les implications de membres de sa famille dans des scandales financiers visait à faire passer ce « message ».

Peu après, M. Tchernenko, qui n'avait d'autre atout que le soutien du secrétaire général, devait « se pousser » au secrétariat pour faire une place à M. Andropov. Le dernier mot n'est sans doute pas dit, M. Brejnev n'ayant visiblement pas renoncé à promouvoir son protégé. Mais ce dernier verra ses chances se réduire encore avec la disparition de son protecteur.

3) Enfin, M. Andropov a l'avantage, de par son long passage à la tête du K.G.B., de connaître tous les dessous du régime et, mieux que quiconque, ses pairs et leurs vulnérabilités. Or il se pourrait bien que la campagne contre la corruption, qui a déjà commencé, prenne plus d'ampleur après la disparition du secrétaire général, au point de devenir une arme politique dans la lutte pour la succession : ce mal, qui sévit endémiquement dans un pays voué à la pénurie et où la plupart des privilèges matériels sont liés à l'occupation du pouvoir, n'a pu que s'aggraver pendant les années brejnéviennes, avec la « pétrification » des mêmes élites.

Sur tous ces points, M. Andropov, à supposer même qu'il ait abandonné la supervision du K.G.B., en sait probablement plus long que beaucoup d'autres.

Avec tout cela, le plus remarquable est la réputation de « libéral », ou en tout cas de « modéré » qui est celle de M. Andropov dans les milieux les plus divers, y compris chez les dissidents d'U.R.S.S. ou d'Europe de l'Est, y compris chez les Hongrois, qui se souviennent pourtant que le dauphin actuel de M. Brejnev était ambassadeur à Budapest en 1956, au moment de l'écrasement de leur insurrection. Plus cultivé que la moyenne des *apparatchiki*, ouvert aux suggestions et aux idées de réforme, tels sont les qualificatifs les plus souvent entendus à son sujet.

Une confirmation indirecte leur a été apportée dans la mesure ou la politique du K.G.B. a marqué un durcissement dans deux domaines ces derniers mois, depuis le départ de M. Andropov de cette organisation : des arrestations de dissidents ont été opérées dans des milieux nouveaux, non en contact avec l'étranger, enfin d'importantes restrictions ont été décidées dans les communications téléphoniques avec l'Ouest, notamment avec la quasi-suppression de l'automatique.

Le poids de la police politique et de l'armée

S'agit-il d'initiatives longtemps empêchées par M. Andropov, et qui seraient soudain devenues possibles avec son remplaçant, M. Fiodortchouk, jusque-là obscur chef du K.G.B. en Ukraine ? Ou bien M. Andropov, toujours responsable de ce secteur, s'est-il arrangé pour que sa réputation de « libéral » n'en soit pas affectée ? On ne le saura pas avant longtemps.

Toujours est-il que la police politique mais aussi l'armée auront leur mot à dire dans la succession. Elles l'avaient déjà eu dans toutes les grandes décisions institutionnelles prises depuis la mort de Staline, elles l'auront encore plus aujourd'hui. Le poids de ces piliers du pouvoir n'a pu que s'accroître en effet au fur et à mesure que le parti étalait son impuissance dans tous les domaines autres que militaire et policier, et que le régime confirmait sa prédilection pour ces instruments classiques de la puissance impériale. Cette nouvelle situation pourrait modifier des règles tenues jusqu'à présent pour éternelles, et l'on ne saurait s'en remettre aux seuls précédents.

Une probabilité est que l'on assistera moins à une succession réglée une fois pour toutes qu'à une succession à répétition, dont les premières phases ne sauraient permettre de préjuger l'aboutissement, et qui pourrait réserver nombre de surprises en cours de route. Surtout si l'on tient compte des énormes problèmes qui se posent au pays, et dont la solution ne saurait être ajournée bien longtemps.

MICHEL TATU.

Prochain article :

POUR QUELLE POLITIQUE ?

(1) Khrouchtchev était aussi, à la veille de la mort de Staline en 1953, premier secrétaire à Moscou. Mais il siégait en même temps au secrétariat et au Politburo.

(2) Toutes proportions gardées, une situation similaire s'est présentée en Chine, du fait que Chou En-lai, qui aurait pu être l'arbitre de la succession de Mao, est mort avant ce dernier. On s'explique mieux, dans ces conditions, que la crise de succession à Pékin ait duré si longtemps.

La société malade de l'économie

Une des raisons qui rendent encore plus impérative une réforme de la gestion économique après le règne de M. Brejnev est l'impact que le marasme industriel et agricole a sur la société soviétique elle-même. Jusqu'à Khrouchtchev, et malgré les problèmes économiques déjà chroniques qui se posaient à l'époque, la démographie en U.R.S.S. suivait la progression caractéristique des sociétés industrialisées, et même de nombreux pays en voie de développement : baisse continue de la mortalité, infantile notamment, hausse de l'espérance de vie, etc. Depuis que M. Brejnev est au pouvoir, cette progression est non seulement arrêtée, mais inversée.

Un chercheur américain, Murray Feshbach, s'est livré pour le compte du bureau de la population, une institution privée de Washington, à une recherche minutieuse sur les statistiques soviétiques. Ses conclusions ne sont pas réjouissantes. La mortalité en U.R.S.S. avait connu un déclin remarquable au début du régime, passant de 29,1 décès pour mille habitants à 6,9 en 1964, soit à un taux inférieur à celui des Etats-Unis (8,7 pour mille en 1979). Or ce chiffre a fortement remonté depuis lors, puisqu'il se situait à 10,3 en 1980.

Encore s'agit-il là d'indications soviétiques officielles. Les « détails » sont plus accablants encore, et ce n'est pas un hasard si les responsables du Kremlin ont cessé progressivement de publier certains chiffres normalement accessibles auparavant. Ainsi la mortalité infantile (les décès survenus de la naissance à un an) n'est plus affichée depuis 1974, après que le chiffre de cette année-là (27,9 pour mille) a fait apparaître une aggravation de la situation par rapport aux années précédentes (elle était par exemple de 22,9 pour mille en 1971). M. Feshbach s'est efforcé de prolonger la courbe sur la base d'indications soviétiques indirectes ; il aboutit à un taux de 39 à 40 pour mille en 1979, soit trois fois plus qu'aux Etats-Unis à la même époque (12,9 pour mille).

De même, l'espérance de vie est devenue un « secret d'Etat » à partir de 1972, date à laquelle elle se situait à 64 ans pour les hommes (en baisse de deux ans par rapport à la période 1963-1965) et à 74 ans pour les femmes. Elle serait aujourd'hui, selon l'analyste américain, de 61,9 et 73,5 ans respectivement. Là encore, l'U.R.S.S. est passée en dessous du niveau américain, qui s'établissait en 1978 à 69,5 ans pour les hommes et 77,2 pour les femmes.

Les ravages de l'alcoolisme

L'écart important entre les sexes est essentiellement dû à l'alcoolisme, qui sévit beaucoup plus dans la population mâle. Comment s'expliquer autrement que, dans la tranche d'âge des 40-44 ans par exemple, les hommes meurent trois fois plus que les femmes ? Ou encore – et il s'agit là d'une indication soviétique officielle – que la mort prématurée du mari soit devenue, avant le divorce, la cause « numéro un » du passage des femmes à la condition de chef de famille ? Selon un autre chercheur américain, Vladimir Treml, qui s'est appuyé sur les statistiques du commerce de détail, la consommation d'alcool par habitant a plus que doublé depuis 1955 en U.R.S.S. En outre il s'agit surtout d'alcool « dur » (65 % du total, contre 45 % aux Etats-Unis), dans lequel la vodka fait figure de « haut de gamme » plutôt rare au regard des alcools artisanaux et autres produits de substitution beaucoup plus malsains dont la consommation s'est répandue ces dernières années.

Tout cela, conclut M. Feshbach, est *« sans précédent dans un pays développé »*. Faudra-t-il inclure l'U.R.S.S dans les pays dits parfois *« en voie de sous-développement »* ? – M. T.

AU « GRAND JURY R.T.L. - « LE MONDE »

M. Marchais approuve « la rigueur pour tenir nos promesses »

M. Georges Marchais a indiqué, dimanche 7 novembre, au cours de l'émission « Le Grand Jury R.T.L. - le Monde », dans quel esprit il rencontrera, le 10 novembre (après la réunion du comité central, lundi 8 et mardi 9 novembre), M. Lionel Jospin, pour discuter de la préparation des élections municipales. Le secrétaire général du P.C.F. estime que, dans le contexte actuel, ces élections risquent d'être favorables à l'opposition et que la majorité doit les aborder dans l'union. Il a rappelé la principale condition qu'y mettent les communistes : que le maire sortant, dans les municipalités de gauche, conduise, la liste d'union.

M. Jospin a fait connaître, lui aussi, son point de vue, dans une interview publiée dans « les Dernières Nouvelles d'Alsace », samedi 6 novembre. Observant que, dans l'opposition, « les discussions avancent », le premier secrétaire du P.S. estime qu'il faut « créer une dynamique de gauche », à partir d'un accord qui ne reprenne « pas exclusivement les positions d'un des partenaires ».

Les socialiste, qui envisagent la présentation de listes séparées, au premier tour, là où l'accord se révélerait impossible, devront tenir compte de cet avertissement de M. Marchais : dans une telle hypothèse, a dit le secrétaire général du P.C.F., il y aurait des polémiques mettant en cause la politique gouvernementale, ce dont la droite ne manquerait pas de tirer profit.

Sur cette politique elle-même, telle que M. Pierre Mauroy l'avait présentée le 4 novembre, M. Marchais a donné son accord global, en regrettant, toutefois, que le maintien du pouvoir d'achat moyen n'était envisagé que pour la fin de 1983. Le secrétaire général ne considère pas les mesures annoncées par le premier minitre comme des « cadeaux au patronat ». M. Marchais approuve « la rigueur pour tenir nos promesses et respecter nos engagements » et il a réaffirmé que les communistes resteront au gouvernement « avant, pendant et après les élections municipales ».

Les mécomptes du P.C. espagnol et la démission de son secrétaire général, M. Santiago Carrillo, ne remettent pas en cause, aux yeux de M. Marchais, l'eurocommunisme, tel, du moins, que le secrétaire général du P.C.F. présente cette notion. Il s'agit ni plus ni moins, selon lui, du fait que chaque P.C. élabore sa propre stratégie de conquête ou de conservation du pouvoir.

Le P.C.F. n'exclut pas, pour autant, des rencontres qui pourraient associer l'ensemble des P.C., sur un ordre du jour « limité », tel que le problème de la paix. M. Marchais a indiqué que, sur ce problème, une convergence s'était dégagée entre communistes chinois et français, mais qu'il est trop tôt pour « faire un pronostic » sur les relations entre les partis communistes chinois et soviétique.

S'affirmant en « excellente santé », le secrétaire général a dénoncé une « campagne » sur son éventuel remplacement à la tête du P.C.F. Il a indiqué, cependant, que, lui « aussi », il « aspire à la retraite » et que la direction du parti comprend « des hommes tout à fait qualifiés » pour lui succéder, le jour venu.

PATRICK JARREAU.

M. Marchais a dénoncé *« une véritable campagne, qui est menée depuis pas mal de temps déjà, sur le thème : « L'état de santé de Georges Marchais n'est pas bon, et la question de son remplacement à la direction du parti est posée. » Cette campagne est insupportable*, a-t-il dit, *et ce pour deux raison. La première, c'est que la réponse a été donnée à la question de mon état de santé : je vais bien. La deuxième, c'est qu'il y a une espèce de pression qui s'exerce, qu'on voudrait exercer sur le parti. Au fond, il faudrait changer Georges Marchais. Remarquez que cela me réjouit plutôt, puisque, si mes adversaires souhaitent tellement que Georges Marchais ne reste pas secrétaire général du parti communiste français, cela veut dire que, après tout, je n'accomplis pas trop mal la tâche qui est la mienne. »*

Interrogé sur sa sucession, M. Marchais a déclaré : *« Après moi — je ne dis pas après ma mort car, moi aussi, j'aspire à la retraite — (...) soyez tranquille : il y a, à la direction du parti, des hommes tout à fait qualifiés — je dis bien des hommes — pour assurer la direction du parti au poste de secrétaire général. »*

Après avoir indiqué les conclusions qu'il tire du voyage qu'il a fait en Chine *(lire page 3)*, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré qu' *« il n'est pas exclu que des rencontres aient lieu »* entre les partis commnistes, non pas *« pour déterminer une stratégie ou une politique générale »*, mais *« sur un ordre du jour limité, correspondant aux intérêts des peuples »*. *« Je pense, en particulier, à la paix »*, a précisé M. Marchais.

« Les difficultés que connaît la Pologne ne sont pas le fait du système »

Interrogé sur la démission de M. Carrillo du poste de secrétaire général du P.C. espagnol *(lire page 4)* et sur l'avenir de l'eurocommunisme, M. Marchais a souligné, d'abord, que le terme est impropre, *« car sur tous les continents on trouve des partis qui agissent dans le même sens »*, puis que *« le revers que vient de subir le parti communiste espagnol ne saurait mettre en cause la notion »* que désigne ce mot.

« L'eurocommunisme, a expliqué M. Marchais, *n'a rien été d'autre que la recherche, par les partis communistes eux-mêmes, d'une voie originale — il est exclu que le modèle soviétique nous serve aujourd'hui — pour construire une société socialiste correspondant aux conditions, aux traditions, aux besoins et aux aspirations de chaque peuple. Cette recherche tient compte de l'expérience — la construction du socialisme, — du nouveau rapport de forces existant à l'échelle mondiale mais aussi des mutations profondes qui se sont opérées dans nos pays respectifs. (...) L'eurocommunisme vit et vivra parce qu'il est la traduction de la volonté de nos partis — en tout cas celle du parti communiste français, qui est de construire un socialisme aux couleurs de la France et d'y parvenir par une voie démocratique. »*

Le secrétaire général a souligné, au sujet de la Pologne, que le P.C.F. n'a *« pas changé de position »*. *« ous regrettons, évidemment*, a-t-dit, *la situation polonaise et nous savons que les difficultés que connait la Pologne ne sont pas le fait du système. La preuve en est que, s'il faut faire la queue trois heures pour avoir deux œufs à Varsovie, on peut se les procurer facilement en Chine, qui est un pays « sous-développé » et qui a le même système, socialiste. Il est, par conséquent, incontestable que des erreurs graves ont été commises et qu'elles appellent des réformes économiques, sociales, démocratiques. La position que nous avons prise à ce sujet a été une position responsable. Nous ne voulons pas faire la guerre civile sur le dos des autres. En véritables amis de la Pologne et du peuple polonais, il faut souhaiter que les Polonais trouvent eux-mêmes la réponse aux questions qui leur sont posées et qu'ils entreprennent les réformes indispensables pour que le socialisme aille de l'avant. »*

Pour ce qui est de l'interdiction de Solidarité, M. Marchais y a seulement fait allusion, en réaffirmant *« la politique du parti communiste français »*. *« Nous sommes*, a-t-il dit, *pour un mouvement syndical indépendant du patronat, du gouvernement et des partis. »*

Interrogé sur les déclarations de M. Mauroy le 4 novembre, M. Marchais a *souligné que la* rigueur, réaffirmée par le premier ministre, *« n'est pas la rigueur à la sauce Barre ou Giscard, avec austérité pour les travailleurs,* [mais] *la rigueur pour tenir les engagements pris au mois de mai 1981 »*. *« Je dis « d'accord ! »*, a ajouté M. Marchais, *« d'autant plus que je n'ai pas hésité à utiliser moi-même le mot « rigueur »*.

Le secrétaire général a affirmé que le C.N.P.F. *« sert de fer de lance aux partis politiques de la droite (...) pour mener le combat politique contre la gauche »*, et que son président, M. Yvon Gattaz, n'a d'autre but que le retour de *« la politique Giscard-Barre »*. Les communistes, a dit M. Marchais, sont néanmoins *« d'accord pour l'aide aux entreprises, soit sous forme d'aides financières, soit sous forme d'allégement de charges, à condition que ces entreprises s'engagent à produire français et à créer des emplois »*. M. Marchais a déclaré, au sujet de la fiscalisation du financement des prestations familiales, que *« les allocations familiales ont toujours été considérées comme un salaire indirect, financé par les patrons »* et qu'*« il est exclu que l'on fasse une ponction sur les travailleurs, sur les salariés, au détriment de leur pouvoir d'achat »*. Pour ce qui est du pouvoir d'achat, le secrétaire général a déclaré : *« Nous considérons qu'il faut tenir l'engagement de l'augmentation du SMIC de 4 %. Nous pensons que renvoyer le maintien du pouvoir d'achat moyen à la fin de 1983, alors qu'on l'avait promis pour le milieu de l'année prochaine, serait non seulement une mesure injuste, mais aussi une mesure défavorable à l'économie. »*

« Nous sommes majoritaires à condition de ne pas faire de bêtises »

M. Marchais a réaffirmé la position du P.C.F. pour les élections municipales — *« listes d'union de la gauche partout, organisées autour du maire sortant »*, — en écartant l'hypothèse de listes séparées, qui fusionneraient entre les deux tours. *« Face à la droite unie*, a-t-il dit, *il y a nécessité, pour nous, de faire bloc, pour rassembler la majorité au premier tour. En effet, avec le système électoral tel qu'il est, il n'est pas sûr qu'il y aura deux tours. Si la droite unie fait le plein de ses voix au premier tour : c'est réglé, il n'y a pas de deuxième tour. »*

Le secrétaire général a souligné : *« Nous sommes majoritaires dans ce pays. Tous les sondages sérieux — et croyez-moi, j'en ai — le démontrent. Mais nous sommes majoritaires à condition de ne pas faire de bêtises. Or, ce serait une bêtise que d'aller aux élections avec des « primaires. »* En outre, estime M. Marchais, en cas de « primaires », *« il y a risque de polémique sur la gestion municipale, mais aussi sur la politique gouvernementale »*, ce qui *« profitera à la droite »*.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Léotard : qu'on ne nous fasse pas le coup de l'unité nationale !

Il y a quelques jours encore, le parti républicain s'interrogeait sur le « style » qu'il voulait adopter et sur l'attitude de l'opposition face à la « nouvelle » politique gouvernementale (« le Monde » du 30 octobre). Ces interrogations ont trouvé leur réponse claire, dimanche 7 novembre, avec l'intervention au « Club de la presse » d'Europe 1, de M. François Léotard, secrétaire général du P.R.

La tonalité et le fond de son propos ont davantage été marqués par l'intransigeance, voire la tentation du sectarisme que par un souci d'ouverture ou une quelconque volonté de se placer au centre. Sans ambiguïté, M. Léotard a avoué sa préférence pour le discours de M. Poniatowski, qui en invoquant les « *charlots* », « parle vrai », a-t-il dit, plutôt que pour celui, de Mme Veil.

Il a rejeté dans le passé le socialisme, synonyme, comme le dit M. Chirac, de « régression sociale » et il s'est efforcé de convaincre que le libéralisme est « porteur d'avenir ».

Il a d'autre part récusé le discours du pouvoir sur le rassemblement des Français dans l'effort, en lançant : « Qu'on ne nous fasse pas le coup de l'unité nationale ! »

C. F.-M.

A propos de la récente déclaration de M. Pierre Mauroy, qu'il qualifie de *« saint Sébastien de la vie politique »*, M. Léotard estime : *« On ne peut parler de rigueur, sauf peut-être, hélas ! pour certains travailleurs qui voient leur pouvoir d'achat amputé. »*

Après avoir constaté que *« M. Mitterrand plane »* et que *« M. Mauroy patauge »*, il précise : *« Je considère M. Mitterrand comme une personne du passé. Il a été extraordinairement habile à faire oublier aux Français qu'il a été vingt-trois fois ministre sous la IVe République »* (1). Le secrétaire général du P.R. s'étonne « qu' *« un homme qui a passé une partie de sa vie politique à condamner l'alliance avec les communistes* [les] *introduise dans l'appareil d'Etat »* et favorise, *« petit à petit, par des fractures constantes dans la vie politique de ce pays, un changement d'alliance »*. Il parle de *« la responsabilité historique considérable »* de M. Mitterrand, qui *« apparaîtra comme celui qui, ayant introduit les communistes au sein de l'appareil d'Etat, a fait en sorte que cette République ne soit plus vraiment la République des Français »*.

Il explique : *« Est-ce que c'est nous qui avons parlé de peuple de gauche ? Est-ce que vous avez entendu une seule fois M. Giscard d'Estaing parler de gouvernement libéral de la France ou de gouvernement U.D.F. de la France ? Qu'on ne nous fasse pas le coup de l'unité des Français maintenant, après ce qui a été fait pendant dix-huit mois. Ce n'est pas à M. Mitterrand de nous donner des leçons d'unité nationale. Quand on a semé la haine, on ne vient pas, après, essayer de recoudre le tissu national. »* M. Léotard ajoute : *« Au moment où les communistes quitteront le pouvoir, on se retrouvera avec des bastilles syndicales, des féodalités communistes. Nous mettrons des années pour revenir sur cette situation. »*

Au socialisme, *« qui appartient au passé »*, qui est synonyme de *« retour en arrière »*, de *« régression sociale »*, il oppose *« le libéralisme du futur »*. *« Nous ne voulons pas*, explique-t-il, *appliquer à la France une médecine du dix-huitième siècle, c'est-à-dire la saignée — ce que l'on est en train de faire actuellement. Nous voulons appliquer les recettes du futur. »* Dans l'élaboration de ces recettes, M. Léotard reconnaît que l'opposition devra retenir *« ce qu'étaient les aspirations des Français en 1981 »* et pourquoi *« ils n'ont pas fait confiance »* à l'ancienne majorité. Il déclare notamment : *« C'étaient probablement des aspirations à un peu plus de liberté, plus de choix et plus de générosité. Nous essayons d'y répondre en disant : un peu plus de liberté pour créer, un peu plus de générosité pour répartir. Nous voulons aussi*, ajoute-t-il, *désengager l'Etat du processus de solidarité. La liberté, pour nous, c'est en partie la gestion par l'individu de son propre progrès social. »* A propos de la Sécurité sociale, M. Léotard souhaite notamment que les Français *« se demandent s'ils ne peuvent avoir une plus grande responsabilité individuelle dans la gestion de* [leurs] *dépenses sociales ; s'il ne faut pas essayer pour certaines dépenses de passer de l'assurance obligatoire à l'asurance facultative »*.

Le secrétaire général du P.R. dit son peu de goût pour le mot *« centre »*, parce que, selon lui, *« on ne répondra pas à l'échec du socialisme actuel en en faisant un peu moins, mais en faisant autrement »*.

Le « libéralisme du futur »

Au sujet du programme du parti républicain, il déclare ne pas vouloir de quelque chose qui ressemblerait aux cent dix propositions de M. Mitterrand, qui *« sont une à une démenties par les faits »*, ou au *« catalogue de La Redoute »*. *« Nous avons la volonté de respecter les Français »*, ajoute-t-il, en précisant que son parti a élaboré un document « Liberté et Progrès » dans lequel il exprime ses *« conceptions »*. Il rappelle les quatre axes de réflexion qu'il a proposés lors de son élection au poste de secrétaire général : *« Une décentralisation réelle, la responsabilité de l'administration, l'économie d'entreprise et le développement d'une nouvelle instruction civique »*. Il se prononce en faveur de toutes les dénationalisations : *« La vérité sera de sortir de l'économie d'Etat parce que c'est une économie impuissante. »*

A propos des élections municipales, M. Léotard reconnaît que les négociations avec le R.P.R. sont entrées dans une *« période de tension »*. *« Cette tension est naturelle »*, explique-t-il, avant de souhaiter que *« les deux formations sortent gagnantes »*.

A propos de M. Giscard d'Estaing, il déclare : *« Il est une chance pour nous. Nous ne pouvons nous priver de sa réflexion. Nous nous situons dans un climat de fidélité pour ce que nous avons fait ensemble. »* Il souligne le *« sens de la vérité »*, la *« rigueur intellectuelle et morale »* de M. Barre, qui, *« en cela, mérite notre estime »*. Il avoue préférer le langage de M. Poniatowski à celui de Mme Veil. Il déclare notamment : *« J'ai des préférences pour ceux qui parlent vrai. Quand M. Poniatowski parle de « charlots », il emploie un mot populaire qui montre bien ce qu'est la réalité du gouvernement actuel, c'est-à-dire des gens incapables, incompétents, qui mènent la France au désastre. »* Contrairement à Mme Veil, M. Léotard se prononce contre le remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale.

(1) N.D.L.R. — En réalité, M. Mitterrand a été onze fois ministre sous la IVe République.

● *Le « Journal du dimanche »*, daté du 7 novembre, a publié un sondage réalisé par l'IFRES du 2 au 5 novembre auprès de mille personnes. Selon cette enquête, 49 % des personnes interrogées portent une appréciation négative sur les dix-huit premiers mois du septennat de M. Mitterrand, et 42 % un jugement positif. Par rapport à un précédent sondage portant sur les quinze premiers mois du septennat, les opinions positives augmentent de six points et les opinions négatives reculent d'un point.

M. JOSPIN : il ne s'agit pas de faire des cadeaux aux entreprises

M. Lionel Jospin a répondu, samedi 6 novembre à Strasbourg, aux critiques adressées à M. Pierre Mauroy par M. André Laignel, député socialiste de l'Indre, membre du secrétariat national du P.S., à propos de la politique économique et sociale du gouvernement. *« Il aurait mieux valu que le débat sur le financement des allocations familiales eût lieu entre nous, socialistes, plutôt que sur la place publique »*, a déclaré le premier secrétaire du P.S., qui a ajouté : *« Il ne s'agit pas de faire des cadeaux aux entreprises, mais de prendre en compte leurs intérêts. »*

M. Laignel avait notamment déclaré, vendredi 5 novembre : *« A force de faire plaisir à nos adversaires, nous risquons de désespérer nos amis. »*

Pour sa part, M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., a souligné, samedi à Poitiers, que *« la fiscalisation des dépenses sociales fait partie du programme du parti socialiste »*.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
*
documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
387 25 00
30, rue des Dames Paris 17ème

Un cadeau empoisonné

(Suite de la première page.)

Car le pouvoir est moins préoccupé par le seuil au-delà duquel les couches moyennes cesseront de consentir à l'effort qui leur est demandé que par la nécessité de maîtriser un autre seuil, celui du prélèvement global, social et fiscal. Le souci de stabiliser le poids relatif de ce prélèvement conduit à une répartition différente, qui prend la *forme* (on le voit en matière d'allocations familiales) de transferts de charges des entreprises vers les ménages, donc vers les salariés.

Le pouvoir et son premier détenteur, M. François Mitterrand, sont convaincus de la solidité et de la fidélité de l'électorat de gauche. Ils sont aussi enclins à penser que la « rigueur » suscitera l'adhésion, au-delà de la gauche.

Pour l'heure, on peut opposer à cette confiance une simple addition, et un constat d'échec. Les mécontentements catégoriels sont légion et touchent des secteurs (l'éducation, l'université, par exemple) qui sont les points forts des socialistes ; leur multiplication souligne que les pesanteurs de comportement entravent l'action du gouvernement : le souci de satisfaire des besoins de consommation l'emporte sur les impératifs de redressement. Ainsi, on fait la queue chez les marchands de magnétoscopes depuis que le gouvernement a annoncé son intention d'en limiter les importations. Le réflexe de pénurie et celui du portefeuille jouent, pas celui du « civisme » économique.

Mais l'opinion n'est pas figée. Les attitudes, souvent contradictoires, relevées par les instituts de sondages attestent d'une certaine mobilité. La difficulté d'en prendre l'exacte mesure se reflète dans l'attitude des partenaires sociaux, voire dans celle des partis de la majorité. Il y a un constant mouvement d'avancée sur des positions dures, puis de recul. Il y a là plus qu'un *mouvement normal entre* la base et le sommet : il y a la marque d'un ajustement difficile, qui se *produit le plus souvent par à-coups*, parce qu'il correspond à l'incertitude de l'opinion face à la crise.

Reclassements

La « *rigueur* » mise en œuvre est donc susceptible de provoquer des reclassements de cette opinion, dont on ne peut exclure qu'ils puissent, dans l'avenir, jouer en faveur de la gauche. Celle-ci a usé la part du rêve qui lui a peut-être permis d'accéder au pouvoir. Mais elle l'a usée pour tout le monde : l'une des raisons pour lesquelles l'opposition n'a pas jusqu'à présent profité de la baisse de popularité de la majorité vient de ce que l'on ne croit plus aux remèdes-miracles.

Il reste donc la gestion. Les réactions de certains membres du P.S. et des responsables du P.C.F. attestent de l'ampleur de la tâche de M. Mauroy, chargé de faire admettre à la majorité que seule celle-ci compte désormais. Mais il y a une idée dont la gauche espère qu'elle *fera son chemin : elle* serait la seule à pouvoir faire « passer » une politique de *rigueur*.

Dans ces conditions, peut-être aurait-elle dû commencer plus tôt, au lieu de conforter le pays dans des habitudes de comportements qu'elle s'efforce aujourd'hui de remettre en cause.

Tout l'effort du pouvoir est évidemment de favoriser une prise de conscience telle qu'une majorité de Français continue de consentir à l'effort. A cette fin, le leitmotiv des dirigeants est le rassemblement. MM. Pierre Bérégovoy (dans *le Journal du dimanche)* et Michel Jobert ont centré leurs interventions sur ce thème, relayant ainsi le discours du chef de l'Etat lui-même.

Au sein du P.S., le CERES compte relancer le débat sur le rassemblement et l'élargissement de la majorité. Cet axe de réflexion — les élections municipales approchent — doit aller de pair, selon les amis de M. Chevènement, avec la dénonciation de toute surenchère, la gauche devant d'abord prouver son « sérieux » et sa capacité de gestion.

On touche là l'aspect purement tactique de la querelle sur les « *cadeaux* » au patronat. Pour une part, certains socialistes sont soucieux de ne pas laisser aux seuls communistes le monopole d'une critique de « *gauche* ».

Pour une autre part, non négligeable, les propos de M. Laignel, selon lesquels le gouvernement « *fait fausse route* », relèvent d'une guérilla que l'on peut expliquer par la perspective d'un changement de premier ministre, et surtout par la *préparation — déjà — du prochain* congrès socialiste, prévu à l'automne 1983. Chacun sait que le duel Laignel-Pierret *(le rapporteur général du budget a répondu* sèchement au député de l'Indre) cache en fait un affrontement Joxe-Mauroy.

La liste est longue des épisodes opposant le président du groupe socialiste au premier ministre, les plus récents étant l'affaire de la réintégration des généraux de l'Algérie française dans la deuxième réserve et la saisine du bureau exécutif du P.S. après le dépôt, par le gouvernement, du projet de loi sur la démocratisation du secteur public (le droit à l'expression politique ayant disparu du texte présenté par M. Auroux).

Quels que soient les motifs, fondés ou non, de ces affrontements, ils participent aussi d'une « *guerre de positionnement* » des « *généraux* » du P.S., les uns, tel M. Joxe, voulant incarner une gauche pure et dure, les autres, tel M. Delors, jouant sur un registre plus « mendésiste ». Ce qui fait dire à M. Delanoë que le P.S. ne pourra pas s'accommoder d'un partage entre les théoriciens et les praticiens. Une telle diversité est pourtant dans la nature des socialistes eux-mêmes. Après tout, « *les critiques s'équilibrent* », comme le dit M. Bérégovoy.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

SC-PO
préparation annuelle
En août, cours d'été
Collège
Sainte-Barbe
Établissement d'enseignement privé
4, rue Valette, Paris-5e • 325.43.90

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

L'opposition se présente unie dans 69 communes des Yvelines

Dans soixante-neuf des soixante-seize villes de plus de trois mille cinq cents habitants des Yvelines, le R.P.R. et l'U.D.F. présenteront des listes communes dès le premier tour des élections municipales. Dans ce département, réputé conservateur, les formations de l'opposition ambitionnent de gagner *« au moins quinze »* des trente villes actuellement détenues par la gauche (vingt par le P.C., dix par le P.S.).

L'accord réalisé entre MM. Paul-Louis Tenaillon, président (U.D.F.) du conseil général, et Michel Péricard, député (R.P.R.) et maire de Saint-Germain-en-Laye, est présenté comme *« un exemple unique d'union pour une efficacité maximum ». « Nous mènerons sur le terrain une campagne globale politique et politisée »*, a expliqué, vendredi 5 novembre, au cours d'une conférence de presse, M. Franck Borotra, secrétaire départemental du R.P.R. *« Nous démontrerons la gestion catastrophique des municipalités de gauche. Nous lutterons contre la roséole et la rougeole qui ont commencé à envahir le département. Nous révèlerons le rôle de certains bureaux d'études au service des municipalités de gauche. Enfin, nous ferons régresser les positions de M. Michel Rocard, qui est l'image du socialisme dans le département. Car il n'y a pas de bons et de mauvais socialistes. Il y a seulement certains socialistes qui se masquent avec des oripeaux différents. »*

Seules sept villes connaîtront des élections primaires : Chevreuse, Maurepas, Le Mesnil-Saint-Denis, Rambouillet, Saint-Arnoult-en-Yvelines, Marly-le-Roi et Triel-sur-Seine. Le problème le plus délicat concerne Rambouillet. *« La situation y est compliquée, car la présence, depuis trente-six ans, de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, maire sortant, a brouillé les cartes à chaque élection »*, dit-on dans l'opposition.

Actuellement à la tête d'une municipalité d'union de la gauche, elle souhaite reprendre sa liberté. Mais, estimant que *« l'heure est à l'honnêteté »*, M. Jacques Chirac lui a récemment refusé le soutien du R.P.R., et Mme Thome-Patenôtre pourrait annoncer sa décision de quitter la scène politique.

Dans les villes où l'U.D.F. et le R.P.R. ont conclu un accord dès le premier tour, on enregistre peu de surprises parmi les têtes de liste. Les maires sortants sont nombreux à se représenter : MM. André Damien (C.D.S.) à Versailles, Michel Péricard (R.P.R.) à Saint-Germain-en-Laye, Mme Brigitte Gros, sénateur (U.D.F.), à Meulan, MM. Patrice Vieljeux (div. opp.) à Bougival, Jacques Kosciusko-Morizet, ancien ambassadeur (R.P.R.), à Saint-Nom-la-Bretèche, Robert Wagner, député (R.P.R.), à Vélizy, Nicolas About, ancien député (U.D.F.), à Montigny-le-Bretonneux, Gérard Martin (U.D.F.) à Viroflay, Jacques Toutain (U.D.F.-Rad.) à Jouy-en-Josas, Octave Saubobert (U.D.F.) à Bonnières, Jean-Louis Fanost (div. opp.) à Ponchartrain, Pierre Dupres (div. opp.) à Maisons-Laffitte, Alain Jonnemann (U.D.F.) au Vésinet, etc.

A Carrières-sur-Seine, M. Pierre Bourson, ancien député U.D.F., tentera de retrouver sa mairie, perdue en 1977. Parmi les nouveaux venus : MM. Alain Mahlet, conseiller général R.P.R., à Houilles, M. André Wetzel (U.D.F.) à Sartrouville, Mme Jeanne Pruvost, député européen (U.D.F.), à Andrésy, M. Jacques Masdeu-Arus, conseiller général R.P.R., à Poissy et Jean Bouladoux (R.P.R.) à Bois-d'Arcy.

DAMIEN RÉGIS.

Le P.S. a désigné ses chefs de file dans les vingt arrondissements de Paris

Deux ministres, M. Jack Lang (3e) et Mme Edwige Avice (14e), le premier secrétaire du parti socialiste, M. Lionel Jospin (18e), et quatre députés, dont M. Paul Quilès (13e), candidat socialiste à la mairie de Paris, figureront parmi les têtes de liste du P.S. aux prochaines élections municipales dans la capitale. Le vote des assemblées générales d'arrondissement a réservé peu de surprise, les candidats étant souvent seuls en lice dans leur arrondissement, comme MM. Jospin, Quilès, Sarre (11e) ou même Mme Edwige Avice.

Sur les vingt candidats élus, les représentants de l'ex-courant « Mitterrand » (courant A) sont légèrement majoritaires avec huit candidats, devant le CERES (sept), les rocardiens (ex-courant C), (quatre) et le courant Mauroy (courant B), un élu.

Toutefois, ce résultat est intéressant dans la mesure où il confirme une certaine stabilité du rapport des forces entre les courants dans la fédération. Le fait que les mitterrandistes sont en tête doit être corrigé par divers éléments : d'une part, quatre de leurs têtes de liste ont été désignés dans les quatre premiers arrondissements, naguère regroupés deux par deux, et où les effectifs, comme les électeurs, sont moins nombreux ; d'autre part, le « courant A » a connu deux échecs notables, l'un dans le sixième arrondissement, où M. Alain Barrau, membre du secrétariat national chargé de la jeunesse, a été battu par un « rocardien » ; l'autre dans le quinzième, où M. Yves Lebas, proche de M. Jospin, n'a pu s'imposer.

Enfin, dans un arrondissement tel que le dixième, le CERES retrouve ses positions alors que M. Quilès l'avait emporté sur M. Sarre. Il apparaît donc que le large succès du numéro trois du P.S. ne s'est pas concrétisé automatiquement en termes de positions de courants, la fédération restant un point d'ancrage solide pour le CERES.

Les chefs de file dans les arrondissements sont donc MM. Jean Leclerc, trésorier fédéral (1er, courant A) ; Pierre Schapira, membre du secrétariat fédéral, chargé au P.S. des relations avec Israël (2e, courant A) ; Jack Lang, ministre de la culture (3e, courant A) ; Maurice Benassayag, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux rapatriés (4e, courant A) ; Mme Elisabeth Gateau (5e, courant B) ; MM. Gilles Lacan (6e, courant C) ; Patrice Bachy (7e, CERES) ; Mme Eve Baume (8e, CERES) ; M. Jacques Bravo (9e, courant C) ; Gérard Lutier (10e, CERES) ; Georges Sarre (11e, CERES) ; Philippe Farine, délégué national du P.S. aux questions internationales (12e, courant A) ; Paul Quilès (13e, courant A) ; Mme Edwige Avice (14e, CERES) ; M. Alain Hubert (15e, courant C) ; Mme Monique Herold (16e, courant A) ; MM. Jean-Luc Gonneau (17e, courant C) ; Lionel Jospin (18e) ; Manuel Escutia, député (19e, CERES) ; Michel Charzat, député, membre du secrétariat national (20e, CERES).

Mme VINCENT (P.C.F.) : tenir compte, d'abord, des élections de 1977

Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., déclare, dans une interview publiée par *Révolution* (daté 5-11 novembre), que *« certaines organisations du parti socialiste ne veulent tenir compte que des élections de 1981 »* pour la composition des listes de gauche en vue des élections municipales de mars 1983, alors que les communistes entendent tenir compte *« d'abord des municipales de 1977 et aussi de toutes* [les élections] *qui ont eu lieu depuis »*.

Mme Vincent insiste sur le fait que, dans les municipalités de gauche, le maire sortant est le mieux placé pour diriger la liste. Elle cite plusieurs communes — Montluçon (M. Pierre Goldberg), Tarbes (M. Paul Chastelain) et Dieppe (M. Irénée Bourgois) — où le parti communiste avait été devancé en 1981 et où le maire, candidat aux élections municipales de mars dernier, avait *« tout naturellement repris la tête »*.

Mme Vincent, enfin, se prononce contre la présentation de listes séparées, au premier tour, listes qui pourraient fusionner, ensuite, pour le second tour. *« Si la gauche allait dans certaines localités en ordre dispersé au premier tour, cela nuirait à la possibilité de son succès au second, quand elle ne serait pas battue au premier tour »*, déclare-t-elle.

M. LECANUET : les listes d'union de l'opposition restent la règle

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a estimé, jeudi 4 novembre, au terme du Conseil national de l'U.D.F., que *« l'évolution des négociations au sein de l'opposition dans la perspective des élections municipales semble satisfaisante »*.

Il a souligné que *« l'électorat d'opposition continue de préférer les listes uniques ». « Nous continuons officiellement de penser que c'est la règle, même si certains au sein de l'U.D.F. pensent qu'une compétition au premier tour peut être envisagée »*, a-t-il précisé. *« C'est une question d'appréciation et non de doctrine »*, a-t-il poursuivi. *« En d'autres circonstances, on peut estimer que la dualité de candidature est plus favorable à l'opposition »*, a conclu M. Lecanuet.

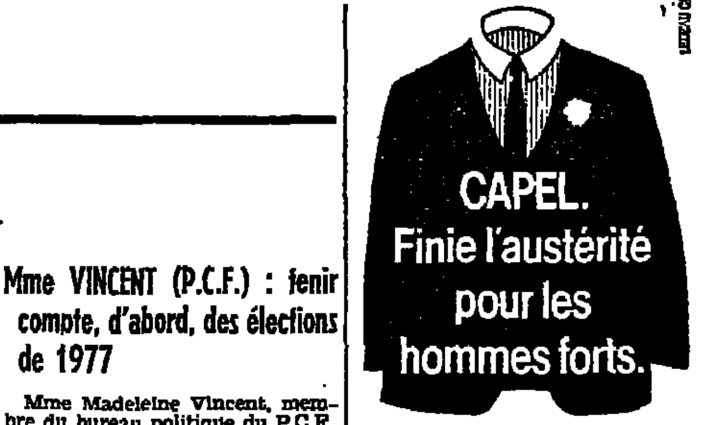
EN BREF

● CHAMBERY. — M. Francis Ampe, maire sortant de Chambéry (Savoie), a été désigné par les militants socialistes en accord avec les communistes, comme tête de liste de l'union de la gauche. Il avait été élu en 1977, battant de justesse la liste du maire sortant, M. Pierre Dumas (R.P.R.).

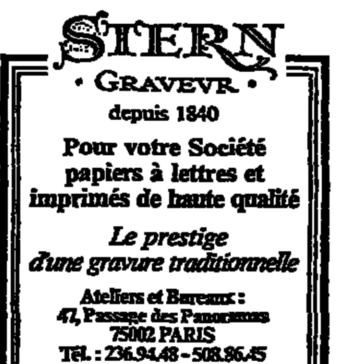
● SAINT-ETIENNE. — Avant même que M. François Dubanchet, sénateur centriste de la Loire, candidat déclaré de la liste d'opposition (U.D.F.-R.P.R.) ne fasse connaître la composition de son équipe, une deuxième liste d'opposition s'est constituée. De coloration centre-gauche, elle est menée par M. Christian Bail qui avait été élu conseiller général du canton de Saint-Etienne-Nord-Est, en 1979, avec le soutien de l'U.D.F. et du R.P.R., et avait fait partie du conseil municipal de M. Durafour. M. Michel Grossmann, délégué général du P.D.F. de M. Gennesseaux, pourrait faire partie de cette liste qui veut regrouper *« les déçus du socialisme »*.

● LIMOGES. — M. Michel Bernard (R.P.R.), professeur à l'université de Limoges et conseiller général de la ville, a été désigné comme tête de liste par l'ensemble de l'opposition. Le P.S. devrait reconduire M. Longequeue, maire sortant, sénateur.

● POLYNESIE. — *L'assemblée territoriale de Polynésie française* a émis, le 5 novembre, un avis défavorable à l'instauration de la proportionnelle aux élections municipales dans les villes de plus de dix mille habitants (Papeete, Faaa et Pirae). Elle a estimé que cette réforme n'est pas « *souhaitable* » en raison de « *la politisation excessive qu'elle risque d'entraîner dans les débats des conseils municipaux* ». Elle a souhaité, d'autre part, que les opérations de recensement général de la population prévues en 1983 soient réalisées en Polynésie avant les élections municipales.



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

N° 2000

vingt ans après VATICAN II
les grands théologiens
s'interrogent

Hans Küng
Bruno Chenu
Karl Rahner
Pablo Richard
Marie Dominique Chenu

En vente en kiosque
ou à E.T.C. 49 rue du Fg Poissonnière 75009 Paris — 9 F

Paris Tokyo,
vous n'avez plus que 12 h 45 pour
apprécier notre sens du détail.

Désormais, nous vous laissons de moins en moins de temps pour tester la multitude de détails qui nous rend si différents des autres compagnies.

Ainsi sur Paris Tokyo via Moscou, en 747 le vendredi, le temps de vol a pu être réduit à 12 h 45.

• 12 h 45 pour apprécier le confort de nos 747, notre ponctualité bien connue, l'efficacité de notre service à bord.

• 12 h 45 pour goûter tous les avantages qui sont le privilège des passagers de JAL. Et en 1re classe JAL, vous trouverez les fameux fauteuils inclinables à 60°, et même un vrai lit pour dormir une vraie nuit.

Tout le monde sait que le caractère japonais recherche toujours la perfection.

C'est là dessus que reposent la réussite et le succès mondial de notre compagnie.

JAL
Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES

POLITIQUE

LA CONVENTION NATIONALE DU MOUVEMENT DES DÉMOCRATES

M. Jobert invite les Français à se rassembler autour du chef de l'État

Sur le thème « Réunir les Français pour réussir la France », le Mouvement des démocrates a rassemblé, samedi 6 et dimanche 7 novembre, à Paris, pour sa convention nationale, quelque cinq cents personnes. En invitant des personnalités diverses — radicaux et gaullistes de gauche, royalistes, — le mouvement de M. Jobert a voulu marquer son souci de préserver la *« diversité »* de la majorité. Ces personnalités ont dénoncé le jeu exclusif des partis politique, par définition *« manichéen »*, et affirmé leur volonté de se placer, comme M. Jobert, *« ailleurs »*, dans la majorité.

Le ministre du commerce extérieur a plaidé pour un large rassemblement des Français autour de M. Mitterrand. Il s'est, toutefois, refusé *à jouer le rôle de fédérateur d'un tel rassemblement : « Je ne suis pas un papier enduit de poix pour attirer les mouches* (...). » Il a reconnu que son mouvement a des contacts avec de nombreuses formations, et il a trouvé remarquable que la majorité continue à apparaître *« ouverte »*, alors que son action est chaque jour soumise à l' *« érosion de la critique »*.

Le Mouvement des démocrates, qui axe sa campagne des municipales autour de l'idée d'une *« nouvelle citoyenneté »*, entend s'associer, là où ce sera possible, à d'autres partenaires de la majorité, ou, sinon, conduire ses propres listes avec ceux qui veulent l'émergence d'une *« démocratie vivante »*. M. Jobert a annoncé qu'il ne serait pas candidat. Il a estimé qu'il n'avait pas besoin de mandat pour *« exister »* et a constaté que le système électoral actuel ne lui permet toujours pas, là où il se *« situe »* de se présenter sans *« aliéner »* sa liberté.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

La convention nationale du Mouvement des démocrates commence, samedi après-midi, par la présentation de différents rapports qui tendent à définir les conditions d'une *« démocratie locale vivante »*, d'une *« nouvelle citoyenneté »*. Ils proposent notamment de *« rendre les communes majeures par l'allègement des tutelles administratives, techniques et financières, l'élargissement de leurs compétences, la modernisation de la fiscalité locale, l'amélioration du recrutement, de la formation et de la carrière du personnel communal »*. Ils se prononcent pour une *« moralisation de la vie publique »* et une *« limitation des possibilités de cumul des mandats »*, une *« valorisation »* du rôle des associations et un développement de l'information locale et de la consultation des citoyens.

M. Louis Feuvrier, conseiller national du Mouvement des démocrates, déclare notamment : *« Nous avons déjà une expérience en matière d'élections municipales. Nous nous sommes présentés en 1977. Dans quatre mois, nous pouvons faire mieux parce que l'affrontement partisan intéresse de moins en moins les Français, parce que de nombreux citoyens veulent plus d'ouverture, plus de liberté, plus de responsabilité, parce qu'il existe des déçus de l'opposition. Ceux-ci sont aussi à la recherche d'une attitude plus sincère et plus profonde et veulent, pour la France, un bon avenir collectif. L'alternance a eu lieu en 1981 parce que la majorité était diverse. Ne l'oublions pas dans les mois à venir, sinon la majorité connaîtra des déceptions électorales comme cela s'est produit au début de l'année. »*

M. Bertrand Fessard de Foucault insiste sur la *« liberté »* du Mouvement des démocrates, auquel il appartient : *« Nous ne sommes pas comme ces principaux partis qui fonctionnent à l'applaudimètre ou à la référence biblique. »* Il propose comme *« remède à la crise »* d'en appeler à la *« démocratie vivante »*, à la *« participation »*. (...) *« Quand il le faut, c'est au référendum que le président de la République doit avoir recours pour nous mobiliser. »*

« L'autre remède à la crise est la France elle-même, poursuit-il. *Nous sommes les seuls à dire que le Marché commun est périmé tel qu'il fonctionne. Il empêche le redressement non seulement de la France, mais de chacun de nos partenaires. »* Il ajoute : *« La France pourrait aussi enclencher une réflexion salutaire en fermant l'histoire commencée à Yalta, en quittant l'alliance atlantique.* (...) »

Dimanche, les travaux de la convention se poursuivent avec l'examen des rapports consacrés à l'enseignement — *« la restauration de l'image de l'école publique*, — au logement, à l'intervention économique des communes et à *« l'arithémique »* municipale.

L'après-midi est consacré à l'intervention des différents invités et au discours de M. Jobert.

Dans un message adressé au Mouvement des démocrates, M. Edgar Faure propose, *« en dehors de toute préoccupation électorale »*, une *« forme de coopération intellectuelle »* avec le Nouveau Contrat social qu'il anime.

M. Jean-Jacques Kerouredan, membre du Mouvement des radicaux de gauche, déclare notamment : *« Le socialisme ne se situe nulle part dans l'hémicycle* (de l'Assemblée nationale) *même si la majorité y est son inébranlable soutien. Il se situe dans le dépérissement de l'Etat absolu et dans la réinvention de l'Etat revitalisé »*. Il précise qu'il souhaite partout où cela conviendra *« une alliance de nos mouvements »* pour les élections municipales. Il ajoute *« Nous avons au sein de la majorité un principal partenaire qui semble parfois nous écraser de sa majorité parlementaire (...) Il faut qu'il comprenne que dans certains cas nous ne pouvons accepter ses décisions quand elles sont contraires au devoir de présence dans toutes les municipalités. De la démocratie à l'intérieur de la majorité dépend notre avenir social, culturel et politique. »*

M. Bertrand Renouvin, président de la Nouvelle Action Française, rappelle son *« opposition vigoureuse »* à M. Giscard d'Estaing, qui représentait dans la vie politique française *« une véritable imposture »*. Il explique son soutien à M. Mitterrand *« qui a réaffirmé la dignité de l'Etat et l'identité des Français. »* Il ajoute : *« Vous avez raison de repenser la démocratie comme nous essayons de repenser l'économie et la politique. Cela devrait nous inciter à travailler ensemble pour un enjeu important : refaire la Révolution française, qui a été manquée puisque nous voyons réapparaître les privilèges, certaines féodalités politiciennes, les corporatismes. Il faut briser les tabous, celui du libéralisme économique, du Marché commun, de l'alliance atlantique. »*

M. Léo Hamon, ancien ministre, président d'Initiative républicaine, dénonce à son tour le *« pseudo-libéralisme antérieur »* qui *« se teintait d'impuissance et de résignation à l'impuissance dans un temps de mutation économique qui commande l'action »*. Il note que *« la France a conçu, en 1981, des espoirs qui sont mis à dure épreuve »*, avant de rendre hommage *« au cours nouveau de la politique gouvernementale »*. Evoquant l'affaire des magnétoscopes, il précise : *« Toute mesure serait fâcheuse qui donnerait l'impression qu'un certain protectionniste pourrait sauver l'équilibre de la France. »* Il ajoute : *« M. Mitterrand (pas encore président) a beaucoup agi pour rééquilibrer l'union de la gauche. Aujourd'hui, il faut rééquilibrer une majorité élargie. »*

M. Stellio Farandjis, membre du parti socialiste, s'interroge sur la meilleure manière de concilier le rassemblement de la France et des Français tout en respectant une politique qui a ses choix économiques et sociaux. Il suggère pour cela de *« sublimer la contradiction éventuelle en changeant le contenu de la politique par un alliage plus étroit de l'économie et du culturel »*, de créer une *« nouvelle dynamique sociale »*, et d' *« aimer la France »*.

M. Michel Jobert demande aux adhérents du Mouvement des démocrates de participer aux municipales avec *« sincérité, témérité et ce qu'il faut d'insolence »*. Il explique les raisons pour lesquelles il a choisi de soutenir M. Mitterrand en mai 1981 : *« Pendant des années, les institutions de la Ve République m'ont paru progressivement accaparées par des groupes, une doctrine, une attitude. On en arrivait à dire que la notion d'alternance n'avait pas de sens. (...) Nous devons nous féliciter d'avoir remis à M. Mitterrand la charge de la France. (...) Je l'ai soutenu parce qu'il parle français. Il y a chez lui cette exigence que la France existe au travers de son histoire, de sa langue, de sa culture.*

» Il est devenu pour nous l'homme de l'engagement, l'interprète de cette notion fondamentale qu'est l'impartialité. C'est à nous qu'il appartient de dire comment il peut développer cette impartialité. (...) Soyez toujours l'idée qui dérange... Votre devoir est d'abord de soutenir ce qui est juste, d'aller là où sont les plus démunis. Votre devoir est aussi d'être impartial, pugnace, offensif et parfois injuste envers ce qui est trop établi... »

Il ajoute : *« La France n'est pas contestée dès lors qu'elle sait ce qu'elle veut, ce qu'elle peut. »* Redevenant le ministre du commerce extérieur, il précise : *« Il est indispensable de rétablir l'équilibre de notre commerce extérieur par notre ferme résolution d'acheter des magnétoscopes japonais à condition que les Japonais nous achètent des Airbus et des hélicoptères. Nous ne devons accepter aucun traité inégal, aucune manœuvre frauduleuse, aucune liberté des échanges qui soit celle du laisser-faire au profit des plus forts. Cette résolution de la France de se battre, chacun doit en avoir conscience, fonctionnaire, cadre ou homme politique. L'équilibre est à portée de main. Il suffit que chacun fasse un effort. »*

UNE ÉLECTION CANTONALE

SEINE-MARITIME : canton de Saint-Etienne-du-Rouvray (1er tour).

Inscr., 15 281 ; vot., 6 756 ; suffr. expr., 6 581. MM. Pierre Tréret, P.C., 3 255 voix ; Claude Tisné, R.P.R., 1 783 ; Roger Lefebvre, P.S. 1 543 ; Adrien Bucaille, div. app., 0. *Il y a ballottage.*

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Pierre Toutain, P.C., décédé le 20 août 1982. Le candidat communiste obtient 49,45 % des suffrages exprimés. Lors du 1er tour des élections cantonales de mars 1982, M. Pierre Toutain en avait recueilli 45,11 %.]

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

SEINE-MARITIME : Notre-Dame-de-Bondeville (1er tour).

Inscr., 4 349 ; vot., 3 322 ; suffr. expr., 3 252. Liste d'opposition, M. Alain Lefebvre, 1 207 voix, *élu* ; Mme Renée Mortreuil, 1 207, *élue* ; liste d'union de la gauche, M. Alain Verger, P.S., 1 030 ; Mme Bernadette Massey, P.C., 1 020.

[Il s'agissait de pourvoir les sièges laissés vacants par les décès de MM. Marcel Sauvage, maire, et de Paul Wincke, tous deux modérés.]

● *M. Raymond Vaysse-Tempé*, président du Rassemblement national des rapatriés d'Afrique du Nord a *demandé, dimanche* 7 novembre, à Toulouse, où se tenait le vingt-deuxième congrès de cette organisation, une *« véritable réhabilitation »* pour les huit officiers généraux exclus, par l'Assemblée nationale, du projet de loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie. M. Vaysse-Tempé, qui a été réélu président du rassemblement au cours de ce congrès, s'est d'autre part félicité des rapports établis entre les associations de rapatriés et le gouvernement socialiste. Le dialogue est plus aisé, a-t-il estimé, qu'avec l'ancien pouvoir.

Profitez d'un avant-goût du Paradis en vous rendant aux Maldives.

Venez avec nous à Sri Lanka dans le plus grand confort. Nos avions partent de Paris chaque vendredi et dimanche, avec correspondances le même jour de Colombo aux fabuleuses îles Maldives. Nous proposons au total 5 services hebdomadaires Air Lanka, sur la liaison Colombo-Maldives. Nous vous assurons au cours de votre voyage ce service attentionné et chaleureux propre aux habitants de ce paradis. AIRLANKA

Un avant-goût du Paradis

Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris. Tél. 297 43 44. 9, rue du 4 Septembre, Paris 75002.

L'évolution des rapports entre les partenaires sociaux

L'exemple auvergnat

De notre envoyé spécial

Aurillac. — Le dimanche 7 novembre, jour de l'ouverture des assises régionales du développement, dues à l'initiative du président du conseil régional, M. Maurice Pourchon, député socialiste du Puy-de-Dôme, avait d'une certaine façon valeur de test politique. Au moment où, au niveau national, le dialogue entre le patronat et les syndicats se limite en général à des anathèmes, il n'était pas sans intérêt d'observer comment se comportent les partenaires sociaux en province.

Les deux réunions qui ont eu lieu le matin à Brioude (Haute-Loire) et l'après-midi à Aurillac (Catal) avaient, en outre, une originalité : pour la première fois, des responsables politiques, syndicaux et professionnels étaient conviés à appliquer sur le terrain la politique de *« planification décentralisée »* mise en œuvre par M. Michel Rocard, ministre d'État, ministre du plan et de l'aménagement du territoire. Cette application consiste, dans un premier temps, à se livrer à une réflexion commune sur la politique de développement à mener au cours du IXe Plan dans les zones économiques de ces deux centres, sans que cela constitue une obligation.

Disposant désormais du pouvoir de « décider au pays », les citoyens locaux sauront-ils l'exercer sans rester prisonniers des clivages habituels ? Les Auvergnats de Brioude et d'Aurillac, qui avaient naturellement limité leurs préoccupations aux bassins d'emploi locaux, ont apporté à cette question une première réponse positive. Dans le chef-lieu du Cantal, notamment, les travaux en commission conduits par les quelque trois cent cinquante personnes présentes ont débouché sur des orientations précises et des propositions concrètes, exemptes de toute connotation partisane rassemblant toutes les sensibilités politiques et syndicales. Par leur attitude, les participants ont démontré qu'ils adhèrent à la méthode de travail et à la philosophie de la réforme telles que M. Rocard les avait définies devant eux :

« Cette planification décentralisée n'a pas d'équivalent actuellement dans le monde. Nous sommes en train d'inventer quelque chose de nouveau. Deux grands principes doivent nous guider : la planification décentralisée doit s'engager à tous les niveaux.

» Le niveau local comme unité de base a l'avantage de satisfaire une triple exigence. Une exigence économique : la planification doit être ancrée sur les réalités locales et s'appuyer sur les acteurs les plus directs du développement, les élus, les syndicats et les entrepreneurs si l'on veut que le plan ne se limite pas à un discours incantatoire ; une exigence sociale : s'appuyer sur la volonté de vivre au pays, c'est préserver l'unité des familles et des groupes, leur histoire, leur identité trop souvent disloquées par le développement économique ; une exigence politique : c'est le pari selon lequel la participation du plus grand nombre de personnes à l'élaboration de la planification peut seule créer la mobilisation nécessaire à l'effort de chacun et de tous.

» Le deuxième principe fondamental est celui du contrat. Le dialogue et la concertation seront à la base de l'élaboration des plans, ce qui n'exclut pas le recours à des procédures d'arbitrage quand ce sera nécessaire, mais qui dit contrat dit liberté, et d'abord celle de dire oui ou non. »

« Michelin aussi ! »

Autre illustration du pragmatisme ambiant : ce même dimanche, on a vu des délégués de la C.G.T., de la C.F.D.T. et des représentants du patronat déjeuner à la même table à la préfecture d'Aurillac en présence de M. Rocard, du président du conseil régional et du maire de la ville, M. René Souchon, député socialiste. Chacun a exprimé ses convictions avec la plus grande courtoisie. Le représentant de la C.G.T. a toutefois attiré l'attention du ministre du Plan sur l'impatience croissante des travailleurs à l'égard du « changement » attendu : *« Il commence à y avoir du tirage »*, a-t-il dit.

Répondant au préfet de région qui avait raconté comment il était parvenu à débusquer trente-cinq *« faux chômeurs »* à Vic-le Comte (Puy-de-Dôme), le délégué de la C.F.D.T. a affirmé : *« Il vaudrait mieux culpabiliser ceux qui sont responsables de l'absence de création d'emplois plutôt que les chômeurs »*. Sur ce point, M. Rocard lui a donné raison.

Un entrepreneur de travaux publics a indiqué que tous ses engins ne sortent plus du garage depuis plusieurs mois parce qu'il n'y a plus de chantiers. On a su ainsi que la plupart des crédits régionaux d'équipement ont dû être utilisés, en 1982, pour régler les soldes de travaux engagés par l'ancienne majorité à des fins électoralistes — selon le jugement porté par les autorités locales elles-mêmes — au cours de la campagne pour l'élection présidentielle.

On a appris aussi que la famille Michelin, dont l'influence domine la vie économique du département, se déclare prête à discuter avec le président du conseil régional d'un contrat de plan de développement industriel. Que la célèbre dynastie montferrandaise, réputé pour son opiniâtreté extrême, donne ainsi l'impression de vouloir participer à un effort régional collectif est considéré comme un fait significatif par les socialistes locaux.

Les réunions de Brioude et d'Aurillac seront suivies de neuf autres dans les départements de la région. Des assises analogues sont en préparation en Aquitaine, en Picardie, en Poitou-Charente-. L'exemple auvergnat fera-t-il école ?

ALAIN ROLLAT

M. JACQUES CHIRAC : la politique du gouvernement est contradictoire

M. Jacques Chirac, invité comme *« grand témoin »* de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, samedi 6 novembre, a déclaré : *« Je ne comprends pas très bien dans quel sens le gouvernement veut conduire notre politique. On nous dit qu'il faut un certaine rigueur : c'est vrai. On nous dit qu'on va appliquer cette rigueur : c'est le nouveau langage. On nous explique que l'on va réduire les déficits : or on constate qu'ils n'ont jamais été aussi importants.*

» Tout cela est contradictoire. On nous dit — langage également nouveau — qu'il faut aider les entreprises et je constate que l'on charge un peu plus, à la suite des dernières décisions prises par le gouvernement, leurs comptes, ce qui les rendra un peu moins compétitives, ce qui leur permettra d'exporter un peu moins, ce qui diminuera encore leurs capacités d'emploi et la possibilité d'inverser notre déficit du commerce extérieur, et on leur promet très vaguement d'améliorer leur situation mais sans dire ni comment ni quand.

» Le premier ministre nous dit qu'il maintiendra le pouvoir d'achat en 1983 ; le ministre des finances nous dit, il y a quatre jours encore, le contraire. Et toutes les organisations syndicales et professionnelles affirment que ce pouvoir d'achat est amputé, ce qui est évident. »

M. CLAUDE ESTIER (P.S.) : l'amnésie de M. Chirac

M. Claude Estier, député socialiste de Paris, candidat aux élections municipales dans le dix-huitième arrondissement, a répliqué à M. Alain Juppé, candidat R.P.R. dans le même arrondissement (*le Monde* du 5 novembre) en déclarant à Europe 1, vendredi 5 novembre : *« M. Juppé paraît bien pressé de partir en campagne électorale. Il est normal, certes, qu'il défende l'image de bon gestionnaire que voudrait se donner celui dont il est l'un des plus proches collaborateurs. Mais il serait plaisant qu'il veuille interdire aux socialistes d'expliquer aux Parisiens ce que cette gestion leur a coûté depuis six ans.*

» Quant aux défis que M. Juppé a prétendu lancer à Paul Quilès, ils témoignent chez lui de la même amnésie dont fait preuve en permanence Jacques Chirac lui-même. Il nous avait semblé entendre, ces dernières semaines, plusieurs dirigeants du R.P.R., à commencer par son président dans un discours à Nouméa qui fit pourtant quelque bruit, mettre en cause la durée et même le caractère légitime du pouvoir issu des élections de mai et de juin 1981. Puisqu'il entre désormais dans l'arène électorale, M. Juppé aura l'occasion d'apprendre que nous avons la mémoire plus fidèle que la sienne. »

ipesup

1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30

HEC - ESSEC... SCIENCES-PO...

médecine pharmacie

Encadrement annuel par matière

MEDECINE... PHARMACIE...

هكذا من الأصل

Le Monde

société

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Quinze mille personnes ont manifesté à Paris en faveur d'un centre de formation catholique

Une manifestation a rassemblé environ quinze mille personnes, samedi 6 novembre après midi, à Paris, pour protester contre la décision du ministre de l'éducation nationale de ne pas subventionner le centre de formation pédagogique (C.F.P.), de l'enseignement catholique d'Amiens. La plupart étaient venus de Picardie. Des Parisiens, parents ou enseignants partisans de l'école privée, les avaient rejoints *« en nombre délibérément limité »*, selon M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents de l'enseignement libre), qui devait déclarer : *« Que le gouvernement sache bien qu'aujourd'hui, grâce à notre détermination commune (...), nous ne nous laisserons pas réduire. »* *« Nous lui donnons,* a-t-il ajouté, *ce premier coup de semonce, pour qu'il comprenne combien il serait dangereux de poursuivre la voie dans laquelle il paraît engagé. »*

La veille, le secrétaire général de l'enseignement catholique, le chanoine Paul Guiberteau, avait, au cours d'une conférence de presse réunie à Paris, évoqué les *« difficultés »* auxquelles l'enseignement catholique se trouve confronté. A quelques semaines de l'ouverture des négociations avec le gouvernement sur l'avenir de l'enseignement privé, M. Guiberteau a estimé qu'*« un tel contexte, s'il devait persister, rendrait illusoire toute négociation future »*.

M. Jacques Barrot, député de Haute-Loire (U.D.F.) et président de l'Association parlementaire pour la liberté d'enseignement, était allé plus loin en prévenant, le 4 novembre, au moment de l'examen du budget de l'éducation nationale : *« Nous n'engagerons certainement pas les négociations dans un contexte comme celui-là. »* Pour lui comme pour les responsables de l'enseignement catholique, la fermeture du C.F.P. d'Amiens n'est qu'une des pièces d'un dossier « contentieux » qui pèse actuellement sur les rapports entre l'Etat et le secteur privé de l'enseignement.

Les dossiers du contentieux

● *Fermeture du Centre de formation pédagogique (C.F.T.) d'Amiens*

C'est, selon le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, le *« problème central »* au milieu d'*« autres problèmes urgents et graves »*.

Le C.F.P. d'Amiens a été ouvert en septembre 1981 par la Direction diocésaine de l'enseignement libre pour former les futures instituteurs du secteur privé des trois départements qui composent l'académie : Aisne, Oise et Somme. Pour être subventionné par l'Etat, un tel centre doit accueillir au moins vingt élèves par année. L'an dernier, le rectorat d'Amiens puis le ministère de l'éducation nationale ont estimé les besoins à dix-sept et ont donc refusé la subvention. Le centre a fonctionné au moyen de crédits privés.

L'enseignement catholique espérait que les choses s'arrangeraient cette année. Il évalue à trente et un, *« au moins »*, le nombre d'élèves-maîtres que le C.F.P. aurait dû recruter. Il fonde ses calculs sur les départs à la retraite, l'augmentation de postes à mi-temps, les démissions prévisibles et l'ouverture de classes nouvelles. Il reconnaît une baisse démographique (moins deux cent quarante-deux élèves dans les classes primaires privées des trois départements à la dernière rentrée) qui réduirait les besoins en maîtres, mais il souligne que cette diminution était moins forte l'année précédente et que la tendance est peut-être en train de se renverser. D'ailleurs, il a dû nommer cinquante et un instituteurs cette rentrée dont certains à mi-temps. Enfin, il saisit l'appui de l'estimation des trois inspecteurs d'académie qui aurait abouti au nombre de vingt-six élèves-maîtres.

Le ministère estime qu'il s'agit d'une *« mauvaise querelle »* et rappelle que, lors du précédent septennat, l'aide de l'Etat avait été refusée au C.F.P. d'Aurillac pour de semblables raisons. Ses calculs pour Amiens s'articulent sur trois éléments :

– nombre des départs à la retraite à compenser en 1985 quand les maîtres recrutés cette année entreront en fonction : 11. C'est un chiffre sur lequel tout le monde est d'accord ;

– démissions : 15 (les inspecteurs d'académie prévoient 16, l'enseignement catholique, extrapolant ses statistiques récentes, 19).

Prévisions de solde fermetures - ouvertures de classes : le ministère les évalue à 42 fermetures en trois ans, qu'il abaisse par sécurité à 30, soit 10 par an, voire 8 pour faire bonne mesure.

Résultat : 11 plus 15 moins 8 = 18. C'est le chiffre de 18 élèves-maîtres à recruter qu'il a signifié le 27 octobre à la direction du C.F.P. d'Amiens, écartant ainsi, puisque le seuil est de 20, une aide financière de l'Etat.

M. Jean-Paul Costa, directeur du cabinet de M. Alain Savary, qualifie le chiffre obtenu de *« maximum honnête »*. Il fait valoir que les prévisions de fermeture de classes ont été atténuées. Il récuse l'argument de l'enseignement catholique selon lequel les maîtres du secteur privé ayant un arrangement de cinq ans, et non de dix ans comme ceux du public, la protection des personnels serait plus importante, donc les besoins plus grands dans le privé. Les contribuables, estime-t-il n'ont pas à supporter la charge d'une formation d'instituteurs qui quitteront le métier plus vite que leurs collègues du secteur public. Enfin M. Costa rejette l'accusation de vouloir asphyxier financièrement l'école privée puisque le ministre a indiqué que, si les élèves-maîtres d'Amiens sont accueillis par les C.F.P. de Reims ou d'Arras, leur présence donnera lieu à subvention, y compris rétroactive pour l'année 1981-1982.

● *L'aide aux écoles privées sous contrat d'association.*

La deuxième source de litige reste le refus par certaines communes de subventionner des écoles primaires privées sous contrat d'association. Selon l'enseignement catholique, il y aurait deux cent quatre écoles dans ce cas, les plus nombreuses étant dans les diocèses d'Amiens, de Bordeaux, de Quimper, de Saint-Brieuc, de Reims et de Nantes.

Depuis la loi du 2 mars 1982 sur la décentralisation, les commissaires de la République ne peuvent plus, comme il en allait pour les préfets, inscrire d'office des dépenses au budget des communes. En outre, plus aucun transfert de charges vers les communes n'est autorisé s'il n'est prévu expressément. Ce qui n'est pas le cas pour le forfait communal, soutient le ministère, tandis que l'enseignement catholique s'en tient à l'arrêt du Conseil d'Etat rendu l'an dernier en faveur du versement de la subvention par les communes. Aux termes d'une lettre de M. Robert Chéramy, chargé de mission à l'Elysée, *« c'est donc par la voie d'une entente amiable au niveau local »* que les solutions doivent être trouvées. Les dirigeants de l'enseignement catholique font grief à M. Savary de n'avoir pu réussir à convaincre les municipalités.

● *L'ouverture des sections conduisant au brevet de technicien supérieur (B.T.S.) soumise au ministre.*

Dans l'enseignement public, l'ouverture dans les lycées des classes de B.T.S. et des classes préparatoires aux grandes écoles est soumise à l'approbation du ministre de l'éducation depuis 1976. En revanche, pour la création de ces classes dans l'enseignement privé sous contrat, la décision revenait au préfet... jusqu'à la publication d'une note de M. Savary le 19 mai dernier. Ce texte soumet désormais le secteur privé au même régime que le secteur public.

L'enseignement catholique voit dans cette mesure un grignotage de son autonomie. Il ironise sur l'extension de la centralisation et l'alignement sur le *« plus mauvais des deux systèmes »*. Il fait état de quatorze refus d'ouverture sur vingt-neuf demandes de première anné, alors que *« certains dossiers avaient été régionalement très étudiés et très appuyés par les organismes professionnels ou les collectivités locales »*.

Le ministère répond que les besoins et les débouchés qui justifient la création de ces sections doivent être étudiés au plan régional, mais aussi au plan national.

● *Prise en compte de stages pour le calcul de l'ancienneté des maîtres du privé.*

L'inspecteur d'académie de Maine-et-Loire et celui de la Lozère ont refusé, après avis du ministère, que des stages d'enseignant du secteur privé à l'Institut supérieur de promotion des responsables pédagogiques de l'enseignement catholique (ISPEC) d'Angers soient pris en compte pour le calcul de la retraite ou donnent lieu à autorisation d'absence avec traitement.

Pour l'enseignement catholique, il s'agit d'une violation de textes antérieurs (1979) qui conduirait à l'*« étranglement »* de la formation permanente par le privé. Le ministère fonde sa position sur le fait que seuls les personnels *enseignants* du privé peuvent bénéficier d'une aide de l'Etat at que, en conséquence, seuls les stages de formation initiale ou continue à l'*enseignement* entrent dans le cadre de la loi, ce qui n'est pas le cas des stages incriminés qui préparent à des fonctions d'encadrement.

● *« Fonctionnariat imposé ».*

Lorsqu'un professeur du privé est reçu à l'agrégation ou au CAPES, il peut choisir de rester dans le secteur privé sous contrat ou de rejoindre le secteur public. L'enseignement catholique cite le cas d'enseignants qui, cette année, à l'issue d'un concours, ont été titularisés d'office dans la fonction publique.

Alignement sur le secteur public pour des autorisations d'ouverture d'enseignement de sciences naturelles en seconde, pour la transformation de section technique et l'introduction de l'informatique : telles sont les autres pièces du dossier contentieux où l'enseignement catholique est opposé au ministère de l'éducation nationale. Ce dossier révèle, pour les responsables de l'enseignement catholique, une *« volonté de paralyser son existence et son action »*.

C. V.

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

Les maternelles

On le sait, bien sûr, mais trop confusément : *« On redouble moins souvent à l'école primaire quand on est allé en maternelle. On redouble même d'autant moins qu'on y a passé plus d'années. » Le Monde de l'éducation*, qui consacre son dossier de novembre à la maternelle sous le titre : « Les inquiétudes d'une école heureuse », nous le précise en se référant à une étude du service des études informatiques et statistiques du ministère de l'éducation nationale sur l'influence des années d'école maternelle sur les résultats scolaires des enfants entrés en sixième en 1980. Mais que sont ces établissements qui préparent nos bambins à la grande école ? L'enquête menée par Marie-Claude Betbeder nous laisse entrevoir des classes où l'enfant apprend à voir ce qui l'entoure, à connaître son corps et à accepter l'autre plutôt que des usines du savoir pour futurs génies. Un long chemin a été parcouru depuis les *« salles d'asile »* de 1826 avec leur rôle de *« gardiennage et de dressage »*.

La maternelle, c'est encore, semble-t-il, l'endroit où l'enseignant montre le plus grand enthousiasme pour sa profession. Mais qui dit enthousiasme ne dit pas béatitude, et les instituteurs et institutrices de maternelle se posent eux aussi des questions.

Un dossier sur les maternelles aurait été incomplet s'il n'avait dit mot des tout petits, les deux ans. Pour ? Contre les deux ans à l'école ? Une seule certitude : l'accueil doit être différent. Car ce premier rendez-vous ne doit pas être manqué...

★ *Le Monde de l'éducation*. Novembre 1982, nº 88, 10 francs.

Des choses à se dire

La tempête qui souffle sur les relations entre l'école privée et l'Etat est de saison. A quelques semaines de l'ouverture de négociations attendues ou redoutées depuis plus d'un an, comment s'étonner que les esprits s'échauffent, que les inquiétudes, les apaisements, les supputations, dont se nourrissent les partisans de l'enseignement privé, ne se muent en tensions à mesure que l'échéance approche ?

Les responsables de l'école catholique n'ont pas désiré cet orage. Des hommes comme le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignent catholique, M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, sont, à leur manière, des « politiques ». Certes, ils ne marchandent pas leur soutien aux victimes de la « normalisation » de l'enseignement privé. Même s'ils laissent ce mot à M. Jacques Barrot, président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, et restant pour l'heure dans le registre de la préoccupation interrogative. Certes, ils doivent ne pas voir que des inconvénients dans l'occasion qui leur est donnée d'étaler opportunément une part une part de leurs forces. Certes, ils entretiennent la foi de leurs compagnons en participant à de multiples rassemblements régionaux. Mais ils savent aussi que le tapage peut les desservir, qui braque les feux sur un dualisme tenace que deux décennies de pratiques contractuelles n'ont pas réussi à éteindre.

Car, aujourd'hui, il ne suffit pas aux participants de l'enseignement privé d'accuser : c'est le gouvernement qui réveille la querelle scolaire. Le fait est là, heureux ou malheureux : un changement de majorité politique a remis d'actualité la question. C'est bien pourquoi les dirigeants de l'enseignement catholique ne cèdent pas à la politique du pire. En dépit de leur « déception », de leur « amertume » et de leur « protestations », ils ne posent pas de préalable à l'ouverture du dialogue.

Au gouvernement de mesurer comment atteindre son objectif — celui de M. Mitterrand de construire *« un grand service public, unifié et laïque de l'éducation »*, — sans briser l'unité nationale quele même président appelle de ses vœux.

La difficulté est plus qu'évidente. Parmi les points abordés lors des prochaines négociations, la « carte scolaire », c'est-à-dire l'implantation des structures d'enseignement, sera la première pierre d'achoppement. Actuellement, les familles choisissent l'établissement privé où inscrire leurs enfants, tandis que les établissements publics sont « sectorisés ». Le système est rigide pour les usagers du secteur pcblic. Trop rigide. Il est souple pour le privé. Mais celui-ci n'a pas les obligations du service public. Au ministère, on considère que la coexistence des deux systèmes est source de gaspillages. En généralisant le libre choix des parents, on prendrait le risque, par exemple, de voir des établissements public peuplés seulement de petits élèves immigrés. En ne touchant pas au carcan, on ferait fi des différences, de possibilités de recours pour des enfants en situation d'échec dans l'enseignement public.

Pour cet exemple, comme pour celui de « l'intégration » des personnels, il est tentant d'envisager une sorte de fuite en avant : confier beaucoup plus d'initiatives et de décisions aux régions. Là encore, les résistances se multiplieront, le statut de la fonction publique aidant, ou contrariant plutôt...

En somme, dans un pays où l'école s'épuise à dissoudre les ségrégations sociales, à préparer les enfants et les jeunes à leur vie professionnelle et civique, les responsables des deux secteurs d'éducation, s'ils le veulent bien, auront beaucoup de choses à se dire.

CHARLES VIAL.

Sociologie de la famille

Martine SEGALEN

Les divers aspects de la famille française étudiés dans un vaste contexte historique et culturel, par une spécialiste de ces problèmes, à la fois sociologue et ethnologue - *95 F*

Le travail ouvrier

Michel VERRET et Paul NUGUES

Une étude sociologique faisant suite à celle du même auteur sur «l'Espace ouvrier», où la classe ouvrière française est saisie sur son lieu de production. - *83 F*

ARMAND COLIN

Des enfants non-francophones à l'école Quel apprentissage ? Quel français ?

Martine ABDALLAH-PRETCEILLE

Des propositions d'animation pédagogique et une réflexion sur le fonctionnement de la langue française pour aider les enseignants en situation. - *55 F*

Enseignement du français et linguistique

Hélène HUOT

Les mises au point nécessaires pour faire découvrir ce qu'est réellement la linguistique et ce qu'on peut en attendre. - *60 F*

ARL

(Publicité)

Communiqué des Editions JEAN DE BONNOT

La qualité, l'originalité et le succès des ouvrages édités par Jean de Bonnot ont naturellement suscité des imitateurs en France et à l'étranger. Dans la mesure où chaque œuvre fait l'objet chez cet éditeur d'une création authentique, tant en ce qui concerne le choix des auteurs, les reliures plein cuir ornées de décors originaux poussés à l'or véritable qu'en ce qui regarde les mises en page très élaborées et chaque fois renouvelées, les suiveurs pouvaient être considérés avec un certain détachement par Jean de Bonnot, qui bénéficiait toujours d'un temps d'avance et de la fameuse petite différence qui est l'essentiel en matière d'édition d'art.

Cette foi dans le travail bien fait et dans la qualité de ses livres est toute exprimée dans la célèbre clause de garantie à vie que Jean de Bonnot est apparemment le seul éditeur au monde à faire valoir (reprise du livre au prix d'achat payé par le souscripteur).

Cependant, Jean de Bonnot se sent en droit de protester quand la compétition devient par trop déloyale et prend des cheminements plus condamnables que le simple plagiat malhabile.

C'est ainsi que, ces derniers mois, des documents importants ont disparu subrepticement de ses bureaux.

Il s'agit d'abord d'études concernant des éditions en projet et, notamment, d'une formule nouvelle dont l'élaboration a nécessité une somme considérable de recherches. Tout laisse supposer que ces pièces ont été « empruntées » et consultées indûment.

En deuxième lieu, le fichier confidentiel des clients Jean de Bonnot a été en partie détourné de telle sorte que l'éditeur a été coupé d'une fraction de sa clientèle dont on devine bien qu'elle est actuellement sollicitée par les auteurs indélicats du pillage qui proposent abusivement par ce biais leurs succédanés.

Ce double méfait incite les Editions Jean de Bonnot à prendre les mesures suivantes :

1° Révéler au public plus tôt que prévu les nouvelles éditions et les projets jusqu'alors celés dans ses cartons, notamment le programme original baptisé « Curiosités littéraires et bibliophiliques ».

2° Entreprendre de renouer des relations normales, régulières et attentives avec ses clients en leur demandant de bien vouloir se faire reconnaître en retournant le bulletin ci-dessous. Jean de Bonnot leur communiquera aussitôt les titres de ses récentes et prochaines réalisations ainsi que les conditions particulières auxquelles ils ont droit.

3° Informer tous ceux qui le désirent des titres et des prix des livres signés par Jean de Bonnot et qui ne sont pas encore épuisés.

Pour cela, merci de bien vouloir renvoyer aussitôt que possible la demande d'information ci-dessous.

DEMANDE D'INFORMATION

à envoyer aux Editions Jean de Bonnot, 7, Fbg-St-Honoré, 75008 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement une documentation sur les ouvrages en cours ou en préparation, signés par Jean de Bonnot.

Nom .... Prénom ....

Adresse complète ....

Ville .... Code postal .... M 8

PARIS MIAMI PARIS A PARTIR DE 3395 F

1, rue Cassette (Mº St-Sulpice) 75006 Paris Tél. 544.38.61
17, rue d'Antin (Mº Opéra) 75002 Paris Tél. 268.11.94
72, rue Jeanne-d'Arc 76000 Rouen Tél. (35) 98.32.59

SOCIÉTÉ

FACE A LA RECRUDESCENCE DES ATTENTATS

Un front antiterroriste se développe en Corse

Bastia. – Dans une lettre ouverte adressée à M. Prosper Alfonsi, président de l'Assemblée de Corse, la Fédération de l'éducation nationale de Haute-Corse note que « *le temps n'est plus tellement de condamner* [les attentats] *quand condamner ne suffit plus... Il faut que chacun sache bien que la violence n'a pas de règne dans le débat démocratique, aujourd'hui possible* ». C'est l'argument majeur de la gauche : la violence n'a plus de raison d'être en Corse dans la mesure où ont été rétablies les règles de la démocratie. Paradoxalement, d'ailleurs, le fait que la *cunsulta di i cumitati naziunalisti* (C.C.N.), qui prône « *la lutte de libération nationale* », ait décidé de présenter des listes aux prochaines élections municipales, alors qu'elle avait préconisé l'abstention aux élections régionales, devrait renforcer la thèse de la majorité présidentielle. Mais le sens donné par la C.C.N. à son entrée dans l'arène électorale est tout autre. Pour le mouvement indépendantiste, ce « *choix tactique* » doit surtout permettre de mieux faire passer son principal mot d'ordre : « *Non à la colonie de peuplement.* »

Les continentaux visés

Pour la C.C.N., en effet, la présence de « *plus de soixante-dix mille continentaux dans l'île représente un danger mortel pour le peuple corse* » à travers « *le déséquilibre démographique* » qu'elle crée. Ce mot d'ordre a un corollaire : le slogan I.F.F. (*I francesi fora* : les Français dehors). La C.C.N. veut donc leur départ. Le F.L.N.C. les plastique.

Correspondance

Depuis le début 1982, sur les six cent cinq actions violentes recensées jusqu'au 20 octobre, on a dénombré cinq cent un attentats visant des biens privés, et seulement soixante-dix, des bâtiments publics. Sur ces cinq cent un attentats, trois cent vingt-neuf ont été perpétrés contre des continentaux. Si tous ne sont pas dus au F.L.N.C. (il n'en a revendiqué que deux cent douze pour toute cette période), il est clair que la ligne stratégique actuelle du mouvement clandestin vise d'abord et en priorité ces non-Corses. Un conférence de presse du F.L.N.C., le 24 août, trois jours après la nuit bleue « record » (cent dix attentats) confirmait cette orientation.

« L'inaction des pouvoirs publics »

Parmi les continentaux, ce sont au premier chef les enseignants qui sont la cible des plastiqueurs. Et il existe actuellement, dans plusieurs établissements, une véritable psychose de l'attentat. A Bastia, dans les classes terminales, certains professeurs se voient durement interpeller par quelques élèves nationalistes sur les problèmes du bilinguisme.

La nouvelle vague d'attentats et l'impunité dont bénéficient jusqu'à présent les plastiqueurs ont permis aux responsables politiques locaux de l'ancienne majorité de dénoncer « *l'inaction des pouvoirs publics* ». On a pu penser un moment que celle-ci répondait à des objectifs politiques visant, notamment, à éviter une « rechute » dans le cycle « violence-répression ». Mais M. Migeon, commissaire de la République en Haute-Corse, a expliqué dernièrement que « *la détermination à lutter contre le déferlement des passions* » restait entière. Cette impuissance des pouvoirs publics a été prétexte à la constitution, en septembre, d'un groupe clandestin baptisé « Mouvement Corse française libre » et qui se donne notamment pour objectif « *d'organiser la d4efense des libertés par les Corses eux-mêmes* ». Une missive envoyée dernièrement à plusieurs mairies de Haute-Corse et signée de ce mystérieux mouvement dit plus crûment les intentions de ses responsables et prévient que pour une victime du F.L.N.C. « *dix autonomistes seront visés* ». A côté de la *résurgence probable d'un ancien* mouvement antinationaliste, des inorganisés écœurés par les attentats dont ont été victimes leurs proches font publier dans la presse locale des avertissements aux plastiqueurs, menaçant de les retrouver. Si on y ajoute la gauche, c'est aujourd'hui un véritable front antiterrorisme qui est en train de voir le jour, tandis que s'installe un climat propice à une *sorte de guerre civile larvée.*

Ce risque d'affrontement entre Corses n'a pas échappé à l'Union du peuple corse (U.P.C.), qui vient de rappeler, « *aujourd'hui comme hier* », sa condamnation de la violence « *parce qu'elle est inutile là où le peuple dans son ensemble la réprouve* ». Mais le mouvement autonomiste insiste, pour le refuser, « *sur le danger mortel* » que serait cet affrontement. La situation paraît assez grave pour que l'Assemblée de Corse soit saisie du problème de la violence lors de la prochaine réunion, en décembre.

DOMINIQUE ANTONI.

● *Une grenade de faible puissance* a été lancée, samedi 6 novembre, contre le local de l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés, occupé également par le Mouvement français pour le planning familial, à Épinal (Vosges), provoquant des dégâts matériels mineurs.

A FR3, dimanche 7 novembre, le secrétaire d'État chargé des immigrés, M. François Autain, a exprimé son « *émotion* » et son « *indignation* » devant « *les agressions à caractère raciste* » qui « *se multiplient dans notre pays* » et a souhaité la mobilisation et la concertation de tous pour que cela cesse.

(Publicité)

SCIENCES PO

PRÉPARATION ANNUELLE INTENSIVE PARALLÈLE ou par CORRESPONDANCE

Après 2e année. PRÉPARATION ENA

PRESUP

46, rue Vivienne, 75002 PARIS

Tél. : 261-83-59, poste 201

Faits et jugements

« ATTENTION, GITANES ! »

Samedi 6 novembre, peu après 17 heures, les voyageurs se pressent dans les couloirs et sur les quais de la station Sèvres-Babylone du métropolitain parisien, où se croisent les lignes nº 10 (Gare d'Austerlitz-Porte d'Auteuil) et nº 12 (Porte de la Chapelle-Mairie d'Issy).

Soudain, dominant le brouhaha de la foule, une voix sort d'invisibles haut-parleurs : « *La police est demandée à la direction Porte de la Chapelle...* » Le reste est inaudible. De quoi s'agit-il ?.

Un moment plus tard on l'apprend, quand de nouveau la voix retentit : « *Mesdames et messieurs, faites attention à vos sacs à main et à vos portefeuilles, il y a des gitanes dans le métro* ». Un moment s'écoule encore, puis : « *La police est demandée à la direction Porte de la Chapelle, pour les gitanes* ». Ces gitanes sont aussi appelées bohémiennes ou tsiganes.

Cela n'est-il pas sans rappeler d'autres époques où de tout autres autorités s'employaient à désigner à la vigilance des citoyens d'autres « ennemis sociaux », mais selon des méthodes assez peu différentes ?

● *L'affaire de pédophilie du Coral.* – Les défenseurs de MM. Claude Sigala et Jean-Noël Bardy, incarcérés depuis le 18 octobre à la prison de la Santé à Paris sous les inculpations « *d'attentat à la pudeur sans contraintes sur mineurs de moins de quinze ans* » et « *d'excitation de mineurs à la débauche* », ont déposé une nouvelle demande de mise en liberté de leurs clients. M. René Feneyrou, premier juge d'instruction qui remplace M. Michel Salzman, momentanément absent n'a pas statué sur ces demandes de mise en liberté des deux principaux inculpés dans l'affaire du Coral d'Aimargues (Gard). Les défenseurs devront attendre le retour de M. Salzmann.

● *Après la mort d'un adolescent à la sortie d'un concert de rock.* – Trois semaines après la mort, d'une balle dans la tête, de Richard Adjemiane, âgé de dix-neuf ans, qui sortait d'un concert de rock donné par le groupe Imagination porte de Pantin à Paris (*le Monde* du 19 octobre), un mineur de dix-sept ans a été arrêté. Il a avoué aux policiers avoir tiré sur les projecteurs pour s'amuser, mais sans viser personne. Trois autres jeunes gens avaient été blessés.

Le jeune meurtrier, arrêté en compagnie d'un autre mineur âgé de seize ans qui se trouvait avec lui lors des faits, a été interpellé au cours d'une enquête sur un cambriolage, commis le 11 octobre, au domicile parisien de l'actrice Isabelle Huppert.

A SAINT-JEAN-DE-LUZ

Arrestation de quatre membres de l'ETA militaire dont deux dirigeants

Quatre personnes, dont deux membres présumés du comité exécutif de l'ETA militaire, ont été arrêtées, samedi 6 novembre, à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), lors d'une opération réalisée conjointement par la police de l'air et des frontières, la police judiciaire de Bayonne et les Renseignements généraux. Cette opération est intervenue peu après l'assassinat, le 4 novembre, du général Lago Roman, et le jour même de la visite du pape au Pays basque espagnol. Ces quatre personnes devaient être présentées, lundi matin 8 novembre, au parquet du tribunal de Bayonne.

L'interpellation de celui qui est considéré comme le numéro trois de l'ETA militaire, Antxola Larranaga, alias « Peio el Viejo », a été pour le moins mouvementée. Il aurait essayé de renverser deux policiers en tenue avec son véhicule. Ceux-ci ont tiré dans les pneus. Antxola Larranaga a néanmoins pris la fuite dans les rues de Saint-Jean-de-Luz avec un pneu crevé, en prenant les sens interdits et en grillant les feux rouges. Sa voiture a finalement percuté contre un poteau et Antxola Larranaga a été appréhendé.

Militant clandestin en France depuis 1972, il était en possession de faux papiers. Considéré comme le responsable des commandos d'information de l'ETA militaire, il serait, selon les policiers, chargé de centraliser les renseignements fournis par les commandos d'information avant de les transmettre aux commandos opérationnels.

La deuxième personne appréhendée, Carlos Ibargurren, serait le responsable des finances et chargé notamment du paiement de l'impôt révolutionnaire. Quant aux deux autres militants basques, ils sont considérés comme moins importants. Il s'agit tout d'abord de Sabin Zabieta, qui jouerait un rôle secondaire dans l'ETA militaire, et d'un militant dont l'identité n'a pas été révélée. D'importants documents ont été saisis au cours des perquisitions. Ceux-ci porteraient sur l'infrastructure de l'ETA en ce qui concerne l'« impôt révolutionnaire ».

Ce coup de filet a été réalisé dix jours après la victoire du P.S.O.E. en Espagne et quarante-huit heures après l'assassinat du général Lago Roman. Est-ce à dire que Paris a voulu montrer aux dirigeants de l'ETA que les autorités françaises ne toléreraient pas que l'ETA militaire mette en péril le pouvoir socialiste en Espagne ? C'est en tout cas un coup de semonce destiné sans doute à faire réfléchir les « ultras » du mouvement révolutionnaire basque. Cependant, ce coup de filet intervient après la remise en liberté sous contrôle judiciaire, le 4 novembre, de Jesus Abrisketa Korta, dit « Txuxo », chef présumé d'une branche de l'ETA politico-militaire (*le Monde* daté 7-8 novembre). La justice française avait estimé le dossier insuffisant pour maintenir « Txuxo » en prison.

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

tout compris*

A l'Hôtel-Club Oamarit***

à Jerba Zarzis.

Tennis. Equitation.

*1 semaine en pension complète (vin à table inclus) au départ de Paris ou de Lyon.

(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82 et du 7 au 27 Janvier 83.)

REPUBLIQUE TOURS

Le droit de choisir.

Tél. : Paris : (1) 355.39.30 – Tél. : Lyon : (7) 837.72.38.

Lic. A 504 France International Paris

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

tout compris*

A l'Hôtel-Club Oamarit***

à Jerba Zarzis.

Tennis. Equitation.

*1 semaine en pension complète (vin à table inclus) au départ de Paris ou de Lyon.

(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82 et du 7 au 27 Janvier 83.)

REPUBLIQUE TOURS

Le droit de choisir.

Tél. : Paris : (1) 355.39.30 – Tél. : Lyon : (7) 837.72.38.

Lic. A 504 France International Paris

ESPRIT DE CLAN

19 VERSIONS ESSENCE OU DIESEL.

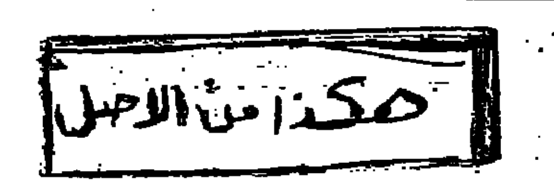
Les Renault 18 ont l'esprit de clan.
Ces 19 versions se tiennent les coudes,
mais ont chacune leurs rôles bien définis.
Économie et performance, turbo ou
diesel, break ou berline.

RENAULT 18

A vous de choisir, Renault 18
à partir de : 42.800 F, prix clés
en main au 12/10/82.
Consommations aux 100 km
à vitesse stabilisée :
5,5 L à 90 km/h,
7,4 L à 120 km/h,
8,5 L en cycle urbain.

RENAULT préconise elf

PUBLICIS V8203



هكذا من الأصل

Arrestation de quatre membres de l'ETA militaire dont deux dirigeants

TUNISIE

une semaine au soleil.

1995 F

RÉPUBLIQUE TOURS

de choisir.

GOUPIL RÉINVENTE LE MICRO ORDINATEUR

Des milliers de personnes utilisent aujourd'hui les micro-ordinateurs Goupil.

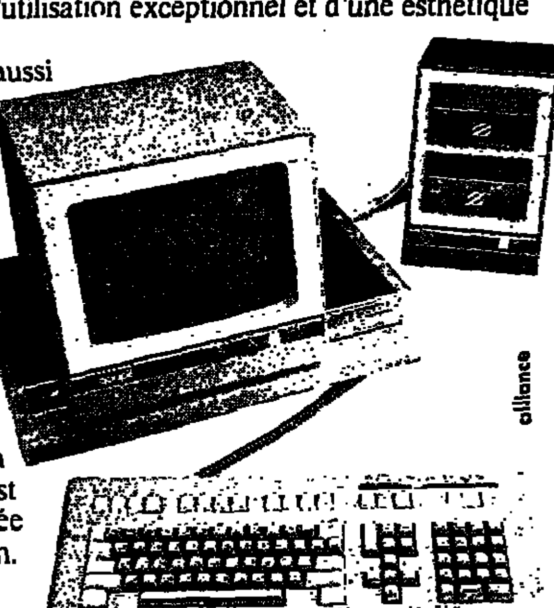
En moins de trois ans, par le professionnalisme de son réseau de distribution (le premier réseau français de micro-informatique), par l'exigence et l'enthousiasme de ses clients, SMT-Goupil a réussi à bâtir une véritable industrie.

Premier taux de croissance européen, SMT-Goupil franchit aujourd'hui un pas décisif. Avec l'ordinateur Goupil 3, elle ouvre une nouvelle époque de l'informatique en proposant une machine qui réalise la plus étonnante synthèse des développements actuels :

- une machine puissante pouvant utiliser 3 processeurs différents et donc accéder aux plus prestigieux logiciels du marché ;
- une machine évolutive capable de répondre aux besoins spécifiques de chacun ;
- une machine adaptable en permanence aux progrès des technologies ;
- une machine d'un confort d'utilisation exceptionnel et d'une esthétique raffinée.

Ordinateur résolument professionnel, mais aussi ordinateur pour tous, Goupil 3 concrétise la réussite d'un projet à la mesure de notre temps, et d'une entreprise dont l'ambition est de gagner désormais une part significative du marché mondial.

Où que vous soyez, et quels que soient votre profession, vos exigences et vos désirs, Goupil 3, le nouveau fruit de SMT, s'offre à vous ; il est à la portée de votre main.



SMT Goupil - 22 rue St-Amand, 75015 Paris - Tél. 533.61.39.

alliance

Le Monde

sports

Cinquante-deux capitaines sur la Route du Rhum

Force 8

Saint-Malo. — Tous les services de sauvetage de Saint-Malo ont dû être mobilisés dans l'après-midi du dimanche 7 novembre pour répondre à une quarantaine d'appels de détresse d'embarcations sur les quelque six cents sorties au large pour assister au départ de la deuxième Route du Rhum donné par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer.

Le vent de sud-est de force 7 à 8 soufflant de terre, qui poussait les concurrents, rendait plus délicat le retour au port. Nombre de plaisanciers, moteur noyé ou incapables de remonter au vent, ont dû ainsi être remorqués, mais les sauveteurs étaient sans nouvelles, lundi matin, de deux bateaux qui avaient envoyé un signal de détresse la veille.

La flotte des cinquante-trois concurrents au départ n'est pas non plus sortie indemne de ces mauvaises conditions météorologiques. *Rosières*, le prao géant de Guy Delage, a chaviré après vingt minutes de course. Cinq autres bateaux, victimes d'avaries, ont dû rentrer au port dans les premières heures : *Biotherm-II*, le trimaran de Florence Arthaud, la seule femme de la course, avec une voile déchirée et deux pilotes automatiques en panne; *Edonil*, le catamaran de Daniel Le Mene, endommagé par un choc avec un plaisancier; *Vigorsol*, le monocoque de l'Italien Paolo Sciaretta; *Contest*, le monocoque de notre collaborateur Dominique Gautron, gouvernail cassé; et le petit trimaran *Brittany-Ferries*, de Daniel Gilard, remarquablement placé après trois heures trente minutes de course quand il a brisé ses bastaques.

Le meilleur départ avait été pris par Marc Pajot sur son catamaran *Elf-Aquitaine*. Tirant des bords le long de la côte, l'ancien champion de dériveur précédait à la bouée de Fréhel, le Britannique Robert James et son trimaran *Colt-Cars*, de quarante secondes. En fin d'après-midi de dimanche, le gros *Britanny-Ferries-Quiberon*, qui permettait à la presse et aux officiels de suivre la course le plus longtemps possible, ne pouvait même plus revenir sur les fuyards qui devaient alors filer 18,19 nœuds par un vent arrière plein est, qui ne cessait de forcir. A 20 heures G.M.T., le premier contrôle réalisé grâce au système Argos, donnait *Elf-Aquitaine* en tête avec 85 milles parcourus (9 à 10 nœuds de moyenne) devant le trimaran *Gauthier-III*, de Jean-Yves Terlain (80 milles), *Colt-Cars* (77 milles) et le grand trimaran *Britanny-Ferries-G.B.*, de Chay Blyth (70 milles).

Ce lundi à l'aube, au passage de l'île d'Ouessant, qui marque l'entrée dans l'Atlantique après 130 milles de course, les positions des concurrents de tête n'avaient pas sensiblement changé. En revanche, Marc Linski, qui barre un monocoque de 17 mètres, avait demandé une assistance médicale avant de casser tout contact radio. Eugène Riguidel avait fait savoir, de son côté, que le grand foc et la grande voile de son trimaran géant étaient en lambeaux.

La course au large en direct

De notre envoyé spécial

Saint-Malo. — De la baie de Saint-Cast à l'ouest de Saint-Malo au cap Fréhel, ils étaient des centaines de milliers à être venus suivre à la jumelle le départ de la deuxième Route du Rhum. Toute la semaine, ils avaient été presque aussi nombreux au pied des remparts de la cité corsaire à s'attarder, béats d'admiration ou appréciant en connaisseurs, devant les nouvelles formules, un de la mer, guettant un geste ou une réflexion de leurs skippers. L'affluence était telle autour du bassin Vauban que les organisateurs, avec le concours des C.R.S., avaient même dû établir un sens giratoire pour les piétons.

Au-delà de la compétition sportive, le succès des courses transatlantiques s'explique notamment par la part de rêve qu'elles apportent. Un sondage de la Sofres (1) montrait que s'ils avaient la possibilité de vivre une grande aventure, 17 % des Français, aussi bien hommes (19 %) que femmes (14 %), choisiraient de faire un tour du monde à la voile. La proportion s'élevait à 36 % chez les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans, à 23 % dans la tranche d'âge de vingt-cinq à trente-quatre ans. Le départ de Saint-Malo, déjà plongée dans la fraîcheur, la pluie et les vents d'automne, vers le soleil des Antilles, faisait même rêver certains skippers.

Jamais, en tout cas, autant de navigateurs célèbres ne s'étaient donné rendez-vous pour une course en solitaire. Eric Tabarly, le grand prêtre de cette discipline en France, qui n'avait plus pris part à une telle course depuis sa victoire dans la Transatlantique 1976, retrouve ainsi, à cinquante et un ans, tous ses meilleurs disciples, d'Olivier de Kersauson à Philippe Poupon, sans oublier Eric Loizeau et Marc Pajot. Mais presque tous les autres navigateurs français qui se sont illustrés ces dernières années, sont là pour rivaliser avec l' « école Tabarly ».

Professionnalisation

Du côté des étrangers, la représentation n'est pas moins prestigieuse avec le Canadien Michael Birch, révélation de la première Route du Rhum, les Britanniques Chay Blyth et Robert James, vainqueurs de la Transat en double 1981, Robin Knox-Johnston, héros de la première course autour du monde en solitaire, où les Américains Walter Greene et Jack Petith. En fait, parmi les grands absents on ne relève que Philipp Weld, vainqueur de la Twostars 1980 et troisième de la première Route du Rhum 1978, qui s'estimait insuffisamment familiarisé aec le nouveau mât de son trimaran, ainsi que Halvard Mabire, Philippe Stegall ou Gilles Gahinet, qui n'ont pu trouver de commanditaire pour financer leur programme.

Jamais non plus les navigateurs et leurs commanditaires n'avaient autant investi que dans cette confrontation de prestige pour présenter de nouveaux bateaux toujours plus performants ou peaufiner les plus anciens. A ce titre, la Route du Rhum marque une nouvelle étape dans la professionnalisation de la course au large. Michel Ethevenon, le créateur de l'épreuve, aura de plus en plus de difficultés à contenir la pression des publicitaires dans des limites décentes.

Les progrès considérables enregistrés dans les moyens de communication ont fait entrer la course au large dans le domaine des événements sportifs, que l'on peut désormais suivre pratiquement en direct, et ne sont sans doute pas étrangers à cet engouement sans précédent des publicitaires. Pour l'appellation des bateaux, les noms de marque sont autorisés, mais la nature du produit ne doit pas en principe apparaître. Toutefois, on a pu constater quelques entorses à cette règle.

Depuis la Transat en double en 1979, les organisateurs de courses transocéaniques font appel au système des balises Argos installées à bord de chaque bateau. Leur signal, émis toutes les minutes, est capté par deux satellites qui survolent la course toutes les cent une minutes. Ainsi, le Centre national d'études spatiales de Toulouse peut déterminer la position des concurrents et les conditions météorologiques (pression et température de l'eau) qu'ils rencontrent. Ces données disponibles entre quatre et six heures après leur réception sont transmises au centre de calcul de la Syseca, une filiale de la Thomson, qui consacre un budget de 2 millions de francs à cette mission d'information pour établir deux fois par jour un classement.

Pour permettre une meilleure compréhension de la stratégie et de la tactique de chaque concurrent, une liaison informatique spéciale a été établie avec la Météorologie nationale et après accord avec la direction des télécommunications cinq jeux de fréquences de la station radio maritime de Saint-Lys seront réservés au contact avec les concurrents. Enfin, pour la première fois, un système Tevelex, utilisé jusqu'ici pour la télésurveillance des banques, devrait permettre d'obtenir sans moyens hertziens des images fixes de deux bateaux, *Elf-Aquitaine*, de Marc Pajot, et *William-Saurin*, d'Eugène Riguidel, depuis le milieu de l'océan.

Les images télévisées en direct sont, dit-on, pour un proche avenir. Dès à présent, les Parisiens pourront bénéficier de toutes les informations sous une bulle installée au pied de la tour Montparnasse, où une carte géante représentera les positions des bateaux et les conditions de course. La course au large devrait y perdre beaucoup de son mystère, mais la voile ne peut que gagner en popularité.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Sondage réalisé du 23 au 29 janvier 1981 pour la revue *Grand Large*, sur un échantillonnage national de mille personnes.

Eugène Riguidel : *« Obtenir 60 % du potentiel du plus grand trimaran »*

De notre envoyé spécial.

Saint-Malo. — *« La course en solitaire est devenue un spectacle de cirque et un rêve pour le grand public »*, estime Eugène Riguidel, qui a suscité un gros succès de curiosité au départ de la Route du Rhum avec son *William-Saurin*, le plus grand trimaran du monde, 26 mètres de long et 15 mètres de large, un mât de 27,50 mètres , soutenant 318 mètres carrés de voiles au près et des spinnakers de 300 à 500 mètres carrés, pour propulser plus de 11 tonnes.

Pur-sang ou monstre des mers ? Les sceptiques ne manquent pas pour douter qu'un navigateur puisse *« dompter »* puis maîtriser seul un tel géant des océans. *« Attention, ce n'est pas un bateau fou,* répond Riguidel. *Au plan technique, il est limite. Ce qui est un peu fou, c'est de faire une course en solitaire aussitôt après sa première sortie. »*

Pour son troisième trimaran, le navigateur morbihannais, mêlant théorie et empirisme, voulait rester fidèle à sa *« ligne de conduite »*. Pour rechercher la plus grande vitesse possible, il souhaitait un multicoque très léger, très toilé et très long. Le travail sur plan avec l'architecte britannique Derek Kelsall et l'ingénieur français Jean-François Le Menec, a nécessité dix-huit mois passés à jongler avec les différents paramètres : forme, longueur, largeur du bateau, hauteur et position du mât, choix des matériaux, coût... *« On peut toujours faire des calculs théoriques à partir de la résistance des matériaux,* explique Riguidel. *Mais qui peut prévoir à quels efforts maximun ces matériaux devront résister en mer ? »*

Ainsi, dès le premier contact avec le grand large, un mois à peine avant le départ de Saint-Malo, la grand-voile prévue, de 210 mètres carrés, se creusait trop. Les lattes cassaient. De plus, elle se révélait difficile à manœuvrer, même avec un équipage. Il a fallu commander aussitôt une nouvelle voile de 155 mètres carrés, sans lattes, pour la remplacer, mais le temps a manqué pour les essais. L'optimisme de Riguidel n'est pas réduit pour autant. *« Je sais désormais que la vitesse ne sera pas un problème pour moi,* dit-il. *Nous avons atteint 25 nœuds dans la brise. Il me faudra plutôt veiller à ne pas être en excès de vitesse pour ne pas risquer d'endommager le grément, le safran ou la dérive. »*

Le gigantisme des bateaux et l'accroissement important de leur vitesse ont quelque peu changé la nature des problèmes posés au navigateur solitaire. « Moulins à café » et vérins hydroliques l'aident à manœuvrer les voiles. Sur le *William-Saurin*, la tension sur les écoutes peut atteindre 6 à 7 tonnes. *« Ce n'est plus une question de force humaine,* explique Riguidel. *Il faut utiliser intelligemment son matériel, mais on doit surtout réagir beaucoup plus vite qu'auparavant, car le moindre incident peut prendre des proportions catastrophiques. »*

Satellite et ordinateur

Pour limiter ces risques, Marc Pajot expérimentera à bord d'*Elf-Aquitaine* une alarme électronique qui devrait le prévenir si la force du vent ou la vitesse du bateau changent. Riguidel se contentera d'une alarme fonctionnant toutes les demi-heures. *« En mer, il n'y a pas de fatigue intellectuelle,* explique-t-il. *Le stress n'existe pas. La fatigue est musculaire. Huit demi-heures de repos par vingt-quatre heures suffisent pour se maintenir en forme pendant un mois. »*

Les nouvelles aides à la navigation bouleversent également les conditions de course et fait gagner un temps précieux aux solitaires. Les satellites leur indiquent les conditions météorologiques qui les attendent et la position précise de tous leurs concurrents grâce à la présence, à bord de tous les bateaux, des balises Argos. A partir de ces paramètres et de la vitesse du trimaran sous les différentes allures, un mini-ordinateur aidera même Riguidel pour le choix de la meilleure route. *« Les transats,* explique-t-il, *deviennent de véritables courses tactiques, des régates de vingt jours, qui exigent toujours plus de présence et d'attention. »* Il convient, en effet, de miser à coup sûr, car le temps est plus que jamais de l'argent.

Un beau coup de publicité

Pour construire et entretenir son nouveau trimaran, Eugène Riguidel a besoin d'un budget de 5 500 000 F. William Saurin, le commanditaire, apporte 3 millions de francs sur trois ans, en contrepartie d'un programme de six courses. Pour tenir ses engagements auprès des banques, le navigateur morbihannais devra se prêter à des conférences, à des livres, à des films, à des opérations commerciales, donc se distinguer en compétition.

Avant même d'avoir pris le départ de Saint-Malo, il avait déjà réussi un beau coup de publicité en suscitant la curiosité autour de son trimaran géant. Comment juge-t-il cette course au commanditaire et les contraintes qui en découlent ? *« Pour ce genre de course, c'est indispensable,* répond-t-il. *La véritable question est de savoir si ce genre de course est en lui-même souhaitable ou pas. Je réponds oui, car elles intéressent le grand public et ont permis d'énormes progrès techniques. Nous sommes encore à une période où le chercheur peut être récompensé. Donnez le même budget de 3 millions de francs à Pajot, Gahinet, Tabarly et à sept autres grands navigateurs, et ils opteront peut-être pour quatre trimarans, quatre catamarans et deux praos, avec des longueurs qui varieront entre 15 et 20 mètres. »*

A-t-il lui-même fait le meilleur choix ? *« Le* William-Saurin *n'a pas été conçu spécialement pour la Route du rhum,* précise-t-il, *mais pour prendre part ensuite à la transat en double et à des courses en équipage. Je n'ai pas eu le temps souhaitable pour me familiariser avec le bateau et procéder à tous les réglages. Je crois que si je peux le mener à 60 % du maximun de ses possibilités, il ira plus vite que tous les autres. Reste à savoir si je pourrai atteindre seul les 60 % de son potentiel. »*

G. A.

La meute des araignées de mer

Journaliste de nautisme, Dominique Gautron, qui a déjà participé à la course La Rochelle-La Nouvelle-Orléans, était au départ de la Route du Rhum sur le monocoque de 11,75 mètres *Compas-Contest*, qui a rapidement connu une avarie de gouvernail. Il a passé en revue les caractéristiques de la flotte qui est partie pour cette course de 4 000 milles en solitaire.

(Correspondance.)

Saint-Malo. — Il y a quatre ans, l'arrivée de la première Route du Rhum se déroulait de façon quasi mythique : un petit multicoque battait de 98 secondes l'un des meilleurs monocoques du moment, *Kriter-V*, ravivant la querelle des anciens et des modernes. Alain Colas disparaissait en mer et de nombreux concurrents déposaient les armes avant les Açores.

En 1982, la querelle s'est déplacée, et les monocoques qui partent vers la Guadeloupe sont destinés à faire de la figuration, *Champagne-Charlie, ex-Heidsieck-III* (Jean-Claude Parisis), *Pantashop* (Marc Linski), *Wild-Rocket* (Jean-Paul Charpentier) se livreront un duel sans merci mais en retrait de la course principale. Même *Kriter-VIII* (Michel Malinovsky), monocoque conçu pour les allures portantes, devra s'incliner devant la meute des araignées de mer.

D'année en année cette meute s'est enrichie de nouveaux prototypes. Quatre de ces engins de laboratoire ont fait leur première apparition dans la Route du Rhum 1982. Le plus étonnant de tous était le prao *Rosières*, skippé par Guy Delage. Continuant à faire confiance au prao, il a abandonné le principe du *« flotteur sous le vent »* pour s'engager, cette fois-ci, dans une voie plus risquée : le flotteur était en effet situé au vent et maintenu à l'horizontale par un système de ballast comme dans les avions Canadair de lutte contre les incendies de forêts. Les bras de liaison coque-poutre avaient été construits en aluminium riveté-collé de 18 millimètres et devaient pouvoir résister aux assauts de l'Atlantique nord. Toutefois, le prao venait juste d'être mis à l'eau et manquait énormément de mise au point. Il a chaviré et coulé dès le départ.

Même chose pour le trimaran *William-Saurin*, d'Eugène Riguidel, le seul à être dans la catégorie des plus de 25 mètres (classe 0). Ce monstre a bénéficié, comme beaucoup de multicoques désormais, de techniques de construction très poussées : la dérive possède une âme en « kevlar », stratification de type aviation, pour les bras de liaison. Mais la manœuvre d'un tel voilier en solitaire laisse rêveur plus d'un coureur.

Les autres nouveautés sont plus sages, mais manquent autant de mises au point que les précédentes. *Vital*, le petit catamaran de Birch, le tenant du titre, est simple à la fois dans sa conception — on dirait un grandtornado — et dans sa construction, car il fait appel à des matériaux nobles, carbone et « kevlar » notamment. Quant à *Biotherm-II*, lenouveau trimaran de Florence Arthaud, il possède un très sérieux potentiel de vitesse que la jeune navigatrice devrait exploiter à fond avec sa hargne habituelle.

Des bateaux plus anciens n'en sont pas moins compétitifs. Eric Tabarly a retrouvé son premier mât en forme d'aile d'avion, allégé et agrémenté d'une vergue dans les hauts pour augmenter la surface de voile de son *Paul-Ricard*. Marc Pajot, le favori numéro un de cette course, a doté son catamaran *Elf-Aquitaine* d'un mât profilé réalisé entièrement en fibre de carbone (coût : 500 000 F !) et dont la superficie est de 17 mètres carrés. Ce qui signifie que ce catamaran ne sera jamais à sec de voile. Un autre prétendant au titre, *Charente-Maritime*, vainqueur de La Rochelle-La Nouvelle-Orléans, a été doté de ballast pour donner plus de raideur à la toile, et la grande voile a été légèrement réduite pour être mieux manœuvrée par un solitaire.

Changement notoire également, sur le trimaran *Jacques-Ribourel*, d'Olivier de Kersauson : le bras de liaison arrière, qui était en alliage léger, a été remplacé par un bras en matériaux composites, plus léger encore. Enfin, le trimaran vert pomme de Jean-Yves Terlain, *Gauthier-III*, s'est vu affligé d'une *« queue de mulet »* à l'arrière pour simplifier les palans de bastaques et impressionner les nombreux badauds.

Beaucoup d'autres prétendants au titre se présentent sur les voiliers cintrés : Eric Loizeau, dont le *Gauloise-IV* est un modèle de préparation — il vient d'établir un record de vitesse en solitaire sur l'Atlantique nord (treize jours) ; — Yvon Fauconnier sur *Umupro-Jardin-V*, un multicoque très physique à la mesure de ce grand marin inconnu, et jusque-là malchanceux; Chay Blyth et son *Britanny-Ferries*, mais l'Anglais n'a jamais brillé dans les courses en solitaire; Robert James, dont le trimaran *Colt-Cars* est impressionnant dans le petit temps; Alain Gabbay, ce « tour-du-mondiste » reconverti au solitaire, qui bénéficie d'une machine de premier plan, *Livery-Dole-III*, rebaptisée *Charles-Heidsieck-V*; et, enfin, Philippe Poupon, qui vient de remporter la course en solitaire la plus dure qui soit, celle du *Figaro*, et qui possède, avec *Fleury-Michon*, un voilier capable de mettre tout le monde d'accord.

Car, dans cette course, le bateau ne compte que pour la moitié, le skipper faisant le reste. Il ne suffit pas d'être entouré de « kevlar » et d'électronique pour gagner une compétition où la hargne, la compétence, la résistance physique et morale, le sens marin, sont déterminants. Interrogés les uns après les autres, les coureurs ont fait preuve d'optimisme et beaucoup comptaient mettre entre dix-sept et dix-neuf jours pour parcourir les 4 000 milles qui séparent Saint-Malo de la Guadeloupe. Il y a quatre ans, Birch mettait vingt-trois jours...

DOMINIQUE GAUTRON.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

« BOX » A PONTOISE

Après avoir dominé les 20 kilomètres de Paris et Paris-Versailles, Jacky Boxberger a gagné les 10 kilomètres de Pontoise en 28 min. 25 sec. devant Christian Geffray et Pierre Levisse.

Boxe

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES SUPER-PLUME

Le Français Daniel Londas a été battu à Leon (Espagne) par l'Espagnol Roberto Castanon, par abandon à la neuvième reprise, lors d'un match comptant pour le titre de champion d'Europe des super-plume.

Décision prononcée à la suite du jet de l'éponge... par un spectateur. Le manager du boxeur français a déposé une réclamation auprès de la fédération européenne.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(quatorzième journée)

*Nantes b. Rouen	1-0
*Bordeaux et Strasbourg	1-1
*Lens et Auxerre	0-0
*Paris S.-G. et Laval	0-0
*Brest et Metz	1-1
*Nancy et Tours	3-3
*Lyon b. Toulouse	4-1
*Monaco et Saint-Etienne	2-2
*Mulhouse b. Sochaux	1-0
*Bastia et Lille	0-0

CLASSEMENT. — 1. Nantes, 22 pts ; 2. Bordeaux, Lens, 18, etc.

Deuxième division

(quinzième journée)

GROUPE A

Rennes b. *Montpellier	2-1
Nîmes b. *Libourne	2-1
*Valenciennes et Béziers	0-0
*Racing Paris b. Nœux	2-0
*Guingamp b. Angers	4-3
*Le Havre b. Corbeil	2-0
*Abbeville et Angoulême	0-0
*Alès et Châteauroux	3-3
Limoges b. *Viry	2-1

CLASSEMENT. — 1. Rennes, 25 pts ; 2. Nîmes, 22 ; 3. Racing Paris 1, 20, etc.

GROUPE B

*Nice b. Stade français	4-0
*Cuiseaux b. Reims	4-2
*Orléans et Toulon	2-2
*Marseille b. Montceau	3-0
*Martigues b. Red Star	2-1
*Dunkerque b. Cannes	2-0
*Gueugnon b. Grenoble	2-1
*Blénod et Besançon	1-1
*Fontainebleau et Thonon	2-2

CLASSEMENT. — 1. Nice, 25 pts ; 2. Toulon, Reims, 22, etc.

Rugby

TOURNÉE DES PUMAS

L'équipe d'Argentine, privée de plusieurs titulaires, a été battue, samedi 6 novembre à Aurillac, par le Bataillon de Joinville 27-9 (3 essais à 1).

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(septième journée)

GROUPE A

POULE A

*Agen b. Angoulême	23-12
Narbonne b. *Carcassonne	28- 9
*Nice b. Nîmes	43- 0
*Oloron b. Boucau	8- 0
Tulle b. *Racing	13-12

CLASSEMENT. — 1. Narbonne, 21 pts ; 2. Nice, 18 ; 3. Agen, 17, etc.

POULE B

*Montauban b. Toulon	13- 6
*Mont-de-Marsan b. Auch	15- 0
Biarritz b. *Toulouse	9- 6
*Bayonne b. Lourdes	17-13
*Béziers-La Voulte	reporté

CLASSEMENT. — 1. Biarritz, 17 pts ; 2. Montauban, 16 ; 3. Bayonne, Toulon, 15, etc.

POULE C

*Bègles b. Tyrosse	15- 9
*Tarbes b. Albi	19- 0
*Castres b. La Rochelle	12- 0
*Aurillac et Montferrand	6- 6
Grenoble b. *Bourgoin	22-11

CLASSEMENT. — 1. Grenoble, Tarbes, 19 pts ; 3. Aurillac, 16, etc.

POULE D

Bagnères b. *Valence	24- 3
*Dax b. Romans	6- 4
Perpignan b. *Brive	15-10
*Graulhet b. Pau	17-15
*Bourg b. Aire	36-21

CLASSEMENT. — 1. Dax, Graulhet, 17 pts ; 3. Perpignan, 16, etc.

Tennis

LECONTE-WILANDER EN FINALE A STOCKHOLM

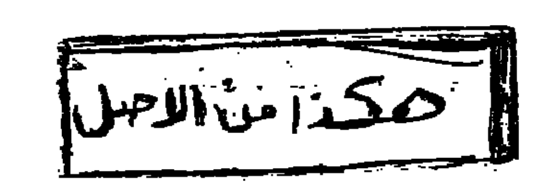
Le Français Henri Leconte, qui a battu le Polonais Wojtek Fibak 3-6, 6-3, 6-1, jouera ce lundi 8 novembre la finale du Tournoi de Stockholm contre le Suédois Mats Wilander, vainqueur de l'Américain Jay Lapidus. En quart de finale, le Français avait éliminé l'Israélien Glickstein 6-1, 6-2.

Pour sa première participation à une finale du tournoi de Grand Prix, le jeune Français Loïc Courteau a été battu à Quito (Equateur) par l'Equatorien Andres Gomez 7-6, 6-3. En demi-finale, Courteau avait bénéficié du forfait de l'Espagnol José Higueras, blessé à un genou.

Tir

PREMIÈRE MÉDAILLE POUR LES FRANÇAIS

Le Français Jacques Gehres s'est classé troisième de l'épreuve de pistolet standard 25 mètres des Championnats du monde de tir, qui ont eu lieu à Caracas, et a permis à la France de gagner une première médaille. Les tireurs soviétiques totalisent le plus grand nombre de succès ; ils ont obtenu à ce jour vingt-sept médailles : quinze d'or, six d'argent et six de bronze. Les Américains qui sont actuellement leurs seconds n'en ont obtenu que cinq : trois d'argent et deux de bronze.



r la Route du Rhum

La meute des araignées de

ÉTATS

[مكبرة من الأصل]

RELIGION

JEAN-PAUL II AU PAYS BASQUE

« Le christianisme interdit le recours à des solutions qui passent par la haine et la mort »

Avant de partir pour Saint-Jacques-de-Compostelle, mardi 9 novembre, pour la dernière étape de son voyage en Espagne, Jean-Paul II devait se rendre à Valence ce lundi 8 novembre pour y ordonner plus de cent vingt-cinq prêtres. Le week-end a été consacré à la tournée, politiquement plus délicate, au Pays basque samedi – Loyola et Javier – puis, après une nuit à Saragosse dans la province d'Aragon, en Catalogne dimanche : Montserrat et Barcelone.

De notre envoyé spécial

Barcelone. – L'incursion du pape dans les régions basques et catalognes a marqué un tournant de son voyage espagnol. Même le ciel, clément jusqu'alors, a choisi ce moment pour déclencher une tempête sur le nord du pays avec pluies diluviennes et rafales de vent, rendant hasardeux et inconfortables les trajets de l'hélicoptère pontifical.

La revendication du meurtre du général Lago Roman par l'ETA militaire (*le Monde* du 6 novembre) n'avait rien fait pour rassurer les organisateurs du voyage. Les autorités basques avaient critiqué avant le voyage, le fait que le séjour du pape dans leur province soit limité à une demi-journée et évite les grandes villes. Mais la raison invoquée, la sécurité du pape, ne paraît pas exagérée : une alerte à la bombe tôt samedi matin, fausse alerte en l'occurrence, a été suivie d'un changement de l'horaire et de l'itinéraire de la visite à Loyola.

Cette visite, en l'absence des cris de la foule et de banderoles qui avaient été interdites, et en présence de forces de l'ordre en grand nombre, fut des plus sombres. C'est à Loyola, comme prévu, que Jean-Paul II a dénoncé, pour la deuxième fois de son voyage, et en des termes encore plus vigoureux, la tentation de la violence.

« *Le peuple basque est riche en valeurs chrétiennes, humaines et culturelles*, a notamment dit le pape. *Je sais que vous vivez des moments difficiles dans les domaines social et religieux. Je connais les efforts de vos Eglises locales (...) pour donner une orientation chrétienne à votre (...) en faveur de la réconciliation des esprits. Je pense surtout aux jeunes dont la majorité vivent de grands idéaux. Je veux leur rendre hommage ici, face à d'éventuelles généralisations injustes. Mais il y en a aussi qui se laissent tenter par des idéologies matérialistes et par la violence.*

« *Je voudrais leur dire – et je parle comme quelqu'un qui a souffert personnellement de la violence – qu'ils ne doivent pas laisser récupérer leur générosité et leur altruisme. La violence n'est pas un moyen de construction. Elle est une offense à Dieu et blesse autant celui qui en souffre que celui qui la pratique.* » Puis, se référant à son discours à Drogheda, en République irlandaise en septembre 1979, le pape a conclu : « *Je répète, encore une fois, que le christianisme comprend et reconnaît la noble et juste lutte pour la justice, à tous les niveaux, mais interdit le recours à des solutions qui passent par la haine et la mort.* »

Le pape et les jésuites

L'autre thème traité par Jean-Paul II à Loyola, puis à Javier, concernait la vie religieuse et missionnaire. Tout le monde attendait ce que le pape dirait des jésuites, avec lequels il a eu des différents récemment, sur les lieux même où leur fondateur saint Ignace a vu le jour. Le pape était accueilli par le Père Paolo Dezza, le délégué personnel qu'il a placé à la tête de l'Ordre ; le préposé général, le Père Pedro Arrupe, était empêché par suite de maladie. Il avait cependant envoyé un télégramme au pape l'assurant de sa « *filiale affection* » et évoquant le « *lien* » particulier « *d'obéissance et d'amour* » qui « *honore et oblige* ».

Dans son homélie à Loyola, le pape a notamment déclaré : « *Quand on parle de saint Ignace de Loyola, on pense aux exercices spirituels et à la Compagnie de Jésus, le plus grand Ordre religieux de l'Eglise, qui a recueilli tant de fruits pour la cause de l'Evangile et qui continue de le faire. Saint Ignace fut sensible aux inspirations du Saint-Esprit et tellement attaché au Saint-Siège qu'il a fait de l'obéissance à celui-ci une des caractéristiques de la compagnie.* »

Ensuite à Javier, Jean-Paul II a proposé l'exemple de Saint François-Xavier, missionnaire jésuite du seizième siècle en Inde et au Japon, comme « *le prototype des missionnaires dans la ligne de la mission universelle de l'Eglise* ».

Le pape a conclu en rappelant que « *Saint François-Xavier offrit ses dernières prières et le sacrifice de sa vie en terre chinoise. Unissons nos prières*, a dit le pape, *à son intercession pour l'Eglise en Chine, objet d'une solidarité et d'une espérance particulière de toute la famille catholique* ».

Après avoir passé l'après-midi et la nuit de samedi à dimanche à Saragosse, capitale de la province d'Aragon, où il a prononcé une homélie mariale au sanctuaire de Notre-Dame del Pilar, le plus ancien temple dédié à la Vierge puisqu'il date de l'an 40 de notre ère, Jean-Paul II s'est rendu dimanche à Montserrat en Catalogne. Ce monastère bénédictin qui date du onzième siècle a joué et joue encore un grand rôle dans la spirituelle, intellectuelle, liturgique et artistique de l'Europe.

Deuxième et dernière halte en Catalogne : Barcelone. Sous une pluie battante le pape a récité l'*Angelus* devant l'église de la Sainte-Famille, due à l'architecte Antonio Gaudi. Puis, avant de célébrer la messe, il a adressé un message aux travailleurs dans lequel il a surtout commenté son encyclique *Laborem exercens*, en rappelant que « *le travail est pour l'homme et non l'homme pour le travail* ».

ALAIN WOODROW.

● *Deux jeunes filles ont été tuées*, dimanche matin 7 novembre, dans un éboulement qui s'est produit aux abords du monastère de Montserrat (Espagne) que visitait Jean-Paul II. Les deux jeunes filles, élèves d'un collège de Gérone, ont été tuées par des blocs de rocher qui s'étaient détachés des cimes de la Montagne sacrée où se trouve le monastère. La Croix-Rouge a d'autre part annoncé, à Barcelone, que deux mille personnes ont été soignées aux abords de Montserrat à la suite des bourrasques de vent et de pluie qui s'étaient abattues sur cette région. – *(A.F.P.)*

MONACO - MONTE-CARLO - HOTEL HERMITAGE
(Salle Belle-Epoque)
Vendredi 12, samedi 13 novembre 1982 à 11 h et 14 h
ANTIQUES - ROYALES FRANÇAISES - ÉTRANGÈRES
en or et en argent – Essais du maréchal Pétain
Essais du royaume de Belgique - Lorraine et des trois évêchés et d'Alsace
Ouvrage numismatique - Glyptique : intailles - bijoux, camée
Experts : M. Vinchon, Mmes Berthelot et Guyonnet, M. Mariaud de Serres
Par le ministère de Mᵉ Escaut-Marquet,
huissier à Monte-Carlo (Principauté de Monaco)
En présence de Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan, commissaires-priseurs associés à Paris.
Exposition chez l'expert : Jean Vinchon, 77, rue de Richelieu, 75002 Paris (297-50-00) jusqu'au mardi 9 novembre (10-12 h/14-18 h).
A Monte-Carlo, Hôtel Hermitage, jeudi 11 novembre de 11 à 18 h.

CHEVEUX A PROBLÈMES
PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :
● pellicules, dépôts graisseux, cheveux secs, cassants ;
● démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.
APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP
75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 260-38-84
Bordeaux (56.48-06-34) - Grenoble (76.49-21-41) - Lille (20.51-24-19) - Limoges (55.34-15-20) - Lyon (7.838-06-76) - Marseille (91.48-29-97) - Mulhouse (89.45-80-88) - Nancy (8.332-91-98) - Nantes (40.48-74-57) - Reims (26.88-65-74) - Rennes (99.30-16-88) - Rouen (35.73-06-22) - Saint-Etienne (77.38-10-76) - Toulon (94.93-55-30) - Toulouse (61.23-29-84).
Pour les calvities avancées, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.
PROTHÈSE BRIDGECAP

Pour respecter
les ressources naturelles,
économiser
matières premières et énergie,
l'homme apprend
à recycler les emballages

A l'occasion du 25ème Salon International de l'Emballage, du Conditionnement et de la Présentation, Jean-Marie CHOURGNOZ a illustré l'universalité de l'emballage à travers 13 photos.
Elles sont présentées sous forme d'un calendrier, hors commerce.
Vous pouvez obtenir gratuitement ce calendrier* à l'entrée du Hall 1 du Salon de l'Emballage, contre remise de ce coupon.
*Sous réserve d'épuisement du tirage
EMBALLAGE 82
15-20 Novembre 1982
Paris - Porte de Versailles
9 h - 18 h
GERP
Salon de l'Emballage, 40 rue du Colisée - 75381 PARIS - CEDEX 08 -
Madame, Monsieur ______
Société : ______
Adresse : ______
Souhaite le calendrier "EMBALLAGE 82"

CARNET

Réceptions

– L'ambassadeur, haut représentant de la République démocratique et populaire d'Algérie, et Mᵐᵉ Jamel Houhou ont donné une réception, jeudi, à l'occasion de la fête nationale.

Naissances

– Le vicomte Bertrand BESANCENOT et la vicomtesse, née Maud de Tinguy du Pouët, et Marie-Doha sont heureux d'annoncer la naissance de
Hortense,
le 30 octobre à Paris.

– M. Fabio LUCCHINI-GILERA et Mᵐᵉ, née Nina Bakic, ainsi que Vittorio, sont heureux d'annoncer la naissance de
Lorenzo,
le 21 octobre 1982.
73, rue du Cardinal-Lemoine,
75005 Paris.

Décès

– Mᵐᵉ Emile Lalanne,
M. André Lalanne,
Les familles et alliés
ont la douleur de faire part du décès de
M. Emile LALANNE,
chevalier de la Légion d'honneur
et titulaire de nombreux ordres africains,
survenu le 3 novembre.
La cérémonie religieuse sera célébrée mardi 9 novembre, à 15 heures, à l'église d'Uzeste en Gironde.

– Les membres de l'Association internationale pour la recherche médicale et les échanges culturels (A.I.R.M.E.C.)
Et son conseil d'administration,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Emile LALANNE,
chevalier de Légion d'honneur
et titulaire de nombreux ordres africains,
leur ami et secrétaire général trésorier.

– Mᵐᵉ Berthe Louis, sa mère,
Mᵐᵉ Raymond Louis,
Ses enfants et ses petits-enfants,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de
M. Raymond LOUIS,
chef de la section documentation
et recherches coopératives
du Bureau international du travail
à Genève,
survenu le 4 novembre 1982, dans sa cinquante-cinquième année, en son domicile de Ségny.
Les obsèques seront célébrées dans l'intimité familiale à Loudéac (Côtes-du-Nord), le 9 novembre 1982.
Mᵐᵉ R. Louis,
Les Isles, voie des Tauques, Segny,
01170 Gex.

– Mᵐᵉ René W. Renand,
Mᵐᵉ Albert Wormser,
M. et Mᵐᵉ Jean-Pierre Dennys,
M. et Mᵐᵉ Guy Viellet,
M. et Mᵐᵉ Antoine Servant,
M. Jérôme Viellet,
M. Denis Servant,
Mˡˡᵉ Sylvie Viellet,

Toute sa famille, ses amis et tous ceux qui ont été avec lui durant sa longue vie de travail,
ont la douleur de faire part du décès de
René W. RENAND
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
survenu le mardi 2 novembre 1982 dans sa quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 5 novembre.
11, rue Benjamin-Godard,
75116 Paris.

Remerciements

– Mᵐᵉ Michel Klein, son épouse,
Mᵐᵉ Albert Klein, sa mère,
M. et Mᵐᵉ Lucien Petibon,
ses beaux-parents,
M. et Mᵐᵉ Marcel Klein
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Félix Loeb
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Alain Klein
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Maurice Klein
et leurs enfants,
Ses frères, belles-sœurs et neveux,
Mˡˡᵉ Christiane Petibon,
sa belle-sœur,
Ses oncles, tantes, cousins, cousines,
Ses nombreux amis,
L'ensemble du personnel de la société Artix et l'équipe de football
remercient tous ceux qui ont partagé leur peine lors du décès de
M. Michel KLEIN.

Erratum :
Dans le texte nécrologie du 3 novembre lire après :
M. et Mᵐᵉ Marcel Klein et leurs enfants :
M. et Mᵐᵉ Félix Loeb et leurs enfants.

– Mᵐᵉ Laurent Ballif,
Mᵐᵉ Etienne Hudault,
M. et Mᵐᵉ Jean-Antoine Scalbert
Et leurs enfants,
très touchés des témoignages de sympathie qui leur ont été adressés à l'occasion du décès du
Père André Jean FESTUGIÈRE,
de l'ordre des Frères prêcheurs,
membre de l'Institut,
prient chacun de trouver, ici, l'expression de leur reconnaissance.

Anniversaires

– Pour le dixième anniversaire du décès de
Paul BRAIG,
une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

– A l'occasion du dixième anniversaire de la mort de
Yvon MORANDAT,
grand officier de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
une messe a été célébrée à Polliat (01).
Claire Morandat, ses enfants et petits-enfants vous demandent de vous souvenir de lui.

– En souvenir de l'enseigne de vaisseau
Michel REVAULT d'ALLONNES,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
« mort pour la France »,
ainsi que des officiers et de l'équipage du sous-marin « Argonaute » disparus en mer le 8 novembre 1942.

– Mᵐᵉ Renée Rodière,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
rappellent le souvenir de
René RODIÈRE,
mort le 8 novembre 1981,
à ceux qui l'ont connu et aimé.

– En mémoire de
Monique et Jacques SAUVEGRAIN,
de leur courage toujours présent.

Avis de messes

– L'Amicale des anciens des 32 et 232 R.A. tiendra son assemblée générale le dimanche 28 novembre, à 9 h 30, à la brasserie « Aux armes de la Ville », place de l'Hôtel-de-Ville, à Paris. Une messe à la mémoire des morts de ces régiments et de la 10ᵉ D.I. sera célébrée à 11 h 15, en l'église Notre-Dame des Blancs-Manteaux, suivie d'un déjeuner familial, à 13 heures. Renseignements : Hervieux, 9, avenue Georges-Clemenceau, 94130 Nogent-sur-Marne. Téléphone : 873-01-03.

Messes anniversaires

– A l'occasion du deuxième anniversaire du rappel à Dieu de
Edmond ZEDET,
une pensée pieuse est demandée à ceux qui n'ont pas oublié son souvenir.
Une messe sera célébrée à la basilique Sainte-Clotilde, le mercredi 10 novembre, à 18 heures.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-XIII (Villetaneuse), mardi 9 novembre, à 15 heures, salle des commissions, M. Luc Bucherie : « Graffiti, mise en scène des pouvoirs et histoire des mentalités ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), mardi 9 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mˡˡᵉ Dominique Valbelle : « Les ouvriers de la tombe, Deir El-Médineh à l'époque ramesside. »

CROISIÈRE D'HIVER
AUX ANTILLES
SUR NEW LIFE :
Luxueux voilier de 13 mètres
(Gib Sea 126)
Croisière et séjour 1 ou 2 sem.
Renseignements et document.
AIRCOM (S.E.T.I.)
25, rue La Boétie
75008 Paris
Tél. : 268-15-70

Le Monde

culture

THÉATRE

« PLATONOV », de Tchekhov, par Mesguich

Juste la voix du docteur, de loin

Le décor, de Batifoulier. Ce n'est pas un décor, d'une pièce, d'un auteur. Portrait d'une conscience : chaud de la maison et noir du dehors, confondus. Une fenêtre vue d'en bas. L'eau sombre et le miroir passé des grandes vitres des portes-fenêtres, dans quoi ou à travers quoi n'apparaît pas qui on attend. L'escalier qui mène à la chambre, comme un coquillage à écouter bruire. L'énorme fissure des jours qui brise la demeure en deux. C'est un paysage-visage, c'est là que les acteurs de Mesguich travaillent, d'une pièce à l'autre.

Sensation simplement physique : la scène de ce théâtre est très haute, plusieurs étages, et très étroite. Pas assez de place, par terre, en bas, pour ces horizons perdus, ces routes de campagne de lumière, où courent par erreur, d'habitude, les acteurs de Mesguich. Ils vont être piégés.

Première paroles de *Platonov*. Première œuvre-ébauche de Tchekhov, alors étudiant. Tout de suite le médecin de campagne, son travail absurde puisque ce ne sont pas les souffrances qu'il faudrait soigner (famine au village, sous-nutrition des nouveau-nés, manque d'argent), et tout de suite la propriété de famille à vendre, une feme qui ne peut se défendre contre le calcul des hommes d'affaires.

Entrée de Mesguich. Platonov, l'instituteur. Mesguich maigri, visage d'oiseau. Yeux-rayons. Il a passé des mois à Leningrad, pour jouer un film sur Berlioz. Est-ce ce qui lui a donné l'envie de jouer Tchekhov ?

Peu de choses communes entre Tchekhov et Leningrad ; lui, c'est plutôt Moscou, ses campagnes. Les cours grises des immeubles du quartier des chantiers maritimes, des îles, à Leningrad, Nevski et les canaux : présence de Dostoïevski, Akhmatova, pas Tchekhov.

Mesguich a coupé ses cheveux et porte une redingote de velours prune, par là, un air romantique français. Ecrasement absolu du temps, comme toujours avec ceux qu'on aime : pas revu Mesguich depuis quoi ? *Tête d'or ? Lear ?* Exactement comme si ces pièces venaient d'être vues, hier soir. Et lui aussi. Alors qu'il n'y jouait pas.

La sœur de Mesguich, Catherine Berriane. Elle est là, comme une servante de la maison Voinitzev, une femme de chambre d'Anna Petrovna. Elle et une autre servante portent tantôt une robe noire, un petit tablier blanc, tantôt une robe, peut-être un vêtement de Madame, qui est sortie : ce sont *les Bonnes*, de Jean Genet, dans une datcha, au sud de la Russie. La pièce de Genet avait été créée ici, chez Jouvet.

Temps de brouillard, il entre par les interstices des fenêtres. Ou les cheminées qui tirent mal. Par bouffées brusques, des coups de vent de musique, grondants, de l'orgue peut-être. La lumière qui baisse (les mèches des lampes, à relever ?). Les inquiétudes, le désarroi. Le vide qui passe. Platonov qui court après le vide, avec des mots aveugles. Ou qui brise le temps, avec des mots qui blessent.

Les acteurs qui se coupent la route, qui se cachent la vue. Philippe Duclos est là, comme chaque soir depuis *le Prince travesti*, il a un violon, et toujours cette transparence tremblée d'un convalescent dont la fièvre vient juste de cesser. Gérald Robard, génial acteur de *Tête d'or*, est mort il y a quelques mois, mais sa présence est partout, sur le bord des verres, sur la rampe de l'escalier. Plusieurs des acteurs sont inconnus : Christine Liétot (Sofia), Viviane Eychart (Anna Petrovna)...

Ils ne dorment pas de la nuit, dans cette maison. Des calmes plats, faux, des vies qui vont se défaire, en moins d'une heure, par impatience. Oui, ne pas pouvoir attendre. Ce Platonov, homme à femmes, qui fait trop de mal à toutes et que l'on ne retrouvera pas dans les datchas de Tchekhov. Et Sofia Egorovna, qui n'a jamais tué avec un revolver, qui doit tirer un autre coup en venant tout près, à bout portant.

Tout cela hors du temps. Nulle part. Pas même sur la scène, ce soir, de ce théâtre de l'Athénée. Apparences, tout cela.

Mais des assombrissements, des rires, comme des ruptures d'être, dans telle ou tel de nous qui est là, assis. Et vingt acteurs à dix mètres de nous, en équilibre-déséquilibre sur le fil de leur folie, avec l'abîme dessous, qui se font peur. Entre eux et nous, tout et rien. Un à-jamais qui n'a pas lieu. Une syncope indiscernable. Une mort évitée. Le recommencement de la ville, tout à l'heure.

La voix d'Anton Tchekhov, qui s'éloigne d'une ferme, qui supplie le paysan de ne pas vendre un cheval. Juste sa voix, sans plus, la fin de son cri. Les lampes qui s'éteignent, les acteurs qui ne savent jamais comment se ranger, se tenir la main ou pas, pour faire adieu. Acteurs, incapables d'aller dormir, maintenant.

Le théâtre sans personnage. Sans histoire. Pur et simple. Entier. Daniel Mesguich. Rien de dramatique, puisque, sauf pour les acteurs, c'est du vent.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Athénée, 21 heures.

MUSIQUE

« LEAR » A L'OPÉRA DE PARIS

Sobre et sévère

Deux opéras seulement ont obtenu un succès international ces dernières années, tous deux créés en 1978 : le Grand Macabre, *de Ligeti et* Lear, *d'Aribert Reimann. Et tous deux ont été montés assez rapidement à Paris par la volonté de M. Bernard Lefort, grâce à qui l'Opéra aura ainsi vécu à l'heure de son temps. Mais si* le Grand Macabre, *accompagné d'abord d'une appétissante odeur de scandale, s'est affirmé d'emblée, il n'est pas sûr qu'il en soit de même de* Lear, *dont la version française a été présentée le 3 novembre au palais Garnier (1).*

Ecrite à l'instigation de Dietrich Fischer-Dieskau, qui souhaitait se mesurer à l'immense rôle du roi fou, l'œuvre fut accueillie avec enthousiasme à Munich, Düsseldorf et San-Francisco ; elle bénéficia même très vite d'une télévision et d'un enregistrement (trois disques DG, 2709.089). Sans doute était-on heureusement surpris de voir cette tragédie sublime traitée comme un véritable opéra par un compositeur utilisant des moyens résolument modernes, et nous avions noté à Düsseldorf une réelle correspondance entre le drame abrupt de Shakespeare et le côté lapidaire des atmosphères sonores créées par Reimann.

A la longue pourtant, cette musique si élaborée, écrite dans un langage sériel étendu à l'extrême, apparaît assez lourde et statique, d'un expressionnisme trop rudimentaire, sans posséder cette étincelle permanente, ce dynamisme intrinsèque qui animent constamment de l'intérieur les lignes vocales et le discours orchestral de Wozzeck *et de* Lulu, *de* Moïse et Aaron, *ou du* Grand Macabre.

Si la déclamation erratique du roi Lear, avec ses glissandos et ses approximations microtonales non mesurées, reflète assez bien le déraillement progressif de l'esprit de Lear (surtout dans l'interprétation claire et sensible de Peter Gottlieb, le seul chanteur dont on comprenne presque chaque mot), les glapissements, les grands écarts, les figures schématiques ou les vocalises hystériques des deux méchantes sœurs (Hélia T'Hézan et Colette Lorand) par exemple sont fort inexpressifs et d'une brutalité trop systématique.

L'orchestre grouille de monstres sans visage d'une violence lassante et, dans les pages symphoniques, assène des images souvent fortes, mais rudimentaires, qui ne donnent guère l'impression de se renouveler, malgré le travail minutieux auquel le compositeur s'est astreint, écrivant parfois les cordes « à quarante-huit parties réelles ». *Ainsi de la lente et massive tempête, ou de l'interlude de flûte grave (lorsque Edgar mime la folie), que l'on accueille d'abord avec soulagement, car c'est le premier moment de calme de la partition, mais qui se prolonge à l'excès sans se développer.*

Le fou mendiant

On est assailli sans cesse par des grommellements furieux, des écroulements de percussions et des trames aigres et vibrionnantes, et, lorsqu'à la fin tout cet activisme cède la place à une grande phrase quasi tonale des cordes à l'unisson, cela sent tellement le procédé, imité d'Alban Berg, que l'on n'en ressent guère la vertu expressive.

Claus Henneberg a très habilement concentré la pièce démesurée de Shakespeare sur ses aspects principaux : l'histoire du roi Lear dépouillé par ses filles, sa folie, la mort de Cordelia qui fut son dernier appui, et l'histoire parallèle de Gloster et de ses fils, qui renforcent l'intensité et l'universalité de ce drame de la douleur.

C'est peut-être le personnage d'Edgar, le fou mendiant, qui a le plus heureusement inspiré Reimann, avec sqon double registre de ténor et de contre-ténor, dont les chants très purs, les vocalises d'une insondable tristesse, rejoignent la transparence métaphysique de l'innocent dans Boris Godounov, *comme une sorte de rédempteur transcendant mystérieusement l'action. Ainsi apparaît-il du moins dans la bouleversante composition de David Knutson qui l'incarnait déjà à la création.*

La réalisation parisienne de Jacques Lassalle, dans des décors de Yannis Kokkos, est sobre et bien maîtrisée. Elle fuit l'anecdote et se déroule tout entière sur une colline de pierre grise (comme le sommet du globe terrestre) se détachant à peine sur le fond de scène uniformément noir. Un fauteuil royal, des rideaux rouge sang, des toiles agitées par la tempête, une corde accrochée à des poulies pour le supplice de Gloster, une fosse et une palissade, et c'est à peu près tout. Les costumes sont de tous les jours, avec les inévitables gardes plus ou moins gestapistes (imperméables, chapeaux mous ou casquettes plates, bottes, menottes), qui actualisent inutilement l'action.

Ce spectacle sévère est marqué surtout par la présence de Peter Gottlieb, Lear trop vigoureux et équilibré au début, mais qui devient peu à peu le vieillards pitoyable, abandonné et translucide jusqu'au dépouillement total, incarnant toute la grandeur et la misère de la condition humaine. Dans une distribution largement française et de bonne qualité, on citera encore la Cordelia pudique et touchante d'Hélène Garetti.

Pourtant, comparée au déferlement d'émotion poétique et tragique de Shakespeare, l'œuvre de Reimann et sa réalisation paraissent un peu grises et froides, malgré l'excellente exécution de l'Orchestre de l'Opéra, magistralement dirigé par Friedemann Layer, qui déploie cette partition avec la même minutie et la même ferveur qu'à Düsseldorf.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 9, 11, 13, 16, 19, 22 novembre.

(1) Depuis M. Lefort, la presse est exclue des premières, à la différence de toutes les grandes salles européennes. On évoque l'anxiété des artistes et la nécessité d'un rodage... qui se fait donc au détriment des abonnées les plus « généreux », ceux des « soirées habillées ».

ARTS

Mort de Nadia Léger

Nadia Léger, veuve de Fernand Léger, et peintre elle-même, est morte le 7 novembre à l'hôpital de Grasse (Alpes-Maritimes) des suites d'une longue maladie. Elle était âgée de soixante-dix-sept ans.

Née en novembre 1904, dans un petit village près de Vitebsk, Nadia Khodossievitch suit, en 1919, les cours de Streminski et de Malevitch à l'école d'Etat de peinture de Smolensk ; c'est là qu'elle voit des reproductions de peintures cubistes et découvre l'œuvre de Fernand Léger, avec qui elle entretient immédiatement une correspondance. 1924 : elle se marie, vient à Paris et s'inscrit, 86, rue Notre-Dame-des-Champs, à l'atelier de Fernand Léger et d'Amédée Ozenfant.

Elle a vingt ans, elle peint des œuvres « suprématistes », des formes abstraites en mouvement dans l'espace, avant d'adopter la ligne statique du « purisme ». Mais, parallèlement, elle peint et dessine des portraits, des nus. Séparée de son mari en 1927, après la naissance de leur fille, la petite paysanne passionnée devient le pivot de l'atelier de Léger, qu'elle épousera en 1952 et suivra sur la Côte d'Azur.

Nadia Léger aura renoncé partiellement à sa propre création pour se consacrer à celle du maître. Après sa mort, en 1955, elle se lancera à corps perdu dans l'entreprise du musée de Biot. Elle aura aussi été la première à susciter des échanges artistiques entre l'Union Soviétique et la France, obtenant après une longue négociation que les trésors impressionnistes de Leningrad soient présentés à Biot.

L'œuvre de Nadia Léger, ses peintures abstraites, ses portraits, ont été exposés à Paris, en 1971, au Centre d'art international, Boulevard Raspail. — G.B.

PHOTO

Jean-Loup Sieff à la FNAC

Jean-Loup Sieff fête à la FNAC-Montparnasse, pour le Mois de la photo, ses trente ans de photographie, et sort en même temps aux Éditions Contrejour un « gros livre de petits souvenirs » qui s'appelle, en toute évidence : *Portraits de dames assises, de paysages tristes et de nus mollement las, suivis de quelques instants privilégiés et accompagnés de textes n'ayant aucun rapport avec les images.* Cela dit, il n'y a plus grand-chose à ajouter, mais ce serait trop bête de passer à côté d'une occasion de parler d'un travail aussi sympathique.

Le livre sent bon la colle et l'encre, quelques mots malicieux s'en échappent ; les photos, qu'elles soient de mode, de beauté ou de rien du tout, ont une atmosphère, des rigueurs et des douceurs, un grain un peu rustique ou un lissé net, des mystères, des cruautés, des délicatesses. Quand Sieff se prend pour Bill Brandt dans les landes anglaises, le mystère est un peu éventé, ressassé. Quand il se prend pour Clergue en associant des fesses et des dunes, il se perd complètement. Quand il louche du côté de Doisneau, dans le portrait d'un écolier, par exemple, ou du côté de Newton, en surchargeant un nu de porte-jarretelles, il n'est qu'un bon suiveur.

Mais quand il se trouve lui-même, dans ses nus féminins les plus simples, les plus amoureux, dans l'arête osseuse qui perce un dos maigre, dans un portrait de Sagan déboussolée, dans des objets de toilette posés sur une commode qui semblent guetter le corps allongé, ou dans une série de gisants de Carolyn Carlson, il dépasse le savoir-faire, il devient magique, unique. — H. G.

★ FNAC-Montparnasse, 136, rue de Rennes, Paris (6e), jusqu'au 4 décembre.

★ Éditions Contrejour, 270 francs.

■ Le rapport sur les établissements culturels — dit rapport Paul Puaux, — établi à la demande du ministère de la culture, est désormais disponible à la Documentation française (prix de vente : 30 francs).

ROCK

JOAN JETT, LES GO GO'S ET KIM WILDE

Honneur aux femmes

On a vu Joan Jett au Palace, le 6 novembre ; les Go Go's succèdent, cependant que Kim Wilde se produit à l'Olympia.

On l'a connue dans les années 70, Joan Jett, avec les Runaways, un groupe féminin de hard-rock dont l'originalité se limitait justement à la féminité, *a priori* peu compatible avec ce style de musique. Depuis, les garçons se sont substitués aux filles autour de la chanteuse américaine qui, armée de sa guitare, a formé son propre groupe : les Blackhearts. La recette est, à peu de chose près, la même : des textes arrogants et provocateurs qui convertissent au féminin (singulier, cette fois) les fantasmes du rock soigneusement entretenus depuis trois décennies par plusieurs générations de mâles sexistes (voitures, vitesse, sexe, flirts du samedi soir).

Si les disques manquent toujours d'originalité, s'attardant peu sur les nuances, son rock en trois accords expéditifs gagne à être entendu sur scène. Une vraie rockeuse, farouche et pressée, qui a du mordant et de la vitalité, qui occupe l'espace en dépensant une énergie débordante sur des morceaux violents et ramassés. Cet été, Joan Jett était numéro un des hit-parades américains, elle chantait *J'aime le rock'n roll*, et il le lui a bien rendu.

Les Go Go's, autre groupe féminin, qui lui a disputé cette première place des charts américains, se produisaient il y a dix jours au Paradiso, à Amsterdam. Les cinq Californiennes défendent leurs disques avec vigueur. Si elles ont, elles aussi, du mordant et de la vitalité, il y a en prime dans leur musique quelque chose de magique, une fraîcheur mélodique qui puise allègrement dans les années 60.

Californiennes, nos « surf-girls » le sont jusqu'au bout des ongles, pimpantes, nature, avec leurs compositions vitaminées et leurs textes qui laissent une large place au soleil, aux plages et aux vacances. Ça n'est pas toujours en place, mais c'est compensé par un jeu senti et spontané. Les Go Go's chantent bien, et on se laisse prendre au charme des harmonies acidulées.

Kim Wilde, quant à elle, est anglaise et son succès essentiellement européen. Chaperonnée par son frère, Ricky Wilde, qui compose et produit, et par son père, Marty Wilde, qui écrit les textes, sa création, moins rock dans l'esprit, penche sensiblement vers une espèce de « variété » sophistiquée. Jolie, Kim Wilde interprète d'une voix sensuelle des chansons séduisantes policées par des arrangements élégants qui privilégient les synthétiseurs.

Il y a deux ans, devant l'apparition soudaine des femmes dans le rock, on a fait grand cas du « rock au féminin ». Ce n'était alors qu'un phénomène de mode. Aujourd'hui, individuellement, elles expriment par le rock une identité, une particularité de créatrices.

ALAIN WAIS.

★ *Les Go Go's* : les 8 et 9 novembre, à 19 h 30, au Palace ; discographie chez CBS.

★ *Kim Wilde* : ce lundi 8 novembre, à 21 h 30, à l'Olympia ; discographie chez Pathé Marconi.

★ *Joan Jett* : discographie chez Vogue.

■ Un hommage est rendu à John Lennon ce lundi 8 novembre au Rose Bonbon, un mois exactement avant le second anniversaire de sa mort, le 8 décembre 1980. De 23 heures à l'aube, une vingtaine de groupes et de chanteurs (parmi lesquels Bijou, Blessed Virgins, les Civils, Lili Drop, Edith Nylon...) se succéderont. On pourra voir également le film inédit du concert parisien des Beatles en juin 1965. L'intégralité de la recette sera versée à l'association Médecins sans frontières

■ L'actrice américaine Dominique Dunne est morte le 4 novembre dans un hôpital de Los Angeles des suites d'une agression. Elle était âgée de vingt-six ans. Nièce du scénariste John Gregory-Dunne, Dominique Dunne a fait ses débuts au cinéma dans le film de Tobe Hooper, *Poltergeist*, où elle interprète le rôle de la sœur aînée. Elle a également tourné plusieurs séries à la télévision. Le 30 octobre, elle avait eu une violente querelle avec son ex-ami John Sweeney, cuisinier dans un restaurant de Beverley Hills, qui a été inculpé.

DANS « LE MONDE DE LA MUSIQUE »

L'évangile selon Isaac Stern

Invité par M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères, le violoniste Isaac Stern est allé passer quelques semaines à Pékin et Shanghai pour enseigner aux petits Chinois la vraie manière de jouer Mozart. Ce voyage a fait l'objet d'un film, dont les mélomanes suisses, après les Américains, font leurs délices depuis six mois et qui, sous le titre De Mao à Mozart, *remplira les salles françaises à partir du 10 novembre, affirmant haut et fort les vertus du colonialisme bien compris.*

On y verra beaucoup de choses, mais lorqu'on sait regarder entre les images, comme l'a fait Louis Dandrel dans le nº 50 du Monde de la musique, *on y découvre des sous-entendus qui éclaireront ceux qui croiant naïvement, avec Yehudi Menuhin, qu'un ehr-hsien vaut bien un violon... il n'en est rien, et si le virtuose occidental ne s'intéresse guère aux traditions locales, il n'épargne pas sa peine pour faire entrer dans ces jeunes cerveaux un peu désorientés, les secrets de son art. On le voit même dispenser en souriant des conseils à une violoniste gauchère sous l'œil amusé de ses camarades et empoigner son instrument de la main droite pour se mettre au diapason.*

Outre ces images insolites que le film ne montre pas sous cet angle, on trouvera au sommaire du Monde de la Musique *les rubriques habituelles (disques, livres, radio), un dossier sur Glen Gould avec une discographie complète, un entretient avec Philippe Sollers et un merveilleux article de Kristofer Schipper sur le* nan-kouan, *cette musique courtoise du la Chine du Sud conservée intacte depuis six siècles.*

GÉRARD CONDÉ.

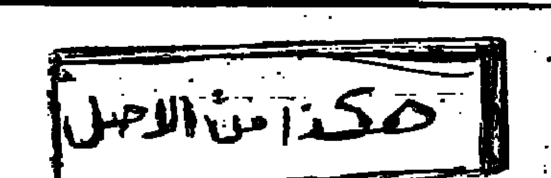
★ Nº 50, 106 pages, 15 F.

LETTRES

● *Le prix Napoléon III* a été attribué à M. Alain Decaux, de l'Académie française, pour l'ensemble de son œuvre ; il lui sera remis le mardi 9 novembre à 19 h 15 en l'hôtel des Invalides, en présence du prince Murat, président d'honneur des Amis de Napoléon III, et de M. Georges Lemoine, secrétaire d'État à la défense. Les participants pourront ensuite visiter les salles rénovées du Second Empire avec le général Le Diberder, directeur du Musée de l'armée. (Les invitations peuvent être demandées au docteur Maurice Veillet, 54, avenue Carnot, 92300 Levallois-Perret.)

IRCAM
mardi
9 novembre 20 h 30
Conlon Nancarrow
« Pour moi il s'agit du plus intéressant des compositeurs contemporains. »
György Ligeti
pour la première fois
le compositeur présentera
et commentera son œuvre
ESPACE DE PROJECTION
loc. 278.79.95

avec RTL
Francis LALANNE
EN CONCERT
à l'HIPPODROME de PANTIN à partir du 12 novembre
Location ouverte : FNAC-NUGGETS-CLEMENTINE et à l'HIPPODROME. Par téléphone 205.41.12
Productions



هكذا من الأصل

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50) 19 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : les Corbeaux.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec Saül Yurkievich.
BEAUBOURG (277-12-33), 17 h, 17 h 30, 18 h : Luis Bunuel ; à 18 h 30 : Pyke Koch ; à 20 h 30 : Le racisme. — Cinéma-vidéo : 13 h, 16 h, 19 h : nouveaux films B.P.I. — Théâtre : 16 h et 17 h 30 : Tadeusz Kantor ; 21 h : Robert Ashley, Atalanta. — Concerts : 12 h à 22 h : Vidéo musique.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : Sandra Browne, soprano (orchestre de chambre, dir. B. Thomas) (Haydn, Mozart, Vivaldi, Haendel).

Les autres salles

ARTS HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : l'Exil.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 h : la Tragédie de Carmen.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Ici et là ; 20 h 30 : Elle lui dirait dans l'île.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 22 h : Kadoch.
HUCHETTE (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : le Cirque.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : l'Homme lige ; 20 h 30 : la Papesse américaine ; 22 h 15 : Bruno Garcin. — Numéro 4. — II. 18 h 30 : Noces de sang ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Tchoufa. — Petite Salle, 18 h 30 : Parlons français.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Hold-up pour rire.
PÉNICHE-THÉÂTRE (245-18-20), 21 h : Nuit de rêve ; Bertrand.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 21 h : Flock.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : l'Écume des jours.
TANGO (272-17-78), 20 h 30 : les Horreurs de la victoire.
TH. DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Bruissement d'elles ; 22 : Liberté d'action.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 18 h 30 : Le silence de la mariée ; 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un bain de ménage ; 20 h 30 : Le mal court ; 22 h 30 : le Radeau d'asphalte.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Philippe Ogouz tout a changé ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. — II : 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? 22 h 30 : les Bonniches.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II : 18 h 30 : Pas de fantaisie dans l'orangeade ; 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Paris-Paris.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h 30 : Palomar et Zigomar.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : la Manipule ; 21 h 15 : les Grandes Sartreuses.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : le Petit Prince ; 21 h 30 : Tranches de vie.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 45 : Meurtres au 700 ter, rue des Espadrilles.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 15 : le Retour de l'Arlésienne ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : C. Gladoqski ; 22. h : B. Fontaine et Areski.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉÂTRE DES DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... fisc.

La danse

ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Camera lucida-Camera oscura.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 30 : G. Moustaki.
CASINO DE PARIS (285-00-39), 21 h : Tino Rossi.
NOUVEAU CHAPITEAU-PORTE DE PANTIN (758-27-43), 15 h et 21 h : H. Salvador.
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : M. Marceau.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 et 21 h : D. Ghordani (Schumann, Ravel, Debussy) ; 21 h : Ch. Mortagne, L. Sibourd (Schumann, Schubert, Poulenc...).
TH. DE LA PLAINE, 20 h 30 : P. Baudet-Gony (Beethoven, Baudet-Gony, Liszt).
TH. DU ROND-POINT, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain, dir. R. Zollman (Baird, Sikorski, Serocki, Knapik, Sikora, Lutoslawski).
PORTE DE LA SUISSE, 21 h : C. Gautier, D. Levaillant (Liszt).
ATHÉNÉE, 21 h : S. Jérusalem, K. Leitner (Beethoven, Schubert, Mahler, Strauss).

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (274-42-19), 19 h et 20 h 30 : Kantor ; Forum, 21 h : Atalanta.

En région parisienne

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16), 20 h 30 : Purgatoire à Ingolstadt.
MONTREUIL, Th.-Ecole (858-65-33), 20 h 30 : la Poche Parmentier.
SAINT-MAUR, rond-point Liberté (899-22-11), 21 h : Mouchoir de nuages.
VINCENNES, Th. D.-Sorano (374-73-74), 21 h : Dom Juan. — Petit Sorano, 21 h : l'Homme Figure.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

21 h : Femmes ou démon, de G. Marshall.

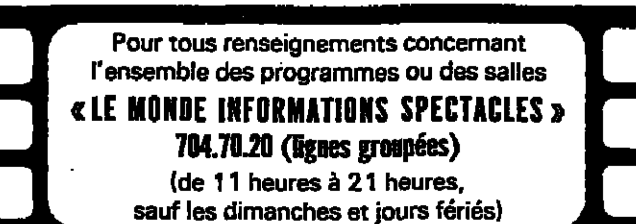
BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Dix ans de cinéma italien : Ok Néron, de M. Soldati ; 17 h, Deux sous d'espoir, de R. Castellani ; 19 h, rétrospective du cinéma bulgare (1958-1982) : Tout est amour, de B. Charaliev.

PETIT MONTPARNASSE
EUPALINOS
de
Paul Valéry
Raymond GÉROME
et Jean-Noël SISSIA
« ... *Allez au Petit Montparnasse. Une heure d'intelligence...* » F. Chalais
« ... *Chef-d'œuvre d'érotisme linguistique...* » M. Cournot
SOIRÉE 21 HEURES

Les exclusivités

ALEXANDRE LE GRAND (Grec, v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Escurial, 13e (707-28-04).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).



Lundi 8 novembre

AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AUTEUR (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C. Boulevard, 9e (770-10-41) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e, (359-92-82) ; — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

LES FILMS NOUVEAUX

BRITANNIA HOSPITAL, film anglais de Lindsay Anderson. Vo : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Vf : Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Les Images, 18e (522-47-94).
LE QUART D'HEURE AMÉRICAIN, film français de Philippe Galland. Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
THE THING (*) film américain de John Carpenter. Vo : Movies, 1er (260-43-99) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Vf : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murats, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
QUE LES GROS SALAIRES LEVENT LE DOIGT film français de Denys Granier Deferre. Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Max Linder, 9e (770-40-04).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
CLASS 1984 (A.) (**) : V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ;
LA COTE D'AMOUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JÉSUS-CHRIST (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DIVA (Fr.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
DOUCE ENQUÊTE SUR LA VIOLENCE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
LE DRAGON DU LAC DE FEU (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71), soirée. — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71), mat. ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46).
LA FEMME TATOUÉE (Jap., v.o.) (*) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE GENDARME ET LES GENDARMETTES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94). Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LE GRAND FRÈRE (Fr.) (*) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 16e (288-62-34).
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) H. Sp.
LA LOTERIE DE LA VIE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
MAD MAX II (Austr., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
MAMAN IXE (Fr.) (**) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
MAMAN (QUE MAN) (**) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
MAYA L'ABEILLLE (Autr., v.f.) : Ambassade, 8e (359-19-08) mat. ; Acacias, 17e (764-97-83), mer., s., dim.
MEURTRES A DOMICILE (Fr.-Bel.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LES MISÉRABLES (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
MOURIR A TRENTE ANS (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
PETIT JOSEPH (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14).
POLENTA (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86).
POLTERGEIST (A., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
PORKY'S (A., v.f.) : Français, 9e (770-33-88).
QUERELLE (All., v.o.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
STAR TREK II : LA COLÈRE DE KHAN (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Images, 18e (522-46-01).
TIR GROUPÉ (Fr.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
TOUTE UNE NUIT (Belg.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Pagode, 7e (705-12-15) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
LA TRUITE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Mistral, 14e (539-52-43).
UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

Les grandes reprises

ACCELERATION PUNK (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
ALIEN (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
ALL THE ROCK'N ROLL YOU CAN EAT (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
L'AMOUR FOU (Fr.) (*) : Escurial, 13e (707-28-04), à partir de vendredi.
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
L'ARNAQUEUR (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60) ; v.f. : Arcades, 4e (233-39-36).
BANANA SPLIT (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
BREL (Fr.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

MERCREDI
Gaumont et Filmédis présentent
DE MAO A MOZART
LES AVENTURES DE ISAAC STERN EN CHINE
Ce film a obtenu un oscar à Hollywood
avec ISAAC STERN et DAVID GOLUB
Un film produit et réalisé par MURRAY LERNER
Producteur exécutif WALTER SCHEUER - Directeur Artistique ALLAN MILLER
Montage THOMAS HANEKE - Une production HARMONY FILM GROUP
Gaumont

ODEON
THEATRE NATIONAL
15 novembre au 12 décembre
19 h 30 Loc. : 325.70.32
BOTHO STRAUSS
GRAND et PETIT
mise en scène CLAUDE REGY
TNP
ATELIERS CONTEMPORAINS

ACTUELLEMENT
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS

MERCREDI

SPECTACLES RADIO-TÉLÉVISION

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).
LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Acacias, 17e (764-97-83) ; Action Lafayette (878-80-50).
LE CHIEN ENRAGÉ (Jap., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (542-67-42).
CINEMA PAS MORT MISTER GODARD (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.). Action Christine, 6e (325-47-46).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*), Opéra Night, 2e (296-62-56).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16e (288-64-44).
EN QUATRIÈME VITESSE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
L'EPOUVANTAIL (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38).
LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56).
FRANKENSTEIN JR. (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).
LE LAUREAT (A., v.o.), Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).
LOVE (Ang., v.o.) (**) Rivoli-Beaubourg, 3e (272-63-32).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.), Champo, 5e (354-51-60).
MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-39-36).
PAPILLON (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LA PARTY (A., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.), Action Rive Gauche, 5e (354-47-62).
LE PRIVÉ (A., v.o.), Olympic-Halles, 4e (278-34-15).
QUATRE GARÇONS DANS LE VENT (A., v.o.), Quintette, 6e (633-79-38), Ambassade, 8e (359-19-08), Parnassiens, 14e (329-83-11). – V. f. : Impérial, 2e (742-72-52).
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SHANGAI EXPRESS (A., v.o.) : Action Ecole II, 5e (325-72-07).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.), A.-Bazin, 13e (337-74-39).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LA VALSE DANS L'OMBRE (A., v.o.) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) (*) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : Arcades, 2e (233-39-36).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
Z (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

— *VU* —

Staline à la polonaise

Ça va faire bientôt un an qu'on a mal à la Pologne. Ça élance et puis ça passe, et puis ça revient au moment où on s'y attend le moins, comme un remords, comme un crime dont on aurait été témoin sans intervenir. Alors on essaye de se donner bonne conscience en restant attentif à tout ce qui se passe là-bas, à tout ce qui nous vient de là-bas. A commencer, samedi soir sur les écrans d'A2, par les Amis, *cet énorme feuilleton présenté quelques semaines seulement avant le coup d'Etat par la télé polonaise. Et annoncé ici à grand bruit par Skolinowski et Polanski. Ils ont travaillé autrefois avec Andrzej Kostenko, le réalisateur.*

Vous savez de quoi il s'agit : de la Pologne de la libération au « dégel », de la Pologne à l'époque dite stalinienne, du temps à peine perdu que déjà retrouvé de la dictature du parti, du bourrage de crâne et de la terreur. Seulement, attention, il ne s'agit pas de l'histoire avec un grand H, il s'agit d'une histoire , celle de trois jeunes gens, trois villageois, trois amis, pris dans l'engrenage de cette formidable machine à décerveler, qui se profile déjà dans le premier épisode.

Les destins ici se cherchent et se nouent dans les derniers coups de feu de la guerre, le pillage, la répression, le partage des terres — un grand rêve enfin réalisé qui va bientôt tourner au cauchemar. Tout ça file à un train d'enfer au fil, à la fois cursif et mouvementé, d'un récit qui sans cesse rebondit sur un personnage de rencontre, un gitan voleur de chevaux, un dépouilleur de cadavres, une arrestation, celle d'un des héros Yakoubik, le bouseux, sa mise en liberté, sa mise en condition et sa mise sur orbite.

Quand on le retrouvera la semaine prochaine il aura fait, les autres aussi, un sacré bout de chemin sur la voie royale des honneurs réservés aux inconditionnels du régime. A suivre. Pas seulement pour la Pologne. Pour le plaisir aussi.

CLAUDE SARRAUTE.

Les « flics »

Il a failli se produire un miracle, samedi 6 novembre, à « Droit de réponse » : une émission sans chamaillerie ou presque. Soyons juste : si l'on a en partie échappé — en partie seulement — à la cacophonie qui règne habituellement ce jour-là sur le plateau de TF1, ce n'est pas grâce à Michel Polac, qui excelle à chatouiller les nerfs souvent à vif de ses invités, mais parce que ceux-ci avaient apparemment pris de bonnes résolutions.

L'émission était consacrée aux « flics ». Ainsi Michel Polac parle-t-il, *« sans intention péjorative »*, des policiers, comme il dit les « vieux » pour les personnes du troisième âge. Des « flics », il y en avait trois, plus un « bobby » britannique, visiblement interloqué par cette querelle franco-française que ranime chaque samedi soir, Michel Polac : MM. Bernard Deleplace, patron de la Fédération autonome, orientée à gauche, Rémy Halbwax, secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale, plutôt à droite, et Robert Naud, qui dirige le traditionaliste Syndicat des commissaires. Les deux premiers ne communiquent plus depuis quelques mois qu'à coups d'invectives et de citations en justice et, à en juger par leurs propos à l'antenne, ils paraissent décidés à continuer longtemps.

Le père de la jeune fille tuée par des policiers, il y a quelques semaines, rue Rossini, à Paris, était là. Un citoyen ordinaire qui qualifie de « crime » le tir de ces policiers, à hauteur de pare-brise, contre la voiture à bord de laquelle les quatre jeunes gens s'enfuyaient et qu'on saura plus tard volée. Une *« bavure chimiquement pure »*, aux yeux de Georges Marion, du *Canard enchaîné*, parce que commise de nuit, contre des jeunes, par des policiers d'une brigade spécialisée dont M. Halbwax défend le maintien et qu'il qualifia un jour, comme l'a rappelé charitablement M. Deleplace, de *« commandos »*.

Le père de la jeune fille tuée, qui a saisi la justice, reçoit aujourd'hui des lettres d'injures. En Grande-Bretagne, a expliqué le « bobby » questionné par Michel Polac, une telle bavure est inimaginable. Non pas à cause du flegme britannique, mais parce que les policiers ne portent pas d'arme. Tout simplement.

En Suède, les citoyens ont un droit de regard sur les agissements de la police. Pour Véronique Brocard, de *Libération*, et Edwy Plenel, du *Monde*, ce contrôle, extérieur à la police et à la justice, est un utile garde-fou. Les policiers français sont-ils prêts à en accepter de semblables ? Si l'on a bien compris, pour M. Deleplace ce serait plutôt oui et pour ses deux collègues certainement non. L'image paisible du gardien en pèlerine et à bicyclette qui, selon Eric Yung, du *Quotidien de Paris*, est la seule acceptable, n'est pas à la veille de supplanter le mauvais cliché du tireur incontrôlé des brigades spécialisées.

La police se politise. M. Halbwax l'admet, qui s'est déclaré prêt, dans une interview récente au *Journal du dimanche* rappelée à l'antenne, à aller jusqu'à la *« désobéissance »*. Des germes de résistance se développent dans un corps habitué à ce que le pouvoir en place le couvre en toute occasion. Le vrai changement, estime Me Jean-Pierre Mignard, serait de restaurer le pouvoir de la loi sur les policiers. Ceux-là ne l'entendent pas toujours ainsi. Le répondeur automatique d'un petit syndicat dont Michel Polac diffuse l'enregistrement prévient que les policiers pourraient devenir *« enragés »*.

Ce syndicat, la Fédération professionnelle et indépendante de la police, manifeste justement aux abords du studio, mécontent de n'avoir pas été invité. Sur le plateau, malgré de nouvelles amabilités entre MM. Deleplace et Halbwax, le débat suit presque sereinement son cours. Pour une fois, les vociférations viennent de la rue.

BERTRAND LE GENDRE.

L'Inde maintenant!

Le temps passe. Allez-vous encore attendre longtemps?
Allez-vous, une fois de plus, tomber dans une sorte de routine qui vous fera suivre les foules?
Ou tiendrez-vous la promesse que vous vous êtes faite à vous-même? L'Inde l'année prochaine... c'est-à-dire jamais?
L'Inde maintenant. Toutes sortes de formules vous sont offertes.
Même 12 jours de voyage suffiront à vous faire découvrir un univers d'hospitalité, de couleur, de musique, d'humour et d'exubérance, et feront de votre séjour un moment inoubliable.
L'Inde maintenant. C'est plus proche et moins coûteux que vous ne le pensez!
Parlez-en donc à votre agent de voyage.
Vous ne serez pas au bout de vos surprises.

J'aimerais en savoir plus sur les formules de séjour en Inde. Je suis particulièrement intéressé par ______
Nom: ______
Adresse: ______
______ Code postal: ______

india Pourquoi pas vous?... et pourquoi pas maintenant?

Office National
Indien de Tourisme
Bd de la Madeleine 8
75009 Paris

Lundi 8 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

Échappement neuf.
Appelez POT.32.32 (708.32.32)
MIDAS
45 centres en France.

20 h 35 2002 l'Odyssée du futur : l'intelligence artificielle ou l'ordinateur pense tout seul.
Emission d'I. et G. Bogdanoff.
Un panorama du développement informatique dans les secteurs de pointe. Comment jouer, calculer, parler, soigner grâce à l'électronique, avec M. Simon, chercheur scientifique, et le professeur Steeve Tanimoto.
21 h 35 Cinéma : L'invraisemblable vérité.
Film américain de F. Lang (1956), avec D. Andrews, J. Fontaine, S. Blackmer, P. Bourneuf, S. Strudwick. (N. rediffusion.)
Pour confondre un procureur, partisan acharné de la peine de mort, un écrivain fabrique les preuves de sa culpabilité dans l'assassinat d'une danseuse. Il veut créer, ainsi, une erreur judiciaire.
Etonnante intrigue basée sur des fausses pistes et un retournement de situation par lequel Fritz Lang montre que le mal est dans la nature humaine et que tout le monde est coupable. Mise en scène réduite à une épure.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Le fleuve étincelant.
De C. Morgan, adapt. G. Dumur, réal. P. Bureau.
Avec L. Mikael, J.-P. Cassel, J.-P. Aumont, J. Sereys...
Avant la dernière guerre, un groupe d'officiers, travaillant à la fabrication d'une torpille géante, perd un des leurs au cours d'une expérimentation ratée. Il est remplacé par sa fille, Karine, qui jette le trouble dans l'esprit du commandant de la Royal Navy.
22 h 40 Document : Peintres de notre temps – Yvaral.
Réal. G. Paumier.
Fils du peintre Vasarely, Yvaral est, dit-on, l'un des artistes les plus marquants de l'art cinétique. Un peintre ingénieur qui se fonde sur la topologie, le calcul des probabilités et la cybernétique.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : L'Ibis rouge (le rire du lundi).
Film français de J.-P. Mocky (1975), avec M. Simon, M. Serrault, M. Galabru, J. Le Poulain, E. Buyle. (Rediffusion.)
Rencontres bizarres d'un employé à la Sécurité sociale, étrangleur de femmes, d'un vieux marchand de journaux raciste, d'un représentant en vins menacé de mort pour dettes de jeu et d'une serveuse de restaurant ambitieuse.
Jeu des idées fixes et saugrenues organisé par Mocky sur un scénario bien construit (d'après un roman de Frederic Brown). Réussite du comique sarcastique, propre au réalisateur.
21 h 55 Journal.
22 h 55 Magazine : Thalassa.
Départ de la Course du Rhum.
23 h 10 Musiclub.
Messe pour un temps de guerre, *de Joseph Haydn, interprétée par les Petits Chanteurs de Sainte-Marie.*

FRANCE-CULTURE

20 h, **Carte blanche** : le Soleil ni la mort, d'A. Perry-Bouquet, réal. E. Cramer.
21 h 6, **L'autre scène ou les vivants et les dieux** : mystères et mystiques dans la Grèce ancienne.
22 h, **Nuits magnétiques** : la première fois.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, **Les muses en dialogue.**
20 h 30, **Concert** (en direct de Stockholm) : « Le Messie », de Haendel par le Petit Chœur de la Radio suédoise Concentus Musicus de Vienne et les membres de l'Orchestre symphonique de la radio suédoise, dir. N. Harnoncourt ; sol. E. Gale, soprano ; M. Livocek, contralto ; M.W. Hollweg, ténor ; R. Kennedy, basse.
0 h 5, **La nuit sur France-Musique**, Musique du Nord ; œuvres de Grieg, Norlen, Orlog.

Mardi 9 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h Météorologie.
12 h 10 Juge box.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
Feuilleton : L'île fantastique ; 15 h 40, Dossier ; 17 h 25, L'œil en coin ; 17 h 45, Variétés.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 A la une.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
Les banques.
20 h 35 Retransmission : Edouard II.
De Christopher Marlowe.
Spectacle du Théâtre de Gennevilliers. Réalisation B. Sobel, et la participation du ministère de la culture. Mise en scène B. Sobel, avec J. Badin, S. Besnard, B. Beauvoisin...
Edouard, monté sur le trône, appelle auprès de lui son favori, Piers Gaveston. Bien vite, il découvre une conjuration dirigée contre lui, dont Gaveston a pris la tête. Une grande pièce de Marlowe très bien filmée et remarquablement mise en scène.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours de la Belle Epoque.
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin.
15 h 50 Reprise : La nouvelle affiche.
(Diffusée le dimanche 7 novembre.)
16 h 45 Entre vous.
De L. Bériot.
Au sommaire : Dis, madame, pourquoi tu fumes ? Une école de danse à Mâcon.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
Les banques.
20 h 40 Cinéma : Une semaine de vacances.
Film français de B. Tavernier (1980), avec N. Baye, G. Lanvin, M. Galabru, F. Fitzgerald, J. Desté, P. Noiret.
Atteinte de dépression nerveuse, une jeune femme, professeur dans un C.E.S. de Lyon, tente de faire le point sur sa vie professionnelle et privée, pendant une semaine de congé maladie.
Le comportement, les sentiments, les désirs d'une enseignante déboussolée, traduits par une mise en scène ample, souple, pudique. Lumière et atmosphère spécifiques de Lyon. Interprétation remarquable.
22 h 25 Mardi cinéma.
avec N. Baye et G. Lanvin.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Les Pionniers de France.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace...
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
Les bons de capitalisation : un placement idéal ?
20 h 35 Cinéma : La Chamade.
D'Alain Cavalier.
Film français d'A. Cavalier (1968), avec C. Deneuve, M. Piccoli, R. van Hool, I. Tunc, J. Sereys. (Rediffusion.)
Une charmante jeune femme, maîtresse d'un homme riche et de vingt ans son aîné, rencontre un beau garçon de son âge, s'éprend de lui et se trouve obligée de choisir entre les deux.
Intrigue mince, personnages mondains. L'univers de Françoise Sagan est illustré avec élégance mais on peut juger cela sans intérêt.
22 h 15 Magazine : Mémoires de la France.
De P. Ory.
Les malgré-nous ; réal. M. Guillet.
Les cent trente mille hommes incorporés de force dans l'armée du Troisième Reich. L'équipe de Mémoires de la France donnera la parole à plusieurs survivants, soldats, officiers, résistants, etc. Avec la participation de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants.
23 h 10 Journal.
23 h 40 Prélude à la nuit.
Scaramouche, *de Darius Milhaud, interprété à deux pianos par E. Exerjean et P. Corre.*

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales** : initiation à l'art contemporain ; le prix de l'Association des écrivains de langue française ; regards sur le service national.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : les premiers habitants de l'Europe ; à 8 h 32, L'endroit c'est l'enfer ; à 8 h 50, L'herbe des falaises.
9 h 7, **La matinée des autres** : le yoga et l'image.
10 h 45, **Un quart d'heure avec...** Olympia Alberti, « Un jasmin ivre ».
11 h 2, **Le vif de la voix** : Hugues Cuenod (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 45, **Panorama**, avec Yachar Kemal.
14 h, **Sons** : à la campagne.
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Comme un jour en Sardaigne », de R. Sainz.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : Le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, **Feuilleton** : Cerisette.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Sciences** : Douze clés pour la physique.
20 h, **Dialogues** : l'écriture de l'histoire, avec Antoine Raybaud et Georges Duby.
21 h 15, **Le vif de la voix** : Hugues Cuenod
22 h, **Nuits magnétiques** : la première fois.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, **Musique du matin** : œuvres de Schumann, Campra, Mozart, Turina, Debussy.
8 h 7, **Quotidien-musique.**
9 h 5, **D'une oreille l'autre** : œuvres de J.-S. Bach, Gesualdo, Liszt, Bussoti, Granados, Mahler, Schoenberg.
12 h, **La musique populaire d'aujourd'hui.**
12 h 35, **Jazz** : J. McLean.
13 h, **Opérette** : « Le pays du sourire », de Lehar.
14 h 4, **Boîte à musique** : œuvres de Bartok.
14 h 30, **Les enfants d'Orphée.**
15 h, **Musiciens à l'œuvre** : Hindemith.
17 h 2, **Repères contemporains.**
17 h 30, **Les intégrales des œuvres de K. Szymanovski.**
18 h 30, **Concert** : œuvres de Reibel, Lenot, par l'Orchestre philharmonique de Lille et l'Atelier vocal des chœurs de Radio-France.
19 h 38, **Jazz.**
20 h, **Premières loges** : œuvres de Bellini, Verdi, Gomez, Meyerbeer.
20 h 30, **Concert** (donné salle Gaveau, le 11 octobre 1982, en hommage à Antoine Goléa) : « Six pièces en canon pour deux pianos », de Schumann ; « Seize valses pour piano à quatre mains » de J. Brahms ; « Sonate pour violon et piano » de Franck ; « Er, der Herrlichtes von Allen » de Schumann ; « Dans un bois solitaire » de Mozart ; « Quatre chansons de C. Marot » de Enesco ; « En blanc et en noir pour deux pianos » de Debussy ; « Ma mère l'Oye pour piano » de Ravel.
23 h, **La nuit sur France-Musique** : musique de nuit ; 23 h 30, Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 9 NOVEMBRE

– *M. Pierre Juquin*, membre du bureau politique du P.C.F., est reçu à l'émission « Parti pris » sur Europe 1 à 7 h 25.

– *L'amiral Philippe de Gaulle* est invité à l'émission « Découvertes » sur Europe 1 à 14 h.

PRESSE

• *Après l'arrêt de la publication* du supplément quotidien *le Matin du Nord-Pas-de-Calais* lancé il y a deux ans, ce lundi 8 novembre paraît le dernier supplément culturel « Kiosque » consacré à la région. *« Les lecteurs du Nord-Pas-de-Calais*, indique un communiqué de la direction, *retrouveront l'édition nationale du Matin, agrandie, développée et comportant chaque jour un ou plusieurs articles d'une correspondance lilloise... »*. M. Claude Perdriel, P.-D.G. du *Matin*, avait annoncé récemment des mesures d'économie qui entraînaient la suppression d'emplois à Lille (*le Monde* des 20 et 21 octobre). Trois départs de journalistes ont alors été négociés. Il reste en place six personnes. Selon l'accord signé entre la direction et l'intersyndicale du *Matin*, il ne doit pas y avoir de licenciements nouveaux avant le mois de juillet 1983. La diffusion du *Matin-Nord-Pas-de Calais* plafonnait aux environs de quatre mille exemplaires. – *(Corresp.)*

مكبرا من الأصل

MÉDI-1 A TANGER

Une radio différente pour le Maghreb

Fruit d'une coopération financière et technique entre la France et le Maroc, Radio-Méditerranée-Internationale va abandonner les ondes moyennes sur lesquelles elle émettait depuis septembre 1980, pour basculer, dès le 15 novembre, sur les grandes ondes (1740 m). Elle couvrira ainsi non seulement l'ensemble du territoire marocain, mais aussi l'Algérie, la Tunisie, voire une partie de la Libye et de la Mauritanie, ainsi qu'un morceau de l'Espagne et peut-être jusqu'à Toulouse... Un succès incontestable pour cette jeune radio qui, dotée d'un budget annuel de 11 millions de francs pour dix-sept heures trente d'émissions quotidiennes, recueille déjà des taux d'écoute allant de 30 % à 80 % dans le nord marocain.

De notre envoyée spéciale

Tanger. – Quand le soir tombant donne à Tanger les couleurs bleutées et magiques des villes presque orientales, quand la place du Grand-Soko devient ce lieu étrange, de rencontres, d'échanges et de canaillerie qui l'ont rendu célèbre dans le monde entier, quand les cafés s'emplissent et que les pipes à kif circulent déjà de main en main, une rumeur monte, *crescendo*, de voix humaines, de cris d'enfants, ou de coups sourds sur les bendirs et les tam-tams, à la fois grisante et effrayante. Les sons s'unissent, les bruits s'embrouillent, et la médina aux ruelles grouillantes devient le labyrinthe familier où les jeux du commerce et les interminables palabres autour du thé bouillant font fi des règles occidentales.

Une voix pourtant s'impose dans ce tumulte. Un lutin aux mille facettes, qui se tait tantôt pour reprendre plus loin, disparaît, reparaît et lance autant de « cou-cou » facétieux qu'il y a de transistors grésillants dans toute la médina. La voix de Barbara, ainsi, s'est doucement infiltrée dans la ville et, avec elle, celles de Djurdjura, de Pink Floyd, de Ray Charles, de Trenet et de Djamel Alam.

Cassettes, comme les petits trafiquants en proposent ici au prix d'un ticket de métro ? Pas du tout. Radio au contraire, et pas radio ordinaire. Elle se permet l'audace de lancer un disque en langue arabe, de le commenter ensuite en français, de lire une « pub » en arabe et de prendre congé en français. Installée au Maroc depuis deux ans, elle s'est ralliée entre cinq et six millions d'auditeurs, et imposée dans les villes du Nord marocain. Son nom ? *Médi-1*, ou Radio-Méditerranée-Internationale. Un pari étonnant, proposé par le roi Hassan II au président français de l'époque, M. Giscard d'Estaing, et relevé par un Corse batailleur, Pierre Casalta, à la tête d'une équipe plus marocaine que française.

« Je voudrais une radio à vocation internationale, faite par des professionnels qui liraient eux-mêmes leurs papiers au micro », avait dit Hassan II à celui qui venait d'être détaché de Radio-Monte-Carlo, pour concevoir et lancer cette station à laquelle personne vraiment ne croyait. *« Banco »* a répondu M. Casalta, assuré de la confiance du souverain et d'une totale liberté de manœuvre.

Médi-1 démarrait donc, en septembre 1980, grâce au vieil émetteur de Radio-Tanger, et doté d'une structure franco-marocaine : 51 % des parts appartenant à des entreprises d'Etat marocaines ; 49 % à des intérêts français, dont plus de la moitié à la Sofirad. Très peu de personnel, mais la volonté d'en former progressivement *« sur le tas »*. Et surtout, une formule *« music and news »* originale adaptée au slogan *« une voix, deux langues »* : le bilinguisme permanent.

« Certains auraient préféré un découpage de l'antenne en tranches animées, tantôt en français, tantôt en arabe, explique M. Pierre Casalta. *Nous avons opté pour le mélange, tel que les Marocains le pratiquent tous les jours, utilisant alternativement* français et arabe, *empruntant au premier les expressions modernes ou la fantaisie qui manquent parfois au second.* » Un mariage heureux en tout cas. Les deux langues sont étroitement liées à l'antenne, les animateurs – tous Marocains – passent de l'une à l'autre de façon naturelle.

« Sans pudeur ni parti pris »

C'est ce même brassage que l'on retrouve dans la programmation musicale, née de la rencontre de deux cultures : la française et la marocaine, auxquelles, immanquablement, se mêle la cousine anglo-saxonne.

De la musique, essentiellement (trois mille albums et aucune dépendance à l'égard des maisons de disques qui ignorent le marché maghrébin) ; quelques émissions populaires, qui, telles « La chaîne de l'amitié » ou le programme consacré aux poèmes des auditeurs, valent à la station un courrier étonnant. Jusqu'à sept mille lettres par mois, certaines en provenance d'Algérie, d'autres de tout le Maroc, reconnaissables parfois à l'encre et au papier, lorsque, d'un petit village du Haut-Atlas, l'écrivain public en rédige une dizaine, à la demande de bergers isolés...

Et puis l'information. N'est-ce pas Médi-1 qui, la première au Maghreb, a pu annoncer la mort du roi Khaled d'Arabie Saoudite, celle du président Sadate, et plus récemment celle de Bechir Gemayel ? Et qui d'autre, sinon elle, a assuré la couverture quotidienne des événements du Liban, osant évoquer, jour après jour, la reddition des Palestiniens, les réactions internationales, l'avantage des Israéliens, malgré le silence ou les informations contradictoires des radios du service public marocain ?

« Un traitement de choc pour la population, une bouffée d'air pur pour les auditeurs sevrés de toute information crédible sur l'étranger », estiment les journalistes. *« Pour la première fois*, assure M. Abdelkader Chabih, responsable de la rédaction « arabophone » de la station et ancien journaliste de la presse quotidienne nationale, *est apparue dans le pays une information rigoureuse, sans pudeur ni parti pris. Nous livrions les faits bruts, sans autre ambition que d'informer, et sans glisser dans nos discours l'inévitable message que les autres radios, quelle que soit leur provenance, cherchent à nous imposer. Nul besoin de commentaire ou d'éditorial. Ce ne sont souvent que pléonasmes. L'auditeur est intelligent. Les faits parlent d'eux-mêmes. »*

Déclaration à l'adresse unique du visiteur ? Pas seulement, même si, à l'évidence, les soixante-dix-sept employés de Médi-1 cherchent à tout prix à communiquer leur enthousiasme. Mais l'antenne est là, qui illustre et confirme les propos de M. Chabih. Des journaux à trois voix, réalisés par deux équipes (l'arabophone et la francophone) ; un rythme rapide, nerveux ; un ton professionnel. A l'opposé des journaux-fleuves, solennels et partisans des stations de la R.T.M. (Radio-télévision marocaine) ; à cent lieues des conformismes de la presse quotidienne nationale. Au grand dam, enfin, des « lobbies » importants dans le pays.

« Il a fallu réhabituer l'auditeur à appeler chaque chose par son nom, explique M. Jean-Robert Cherfils, responsable de l'information. *Ainsi les « mercenaires » du Front Polisario sont-ils devenus « le Front Polisario » ; le régime « raciste » de Pretoria s'est appelé plus sobrement « le régime de Pretoria » ; plus d'épithète systématique de « sioniste » pour précéder le nom du premier ministre Begin, ni celui de « vendu » pour qualifier le régime du Chili.* » Une audace relative, mais dont les retombées ne se sont pas fait attendre...

Une certaine autocensure

« Médi-1 ? Un poste de propagande sioniste », ont crié les uns ; *« une succursale de Radio-Israël »*, ont hurlé les autres. Parmi eux, ceux-là mêmes qui, depuis un an, ont curieusement modifié leur langage ou leur couverture des événements internationaux... Que Médi-1 évoque des exécutions en Iran, et les Frères musulmans de Tanger menacent *« d'abattre tous les journalistes les uns après les autres »*. Qu'elle annonce l'encerclement des responsables de l'O.L.P. dans Beyrouth, et la presse de l'Istiqlal dénonce le *« défi au peuple marocain »*. Des critiques que veulent ignorer les journalistes de la station, convaincus que la couverture récente du conflit libanais leur a rallié de nombreux auditeurs.

Sans peur et sans reproche, les vaillants journalistes de Médi-1 ? Et bleu, bleu, bleu, le ciel des rédactions ? Certes non. Car l'audace, l'insolence, la fronde, s'arrêtent aux portes du Maroc. Des yeux curieux, oui, mais qui ont préféré ne rien voir des événements de Casablanca, attendant de savoir si ceux-ci allaient dépasser le seuil des quarante-huit heures ; des oreilles exercées sans doute, mais qui préfèrent ne pas trop entendre de nouvelles désobligeantes sur les proches voisins algériens ou saoudiens... Mais puisqu'on vous répète que Médi-1 est une radio à vocation internationale !

Certains membres de la rédaction admettent implicitement une certaine autocensure, tout en se réjouissant du privilège de travailler dans la station *« la plus libre du Maghreb »*. Les responsables, eux, estiment n'avoir jamais eu à se plaindre de pressions quelconques de Rabat et affirment que Médi-1 n'a jamais passé sous silence un événement important relevant de sa compétence... Reste à préciser la notion d' *« information internationale »*, à moins que cette prudence obligatoire pour tout ce qui touche aux pays du Maghreb ne soit le prix à payer pour le maintien de cet outil, somme toute de qualité.

Une question d'autant plus cruciale aujourd'hui qu'en accroissant considérablement son auditoire potentiel la station en multiplie aussi les enjeux. Et dans la grande maison blanche, qui, en plein centre de Tanger, abrite les studios et la « famille Médi-1 », il n'est déjà plus question que de ce changement d'amplitude (d'envergure). Certains rêvent de programmes ou de correspondants permanents ; d'autres de stratégies publicitaires. Les recettes ayant couvert 30 % du budget en 1982, certains estiment ici qu'une régie internationale devrait permettre d'équilibrer les comptes d'ici deux à trois ans.

« Mission accomplie », semble donc penser aujourd'hui M. Pierre Casalta, heureux des réactions du public. Heureux surtout de celles de son équipe. *« Nous étions quatorze Français au départ, nous ne sommes plus que sept, et c'est tant mieux. Nous avons impulsé un esprit, formé les gens aux techniques de la radio, transmis ce que nous savions. Médi-1, par la voix des Marocains, donne une image crédible aujourd'hui de la France à l'étranger. »*

ANNICK COJEAN.

Novembre 82
Rapprochement entre deux grands de la location.

L'accord commercial qui associe désormais les sociétés Milleville et Locamion donne une nouvelle dimension à la location de véhicules.
Milleville, spécialiste de la voiture et de l'utilitaire, et Locamion, spécialiste du poids lourd, offrent en effet aujourd'hui un service unique dans le monde des loueurs.

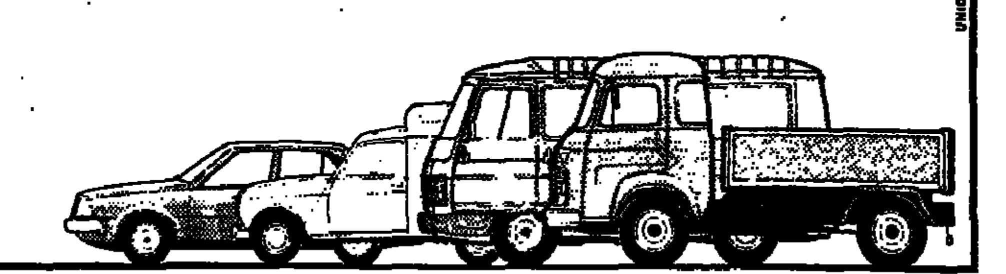
Dans chacune des 170 agences Locamion ou Milleville, l'utilisateur peut disposer de la gamme la plus complète de véhicules, de la petite voiture au tracteur routier de 38 tonnes : 33 modèles différents chez Milleville, 50 modèles standards chez Locamion. A louer pour un jour, quelques semaines ou plusieurs années.

De plus, les clients de Locamion disposent aujourd'hui d'avantages tarifaires importants pour la location de véhicules légers chez Milleville, de même, les clients de Milleville pour les poids lourds proposés par Locamion.

Adressez-vous à l'une des 170 agences Locamion ou Milleville. Vous y trouverez une solution à votre problème de location, quelles que soient sa taille et sa durée.

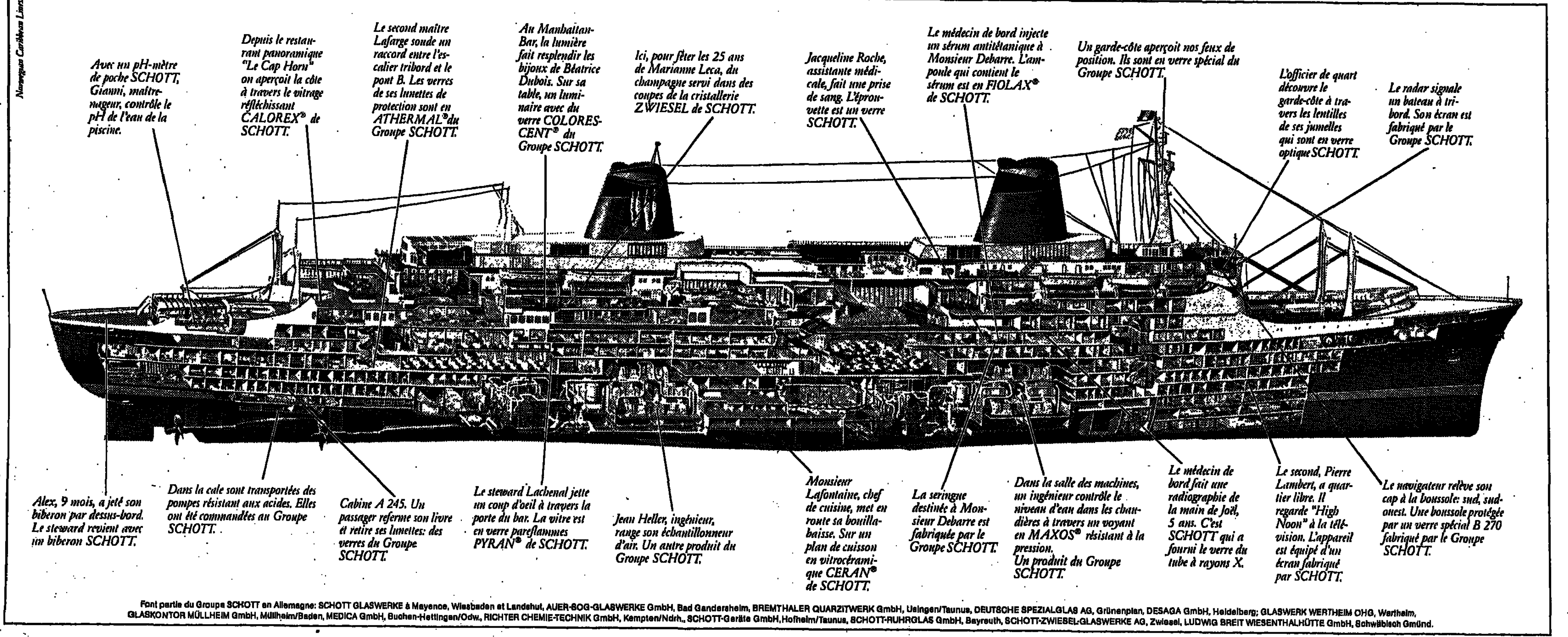
Locamion + Milleville : la location du 38t à la voiture.

Locamion. Siège social : 106, avenue Jean-Jaurès - 69357 Lyon Cedex 2 - Tél. (7) 869.81.06
Milleville. Siège social : 207, avenue du Mans - Saint-Cyr-sur-Loire - B.P. 0153 - 37001 Tours Cedex - Tél. (47) 41.59.00



Que savez-vous du verre?

Une exposition flottante du Groupe Schott.



Font partie du Groupe SCHOTT en Allemagne: SCHOTT GLASWERKE à Mayence, Wiesbaden et Landshut, AUER-SOG-GLASWERKE GmbH, Bad Gandersheim, BREMTHALER QUARZITWERK GmbH, Usingen/Taunus, DEUTSCHE SPEZIALGLAS AG, Grünenplan, DESAGA GmbH, Heidelberg; GLASWERK WERTHEIM OHG, Wertheim, GLASKONTOR MÜLLHEIM GmbH, Müllheim/Baden, MEDICA GmbH, Buchen-Hettingen/Odw., RICHTER CHEMIE-TECHNIK GmbH, Kempten/Ndrh., SCHOTT-Geräte GmbH, Hofheim/Taunus, SCHOTT-RUHRGLAS GmbH, Bayreuth, SCHOTT-ZWIESEL-GLASWERKE AG, Zwiesel, LUDWIG BREIT WIESENTHALHÜTTE GmbH, Schwäbisch Gmünd.

Un navire de croisière moderne, avec tous les aspects différents que prend la vie à bord, est une excellente façon de montrer quelques unes des utilisations des verres SCHOTT. Une petite partie; car il y a plus de 50.000 produits fabriqués par le Groupe SCHOTT.

Le verre, un matériau sous-estimé?

Otto Schott, comme tous les grands inventeurs, est parti d'une idée simple. Il a transformé l'art millénaire de la fabrication du verre en une science moderne. Il y a cent ans à peine, il fondait une entreprise devenue aujourd'hui l'un des plus grands fabricants de verres spéciaux: les Verreries SCHOTT.

SCHOTT et les Entreprises SCHOTT contribuent largement au développement des technologies d'avenir. La production d'énergie par fusion nucléaire contrôlée, par exemple. Pour la déclencher, il faut des températures initiales de plus de 100 millions de degrés centigrades, obtenues par des lasers extrêmement puissants. C'est SCHOTT qui a mis au point les verres capables de générer ces rayons laser chargés d'énergie concentrée. Mais ce n'est là qu'un des exemples de verres spéciaux au service de la technologie de demain. Et leurs utilisations sont si différentes que nous avons fabriqué des verres capables de résister aux acides, aux fortes pressions, aux balles, des verres opaques, isolants ou semi-conducteurs. Connaissez-vous un autre matériau aussi polyvalent?

Nous continuons ce qu'Otto Schott a commencé.

Des scientifiques et des techniciens de haut niveau, avec nos collaborateurs commerciaux, assistent et conseillent nos clients. Plus de 14.000 personnes travaillent, dans le monde entier, pour le Groupe SCHOTT. L'importance des investissements consacrés à la recherche et à la fabrication permettent au Groupe de rester leader en matière de développement et de fabrication de verres spéciaux.

Le Groupe SCHOTT comprend les Verreries SCHOTT à Mayence avec leurs 33 filiales. Au total, 40 unités de production dans le monde dont 6 en France. Cela représente 50.000 produits différents pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs. Avec 250 agences et filiales, SCHOTT est présent partout dans le monde.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers
92110 Clichy

SCHOTT

Nous perfectionnons sans cesse le verre.

مكبرة من الأصل

Le Monde

ÉCONOMIE

LES P.M.E. ET L'ACCÈS AU MARCHÉ FINANCIER

2 % seulement des sociétés françaises sont cotées en Bourse

TANT qu'inflation et parfois expansion économique allaient de pair, les chefs d'entreprise ont souvent trouvé avantage et commodité à assurer leurs besoins de financement par autofinancement et par endettement plutôt que par appel aux marchés boursiers.

Le résultat de cette politique remise en cause par l'envolée des taux d'intérêt est qu'au fil des ans le nombre de sociétés cotées en Bourse représente environ 2 % de l'ensemble des sociétés anonymes françaises, un chiffre qui ne risque guère de s'accroître, tant il est vrai que les candidats à l'investiture du marché ne sont pas légion en ce moment, pas plus à Paris qu'en province.

Le rapport Dautresme

C'est logiquement dans un recours beaucoup plus ample aux procédures d'augmentation de capital par appel direct à l'épargne publique via le marché boursier que résiderait la solution idéale au problème posé par la dégradation de la situation financière des entreprises, de plus en plus incapables de faire face aux lourdes charges de remboursement, en principal et en intérêts, de leurs dettes. Telle est la voie qu'à la suite du célèbre rapport Dautresme le projet de loi Delors en cours de discussion au Parlement cherche à ouvrir. Reste à savoir quelle sera la réponse des petites et moyennes entreprises, tant il est vrai qu'il ne suffit pas de réformer les procédures pour modifier les comportements dans un domaine où non seulement le poids des habitudes mais plus encore les contraintes économiques jouent un rôle décisif.

La création d'un second marché

En ce qui concerne les réformes proposées, une des plus fécondes paraît la création d'un second marché destiné à permettre aux entreprises de s'acclimater avant d'aborder la cote officielle proprement dite. Même si beaucoup d'entreprises sont convaincues des avantages que comporterait pour elles une introduction en Bourse, elles hésitent à le faire pour plusieurs raisons : peur, dans le cas d'entreprises familiales, de perdre le contrôle de l'affaire ; crainte de ne pouvoir servir les dividendes adéquats aux nouveaux actionnaires ; coût de l'opération. Pourtant, c'est seulement par ce moyen que les entreprises peuvent avoir une chance de franchir de façon décisive une étape de leur croissance.

SERGE MARTI.

(Lire la suite page 23.)

La réforme du marché hors cote : un appel d'air pour les petites entreprises

A l'heure actuelle, la Bourse de Paris fonctionne comme une fusée à trois étages avec des règles d'accès bien spécifiques :

● **LA COTE OFFICIELLE**

C'est là que sont inscrites les principales sociétés françaises après avoir satisfait à un certain nombre de conditions :

— Pour la Bourse de Paris : un capital minimum de 15 millions de francs dont 25 % seront mis à la disposition du public (80 000 titres au minimum) ;

— Pour les six Bourses de province (Bordeaux Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes) : un capital minimum de 5 millions de francs dont 25 % également seront mis en circulation dans le public soit un minimum de 20 000 titres.

Les entreprises qui veulent accéder à la cote officielle doivent présenter trois derniers exercices bénéficiaires ayant donné lieu à versement de dividendes et avoir procédé à une révision de leurs comptes. Il leur faudra ensuite réaliser une note d'information visée par la Commission des opérations de Bourse, rédiger une publication au Bulletin d'annonces légales obligatoires (BALO) et, enfin, organiser leur publicité financière, outre la demande d'admission à la Sicovam (Société interprofessionnelle de compensation des valeurs mobilières).

● **LE MARCHÉ HORS COTE**

Ouvert à toutes les entreprises sans formalité particulière, ce marché fonctionne sous l'autorité de la Chambre syndicale des agents de change et il est réservé, dans la pratique, aux sociétés dont les titres sont peu répandus dans le public.

Seule est requise la présentation de deux bilans, comptes de pertes et profits et comptes d'exploitation, aucun minimum de titres n'étant exigé.

● **LE HORS-COTE SPÉCIAL**

Créé en novembre 1977, il est considéré comme une annexe du précédent. Son but est de permettre aux sociétés de se familiariser avec le fonctionnement de la Bourse avant de demander, dans un délai de trois ans, leur admission à la cote officielle en s'engageant à introduire progressivement sur le marché un nombre accru de titres. Si les délais d'inscription sur ce marché sont relativement réduits (un mois à six semaines seulement contre près de deux ans pour la cote officielle), les entreprises inscrites au hors-cote spécial doivent se soumettre à la même politique d'information sur la société et sur ses résultats que les firmes inscrites à la cote officielle.

Depuis quelques années, il faut bien reconnaître que la fusée a du mal à décoller et on enregistre des ratés à tous les étages. Déjà amputée de la longue liste des actions de sociétés industrielles et bancaires nationalisées en février dernier, la cote officielle s'est réduite comme une peau de chagrin, obligeant la Chambre syndicale à promouvoir sur le marché à terme quelques titres négociés jusque-là au comptant, sans que la liste globale des titres cotés s'allonge pour autant.

Elle aurait même tendance à se réduire si l'on en croit l'orientation observée au cours de ces derniers mois. La moyenne des introductions en Bourse, qui était de trois à quatre sociétés par an entre 1977 et 1980, est brutalement tombée à une seule candidate en 1981, la Compagnie générale de géophysique. Depuis, seule la société Epeda Bertrand-Faure a fait son apparition sur le marché depuis le début de l'année 1982 et la seconde introduction attendue à l'automne, celle de Benson, a brutalement tourné court. A l'horizon 1983, seule se profile la Banque Courtois, négociée depuis septembre 1979 sur le marché hors cote de la Bourse de Bordeaux et qui vient de demander officiellement son admission à la cote officielle.

Une image à améliorer

Dans le même temps, le nombre d'entreprises inscrites au marché hors cote n'a cessé de diminuer, à la fois en raison de la mauvaise image de marque de ce marché *« où on trouve de tout et un peu n'importe quoi »*, selon l'expression d'un professionnel, et en l'absence de véritables animateurs décidés à s'occuper de la valeur qu'ils ont introduite dans ce secteur boursier. Le hors-cote spécial, lui, continue à jouer le parent pauvre de la Bourse depuis sa création, et l'échec de la formule est indiscutable si l'on en juge par la quinzaine de valeurs, tout au plus, qui figurent dans cette catégorie frappée d'anémie.

Le constat est éloquent. D'une part, les entreprises se disent encore paralysées à l'idée de tenter une entrée sur le marché boursier sans même tenir compte du coût, qu'elles jugent prohibitif (à titre d'exemple, l'introduction en Bourse de Bongrain a coûté, au total, quelque 4 millions de francs à la société), mais à l'inverse, une fois convaincues, elles ne trouvent aucune structure d'accueil qui leur convienne lorsque leur dimension ne leur permet pas l'introduction directe à la cote officielle. Au mieux, le hors-cote spécial, qui a abondamment fait la preuve de son inadéquation, peut être considéré comme une salle d'attente passablement inconfortable.

Conscientes de ces récriminations qu'elles jugent justifiées, les autorités boursières ont entrepris une réflexion d'ensemble qui a abouti à un projet de réforme complète du compartiment spécial du marché hors cote au bénéfice d'une formule beaucoup plus souple.

(Lire la suite page 22.)

Vers une réduction spontanée du déficit extérieur ?

C'EST à un marché international des capitaux aux caractéristiques nouvelles que les pays emprunteurs — et la France est un des plus actifs dans ce domaine — devront s'adresser dans les prochains mois. Cela ne manquera pas d'avoir sur la conduite de leurs politiques économiques respectives d'importantes conséquences.

Les dernières statistiques publiées par les établissements spécialisés confirment, et au-delà, l'ampleur du ralentissement qui s'est opéré dans l'octroi des crédits bancaires internationaux. Selon la Morgan Guaranty Trust Company de New-York, on a enregistré, au cours de la période allant du 1er janvier au 31 août de cette année, 68 milliards de dollars d'opérations nouvelles sur les euromarchés, alors que pendant les huit premiers mois de 1981, le chiffre correspondant avait été de 104 milliards de dollars. Le recul est de 35 % environ. Il pourrait être de 40 % pour l'année entière, étant donné que le phénomène de contraction s'est encore accentué depuis qu'a éclaté l'affaire mexicaine.

Les statistiques les plus récentes publiées par la Banque des règlements internationaux sont relatives à une période un peu plus ancienne, puisqu'elles s'arrêtent à la fin du deuxième trimestre, mais elles sont de nature à fournir plusieurs éléments intéressants d'analyse. Jusqu'au dernier moment, les banques, surtout américaines, auront apporté leurs concours aux pays qui sont aujourd'hui virtuellement en état de cessation de paiements, et surtout au Mexique

Pourtant le deuxième trimestre avait été marqué par un événement de grande portée : le quasi-arrêt de la progression des créances interbancaires. Or c'est auprès d'autres banques que les établissements prêteurs les plus actifs se procurent les ressources dont ils ont besoin pour développer leurs crédits.

Ce n'est pas céder à la tentation du paradoxe que de faire la remarque suivante : les déficits extérieurs n'ont été aussi importants que parce qu'existaient de grandes facilités pour les financer. Cela vaut aussi pour la France, dont les dirigeants semblent continuer à penser qu'ils disposent encore d'une marge de manœuvre confortable grâce aux larges facultés d'emprunt de la France.

Or tel n'est probablement plus le cas : dans le climat actuel de restriction, les prêteurs se montreront beaucoup moins enclins à accorder sur une grande échelle des crédits supplémentaires à un pays dont l'endettement total a déjà dépassé — barrière fatidique — la totalité de ses réserves (presque exclusivement constituées par de l'or). Il en résultera que la France, à moins de prélever directement sur ses réserves métalliques, ce qu'elle ne fera probablement pas, disposera globalement de moins de ressources pour importer des biens de toute nature. On ne peut donc exclure une diminution spontanée (sauf poursuite d'une politique d'emprunts à toute force à des conditions de plus en plus onéreuses) du déficit de sa balance des paiements, obtenue au prix d'un nouveau ralentissement de l'activité économique.

PAUL FABRA.

La colère des professions libérales

Leur mécontentement est apparu pour la première fois au grand jour au cours d'une manifestation organisée sous le septennat de M. Giscard d'Estaing. Touchés, comme les autres, par la crise économique, les membres des professions libérales venaient de découvrir qu'ils étaient particulièrement mal armés pour l'affronter. Déçus par l'ancienne majorité, beaucoup d'entre eux soupçonnent à présent le gouvernement socialiste de souhaiter leur disparition. Leur colère a éclaté le 30 septembre dernier au cours d'une nouvelle manifestation.

Cette manifestation organisée par l'Union nationale des associations de professions libérales (UNAPL) et le Centre national des professions de santé (C.N.P.S.) a été un incontestable succès. Les deux syndicats espéraient rassembler 20 000 personnes. Plus de 40 000 manifestants ont défilé pour défendre l'exercice libéral qu'ils estiment menacé. Un succès d'autant plus surprenant que les membres des professions libérales ont toujours eu un comportement corporatiste. Eclatés en multiples chambres, ordres ou syndicats, ils semblaient jusqu'à présent beaucoup plus soucieux de préserver leurs intérêts particuliers que de défendre les valeurs communes à leurs professions. Et, au fond, on a du mal à imaginer ce qui peut rapprocher un moniteur d'auto-école d'un architecte ou d'un expert comptable. « *Le lien existe pourtant*, répond le docteur Beaupère, président de l'UNAPL, *et il se résume en trois critères : indépendance, responsabilité personnelle, service personnalisé.* » Cette définition, identique à celle que donne Me Chaton, président des chambres des professions libérales, est large, beaucoup plus large en tout cas que celle retenue par les organismes officiels.

200 000... ou plus de 400 000 ?

A l'instar du *Larousse*, la direction de la documentation fiscale limite en effet l'exercice libéral aux *« professions où l'activité intellectuelle joue le principal rôle, et consistant en la pratique personnelle, en toute indépendance, d'une science ou d'un art »*. A partir de cette définition, elle recensait, en 1978, 386 346 membres des professions libérales. L'INSEE, pour sa part, n'en comptait que 200 098 en 1981, classant dans cette catégorie *« les personnes établies à leur compte qui ne font pas partie des patrons de l'industrie et du commerce et qui exercent une profession dont l'activité exige une instruction d'un niveau supérieur »*.

Ces chiffres sont contestés par l'UNAPL, qui en recensait la même année 428 236 répartis en quatre cents métiers différents (médecins, avocats, architectes, mais aussi prédicateurs, remisiers, démarcheurs, etc.) (1).

Mal connues des statistiques officielles, les professions libérales s'estiment également mal connues du public. « *L'image du nanti persiste et pourtant elle est complètement fausse* », affirme le docteur Beaupère. Au chapitre des revenus, les disparités sont en fait très grandes. Une étude réalisée par le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) révèle que, en 1978, le bénéfice fiscal mensuel était en moyenne de 30 070 francs pour un notaire, 12 110 francs pour un expert comptable, 11 620 francs pour un médecin généraliste ; il tombait à 9 820 francs pour un avocat, 9 370 francs pour un architecte, et n'était que de 4 890 francs pour un moniteur d'auto-école (2).

A l'intérieur d'une même profession, les disparités sont également importantes. Selon une enquête réalisée par la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), le revenu avant impôt des médecins généralistes était en moyenne de 15 000 francs par mois en 1980 mais 52 % d'entre eux touchaient moins de 10 000 francs tandis que 2 % seulement gagnaient plus de 25 000 francs.

Ces inégalités se retrouvent dans d'autres professions. Les syndicats affirment aujourd'hui que 80 % des avocats parisiens gagnent moins de 7 000 francs net par mois, un quart des architectes moins de 5 000 francs net et un tiers des infirmières moins de 2 500 francs net. Si l'image du nanti demeure donc valable pour quelques professionnels, elle se révèle fausse pour la grande majorité des praticiens confrontés à des conditions d'exercice de plus en plus difficiles.

Quelle qu'en soit l'origine — essor démographique dans certaines professions (médecins, chirurgiens, dentistes, architectes, avocats, masseurs - kinésithérapeutes), concurrence du secteur public dans d'autres ou alourdissement des charges, — ces difficultés se sont accentuées avec la crise économique et ont incontestablement favorisé l'émergence d'une solidarité entre professions libérales. « *Lorsque les conditions du marché se sont rétrécies*, explique le professeur Luchaire, chargé par le gouvernement d'une mission sur les professions libérales, *les géomètres ont, par exemple, découvert avec plus d'acuité la concurrence de l'Institut géographique national, les architectes celle des directions départementales de l'équipement ou de l'agriculture, les agents d'assurance celle des P.T.T. ou des finances...* » Plus que par le passé, les professionnels libéraux ont eu l'impression qu'ils allaient être progressivement grignotés par le secteur public. Et cette menace a incontestablement développé chez eux deux sentiments concomitants : la méfiance à l'égard du fonctionnaire et la fierté de pouvoir offrir ce que justement le fonctionnaire n'offre pas à savoir une relation interpersonnelle et la possibilité pour le client comme pour le praticien de se choisir librement. « *Dans le même temps*, poursuit le professeur Luchaire, *les membres de professions libérales, qui bénéficient d'une protection sociale beaucoup moins avantageuse que celle des salariés, ont pris conscience d'appartenir à une communauté spécifique, particulièrement menacée par la crise.* »

C'est en effet durant la crise que les intéressés s'organisent. En septembre 1977, les chambres des professions libérales se constituent autour de Me Chaton, notaire à Troyes. Objectif : obtenir l'institution de chambres consulaires, chargées de défendre leurs intérêts communs. En janvier 1978, un second mouvement voit le jour : l'UNAPL présidée par Me Tinayre, avocat à la cour.

Ses revendications découlent d'un idée simple : les membres des professions libérales ne sont ni des nantis ni des parasites mais des travailleurs comme les autres, confrontés à de graves difficultés. Après deux années de tentative de concertation avec le gouvernement, l'UNAPL organise, le 27 novembre 1980, une manifestation autour de cinq thèmes : « *Une fiscalité injuste, des charges sociales écrasantes, une concurrence déloyale faite aux professions libérales par les services publics, une sous-représentation dans les organismes où sont présents les autres secteurs de l'économie, une nationalisation silencieuse qui tend à les faire bientôt disparaître.* » Environ quatre mille professionnels répondent à son appel.

Un malaise qui s'accroît sous la gauche

Quatre mille personnes, c'est peu comparé aux quarante mille manifestants réunis le 30 septembre dernier. Le malaise des professions libérales se serait-il aggravé sous le gouvernement Mauroy ? Sans aucun doute, répond l'UNAPL. Le syndicat a, certes, écouté avec plaisir M. Mitterrand déclarer qu'« *une société sans profession libérale deviendrait vite ennuyeuse avant de devenir tyrannique* ». Il a également accueilli avec satisfaction la création, en mars dernier, de la mission Luchaire chargée d'étudier les cas de concurrence entre les services publics et les professions libérales. Il reconnaît enfin que la concertation est beaucoup plus développée que sous le gouvernement précédent. « *Mais pour être plus souvent reçus, nous n'en sommes pas mieux entendus* », affirme M. Beaupère.

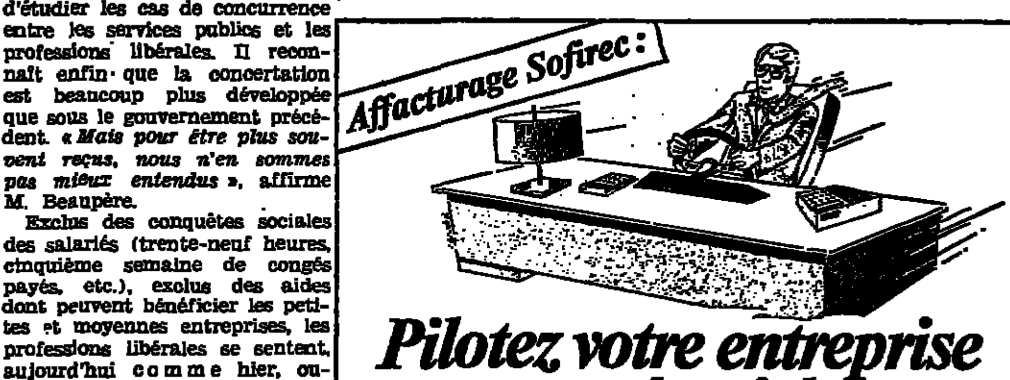
Exclus des conquêtes sociales des salariés (trente-neuf heures, cinquième semaine de congés payés, etc.), exclus des aides dont peuvent bénéficier les petites et moyennes entreprises, les professions libérales se sentent, aujourd'hui comme hier, oubliées. « *Sur le plan fiscal*, affirme le docteur Beaupère, *nous n'avons rien obtenu : la taxe professionnelle continue de pénaliser les jeunes qui s'installent, les tranches de la taxe sur les salaires n'ont pas été relevées depuis de longues années, la barre des 150 000 francs au-dessous de laquelle les adhérents aux associations agréées peuvent bénéficier d'un abattement de 20 % sur l'impôt sur le revenu n'a pas été relevée malgré les promesses de M. Fabius.*

FRANÇOISE FRESSOZ.

(Lire la suite page 24.)

(1) L'estimation de l'UNAPL est très proche de celle des chambres des professions libérales, qui recensaient, en 1980, 410 000 personnes (207 000 exerçant une activité à caractère médical ou para-médical ; 113 000 une activité technique ; 45 300 une profession juridique, et 44 700 un emploi d'enseignant ou d'artiste.

(2) La même année, le salaire mensuel moyen d'un cadre supérieur était de 9 850 F, celui d'un cadre moyen de 4 850 F.



Pilotez votre entreprise en toute sécurité.

La sécurité du chef d'entreprise c'est d'avoir l'esprit libre de tous problèmes de trésorerie pour conduire son affaire vers les marchés les plus rentables.

L'affacturage Sofirec redonne du sang neuf à votre trésorerie par le financement immédiat et définitif des comptes clients que vous choisissez de lui confier.

Enfin, Sofirec permet une gestion efficace de vos comptes clients grâce aux relations privilégiées qu'elle a su établir avec les responsables des postes-clés de grandes entreprises, clientes de votre société.

Avec Sofirec, le choix des comptes clients que vous souhaitez financer vous appartient.

C'est ça l'affacturage sur mesure.

BANQUE SOFIREC S.A. au capital de 15.000.000 F.
16, rue d'Aguesseau 75008 Paris Tél. 742.73.97
24, rue Francis Davso 13231 Marseille Cedex 1 - Tél. (91) 54.92.76

LES P.M.E. ET L'ACCÈS

La réforme du marché hors cote : un appel d'air pour les petites sociétés

(Suite de la page 21.)

La création d'un « second marché » répond à cet objectif. La principale nouveauté consiste à limiter à 10 % seulement (contre 25 %) la part de capital qui sera mise dans le public et à supprimer l'obligation faite aux sociétés de demander, au bout de trois ans, leur passage à la cote officielle. Parallèlement, aucun seuil minimum n'a été prévu pour le capital, pas plus que ne soit exigée une rémunération de capital ou la distribution des dividentes. Enfin, la note COB a été supprimée, la seule notice au BALO étant jugée insuffisante.

Du coup, les frais à prévoir (notice au BALO, note de présentation de la société, publicité financière, impression des titres et honoraires de l'intermédiaire financier) se trouvent considérablement réduits. M. Jean Salwa, le directeur du Centre d'informations boursières (1), évalue dorénavant à moins de 300 000 F le coût d'une introduction sur le « second marché », voire moins puisque la société L.M.E. (Le matériel électronique) a simplement dépensé 90 000 F pour faire son apparition sur le compartiment spécial en attendant la transformation de cette antichambre en « second marché ».

Voilà qui justifie l'engouement de nombreuses petites et moyennes entreprises qui viennent d'entrer en rangs serrés au compartiment spécial (2), en attendant la mise en place de la nouvelle structure. En votant le 28 septembre dernier l'article 30 de la « loi Delors » sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, l'Assemblée a donné son approbation. L'obstacle du Sénat vient également d'être franchi et, dès le premier trimestre de l'année prochaine, la Bourse de Paris pourra disposer enfin d'une structure d'accueil particulièrement adaptée aux petites et moyennes entreprises, encore inhibées par le marché officiel.

S. M.

(1) Centre d'informations boursières pour les P.M.E.-P.M.I. ; 13, rue Marivaux, 75002 Paris. Tél. 296-58-21.

(2) En quelques semaines, plusieurs sociétés se sont inscrites au compartiment spécial dans la perspective de l'ouverture du second marché : Merlin Immobilier, H.D.P. (Holding Delorme Pignard), Le matériel électronique, Crométal, Multi Medias Beaujon, et d'autres sont attendues : O.G.F. (holding des Pompes funèbres générales), la S.F.E.C. (Société française d'extension et de calendrage) à Nancy I.P.O. (Institut de participations de l'Ouest) à Nantes.

SUP DE CO TOURS
le profil qui sera recherché demain
LA DOUBLE COMPÉTENCE GESTION ET INFORMATIQUE
École Supérieure de Commerce du Centre
1 rue Léo Delibes - 37200 Tours Tél. (47) 27.42.43

Lyon : place financière de proximité

« UNE épargne régionale au service de l'investissement régional. » Ce slogan, M. Jean Carrière, le président de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel, entend en faire le pivot de sa politique au service de cette région Rhône-Alpes qui reste le second pôle économique du pays après l'Ile-de-France. Tout en continuant à assurer son métier de banquier, la Lyonnaise de dépôts s'est donné pour mission depuis plusieurs années de favoriser l'essor des petites et moyennes entreprises locales sur le marché régional.

A cet effet, elle a créé une direction des affaires industrielles plus spécialement chargée de suivre au plus près l'évolution des sociétés en fonction de leur secteur d'activité et de déterminer les plus performantes et les plus innovatrices, pour lesquelles la Bourse peut offrir des solutions adaptées à leurs ambitions futures. Toutes n'ont pas, c'est sûr, l'envergure de Majorette, le numéro un mondial de la voiture miniature, qui a fait son apparition le 7 décembre 1977 à la cote officielle de Lyon et qui poursuit, depuis, une brillante carrière, mais un certain nombre d'entreprises aux apparences plus modestes sont tout à fait en mesure de marcher sur les traces de leur aînée.

« D'ores et déjà, une quinzaine de firmes de la région lyonnaise sont en mesure d'accéder au marché boursier, à la fois à la cote officielle et au « second marché » qui doit prendre le relais du hors-cote spécial tant à Paris que sur les bourses de province », assure M. Louis Thannberger, directeur de la Lyonnaise de dépôts, à l'issue d'une rencontre avec le Club Presse Finance venu prendre le pouls de la métropole lyonnaise. Et de citer la société Potain, le numéro un mondial des grues de chantier avec un chiffre d'affaires consolidé voisin de 1,6 milliard de francs qui devrait prendre le chemin de la place parisienne en 1984, ou encore les Papeteries de Voiron et des Gorges, déjà inscrites sur le hors-cote de Lyon en attendant leur admission à la cote officielle de cette même place.

Metravib, spécialisée dans la dynamique en mécanique, Bucol Buchet Colcombet, l'une des plus anciennes maisons de soierie lyonnaise, ou encore Promatec, une société de services en informatique, sont autant de candidats valables qui hésitaient encore sur la façon dont leur entreprise, souvent fortement marquée par une structure familiale, pourrait s'ouvrir sur l'extérieur sans manifester aussitôt un appétit démesuré de capitaux.

« La Bourse n'est pas là pour apporter des capitaux à une entreprise qui en a besoin tout d'un coup, mais pour préparer soigneusement une opération d'augmentation de capital, une fois que la société inscrite aura fait ses preuves », tient à souligner M. Carrière, en précisant que là est le véritable rôle du marché financier.

Si les banquiers lyonnais — tout au moins certains d'entre eux — se sont mis en tête de revigorer la cote depuis plusieurs années, c'est qu'ils sont de plus en plus sensibles au déséquilibre qui s'opère actuellement entre le marché des actions et celui des obligations au détriment du premier. Depuis la loi sur les nationalisations, la Bourse de Lyon a perdu brutalement plus de 20 % de sa substance avec la radiation de la Lyonnaise de dépôts, qui était inscrite sur le marché à terme. De quoi faire reculer un peu plus les bourses de province qui représentent à elles toutes à peine 2 % de l'ensemble des transactions boursières. Et encore, sur ce chiffre, la Bourse de Lyon réalise-t-elle à elle seule la moitié du volume enregistré grâce au développement de son marché obligataire sous l'impulsion du Crédit lyonnais, qui a récemment fait coter plusieurs emprunts sur la place.

Bien décidée à remédier à la situation, la Bourse de Lyon (1) dispose de nombreux atouts : un tissu industriel capable de sécréter de futures entreprises de premier plan au niveau régional, une nouvelle race de chefs d'entreprise mieux armés en termes de gestion financière que par le passé et, surtout, un réseau d'institutions de plus en plus structuré pour contribuer au développement des entreprises régionales.

Celui-ci englobe notamment la Siparex, l'institut régional de participation, qui est partie prenante au capital d'un certain nombre d'entreprises, l'Aderly, l'Association de développement économique de la région lyonnaise, les chambres de commerce et les représentants du patronat lyonnais, les sociétés de développement régional, sans oublier les commissaires aux comptes, les experts-comptables, les agents de change et les banquiers, des professionnels de plus en plus sensibles au nouveau mot d'ordre qui a pour nom efficacité.

Affirmant sa vitalité, la communauté bancaire va d'ailleurs se renforcer en accueillant au début de l'année prochaine la banque Louis Dreyfus. L'arrivée de cette banque d'affaires portera à soixante-cinq le nombre des établissements représentés dans l'agglomération lyonnaise en leur nom propre. Un chiffre qui prouve que la notion de « place financière de proximité » appliquée à Lyon n'est pas une vue de l'esprit. L'idée fait son chemin Rue de Rivoli, où l'on considère que cette formule, qui paraît si bien avoir réussi sur les bords du Rhône — grâce à l'opiniâtreté de quelques-uns, — pourrait fort bien s'étendre à d'autres régions françaises en prenant appui sur les bourses locales, source de financement pour les entreprises, et sur un réseau bancaire mieux adapté aux besoins des P.M.E. dans le cadre de la décentralisation.

(1) La zone de compétence de la Bourse de Lyon englobe trois régions (Auvergne, Bourgogne, Rhône-Alpes) et dix-sept départements (Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Cher, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute-Savoie, Isère, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie et Yonne).

A l'étranger

● LE MARCHE « OVER THE COUNTER » AMERICAIN

Le principal avantage de l'over the counter market (O.T.C.) est de permettre à de nombreuses sociétés de se familiariser avec le marché financier. Il offre également une possibilité de financement importante pour les entreprises qui n'ont pas encore l'envergure nécessaire pour accéder aux grandes bourses américaines.

Si la formule est plus souple qu'à la cote officielle, les obligations sont les mêmes que pour les entreprises cotées et la Securities and exchange commission (S.E.C.) exerce aussi un sévère contrôle sur le hors-cote.

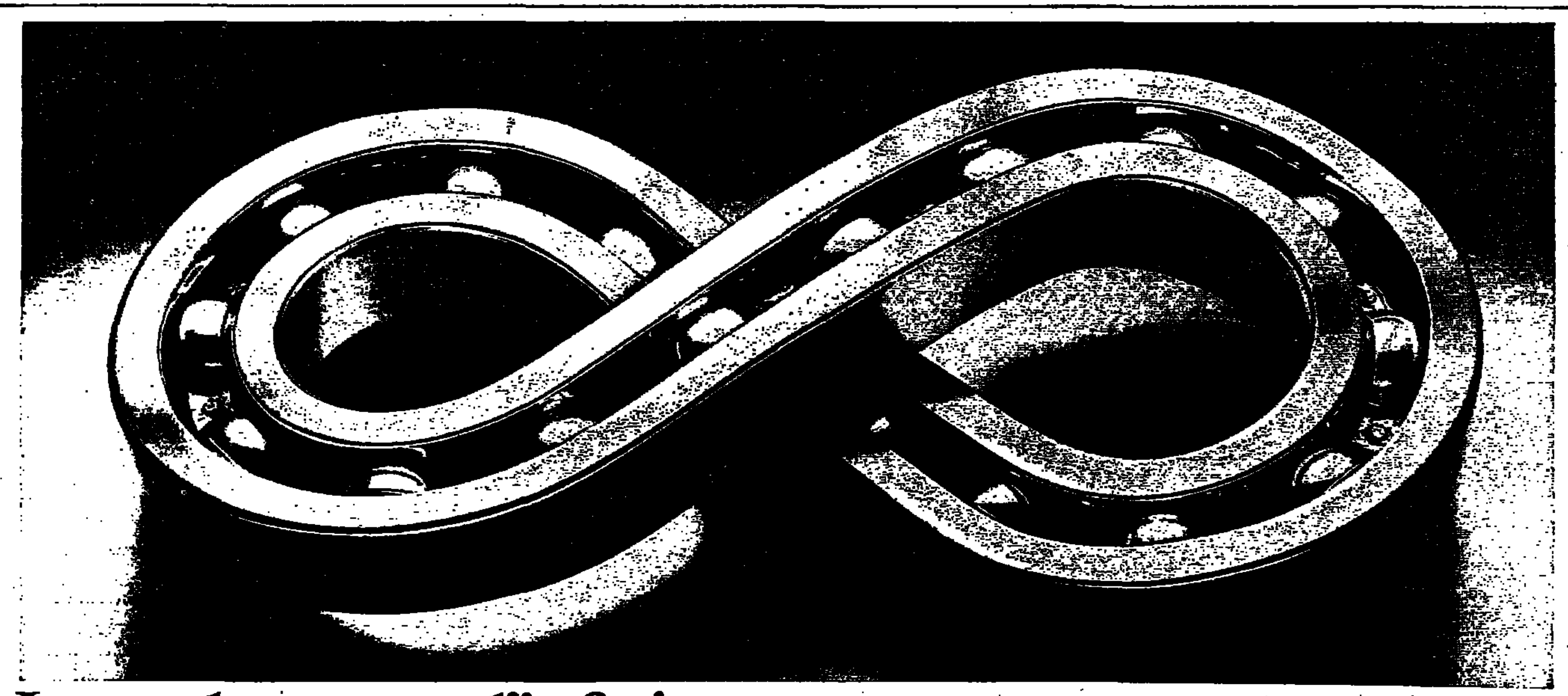
Au total, quarante mille entreprises sont inscrites sur le *over the counter*, dont deux mille cinq cents environ font l'objet de cotations assez régulières pour justifier l'appellation de marché. Près de 25 % des transactions effectuées sur les places boursières américaines sont réalisées sur le hors-cote, soit plus de 10 % des capitaux traités, la capitalisation boursière de ce marché dépassant 150 milliards de dollars.

● LE « UNLISTED SECURITIES MARKET » A LONDRES

De création beaucoup plus récente que le hors-cote américain, puisque son inauguration remonte seulement au 10 novembre 1980, le *« unlisted securities market* connaît un succès croissant, que les observateurs attribuent autant au dynamisme de la place financière britannique qu'à la faculté laissée à chaque société de mettre uniquement 10 % de son capital à la disposition du public, alors qu'il en faut 25 % pour avoir accès à la cote officielle du London Stock Exchange.

Une centaine de sociétés sont actuellement négociées sur ce *marché, ce qui représente* une capitalisation boursière supérieure à 1 milliard de livres sterling, alors qu'il n'en comportait que onze le jour de son inauguration. Un certain nombre d'entreprises figurent déjà sur une liste d'attente.

Si les conditions d'accès sont d'une grande souplesse, la rigueur des contrôles sur ce marché secondaire est une donnée permanente dévolue aux membres du *quotation committee* qui se réservent parfois le droit de refuser une inscription.



Le roulement et l'infini.

Un roulement ayant la forme du symbole de l'infini serait sans doute la meilleure façon d'approcher le roulement éternel ; c'est ce que ne craignait pas d'affirmer un jour un esprit fort.

Ce qui ne marche pas ne s'use pas. On peut bien sûr considérer qu'il s'agit là aussi d'une forme d'éternité, même pour un simple roulement.

Mais toutes ces réflexions empreintes d'un certain pessimisme ne nous ont pas empêchés d'aller plus loin — malgré l'avis des sceptiques. Ou de ceux qui pensent que nous avons voulu chercher des solutions trop extrêmes, sans réelle utilité.

En 75 ans, nous avons pu allonger la durée de vie de nos roulements à un point tel que, sur les 1000 unités que nous produisons chaque minute, 24 heures sur 24, tous — sauf un ou deux peut-être — survivent aux machines qu'ils équipent.

Ce qui est, en fait, une durée de vie pratiquement illimitée.

Nous pouvons aussi mettre à notre actif des roulements magnétiques qui paraîtraient à certains relever de l'utopie : ils supportent les arbres sans aucune friction et peuvent, dans des conditions favorables, durer éternellement.

Mais il est vrai que l'on rencontre rarement des conditions totalement favorables.

Tout ceci nous conduit à la question essentielle : pourquoi diable continuons-nous à affiner notre technologie, déjà si avancée, pour en arriver à ces infimes modifications qui vont prolonger encore la durée de vie des roulements ?

Pour répondre à cette question, il faut pouvoir juger un peu de ce qui se passe dans le monde microscopique d'un roulement.

Les éléments de roulement roulent, glissent, se bloquent, subissent des accélérations et des décélérations sur des films d'huile d'un dix-millième de millimètre. Ils isolent des surfaces dont les tolérances de rugosité sont plus infimes encore, afin de réduire les frottements et d'économiser l'énergie.

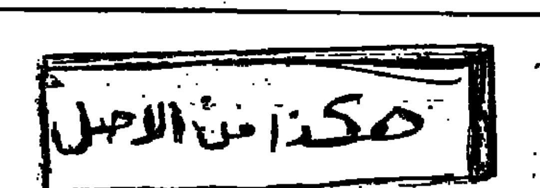
Et c'est cela, notre objectif principal : économiser l'énergie, en éliminant tous les frottements inutiles. Nous en avons un autre : parvenir à fabriquer des produits d'une endurance absolue. Ce qui explique que nous allions parfois jusqu'à des solutions extrêmes.

Voilà *comment nous concevons le nec plus ultra* d'un roulement. S'il devait en plus atteindre la vie éternelle, ce serait bien sûr un avantage supplémentaire. Mais s'il fallait pour cela lui donner la forme du symbole de l'infini, nous nous poserions simplement la question de savoir s'il fonctionne...

Nous réduisons les frottements des mouvements mécaniques.

GC 4/3

SKF



هكذا من الأصل

AU MARCHÉ FINANCIER

2 % seulement des sociétés françaises sont cotées en bourse

(Suite de la page 21.)

La commission Dautresme décrivait de la façon suivante l'attitude de maints chefs d'entreprises : « *La croissance de biens des P.M.I. conduit à l'apparition de besoins de fonds propres que ni l'autofinancement, ni les moyens personnels du chef d'entreprise ni de son entourage immédiat ne parviennent à satisfaire. Dans cette situation, le chef d'entreprise, souvent réticent à l'ouverture du capital de sa société à des tiers et à plus forte raison au public, s'oriente volontiers vers un retour à l'endettement, quitte à dépasser les limites raisonnables. S'il n'obtient pas les concours nécessaires, il se tourne vers une entreprise plus riche susceptible en dernier ressort de poursuivre ce qu'il n'aura pu réaliser seul.* » En d'autres termes, plutôt passer la main que de faire asseoir un étranger autour de la table.

Il ne suffit pas de demander aux entreprises d'aborder le problème dans un esprit plus constructif, encore faut-il que leur choix ne soit pas systématiquement orienté dans un sens contraire à l'évolution souhaitable par le système bancaire et d'une façon plus générale par l'ensemble des institutions chargées de collecter l'épargne. Si les entreprises doivent augmenter leurs fonds propres par appel au public, il convient que les actions ainsi offertes à la clientèle soient effectivement placées auprès d'elle. Or c'est là une affaire de spécialistes qui ne s'improvise pas, étant entendu qu'il est beaucoup plus facile et par conséquent plus tentant de proposer aux épargnants des placements collectifs traditionnels sous forme de SICAV, de fonds communs de placement ou d'obligations.

D'un côté, l'introduction en Bourse ouvre en principe aux entreprises la possibilité d'augmenter leur capital et celle de leur assurer une publicité qu'aucune autre méthode ne peut leur procurer ; d'un autre côté, les réformes proposées du marché boursier visent à encourager banques et établissements financiers à prendre davantage de risques et à jouer un rôle plus actif dans le placement des actions auprès du public. Cependant le développement du marché tient en définitive à un autre facteur qui est tout simplement la rentabilité des investissements industriels et commerciaux. C'est sur cet aspect fondamental de la Compagnie bancaire, dans un article paru dans le dernier bulletin du Centre d'information et d'études du crédit, attire l'attention de ses lecteurs.

« *En réalité, la faiblesse des apports en fonds propres n'est pas due à un mauvais fonctionnement du système financier, mais à un environnement économique général peu favorable depuis déjà de nombreuses années* », précise cet établissement.

« *Si l'offre de fonds risqués en France est insuffisante, c'est tout simplement parce que les opportunités de gains sont également insuffisantes*, constate la Compagnie bancaire. *Pour un placement dans une entreprise commerciale, dont les bénéfices sont soumis à l'impôt au taux de 50 % et les dividendes, une fois distribués, à l'impôt sur le revenu, il faut un rendement brut supérieur à 20 % pour que le résultat net revenant à l'épargnant soit simplement équivalent à un placement à la Caisse d'épargne, à 30 % pour qu'il soit équivalent à un placement obligatoire et il faut, pour être attrayant, que le placement en fonds propres comporte des perspectives de gains supérieures à ces chiffres étant donné le risque de perte totale qu'il comporte* », constate la banque.

SERGE MARTI.

UNE INTRODUCTION A UN COUT LIMITÉ

COUT MOYEN POUR LA COTATION QUOTIDIENNE DES ACTIONS D'UNE SOCIETE AU HORS COTE OU AU COMPARTIMENT SPECIAL AVEC ANIMATION DU MARCHE

LES FRAIS ENGAGES PEUVENT ETRE REGROUPES SOUS DEUX RUBRIQUES : 1° PROCEDURE ; 2° CAMPAGNE PUBLICITAIRE (publicité financière, conférence de presse, réceptions, impression de plaquette de prestige, etc.)

COUT ENVIRON H.T.	(en F)	OBSERVATIONS
I. — IMPRESSION DES TITRES (coût pour 5 000 actions)	9 000	Inutile si les titres sont au nominatif, obligatoire pour le compartiment spécial.
PUBLICATION AU BALO	6 500	Indispensable.
FICHES DAFSA (6 000 fiches diffusées aux banques, agents de change, conseillers financiers...)	9 000	Indispensable.
FRAIS DE CONSTITUTION DE DOSSIER	10 000	
HONORAIRES DE L'INTERMEDIAIRE POUR UN AN (suivi quotidien en Bourse avec rapport à la société)	24 000	
II. — PUBLICITE DANS LA PRESSE FINANCIERE	15 000	Budget minimum par an.
CONFERENCE DE PRESSE ET ANALYSE FINANCIERE	15 000	Cette dépense peut être augmentée ou diminuée.
TOTAL H.T.	88 500	

A CES FRAIS VIENT S'AJOUTER UNE COMMISSION, DE 1 A 3 % SELON LES CAS, DESTINEE AU CIB (Centre d'information boursière) ET CALCULEE SUR LE MONTANT DES TITRES VENDUS DANS LE CADRE DE L'INTRODUCTION EN BOURSE.

(Rappelons que le courtage perçu par les agents de change à l'occasion des transactions en Bourse est de 0,63 % et le droit de timbre de 0,3 %.)

(Source : Centre d'information boursière pour les P.M.E. et P.M.I.)

Les entreprises face à la Bourse : quatre attitudes différentes

• VUITTON : pour « ouvrir les fenêtres »

LOUIS Vuitton S.A., le célèbre bagagiste de luxe, va faire son entrée à la Bourse de Paris d'ici un an, le temps de préparer la procédure d'introduction qui reste encore longue et minutieuse pour un passage à la cote officielle.

L'information n'est pas vraiment nouvelle puisque, dès le mois de juin dernier, Vuitton faisait savoir par un communiqué qu'elle préparait son introduction en Bourse afin de favoriser la poursuite de son développement, mais la démarche de ses dirigeants est intéressante — sans prétendre à la valeur d'exemple — pour d'autres sociétés qui disposent à la fois d'un label de qualité et d'une situation financière saine.

Premier fabricant mondial d'articles de voyage de luxe, cette entreprise qui anticipe pour 1982 un chiffre d'affaires de 500 millions de francs répartis approximativement en trois tiers (Europe, Etats-Unis, Extrême-Orient) n'a pas de problèmes de fonds propres. « *Cette opération d'élargissement du capital vise simplement à ouvrir les fenêtres et non pas à répondre à des problèmes de financement* », assure M. Henry Récamier, président du directoire.

Qui dit ouverture sur l'extérieur entend rééquilibrage de l'actionnariat, et Vuitton n'échappe pas à la règle. Entreprise familiale par excellence, puisque son capital est « éclaté » entre quelque trente actionnaires qui constituent la génération des arrière-petits-enfants de Louis Vuitton, la société accueille à présent de nouveaux partenaires autour du « tapis vert » : la société de portefeuille Penhoët à hauteur de 10 % et plusieurs investisseurs institutionnels pour une part identique.

Ainsi, Vuitton se fera épauler par ces mêmes investiteurs institutionnels tout en bénéficiant des compétences industrielles et financières d'un groupe comme Penhoët, précise M. Récamier, et, « *la prochaine étape sera l'accession à la cote officielle motivée par la taille, le potentiel et les résultats de la société. En outre, cette solution permettra à l'une ou l'autre des trente personnes qui contrôlent le capital de céder ses intérêts si elle le souhaite sur la base d'un prix indiscutable, celui de l'action en Bourse, au lieu des approximations qui caractérisent les négociations de gré à gré et qui donnent souvent lieu à contestation.* »

• IZARRA : la réticence

SIMPLE bloc de béton situé sur les rives de l'Adour, la firme de Bayonne n'est pourtant pas tout à fait un liquoriste comme les autres. Izarra est, au contraire, une véritable vitrine pour tout le Pays basque, où la firme possède, du côté espagnol, une importante filiale.

Entreprise familiale par excellence, bien ancrée dans un terroir où elle patronne la moindre compétition de pelote, quand ce n'est pas le championnat international de « meuss », cette sorte de poker perfectionné, « *la vieille liqueur du Pays basque* », qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 50 millions de francs environ avec une centaine de personnes, dont la moitié à l'exportation, a décidé de passer à la vitesse supérieure.

Le contact est pris avec les organismes régionaux, et, au mois de juillet, la Distillerie de la côte basque, puisque telle est sa raison sociale, porte son capital social de 2 à 2,45 millions de francs en ouvrant son « tour de table » à de nouveaux partenaires : la société de développement régional Expanso (10 %), l'Institut de développement des industries agricoles et alimentaires, IDIA (8 %), le groupe Cointreau, enfin, dont la participation « *reste très minoritaire* ».

Une opération classique, en somme, réalisée avec le concours d'organismes institutionnels intéressés par le développement de cette entreprise régionale, sans compromettre l'équilibre interne puisque l'actionnariat familial reste largement majoritaire.

Mais pourquoi n'avoir pas préféré un recours au marché boursier qui aurait permis, de la même façon, de renforcer les capacités financières d'Izarra ?

Pour M. Jacques Saint-Martin, la réponse est simple : « *Effectivement, il existe une multitude de formules, et nous ne nous sommes pas penchés sur celle de l'introduction en Bourse* », explique-t-il. « *A l'heure de la vérité, c'est-à-dire au moment de mettre en place tout nos projets d'expansion, il nous a semblé que la méthode choisie ne mettait pas en péril le caractère familial de l'affaire. Nous évitons ainsi toute tentative de prise de contrôle en finançant nos investissements de la manière la plus saine qui soit* », conclut-il, en ne cachant pas que l'accès à la cote officielle lui semble bien compliqué pour une entreprise de cette taille.

• BENSON : le faux pas

MAI 1982 : l'introduction à la Bourse de Paris de la société Benson, « numéro deux » mondial des machines à dessiner, est acquise. Une bonne affaire pour un marché en perte de vitesse et qui n'a accueilli que deux sociétés depuis un an : la Compagnie générale de géophysique et Epéda - Bertrand Faure.

Un mois plus tard, les autorités boursières n'ont toujours pas pu présenter le dossier d'introduction, la firme n'ayant pas encore achevé toutes les démarches nécessaires. Les vacances sont proches, et il est finalement convenu de reporter l'opération au mois d'octobre, alors que s'affirment les convoitises du groupe Schlumberger sur la société (*le Monde* du 24 juin). Finalement, Benson cède à la tentation, et l'une des trop rares entreprises françaises à figurer en haut de l'affiche dans un domaine de technologie avancée décide finalement, le 15 septembre 1982, de passer sous le contrôle du groupe américano-français présidé par M. Jean Riboud.

Pourquoi ce faux pas ? Pour une question de gros sous ? Peut-être. Toujours est-il qu'une très belle affaire est passée sous le nez de la Bourse. Spécialisée dans le développement et la fabrication de systèmes de dessin assisté par ordinateur, Benson dispose actuellement de plus de dix mille systèmes de cette nature dans de nombreux pays, un succès que la firme doit — en partie — à la mise au point d'un traceur à plume qu'elle fabrique sous licence de la firme américaine Varian. Celle-ci détient 20 % de Benson, dont le reste du capital est réparti pour l'essentiel entre le Codif (groupe IDI : 25 %), la Banexi (banque d'affaires de la B.N.P. : 18 %) et la Caisse des dépôts et consignations, l'U.A.P., le groupe Drouot, avec 9 % des actions chacun, etc.

Pour M. Jean Mourier, le président de Benson, la stratégie initiale passait par une introduction en Bourse, de façon à permettre à la société de financer son développement par augmentation de capital (elle a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 300 millions de francs, les 400 millions étant attendus pour l'exercice en cours). Mais l'offre de Schlumberger, qui portait sur 70 % du capital de la société, comportait un « *coup de pouce* » par rapport aux avantages que Benson pouvait retirer de son accession à la cote officielle. Les principaux actionnaires de cette P.M.I. hautement performante ont été sensibles à l'argument, notamment le groupe américain Varian, et le « numéro deux » mondial du dessin automatique informatisé s'est finalement fait « *coiffer* » par le leader de l'exploration pétrolière internationale.

• SOPAREM : l'union fait la force

SI certaines sociétés hésitent encore à aller en Bourse, d'autres ne demanderaient pas mieux que de faire acte de candidature, mais leur taille réduite constitue, pour l'instant, un handicap.

En créant la Soparem, société de participation des entreprises moyennes, l'ETHIC (mouvement des entreprises de taille humaine industrielle et commerciale) pense avoir trouvé la parade. Le principe est simple : un certain nombre de chefs d'entreprise qui sont sensibles à l'intérêt du marché financier (le nombre serait de quinze à vingt) apportent chacun 10 à 30 % des actions de leur société respective à la Soparem. En échange, ils reçoivent des titres Soparem, et cette dernière, qui dispose d'une capitalisation boursière comprise entre 75 et 100 millions de francs (sur la base d'une participation individuelle de 5 millions de francs en moyenne), peut alors demander son accession à la cote officielle.

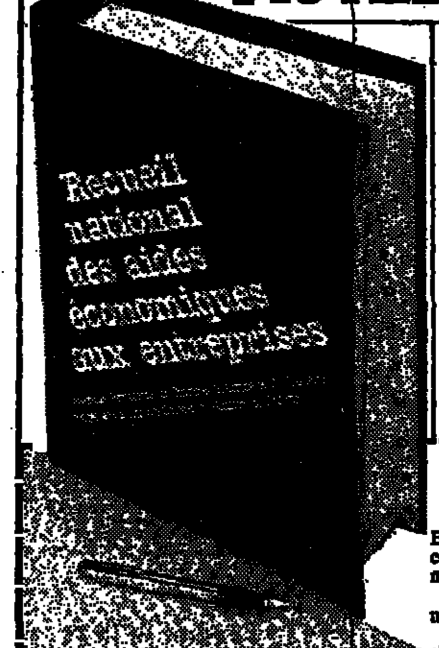
L'intérêt de cette opération, expliquent les dirigeants de Soparem, est d'assurer au chef d'entreprise une diversification de son patrimoine tout en permettant la « *sortie* » d'un actionnaire minoritaire, voire de régler un problème de droits de succession. L'investisseur, de son côté, peut être tenté par cette structure, qui repose sur des entreprises de moyenne importance, certes, mais aux perspectives de développement souvent beaucoup plus rapides que pour d'autres sociétés d'une autre envergure.

En outre, Soparem vient de se voir accorder le report d'imposition de la taxation des plus-values (pour les chefs d'entreprise détenant, avec leur famille, plus de 25 % du capital de leur affaire) lors de l'apport de leurs titres à cette société. Ce report d'imposition est valable jusqu'à la date de négociabilité des titres Soparem en Bourse et, au plus tard, pour une durée de quatre ans.

D'ores et déjà, sept entreprises ont donné leur accord pour participer à Soparem, seule structure, selon eux, qui puisse leur permettre de sortir de l'isolement financier où ils se trouvent encore cantonnés.

AIDES AUX ENTREPRISES

140 AIDES, LESQUELLES POUR VOUS ?



Quelles aides pour votre entreprise ?

Prêts, subventions, avances, remises... Votre entreprise peut bénéficier des aides de l'Etat. A condition de les connaître bien sûr. Pour vous y aider, voici un nouveau guide, complet et actualisé en permanence : "le Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises", réalisé sous le patronage de l'APCCI avec le concours financier du Ministère de l'Industrie.

140 aides, lesquelles pour vous ?

Le saviez-vous ? plus de 140 aides sont à votre disposition. Pour reconnaître celles qui vous concernent, chacune est référencée dans ce guide sous forme de feuillets. Ainsi, vous avez sous les yeux : la définition de l'aide, ses objectifs, ses bénéficiaires, ses conditions d'éligibilité, les organismes concernés, les textes et documents de référence. Et pour encore simplifier les recherches, les feuillets sont regroupés par chapitre avec tableaux récapitulatifs.

Un guide mis à jour en permanence.

Autre avantage, votre guide est mis à jour en permanence grâce à des envois systématiques suivant les nouvelles lois, les nouveaux règlements, et même les textes internes à l'administration.

Aujourd'hui, "le Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises" est un outil indispensable pour tirer le meilleur parti de la conjoncture. Accompagné de son répertoire référençant 1200 adresses d'organismes publics, tant au niveau national que régional, cet ouvrage ne coûte que 800 F H.T. avec six mois d'actualisation gratuite.

Demandez le vôtre en renvoyant le bon ci-dessous, ou téléphonez à Jacqueline Risbec au (1) 268 09 73 si vous désirez de plus amples informations.

RECUEIL NATIONAL DES AIDES ECONOMIQUES AUX ENTREPRISES
Editions Adhésion
11, rue La Boétie - 75008 Paris (1) 268 09 73

BON DE COMMANDE

à renvoyer à : Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises - 11 rue La Boétie - 75008 Paris

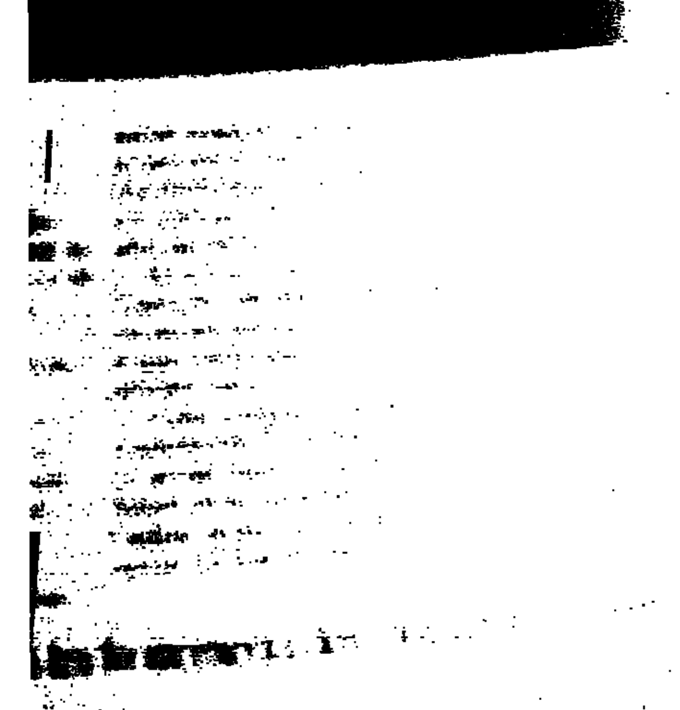
Je désire recevoir "Le Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises" au prix de 800 F H.T. frais de port inclus (soit 856 F TTC), comprenant : le recueil lui-même, le répertoire d'adresses, et 6 mois de mise à jour permanente gratuite.

Je vous règlerai à réception de facture afin que vous puissiez m'envoyer le document complet.

J'ai noté qu'il me sera ensuite possible de souscrire, si je le désire, un abonnement annuel pour une mise à jour permanente.

Nom : ____
Société : ____ Activité : ____
Adresse : ____
____ Code postal : ____ Tél. : ____

M 11



isa
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

18 mois
de formation intensive
au «management» des entreprises

- En France, dans le cadre d'un programme du même type que ceux des meilleurs M.B.A.,
- offrant de larges possibilités d'échanges avec d'autres «business schools» réputées en Europe, en Asie et en Amérique,
- avec le concours d'un corps professoral à la notoriété internationale,
- pour une promotion composée de jeunes cadres et de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de toutes disciplines et origines professionnelles, rigoureusement sélectionnés sur leurs qualités personnelles et leur potentiel.

Date limite de dépôt des candidatures pour la première session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1983 : LUNDI 29 NOV. 1982

Réunions d'information avec d'anciens I.S.A. à:
PARIS - mardi 9 nov. - 18h30 - Sofitel Bourbon - 32, r. St Dominique (7e)
STRASBOURG - mardi 9 nov. - 18 h 30 - Holiday Inn - 20, pl. de Bordeaux
LYON - lundi 15 nov. - 18 h 30 - Sofitel - 20, quai Gailleton
NANCY - mardi 16 nov. - 18 h 30 - Frantel - 11, r. R. Poincaré
NANTES - mardi 7 déc. - 18 h 30 - Frantel - r. du Dr. Zamenhoff

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS – TÉL. (3) 956.80.00 POSTE 476.
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFC).
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation retournez-nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom..
Rue.................................... N°..........
Code postal.................... Ville....................
Diplômes..
Expérience professionnelle..

Le monde de l'économie

La colère des professions libérales

(Suite de la page 21.)

Comble de tout, le gouvernement a institué une nouvelle taxe (sur les frais de congrès) *qui pénalise notre recyclage.* »

Au moment où leurs charges augmentent, les membres des professions libérales ont également mal accepté le blocage de leurs honoraires. Un blocage qui, dans certains cas, dure depuis plus de quatre mois. « *Le tarif de la consultation du médecin généraliste n'a pas bougé depuis juillet 1981*, constate M. Monnot président de la Confédération nationale des professions de santé. *Il est de 55 francs. Or sur ces 55 francs, le généraliste ne touche guère plus de 27,50 francs, une fois qu'il s'est acquitté de toutes ses charges.* » Le cas des médecins est extrême, certes, mais les syndicats soulignent également les difficultés rencontrées par d'autres professionnels comme les architectes dont les charges absorbent environ deux tiers des recettes.

Une manifestation politique

Ces difficultés matérielles ont sans aucun doute mobilisé une grande partie des manifestants, le 30 septembre dernier. « *Ce qui nous a frappés au cours de cette journée de protestation*, constate M. Salmon, secrétaire général de l'UNAPL, *c'est la très forte participation des jeunes. Or ce sont eux qui sont le plus touchés par la crise.* »

Mais certains projets de la majorité actuelle ont également contribué à faire descendre dans la rue des professionnels qui n'avaient pas l'habitude de le faire. La volonté du gouvernement de créer en médecine des centres de soins intégrés, en architecture des ateliers publics, les déclarations de MM. Fabius et Delors accusant « *la rémunération au pourcentage d'être l'une des causes structurelles de l'inflation* », leurs propos sur « *les rentes de situation dont jouissent certaines professions fermées* » (notaires, syndics de faillite), ont incontestablement indisposé une partie des membres des professions libérales, réputés conservateurs.

Leur mécontentement s'est d'ailleurs traduit par la radicalisation, depuis le 10 mai 1981, d'un certain mouvement et l'apparition d'une nouvelle forme de contestation. Les chambres des professions libérales qui s'étaient prononcées, entre les deux tours des élections présidentielles, en faveur de M. Giscard d'Estaing ne perdent pas une occasion de manifester leur exaspération à l'égard du gouvernement. Elles qui n'étaient jamais descendues dans la rue, sous le gouvernement précédent, défilent aujourd'hui beoucoup. que ce soit aux côtés du Syndicat national des petites et moyennes industries ou derrière l'UNAPL.

La thèse qu'elles défendent est simple : la majorité actuelle veut la mort des professions libérales et d'une façon plus générale de la libre entreprise. Apparemment le message passe. Les chambres revendiquent aujourd'hui cent mille membres et affirment que les adhésions ont beaucoup augmenté depuis le 10 mai 1981.

Autre signe d'une certaine radicalisation au sein des professions libérales : l'apparition de Solidarité médicale, association créée en octobre 1981 par le professeur Bernard Debré pour « *lutter contre la suppression de la médecine libérale et l'étatisation des soins* ». « *Nous voulons*, explique le professeur Debré, *coordonner la mauvaise humeur actuelle et définir une autre politique sanitaire, qui, je l'espère, sera adoptée par l'opposition.* » L'idée en a séduit plus d'un. En un an, Solidarité médicale a réussi à regrouper plusieurs milliers d'adhérents appartenant à soixante-dix-sept syndicats différents.

Les dirigeants de l'UNAPL, en revanche, qui revendiquent deux cent mille adhérents, se défendent absolument de vouloir politiser leur mouvement. « *Même si certains projets gouvernementaux nous inquiètent*, affirment le docteur Beaupère et M. Salmon, *nous mènerons toujours une action strictement syndicale.* » « *D'ailleurs*, rappellent-ils, *l'UNAPL a refusé à toutes les organisations qui avaient pris position contre le gouvernement le droit de manifester à ses côtés le 30 septembre dernier.* »

Sans doute. Mais, à la base même du syndicat, on semble moins soucieux de rester sur un plan strictement syndical. Plusieurs slogans politiques : « *Fabius minus !* », « *Ralite à Moscou !* », « *Les charlots au boulot !* », ont jailli spontanément dans les rangs de l'UNAPL, au cours de cette fameuse manifestation. Une manifestation qui devait pourtant demeurer silencieuse.

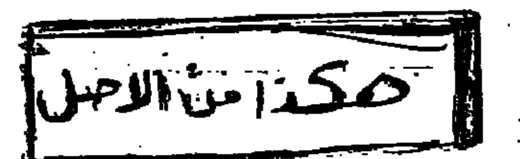
Une volonté de réformes

Alors, politique, le mouvement de protestation des professions libérales ? Bien sûr, répondent certains syndicats résolument ancrés à gauche. L'Union syndicale de la médecine, le Syndicat de l'architecture et le Syndicat des avocats de France, qui affirment représenter environ un tiers de leurs professions, ont dénoncé avec vigueur le « *caractère néo-poujadiste et corporatiste* » du rassemblement. « *L'étiquette libérale*, estiment-ils, *recouvre des réalités parfaitement opposées. Un seul élément pouvait rassembler les manifestants : la volonté de maintenir le système tel qu'il est.* » Les trois syndicats, qui ne nient pas la crise à laquelle sont confrontées leurs professions, pensent que seules des réformes profondes pourront en venir à bout. « *C'est vrai*, reconnaît par exemple M. Soria, membre du Syndicat de l'architecture, *que la profession compte un nombre de chômeurs impressionnant. Et pourtant, la France est l'un des pays européens qui a le moins d'architectes.* ». « *C'est vrai aussi*, dit-il, *que la grande majorité des professionnels ont de faibles revenus. Mais ce n'est pas en allégeant leurs charges, par exemple, qu'on résoudra les problèmes. Car les problèmes sont ailleurs. Ils viennent du sous-développement de certains secteurs, comme celui de l'urbanisme, de la mauvaise répartition des commandes au sein de la profession, du type de rémunération, qui permet de gagner beaucoup d'argent sur de grosses opérations et très peu sur de petits travaux.* » Pour remédier à la crise actuelle, le Syndicat de l'architecture propose la création d'un grand service public de l'urbanisme et de l'architecture, et le développement parallèle de multiples formes d'exercice privé. « *On peut très bien concevoir*, affirme M. Soria, *une spécialisation des architectes par marchés, certains s'occupant de maisons individuelles, d'autres de locaux industriels, etc.* »

Cette volonté de réformes, on la retrouve aussi chez certains médecins. Le docteur Petel exerce à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) depuis cinq ans dans un cabinet qu'il a acheté avec deux confrères. Aujourd'hui, il gagne 5 000 francs nets par mois pour trente-cinq heures de travail hebdomadaire. Militant à l'Union syndicale de la médecine, il dénonce les conditions d'exercice actuelles : « *Le paiement à l'acte*, dit-il, *est fondamentalement mauvais. Premier inconvénient : il pousse le médecin qui veut s'assurer des revenus décents à multiplier les consultations et donc à consacrer très peu de temps à chaque malade. Aujourd'hui, la moyenne de travail hebdomadaire d'un généraliste est de cinquante-huit heures. C'est beaucoup trop. Deuxième inconvénient : le système ne permet de développer ni la prévention ni la formation continue des médecins.* » « *Pour remédier à ces carences*, dit le docteur Petel, *il faudrait remplacer le paiement à l'acte par un autre type de rémunération. Une rémunération forfaitaire par exemple, qui couvrirait l'ensemble des activités du cabinet.* »

Toutes ces réformes ont incontestablement la faveur du gouvernement, puisqu'elles figuraient pour la plupart dans le programme électoral de M. Mitterrand. Mais, soucieux de ne pas heurter de front les professions libérales, celui-ci est resté jusqu'à présent très prudent. C'est pourquoi il comprend mal aujourd'hui l'accès de mauvaise humeur de certains syndicats qu'il pensait avoir ménagés.

FRANÇOISE FRESSOZ.



هكذا من الأصل

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

● L'OCCIDENT EST NU

Lionel TACCOEN.

Au départ, nous trouvons le recul de la violence, si bien décrit par J.-C. Chesnais et encore confirmé récemment par l'émotion causée en Occident par les événements de Beyrouth, qui, naguère, n'auraient mérité que quelques lignes.

Cependant, les violences passées, même anciennes, des Européens ne sont pas oubliées pour autant. Et nous en arrivons au grand phénomène, presque complémentaire : celui des mégapoles, les villes du tiers-monde, en évitant, le plus possible, le préfixe « bidon ». Sautant, non sans angoisse, de Mexico à Calcutta, du Caire à Sao-Paulo, nous voyons s'accumuler l'affliction, le drame ; seulement ces masses sont des moteurs. Leur avenir est inconnu, mais lourd de ses propres forces. Il y a plus : non seulement cette accumulation sans précédent est jugée ici de façon combien plus bienveillante que selon l'usage, mais c'était ou c'est, est-il dit, la solution la plus productive, au point que « l'économie réalisée est sans commune mesure avec les dons de l'Occident ». Un rappel, un peu inopiné, des événements d'Irlande au dix-neuvième siècle est suivi de vues sur la Chine et ses récentes semi-famines, et sur l'Inde, pauvre d'écus, mais riche de science. Les grands pays de demain sont hors d'Europe. En face, pour un Occident désarmé et fatigué, fermer les frontières serait un geste mortel, de sorte que le combat est partout.

Nous en restons malheureusement là et presque rien ne nous est dit sur les migrations massives en puissance qu'annoncent les différences de pressions et dépressions démographiques — mesurées, de façon impitoyable, par les démographes des Nations unies — sur le siècle qui vient.

Une étonnante effervescence qui laisse à chacun le soin de conclure.

Bibliographie par chapitre.

★ Flammarion, Paris, 1982. 20 cm, 302 pages.

● UNE MONNAIE POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Charles WARIN.

Comme toutes les choses qui ne vont pas, elle est à l'ordre du jour, la monnaie : les roues bien graissées restent silencieuses. A la base de cet ouvrage d'un ingénieur, disparu depuis sa rédaction, nous retrouvons une idée naguère caressée par P. Mendès France : la monnaie internationale, assise sur ce que l'on appellerait aujourd'hui un panier de matières premières. On ne peut certes parler d'utopie, en dépit du classique souci du menu détail, en vue de cristalliser l'idée et de convaincre. Et c'est dans cet esprit que reviennent constamment, même lors de la pose du dernier boulon, les arguments de l'exposé des motifs.

La composition de ce panier, qui serait géré par une *Caisse internationale des matières premières*, n'est pas précisée, mais un tableau donne la consommation mondiale de vingt-six matières premières, en quantité et en valeur. Il aurait été utile de préciser la définition de chacune ou, du moins, de souligner la nécessité de cette précision. Comme, si souvent, est un peu perdu de vue que la monnaie est un pouvoir (« battre monnaie ») et que, par suite, asseoir la monnaie sur un gage réel diminue fortement ce pouvoir.

Comment, d'autre part, l'étalon matières satisferait-il, comme l'auteur semble le penser, les revendications des 77, à savoir la stabilisation de chacune d'elles à des cours rémunérateurs ? Nous sommes également quelque peu sceptiques, lorsque nous voyons les balances des paiements des pays pauvres s'équilibrer par l'intérêt négatif, acquitté automatiquement par les pays riches. Nous retrouvons, en cette occasion, l'inévitable terme « harmonieux ».

Le désir de mieux a poussé logiquement l'auteur à appuyer l'idée d'impôt mondial. C'est une autre question et c'est quelque peu confondre le rôle de M. Delors et celui de M. Fabius.

★ Club Humaniste, Paris 1982. 23 cm, 198 pages.

● LE TIERS-MONDE ET L'UNITÉ EUROPÉENNE

Guido MONTANI.

Dans la collection des textes fédéralistes a paru la traduction (de l'italien) de l'ouvrage de Guido Montani, accompagnée des vues de divers partisans notoires.

Une première partie retrace l'histoire de la colonisation, en adoptant, sans arguments convaincants, la thèse du débouché fatal sur la première guerre mondiale. La décolonisation et le nationalisme africain évoquent le *Risorgimento*, mais un parallèle est établi aussi avec l'émancipation de l'Amérique latine, aux frontières si peu soucieuses des anciennes subdivisions des empires indigènes...

La seconde partie nous met en face des problèmes du tiers-monde. La Charte des Nations unies et la division trop poussée des Etats favorisent les multinationales. L'unité, si souhaitable en tout état de cause, aurait l'avantage de faciliter la tâche prioritaire qu'est la formation des hommes.

De ce souci, nous passons vite à l'idée d'une monnaie unique, internationale, qui supprimerait les problèmes de balance des paiements. S'ils ne se posent pas, en effet, entre la Pennsylvanie et l'Ohio, c'est que le pouvoir est au-dessus. Nous en arrivons donc logiquement au gouvernement mondial, sans allusion, toutefois, à l'Union soviétique, ni à la Chine.

Ces vues idéalistes, encore que bien « classiques », du professeur de Pavie, sont suivies de textes, déjà anciens, mais significatifs, de trois fédéralistes de renom : Léopold S. Senghor, d'une ironie souriante et indulgente, à l'égard de la naissante C.E.E. (un siècle serait-il passé en une génération ?), Kwame Nkrumah et Julius R. Nyerere, le plus concret sans doute.

Viennent ensuite des textes, plus récents, d'Européens : M. Albertini, toujours clairvoyant, et A. Spinelli, puis ceux du regretté M. Guernier et de Claude Cheysson, tous deux aux vues optimistes sur les médications indolores et productives, rappelant étrangement, à l'échelon mondial, celles qui ont été exprimées en France, dans les années 30, lors de l'éclosion des « plans ».

A tout le moins, un grand sujet de réflexion, qui appelle des études plus profondes.

★ Fédérop, Lyon 1982. 20,5 cm, 191 pages.

● LES STRUCTURES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE NOIRE

Gérard GRELLET.

Elle est mal partie, l'Afrique, disait, il y a une vingtaine d'années, René Dumont, en dénonçant des symptômes et des comportements, qui se retrouvent, dramatiquement, ici. Schéma assez simple : une forte majorité de paysans (supérieure à 80 %, dans 18 pays), très peu instruits, bien mal outillés, est exploitée dans le sens péjoratif du terme, par le secteur administratif, par la ville, (dont le poids s'accroît constamment) et par les compagnies étrangères. En renfort d'infortune : faiblesse des investissements, déboisement et dégradation des sols. Tombée, au début, dans le piège de l'« industrie lourde libératrice », (700 000 tonnes d'acier avaient été prévues au Mali, alors que la consommation ne dépasse pas 60 000 tonnes) l'industrie lourde souffre, en outre, de graves insuffisances techniques.

Les pays socialistes n'ont pas mieux réussi que les autres : une description édifiante est donnée de l'expérience Nkrumah, au Ghana.

Que faut-il faire ? Insuffisante, la politique libérale, même appuyée sur les deux Lomé et sur une aide européenne. Quant à la politique « autocentrée », qui a les préférences de l'auteur, elle vise, en priorité, la couverture des besoins essentiels et une réduction de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Pour atteindre ces objectifs, la politique de l'emploi doit aider, en priorité, agriculteurs et vie rurale, ce qui conduirait à tailler largement dans les dépenses administratives. N'est-ce pas, peut-on craindre, attacher le grelot au cou du chat ?

La conclusion nous laisse quelque peu incertains : pour augmenter le revenu national, l'Afrique noire ne peut compter, est-il dit, que sur l'industrie, mais l'étroitesse des marchés de nombreux pays est un obstacle à l'industrialisation.

Peut-être, cette opposition traduit-elle un pessimisme excessif, que ne semble pas partager Pierre Gourou. Quoiqu'il en soit, elle conduit le professeur de Nantes et de l'IEDES à un pronostic sévère : croissance du déficit alimentaire, au rythme de 1 ou 2 % par an et destruction progressive des sols.

Peut-être eût-il été utile d'observer que, contrairement à une solide apparence, ces pays de faible densité sont en moins bonne situation que d'autres, fortement peuplés. Les vues de Mme E. Boserup pourraient donc suggérer des conclusions un peu moins sombres.

★ Editions Tiers-Monde et IEDES, Paris 1982. 23,5 cm, 179 pages.

● PRÉVISION ET ANALYSE ÉCONOMIQUE. LA PRÉVISION MACROÉCONOMIQUE : PERFORMANCES ET LIMITES

Raymond COURBIS et divers.

Ce cahier, si opportun, du GAMA met l'accent sur une question souvent posée : sans prévision, quelle est la portée de la science économique ?

Le plus souvent, ne sont rappelées, après coup, que les prévisions réalisées. Ici, nous passons tout en revue, les annonces et les modèles, allant de la Wharton à la Chase, en passant par le BIPE et la Direction française de la prévision. Dans l'ensemble, le bilan est loin d'être négatif. Saluons avec satisfaction, l'attention accordée, par l'auteur, au rôle du *jugement*, si souvent rejeté, au nom d'une rigueur apparente.

Divers articles suivant la remarquable présentation du pionnier Courbis, mais nous devons regretter que deux d'entre eux ne soient pas en français, dont un venant de l'O.C.D.E.

★ Economica, Cahiers du GAMA, novembre-décembre 1981. Paris 1982. — 24 cm. 198 pages.

CLASSEURS DE PLANS : la mémoire qui s'ouvre en son milieu

GRAPHITHEQUE ROUGET
le classement de plans intelligent.

PUBLICIS MEDITERRANEE

CORRESPONDANCE

Ordonnance de non-lieu à la suite d'un krach

A la suite de l'article que nous avons publié dans « le Monde de l'économie » du 12 octobre 1982, sous le titre « Le krach de 1974-1975 », il s'agissait de l'effondrement du marché du sucre à la Bourse de commerce de Paris, nous avons reçu, de M. Maurice Nataf, la lettre suivante :

« Une confusion est généralement commise dans le milieu de la presse entre ce que l'on a coutume d'appeler le « krach des sucres » et le contentieux pénal relatif à la Bourse de commerce en général.

» Il est exact qu'à la suite du « krach », j'ai fait l'objet d'une radiation de la Compagnie des commissaires agréés par décision de cet organisme. Mais il est inexact de prétendre que j'ai laissé derrière moi un passif de plusieurs millions de francs, puisque, en vertu de la transaction à laquelle fait allusion le chroniqueur, il a été précisément possible d'apurer ledit passif.

» Cela a également permis à mon syndic, Mᵉ Ferrari, de m'écrire le 9 août 1977, une lettre dont vous trouverez sous ce pli copie disant : « Je vous confirme » que votre concordat ayant été » homologué par jugement en » date du 27 juillet 1977, vous » êtes remis à la tête de vos » affaires. »

» De plus, si consécutivement au « krach » des instances pénales ont vu le jour, elles se sont toutes terminées par des ordonnances de non-lieu.

» Celle me concernant ayant été prononcée au mois de juin 1982.

» S'il subsiste à l'instruction des dossiers, ceux-ci ne sont pas nécessairement liés au « krach de 1974 ».

» Ils mettent aussi bien en cause l'institution telle qu'elle fonctionnait avant le « krach » qu'après et malgré les réformes promues par les pouvoirs publics à la suite de celui-ci. »

LE NOUVEAU CANON NP 125 : UN CHAMPION.

Jusqu'à maintenant, seuls les grands modèles de copieurs offraient une gamme complète de fonctions. Et qui dit grand modèle dit prix élevé. Mais Canon a mis fin à cela avec le nouveau NP 125 : il ressemble à un mini copieur classique, et ne coûte pas plus cher. Pourtant, les autres mini copieurs ne peuvent pas copier sur lui...

Il agrandit. Vous agrandissez de 20% en 20% jusqu'au format désiré.

Il réduit. Avec le NP 125 vous pouvez réduire des documents de A3 à A4 et de B4 à A4.

Il vous fait faire des économies. Pour la plupart des copieurs, c'est la chaleur qui permet à l'image de se fixer sur le papier ; le NP 125, lui, utilise un procédé à froid : vous réalisez jusqu'à 50% d'économie d'énergie.

Il sort des copies instantanées. Silencieux en position d'attente, le NP 125 est toujours prêt à fonctionner, sans préchauffage. Les copies sortent instantanément.

Le NP 125 répond parfaitement aux besoins des petites sociétés. Il fait gagner du temps et de l'argent aux grandes en leur permettant de décentraliser leur service de copie.

Le nouveau Canon NP 125. Les performances d'un grand copieur pour le prix d'un petit.

Pour tout renseignement sur ☐ le NP 125 ☐ les autres Copieurs Canon, veuillez vous adresser comme suit : France : Canon France S.A., 93154 Le Blanc Mesnil Cedex. Tél. : 01 865 4223. Suisse : Walter Rentsch S.A., Industriestrasse 12, CH-8350 Dietlikon. Tél. 01 833 36 36. Belgique : Canon Copieurs Belgium S.A., 33 Blvd. du Midi, 1000 Bruxelles. Tél. 02 513 29 86. Pour les autres pays européens : Canon Europa N.V., P.O. Box 7907, 1008 AC Amsterdam, Pays-Bas.

Nom : 45
Société :
Adresse :
Tél :

Canon Photocopieurs

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56,45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48,00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31.00	36,45
AGENDA	31.00	36.45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur général de pmi — 350.000 F

Strasbourg - Cette PMI située dans la région de Strasbourg et réalisant environ 150 millions de francs de chiffre d'affaires en France et à l'exportation, appartient à un groupe agro-alimentaire leader sur son marché. Elle recherche un directeur général qui assurera la pleine responsabilité de la société, avec un souci permanent de coordination à tous les niveaux. Essentiellement gestionnaire, il sera directement impliqué dans l'organisation administrative, commerciale et financière de l'entreprise et le suivi de sa rentabilité, et attachera une importance particulière aux relations humaines. Les fonctions Ventes et Techniques, qu'il supervisera évidemment aussi, l'absorberont moins en raison de l'appui du groupe. Nous recherchons un homme de plus de 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de gestion, Agro, etc...) parlant bien l'allemand, et ayant impérativement une expérience de direction générale, éventuellement comme adjoint, dans une PME industrielle. Nous proposons une rémunération élevée qui pourra dépasser 350.000 francs. Ecrire à D. HATT. Réf. A/6157M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur de département — 290.000 F

Une importante SSCI aux activités très diversifiées, connaissant un fort taux de croissance, recherche un *Directeur de Département*. Il aura un triple rôle de développement commercial, suivi technique des projets, animation d'une équipe d'une trentaine d'ingénieurs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, *ingénieur diplômé*, ayant une solide expérience de l'informatique temps réel dans des domaines proches des systèmes d'armes, des bancs de contrôle et d'essais, etc... Il doit posséder un tempérament d'homme *de développement et de négociation ainsi qu'une réelle motivation* pour les activités de conseil et de service. Les structures de la société permettront au candidat retenu d'exercer de réelles responsabilités au plan technique, au plan humain, comme au plan de la réalisation de ses objectifs de chiffre d'affaires, dans un environnement dynamique résolument tourné vers la recherche de nouveaux créneaux de développement. La rémunération de l'ordre de 290.000 francs sera fonction de l'expérience du candidat et comprendra une part d'intéressement. Poste basé proche banlieue Ouest. Déplacements de courte durée à prévoir. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Réf. B/5776M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SEDIS (GROUPE PEUGEOT)

1050 personnes - 210 MF

L'UN DES PLUS IMPORTANTS FABRICANTS MONDIAUX DE CHAINES MECANIQUES DE PRECISION rech. à LEVALLOIS (92) pour sa Division « INDUSTRIES » le

DIRECTEUR DES VENTES INDUSTRIES France & Etranger

Dépendant du Directeur de Division. RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DES VENTES FRANCE + EXPORT (et de la marge correspondante) DES CHAINES POUR L'INDUSTRIE (sauf Véhicules) • Etudes de marché • Objectifs annuels en accord avec la Direction • VENTES DIRECTES en France et à l'Etranger : 1re monte et animation des équipes de vente • VENTES aux DISTRIBUTEURS France : supervision, animation et développement de ce réseau • Animation des Etablissements commerciaux et du réseau d'Agents à l'Etranger.

INDISPENSABLE

- INGENIEUR diplômé (mécanique)
- ANGLAIS COURANT. (Allemand apprécié)
- EXPERIENCE (8/10 ans mini) VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS en FRANCE ET A L'EXPORT
- HOMME DE TERRAIN ET D'ANIMATION. disponible pour déplacements Province + Etranger.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 4936 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

DIRECTEUR JURIDIQUE — paris

UN GRAND GROUPE FRANCAIS DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE (produits frais) 3,5 MILLIARDS DE CA, 3600 PERSONNES, 40 ETABLISSEMENTS, recherche son DIRECTEUR JURIDIQUE.

Directement rattaché au Directeur Administratif, il aura pour responsabilité:
▶de vérifier en permanence que les engagements pris par le groupe soient conformes à la législation en vigueur, en particulier dans les domaines suivants : droit des sociétés, droit commercial, droit fiscal, règlementations douanières, règlementations des transports et des assurances, législation sociale,
▶de conseiller l'ensemble des services et des établissements sur le respect des obligations légales,
▶de prendre en charge les dossiers contentieux et de suivre les actions en justice avec l'assistance éventuelle de conseils extérieurs.

Le candidat recherché aura acquis, après des études supérieures juridiques, une expérience de 10 à 15 ans dans les domaines ci-dessus, soit en entreprise, soit dans un cabinet.
Ses compétences techniques, associées à un goût pour le dialogue, lui permettront de jouer **son rôle de conseiller interne** auprès des responsables opérationnels dans une structure de groupe très décentralisée.
Le poste est à pourvoir à Paris, et comporte quelques brefs déplacements en province.

Adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite, d'une photo et de la rémunération souhaitée s/réf. 40214 à *Projets Publicité* 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre. Discrétion absolue et réponse assurées.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL ET EUROPÉEN
recherche pour PARIS

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Principal interlocuteur de la Direction Générale, ses responsabilités seront celles d'une Direction Financière au sens le plus large (Comptabilité Générale et Analytique, Trésorerie, Relations Bancaires, Budget et Forecast, Contrôle de Gestion, Reporting). S'y ajouteront la gestion informatique, le personnel, le juridique et les services généraux.
Une expérience dans un groupe international et la connaissance parfaite de l'anglais sont nécessaires pour la réussite dans ce poste.

Disponibilité rapide.

Env. C.V. détaillé, prét. et photo ss nº 7.243 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Holding Transport à Paris recherche son :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

35 ans environ, il sera responsable, entre autres, des assurances, de l'Audit interne, et des affaires juridiques de la société.
Anglais indispensable, allemand souhaité, déplacements fréquents, mais de courte durée.

Env. C.V. et prétent. sous nº T 036.694 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Cie aérienne spécialisée vers le Moyen-Orient cherche
DIRECTEUR des VENTES PASSAGES
ayant au moins 10 ans d'expér. dans ce domaine ou 5 ans d'expér. dans un poste similaire.
Bilingue franç/angl.
Ecrire sous le nº 248.322 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

directeur de production

PARIS SUD

Nous sommes la filiale d'un Groupe multinational américain de grande notoriété.
Notre activité : l'Instrumentation Electronique.
Nous recherchons notre Directeur de Production.
Celui-ci, rattaché à notre PDG, supervisera :
• la fabrication • méthodes • l'ordonnancement-lancement • l'approvisionnement • etc.
Le candidat retenu sera Ingénieur de formation (Grandes Ecoles, AM, etc...). Il sera reconnu et accepté pour ses compétences dans les fonctions qu'il supervisera. Par ailleurs, il aura déjà acquis une expérience de nature similaire si possible dans un domaine lié à l'Electronique ou l'Electromécanique. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, sous référence BG 15 au conseil à qui nous avons confié cette recherche.

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

Organisation et Publicité

Groupe diversifié
recherche
pour sa filiale de CAEN

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Qualités requises :
- Animateur d'équipe ;
- Organisateur
- Gestionnaire.

Formation souhaitée :
- Ecoles supérieures de commerce ;
- Instituts d'études politiques.

Age : 40-45 ans.

Adresser C.V. à LA PUBLICITÉ FRANÇAISE, 23-27, av. de Neuilly, 75116 PARIS. Sous réf. 20.769 à préciser sur l'enveloppe, qui transmettra.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

ENSEIGNEMENT COTE-D'IVOIRE - YAMOUSSOUKRO I.N.S.E.T.

(Institut National Supérieur de l'Enseignement Technique)

Ouvrira en septembre 83, 3 Grandes Ecoles sur son nouveau campus de Yamoussoukro (140.000 m² construits).

Recherchons candidatures de :
- DOCTEURS D'ÉTAT
- MAITRES-ASSISTANTS
- AGRÉGÉS
- PROFESSEURS E.N.S.A.M.
- P.T.

en mécanique, électricité, métallurgie, énergétique, génie chimique.

Détachement éducation nationale avec avantages expatriement, logement et mobilier fournis.

Envoyer C.V. + photo à :
DEL. I.N.S.E.T.
155, avenue de Wagram, PARIS (17e).

Société Française de Conseil en Management de première importance et de notoriété internationale

Aide à la maîtrise de l'évolution des entreprises par l'innovation et le transfert de technologie

recherche, pour participer à son expansion internationale

Directeur Recrutement International

Dans le cadre des objectifs de l'Entreprise, il lui sera confié une double mission :
Rechercher et choisir des professionnels de haut niveau hiérarchique, français expatriables ou étrangers.
Créer et animer des antennes dans des pays étrangers en fonction de l'existence de besoins constants ou de leurs fortes potentialités de développement.

Cette importante fonction conviendrait plus particulièrement à un homme d'entreprise justifiant d'une formation Grandes Ecoles Commerciales ou Ingénieurs, Sciences Humaines ... et d'une solide connaissance du milieu industriel et des différents secteurs d'activités. Son expérience professionnelle aura été acquise pour partie au champ international. Ce doit être un homme de relations publiques ayant acquis une bonne maturité humaine et professionnelle.

La pratique de l'anglais est indispensable, l'espagnol est souhaité.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement s.réf. 384 A, par

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 Paris Cédex 15

GRANDE SOCIÉTÉ DE NIVEAU INTERNATIONAL spécialisée dans le matériel électrique et électronique

recherche

DIRECTEUR DE SON USINE DU MIDI DE LA FRANCE

- Agé d'au moins 40 ans, cet ingénieur de Grande Ecole sera responsable d'une entité de production très importante (600 personnes environ et 120 MF de C.A.)
- Rattaché à la Direction Générale, il aura la responsabilité totale de l'activité de cette usine : financière, administrative et technique.
- Son expérience devra avoir comporté des responsabilités similaires dans une entreprise de même activité.
- Sa rémunération sera élevée et fonction de l'expérience acquise.

Envoyer C.V. + photo obligatoire à :
ARCH MANAGEMENT
10, Rue de la Boétie - 75008 PARIS
sous référence 17/82

SWEERTS

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEILS SPÉCIALISÉE EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
Cherche pour un important projet à réaliser en ANGLETERRE

1) UN INGÉNIEUR, chef de projet confirmé, 5 ans d'expérience minimum.
2) DES ANALYSTES PROGRAMMEURS, 2 ans d'expérience minimum.

PROFIL DÉSIRÉ

- Habitude des concepts temps réel.
- Anglais, français écrit et parlé indispensable. Connaissance du FORTRAN, d'un assembleur, d'un moniteur souhaité, ainsi que de bonnes notions hardware.
- Lieu de travail : LONDRES et/ou PARIS.

Ecrire avec C.V. sous nº T 036.540 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

هكذا من الأصل

مكبرة من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

BEI EIB

institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les dix pays membres de la CEE et dans plus de soixante-dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes. Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent en équipes multinationales.
Actuellement la Banque recherche

– pour sa Direction des Finances et de la Trésorerie, Division Informatique:

DEUX INFORMATICIENS DE HAUT NIVEAU: UN RESPONSABLE D'INFO-CENTRE ET SON ADJOINT

En charge:

☐ du data management (inventaire, codification, documentation des données et fichiers);
☐ de la promotion et du support d'outils de "personal computing" tels que:
- APL;
- langages d'interrogation de fichiers (APLDI, ISQL);
- ADRS, "business graphics";
- "document composition facility";
- STAIRS;

☐ de la mise en place de fichiers accessibles par APLDI;
☐ du développement d'applications en APL;
☐ de la maintenance d'applications existantes (soit en APL, soit en COBOL, CICS, DL1) touchant à des activités d'info-centre.

Environnement : IBM 4341/2 8 Mb sous VM/CMS/DOS/VSE.

Connaissances souhaitées:
☐ CMS, APL, COBOL, CICS, DL1, APLDI, ADRS, DCF, STAIRS;
☐ une bonne connaissance des langues française et anglaise est indispensable.

Expérience souhaitée:
☐ 5 à 10 ans en informatique (niveau chef de projet, expérience data management et "personal computing" si possible).

UN CHEF DE SALLE-ORDINATEUR

responsable de l'équipe d'exploitation sur un système IBM 4341/2 8 Mb sous VM-CSM/ DOS-VSE/SNA.

☐ Planification et contrôle des travaux d'exploitation; ☐ contrôle des procédures de sécurité; ☐ interface avec équipe "système"; ☐ interface avec utilisateurs; ☐ contrôle d'un réseau d'une centaine de terminaux.

Connaissances requises: VM, CMS (exec.procedures), DOS/VSE (JCL).
Connaissances en programmation appréciées.
Connaissances des équipements de transmission et de SNA très utiles.

Une bonne connaissance des langues française et anglaise est indispensable.
Expérience requise: 3 à 5 ans d'expérience dans la direction d'une équipe d'exploitation et dans la gestion d'un centre informatique.

Le traitement initial se situera pour une personne mariée, en fonction de la qualification pour: ☐ le responsable d'Info-Centre entre FB 105.000 et FB 120.000; ☐ et son adjoint entre FB 92.000 et FB 105.000; ☐ le chef de salle-ordinateur entre FB 83.000 et FB 97.000, par mois net d'impôt et de contributions sociales. Il sera complété, le cas échéant, par des allocations pour enfants à charge. La Banque offre par ailleurs des avantages sociaux intéressants (régime de pension et caisse de maladie autonomes, allocations scolaires, etc.).

Les intéressés possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priés d'envoyer leur curriculum vitae détaillé et une photographie à la:

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT,
Division Recrutement et Carrières,
100 Bd. Konrad Adenauer,
L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

SAE

dans le cadre de son activité internationale recrute, pour les former, 20 débutants

4 Ingénieurs du BTP
8 Conducteurs de Travaux
8 Techniciens Supérieurs

bilingues anglais, ou prêts à le devenir.

- **La mission :** apprendre le métier de construire à l'Etranger : assister un cadre expérimenté dans la direction d'équipes d'exécution composées de cadres et ouvriers d'origine asiatique pratiquant l'anglais.
- **L'homme :** désireux d'entreprendre, attiré par les salaires élevés et les avantages liés à l'expatriation, motivé par les responsabilités et une promotion rapide.

Adresser votre C.V. sous référence D.B.B. à la Direction du Personnel
S. A. E. 32, avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16

COFAP

Afrique francophone

recherchons

INGÉNIEUR AGRONOME

Pour direction-exploitation de plusieurs ensembles agro-industriels.
Références professionnelles de premier ordre exigées.
Age : environ 40 ans.
Résidence en ville.
Niveau de rémunération correspondant aux références demandées.

Envoyer C.V. avec photo sous nº T 036.683 M : REGIE PRESSE, 85 bis, rue de Réaumur, Paris 2e.

SOCIETE D'INGENIERIE REGION PARISIENNE recherche pour

ARABIE SAOUDITE RIYAHD FORMATEURS

1) ELECTRICIEN AUTO
2) DIESELISTE
3) MOTEURS ESSENCE

– BP ou niveau bac technique
– 10 ans expér. de formation
– Séjour en célibataire

Ecr. avec C.V. à Nº 51088 Contesse Publicité 20 av. Opéra 75040 Paris cedex 01 qui tr.

Sté Électronique à Casablanca

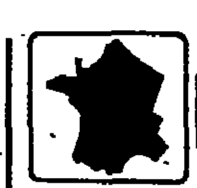
(200 personnes)

recherche

RESPONSABLE FABRICATION

– Formation B.T.S. électronique.
– Expérience exigée : câblage circuits imprimés et faisceaux câbles.

Adresser C.V. + photo + prét. sous le nº T 036.554 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.



emplois régionaux

Etudes et Fabrication
Dowell Schlumberger

RHONE-ALPES

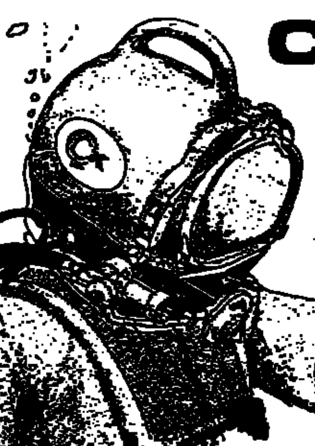
Ingénieur chef de projet CAE, CAO

Aidé d'un puissant software, installé sur Vax, il sera chargé de définir les procédures et de lancer les applications concernant l'aide que l'ordinateur doit apporter aux différents départements.
Nous exigeons un diplôme de grande école, une bonne connaissance de l'anglais. Nous souhaitons un ou deux ans d'expérience sur un équipement utilisant un software 3D.

Nous offrons un travail motivant dans un milieu pluridisciplinaire, d'incontestables possibilités de promotion, un cadre et des conditions de travail agréables.

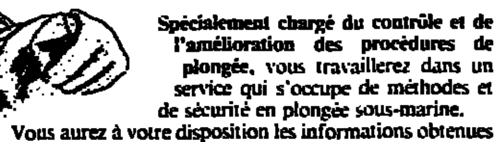
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1646, à Média-System, 93 rue Edouard-Herriot, 69002 Lyon, qui transmettra.

média system



comex

COMEX, leader mondial des travaux sous-marins, réalisant un CA de 1.200 millions de francs avec 2.400 personnes dans le monde, recherche pour son siège à MARSEILLE un



INGENIEUR METHODES & DEVELOPPEMENT

Spécialement chargé du contrôle et de l'amélioration des procédures de plongée, vous travaillerez dans un service qui s'occupe de méthodes et de sécurité en plongée sous-marine.

Vous aurez à votre disposition les informations obtenues par contact direct avec les opérationnels ou le traitement informatisé des rapports de plongée.

A vous d'en effectuer l'analyse et de mettre en évidence tout problème ou besoin nouveau concernant la plongée : tables de décompression, problèmes thermiques du plongeur, etc.

A la suite de quoi, vous menerez des actions de recherche ou de développement pour répondre aux besoins des chantiers.
Vous êtes Ingénieur ou Docteur Es Sciences, une expérience supplémentaire en chantiers offshore serait appréciée.
Vous êtes enthousiaste et êtes vous-même plongeur sportif ou professionnel.
Dans le cadre de cette activité, vous serez appelé à effectuer des déplacements à l'étranger et il est donc indispensable que vous parliez couramment l'anglais.
Une expérience réussie dans ce poste vous ouvrira de larges perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Envoyer C.V. complet + photo sous réf. CS 501 à **COMEX SERVICES Direction du Personnel** 36 Bd des Océans — 13275 Marseille, Cédex 9

AVIS DE RECRUTEMENT D'EXPERTS

LE FONDS NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT
F.N.D. - B.P. 648
NOUAKCHOTT - MAURITANIE
TELEX : (F.N.D) 840 MTN
TÉLÉPHONE : 535-12 ou 533-46.

Porte à la connaissance des personnes intéressées qu'il entend procéder par voie de concours au recrutement de 3 EXPERTS dans les domaines suivants :

- **1 EXPERT EN ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES PROJETS**
- **1 INGÉNIEUR INDUSTRIEL**
- **1 CONSEILLER JURIDIQUE**

Les postulants auxdits emplois doivent répondre aux conditions et critères suivants :

– Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures dans les domaines considérés et justifier d'une expérience de dix ans au moins. Priorité sera donnée aux titulaires d'une expérience des banques de développement, des sociétés d'investissement ou des institutions internationales de développement.
– Justifier d'une parfaite connaissance des langues arabe et française et, si possible, avoir quelques connaissances en anglais.
– Faire parvenir au F.N.D. une demande accompagnée d'un C.V. qui retrace l'identité, le niveau d'études et d'expériences professionnelles ainsi que la description détaillée des fonctions déjà exercées par l'intéressé.
– La date limite de réception des demandes est fixée au 1er DÉCEMBRE 1982.

Toutes les demandes devront être adressées à :
S.N.I.M. - S.E.M., à l'attention du directeur général du F.N.D./NOUAKCHOTT,
5, rue Scribe, 75009 PARIS.

Cette assistance technique est financée sur don du Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe et du Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (F.A.D.E.S.) au Fonds National de Développement de la Mauritanie.

OTAN - BRUXELLES

recherche

Traducteurs Techniques

(marine, aviation, électronique, armements, etc.)

et non Techniques

d'anglais en français.
Sérieuses qualifications et plusieurs années d'expérience de la traduction professionnelle exigées.
Les candidats doivent être ressortissants d'un pays membre de l'Alliance Atlantique, être de langue maternelle française et ne pas avoir dépassé l'âge de 45 ans.
Seuls les postulants remplissant ces conditions recevront réponse et pourront être invités à participer aux épreuves de sélection.
Les lettres de candidature non accompagnées d'un curriculum vitae détaillé ne seront pas prises en considération.
Ecrire au Chef du Recrutement, OTAN,
1110 Bruxelles (Belgique).

Pour compléter son Service de Formation Continue L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS recrute une personne chargée de recherche, gérer et suivre des actions de formation.
Ce poste requiert une expérience de formation, une grande disponibilité, des qualités d'organisation administrative.
Diplôme : niveau maîtrise.
Rémunération nette : 70.000 F an — contrat d'établissement.
Adresser candidature avant le 8 novembre à :
Université d'Orléans,
Service Formation Continue,
45046 ORLÉANS CEDEX.

Importante société française recherche un

INGÉNIEUR CHIMISTE,

débutant ou ayant quelques années d'expérience dans le domaine analytique, pour assister le chef d'un laboratoire spécialisé dans les analyses de minerai nécessaires aux études de traitement, situé dans la région de Limoges.
Il devra posséder une bonne connaissance des analyses chimiques classiques et être capable de maîtriser rapidement des techniques physiques (fluorescence X, absorption atomique, éventuellement, torche à plasma) de plus en plus utilisées en chimie analytique.
Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitée.
Possibilité de déplacements en France et à l'étranger.
Formation souhaitée :
Grande École de chimie.
Ecrire en joignant le C.V. à COGEMA, service administratif, B.P. 1, 87640 RAZES.

La Fédération des œuvres laïques recrute un animateur (trice) danse — temps complet — bonne formation exigée (contemporain). Env. C.V. détaillé à F.O.L. - S.G. B.P. 133, 26 - VALENCE. (75) 42-19-61 av. le 10 nov.

AGENCE TOULOUSAINE DE PUBLICITÉ spécialisée dans la communication agricole, recherche

Un chef de publicité

(3 à 4 années d'expér.).
Anglais souhaité.
Envoyer C.V., photo et prétentions à AGRI COMMUNICATION, 3, RUE PAUL-LAMBERT, 31100 TOULOUSE.

Concours recrutement 2 professeurs, école des beaux arts de Caen, 1 photographe technicien, 1 graphiste. Téléphoner au bureau du Personnel, mairie de Caen : (31) 84-81-25.

CENTRE DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE POUR HANDICAPÉS PHYSIQUES :

recherche : URGENT
1 moniteur technique pour sa formation de

MAGASINIER POLYVALENT

Avec diplômes et 5 ans de pratique minimum dans la responsabilité de magasinier gestionnaire (notions d'informatique souhaitées).
EXIGENCE :
Travail d'équipe, adaptation au milieu de handicapés et à l'activité professionnelle polyvalente.

Adresser C.V. très détaillé à :
Monsieur le DIRECTEUR
DU CENTRE L.A.D.A.P.T.
Saint-Saturnin
72650 LA MILESSE.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Biens d'équipements — Rhône-alpes

Cette filiale française d'un important groupe international, leader mondial sur son marché, conçoit, fabrique et commercialise des biens d'équipements. Elle connaît un fort taux d'expansion et exporte 75 % de son chiffre d'affaires. Son siège est en Rhône-Alpes où se trouve également la Direction des Activités Européennes du groupe. Celle-ci recherche :

Directeur de production — 300.000 F

Il a pour mission d'optimiser à court et moyen termes les moyens industriels d'une unité de 500 personnes, d'améliorer les systèmes et procédures de gestion, de développer le dialogue social. Il anime les services études, méthodes, contrôle de production, achats, fabrication, entretien. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé possédant 7 ans au moins d'expérience de la fabrication et des services connexes (méthodes, gestion production...) acquise de préférence dans le secteur mécanique. Anglais souhaité. *Réf. A/3672M*

Directeur des relations humaines europe — 250.000 F

Il a pour mission : d'une part, d'élaborer, proposer et mettre en œuvre une politique prévisionnelle concernant le personnel et sa gestion au niveau européen et, d'autre part, de définir et d'animer une politique en terme d'information, de communication, de dialogue social. Ce poste s'adresse à un excellent praticien de la fonction, doté d'une formation de généraliste et ayant occupé des responsabilités de personnel dans une unité de production. Il aura une bonne connaissance et, de préférence, une pratique des politiques originales en matière de communication et de conditions de travail. Anglais nécessaire. Réf. A/3673M

Directeur de la qualité europe — 220.000 F

Il a pour mission de définir les normes et procédures concernant la qualité des produits aux différents stades de leur élaboration et d'en contrôler l'application dans les diverses filiales européennes. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé possédant une expérience de plusieurs années acquise dans une fonction assurance qualité. Anglais nécessaire. Réf. A/3675M

Chef de bureau d'études adjoint — 220.000 F

Il assiste le chef du service technique du commercial dans ses différentes missions : définition des règles de conception des projets, contrôle de leur validité, assistance aux agences commerciales pour l'élaboration des propositions complexes, définition du cahier des charges pour le développement des nouveaux produits. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien possédant une expérience d'au moins 4/5 ans en bureau d'études acquise de préférence dans le secteur ingénierie. La connaissance et la pratique de la CAO seraient un atout supplémentaire. Anglais technique lu. Réf. A/3676M

Responsable de zone export — 230.000 F

Il aura pour mission de développer les ventes sur son territoire dans les meilleures conditions de rentabilité, d'animer un réseau de distribution et de rechercher de nouveaux marchés. Il devra, en outre, superviser une force de vente constituée de technico-commerciaux, analyser les problèmes spécifiques des clients, concevoir les solutions techniques adaptées et les négocier. Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien de préférence, possédant une expérience de la vente de biens d'équipements d'au moins 5 ans dont une partie à l'export. Anglais nécessaire. Réf. A/3674M

Responsable administration des ventes export — 200.000 F

Il est le maître d'œuvre de toutes les opérations préparatoires et exécutives de la vente, notamment pour *l'estimation des coûts de transports, la confirmation des engagements de la société, les décisions de facturation*, les expéditions. Ce poste, qui doit voir ses responsabilités élargies à court terme, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur possédant une bonne pratique de l'administration des ventes et du transport acquise de préférence dans une entreprise industrielle commercialisant des produits volumineux à l'exportation. Anglais nécessaire. Réf. A/3677M

Pour tous ces postes, la rémunération sera liée à l'acquis professionnel et au potentiel des candidats retenus et pourra atteindre les sommes indiquées ci-dessus. Ecrire à R. DAUDIN.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (A & M, INSA...)

Filiale d'un des premiers groupes industriels français, notre entreprise (5000 personnes) intervient à l'échelle internationale dans le secteur **électronucléaire.**
Pour renforcer le potentiel d'études et de développement d'une importante Division basée à LYON, nous recherchons de **jeunes ingénieurs débutants.** Chargés de missions d'études mécaniques aux aspects très concrets, ils seront en relation avec les unités techniques internes et avec les sites. Des déplacements en France et à l'étranger sont donc à prévoir, nécessitant une bonne pratique de l'anglais.
La connaissance des structures et des activités de l'entreprise qu'ils pourront ainsi acquérir leur ouvrira de réelles opportunités de carrière.

Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 75096 à notre conseil

MILO M.R.H Place de l'Eglise 06810 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT

Importante société industrielle
filiale d'un des premiers groupes français
leader sur un marché de produits
de conditionnement de très grandes séries,
recherche pour usines 5/600 personnes

GIRONDE réf. A
SAONE-ET-LOIRE réf. B

INGENIEURS CHEFS DE SERVICES FABRICATION

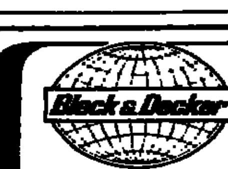
diplômés Centrale, A&M ou équivalent.

Postes stratégiques dépendant du Directeur d'usine pouvant déboucher sur une responsabilité de Direction et nécessitant une dizaine d'années d'expérience à la tête d'ateliers de production employant plusieurs centaines de personnes, dans la transformation des métaux de préférence.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 811 en précisant A ou B à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS.

Emplois et Entreprises



BLACK ET DECKER
NO 1 MONDIAL DE L'OUTILLAGE ELECTRO PORTATIF

recherche pour son siège de LYON

UN COLLABORATEUR SYSTEME

Dans le cadre d'un service informatique d'une vingtaine de personnes et en liaison avec le responsable système, il assurera la mise en exploitation d'applications diverses sur un matériel IBM 4341 sous DOS/VSE dans un environnement CICS, DL 1, VTAM évoluant vers VM.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans environ, justifiant d'une formation supérieure en informatique et présentant nécessairement une première expérience système acquise dans une configuration similaire.

Le dynamisme de la Société qui renforce actuellement sa structure informatique constitue le garant d'une fonction motivante et évolutive.

Ecrire s/réf. 739 avec CV et prétentions à :
BLACK ET DECKER
à l'attention de C. NICOLAZZI BP 0633
69239 LYON Cédex 02.

HAUTE NORMANDIE

Filiale «MATERIAUX - CONSTRUCTION» d'un grand groupe minier français, recherche pour sa nouvelle unité de production, un

CHEF D'ETABLISSEMENT

Dépendant de la Direction Générale, il a autorité sur les fabrications, l'entretien et la structure administrative locale. On cherche pour ce poste un INGENIEUR de production d'au moins 32 ans, diplômé d'une bonne école de formation générale d'ingénieurs de type A.M., bien averti des problèmes d'automatisation et ayant déjà une expérience de production de grande série. L'unité à gérer est très moderne. Elle n'a pas son équivalent en Europe - Effectifs : 60 personnes.

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. HF/CE
CETAGEP 30, av. Amiral Lemonnier
78160 MARLY LE ROI

CETAGEP

GROUPE THOMSON — BONNET - VILLEFRANCHE

recherche

cadre de gestion export — réf 8213

Formation souhaitée : DECS, SUP DE CO. ICG 3 à 6 ans expérience.

Rattaché au chef comptable, il aura en charge les dossiers export. Vente de Biens d'équipement et Chantiers d'installation.

Le candidat devra avoir l'expérience des relations avec la COFACE et les banques. (crédit documentaire, crédit acheteur, caution bancaire, etc...)

- Anglais obligatoire • Sens de la communication
- Possibilité d'avenir • Rémunération attractive.

Merci d'adresser
lettre manuscrite, CV et prét. à
INCA 20 Côte des Chapeliers
26000 VALENCE

CIBA—GEIGY

recherche pour l'une de ses usines de fabrication et de conditionnement de produits chimiques (environ 300 personnes) située près de

MONTPELLIER

INGENIEUR CHEF du CONDITIONNEMENT

Dépendant du Directeur de l'usine, il prendra en charge la gestion et l'animation de plusieurs ateliers (60 à 80 personnes selon les périodes).
Nous demandons une formation d'ingénieur A & M ou équivalent, une bonne connaissance des problèmes d'automatisation, une première expérience en production, éventuellement dans des services fonctionnels, de réelles capacités pour encadrer.

INGENIEUR-PROJETS

Responsable de la mise en place des moyens industriels nécessaires pour faire face à un fort développement, Il sera chargé de l'analyse des besoins, de la constitution de dossiers technico-économiques, de la recherche des fournisseurs, du suivi des chantiers.
L'ingénieur recherché A & M ou équivalent, aura acquis une expérience de plusieurs années de la gestion de projets (engineering, BE, travaux neufs, . . .) faisant appel à des compétences en mécanique, électricité, électronique, génie chimique.

Les perspectives d'évolution à l'intérieur de notre groupe étant fréquentes et variées, nous souhaitons rencontrer pour ces 2 postes des candidats de potentiel, ouverts au dialogue et possédant une personnalité déjà affirmée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, rémunération) à Mme MONTEIL CIBA—GEIGY
Département du Personnel — 2 et 4 rue Lionel Terray — 92506 RUEIL MALMAISON

ETABLISSEMENT DE BOURGOGNE

recherche pour son

SERVICE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Un(e) Jeune Diplômé(e) Electronicien(ne)

BAC + DUT ou BTS électronique

Débutant (e), pour mise en place d'études utilisant des technologies de pointe.

Prière d'adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétent.
à S.A. SEB - Direction du Personnel - 21260 SELONGEY

COFAP

IBM

recherche pour son **CENTRE D'ÉTUDES DE LA GAUDE** près de **NICE**, de jeunes

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

ÉLECTRONICIENS/INFORMATICIENS

GRANDES ÉCOLES, HOMMES OU FEMMES

Ils participeront à des activités de développement et évaluation de produits dans le domaine des **TÉLÉCOMMUNICATIONS** (modems, contrôleurs de communication, microélectronique...)

Outre d'excellentes conditions de travail, la Compagnie offre de larges possibilités de perfectionnement et d'évolution. Les postes à pourvoir peuvent impliquer des stages ou missions de longue durée en France et à l'étranger, notamment aux États-Unis. Ils permettent à des personnalités de valeur, ayant une bonne pratique de la langue anglaise, d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de haut niveau.

Envoyer candidature détaillée à Ph. Rougier - Service du Personnel, IBM France 06610 La Gaude.

Unité industrielle 2000 personnes

INGENIEUR ENTRETIEN ELECTRICITE-AUTOMATISMES

Dans une unité de cette complexité (25 lignes automatisées) qui travaille en feu continu intégral, la fonction entretien est capitale. Les évolutions technologiques récentes, les prochains programmes de développement nécessitent la création d'un poste d'ingénieur entretien «électricité-automatismes».

Rattaché au Chef du service E.T.N. sa mission est double : il anime une équipe de 35 professionnels très qualifiés qui assurent la maintenance des installations. Il étudie les évolutions techniques possibles permettant d'améliorer la productivité. Dans ce domaine sa tâche va de la définition des objectifs à atteindre jusqu'à la rédaction des notices d'entretien.

Pour ce poste, techniquement et humainement très riche, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé (I.N.P.G., E.N.S.E.E.I.H.T...) passionné par la vie industrielle. Son expérience professionnelle (2 à 3 ans) lui a permis de conduire des études techniquement évoluées et de les mettre en oeuvre.

Basé en Haute Normandie (bord de mer) ce poste est évolutif. En effet cette unité est l'une des 9 usines d'une des divisions de l'un des premiers groupes industriels largement diversifiés.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf M 4197 AC à

EGOR INDUSTRIE
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

média-system

هكذا من الأصل

مكبرا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE
leader sur son marché, recherche

l'adjoint
de son directeur commercial

possédant déjà une bonne expérience de la vente grande distribution.
Il démontrera ses aptitudes à gérer mais aussi à animer, à travers un important réseau d'agents multicartes, ce secteur d'activité du Groupe. Le poste est basé à NÎMES. Il implique une grande mobilité.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 911M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

Emplois et Entreprises

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

recherche

LES RESPONSABLES DE SES AGENCES LANGUEDOC-ROUSSILLON ET COTE D'AZUR

La Société réalise dans cette région :
- des programmes de résidences principales en individuel et en collectif ;
- des programmes d'immobilier de loisirs ;
- des lotissements.

Elle recherche des hommes expérimentés pour prendre la responsabilité du développement de ses activités.

Adresser lettre *manuscrite, curriculum vitae, photo* à HAVAS 13100 AIX-EN-PROVENCE - Nº 1839.

Contrôleur de gestion — 200.000 F

Ville universitaire ouest - Dans le cadre de son développement, un important établissement bancaire recherche pour son siège administratif basé dans une grande ville universitaire de l'ouest, le responsable du département contrôle de gestion. Rattaché au directeur financier, et en autorité sur une quinzaine de personnes, il assumera dans une grande autonomie la responsabilité des services comptabilité et contrôle de gestion de l'établissement, avec pour tâches principales la gestion prévisionnelle (tableaux de bord, plans, prix de revient, facturation interne, ...), la comptabilité analytique, la trésorerie, les études comptables, etc... Ce poste ne peut convenir qu'à un praticien confirmé de la finance et de la comptabilité, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCAE ou équivalent) et pouvant justifier d'une expérience de cinq années au moins, acquise dans le contrôle de gestion, de préférence au sein d'un organisme financier. Des connaissances en informatique constitueraient un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs, tiendra compte de la valeur et de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à Chantal DANGEL. Réf. A/1179M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion — 160.000 F

Biens d'équipement industriel - Ce groupe (430 personnes) poursuit dans le secteur de la machine-outil un redressement spectaculaire et prépare le futur en modernisant l'outil de production (50 millions de francs d'investissement prévus sur trois ans). Il renforce l'encadrement et crée le poste de Contrôleur de Gestion pour son unité de Chateaudun, dans l'Eure et Loir. Dépendant du Directeur Financier du groupe et en relation étroite avec le responsable organisation et informatique, il définira les procédures de gestion, élaborera les budgets, les comptes d'exploitation et mettra en place un système de prix de revient usine. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (ESCAE ou ingénieur ayant complété sa formation vers la gestion) possédant une première expérience du contrôle de gestion et de la comptabilité industrielle. Ce poste est évolutif. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 160.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2304M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs de production
dans une entreprise de dimension internationale

grandes écoles et universités...

La communication est actuellement l'enjeu d'une révolution technologique que le groupe CIT ALCATEL entend bien continuer à dominer CIT ALCATEL conçoit et installe des produits et des systèmes à très forte valeur ajoutée technologique : centraux téléphoniques, annuaires électroniques, radiotéléphones, vidéotex, télécom 1... Aujourd'hui, le développement de ses activités internationales l'amène à proposer à des jeunes ingénieurs intéressés par la production des opportunités de carrières dans les domaines suivants.

Petite et moyenne série mécanique.

Généralistes de formation, les ingénieurs que nous souhaitons intégrer dans nos établissements de Pontarlier et Bezons sont débutants. L'ingénieur qui rejoindra notre établissement de Saintes possède une expérience d'environ quatre ans dans une unité de fabrication. Chacun de ces ingénieurs se verra confier l'organisation, la gestion et l'animation des équipes de production.

Circuits imprimés, ensembles câblés électroniques.

Après une formation technique à nos produits, l'ingénieur que nous souhaitons rencontrer se verra confier un poste dans l'un des principaux services de notre établissement : méthodes, gestion informatisée de production, fabrication, contrôle qualité. Ce poste est à pourvoir dans notre unité de Cherbourg.

Les qualités personnelles des candidats et leur connaissance de l'entreprise et de ses produits, leur permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités élargies en France et à l'Etranger. La dimension internationale de nos activités nécessite, bien évidemment, de bonnes connaissances de la langue anglaise.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi, à CIT ALCATEL, Service Recrutement et Orientation, 10, rue Latécoère, 78140 Vélizy-Villacoublay.

Responsable gestion prévisionnelle — La Baule

Une unité de fabrication métallurgique (420 personnes ; 300 millions de chiffre d'affaires), filiale d'un important groupe international, recherche, pour son service financier, le responsable de sa comptabilité budgétaire et prévisionnelle (budget and planning accountant). Rattaché au Directeur Financier, il travaillera en liaison étroite avec les responsables de la comptabilité générale et analytique, et sera principalement chargé de l'élaboration et de la mise en place du budget annuel, du plan quinquennal et des états mensuels prévisionnels. Ce poste, basé près de La Baule, s'adresse à un jeune candidat, âgé de 25 ans au moins, autodidacte ou diplômé, et possédant nécessairement une bonne expérience de la comptabilité anglo-saxonne, acquise de préférence dans un cabinet d'audit international. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client. Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant prétentions. Réf. B/0032M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

IMMOBILIER

GROUPE MAISON FAMILIALE
1er promoteur européen de maison individuelles
59ème entreprise française (classement Expansion)
C.A. 4 milliards de Francs en 81
le 1er à avoir signé un contrat de solidarité avec l'Etat pour la création de 260 emplois.

GROUPE MAISON FAMILIALE profite de la conjoncture immobilière pour :
- *Consolider ses équipes*
- *Optimiser le fonctionnement de ses structures*
- *Se redéployer sélectivement sur tous les créneaux immobiliers.*

Pour mener à bien ces objectifs, nous recherchons des HOMMES ou des FEMMES qui aiment ce métier, qui ont confiance dans ce secteur d'activité, qui sont conscients des mutations profondes qu'il va rencontrer, et qui ont une expérience réussie, mais qu'ils souhaitent voir amplifier, avec des moyens et des responsabilités élargies, soit dans les domaines financiers et de gestion, soit dans les domaines commerciaux et marketing, avec ou non des responsabilités humaines, mais dans tous les cas, avec une obsession de rentabilité et de réussite.

- responsables de programmes
- animateurs des ventes
- auditeurs

Adresser vos candidature et photo s/réf. 1039 à Patrick Leroy
GROUPE MAISON FAMILIALE
1461, avenue du Cateau
59342 CAMBRAI CEDEX.

Nous sommes l'une des plus importantes sociétés françaises spécialisées dans la préfabrication, le montage de la tuyauterie industrielle et la chaudronnerie. Dans le cadre de notre développement et de la diversification de notre activité, nous recherchons :

INGENIEUR CHANTIER CHARGE D'AFFAIRES

Nous avons réalisé des équipements en tuyauterie pour de nombreuses raffineries, complexe chimique, centrales d'énergies, dans une vingtaine de pays à travers le monde.
Nous souhaitons rencontrer un candidat, ingénieur de formation, possédant une expérience réussie dans notre domaine d'activité. Il aura à prendre en charge l'ensemble des problèmes (techniques, administratifs, humains, commerciaux), liés à la réalisation d'un important chantier dans le sud de la France. Ce poste évolutif devra permettre à un candidat performant de poursuivre sa carrière vers de plus grandes responsabilités, notamment dans une activité à l'étranger.

Les qualités de GESTIONNAIRE et d'ANIMATEUR, seront déterminantes dans le choix final de ce nouveau collaborateur.
La pratique de l'anglais sera appréciée.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous la Réf. 82114 à notre conseil :

A2M — **CONSEIL en Recrutement et en Gestion de Personnel**
57 Place de la République 69002 LYON Tél (7) 842.39.90

RESPONSABLES DES RELATIONS SOCIALES «USINE»

200 - 220 000 F — **Ouest et Sud-Est**

Une société française (effectif : plusieurs milliers de pers.), filiale d'un groupe industriel international aux activités très diversifiées, recherche DEUX RESPONSABLES DES RELATIONS SOCIALES pour deux de ses usines employant plusieurs centaines de personnes et situées respectivement en Normandie et en Région Rhône-Alpes. Dépendant hiérarchiquement du Directeur de l'Usine et fonctionnellement du Directeur des Relations Sociales de la société, ils participeront à la définition de la politique sociale et ils veilleront à son application au niveau de chaque établissement. Ils conseilleront les Directeurs d'Etablissements en matière sociale et ils assureront personnellement et avec la plus grande attention, les relations avec les représentants du personnel (Comité d Etablissement, syndicats...). Ils participeront à la formation de l'encadrement qui devra lui-même sensibiliser la maîtrise à la mise en place et à l'animation de groupes de qualité. Ils coordonneront, animeront et contrôleront les activités du bureau du personnel chargé de la gestion (paie, suivi des dossiers du personnel...) et des responsables de la formation, de la sécurité et des services généraux. Les candidats retenus, âgés d'au moins 35 ans, de formation supérieure, type E.S.C., E.S.S.E.C., Sciences Po, Sciences Humaines... posséderont impérativement plusieurs années d'une expérience professionnelle analogue acquise en milieu industriel. Ils auront prouvé de solides qualités de négociateurs.
Ecrire sous référence 546/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

FIRME INTERNATIONALE
SPÉCIALISÉE EN CHIRURGIE
offre

POSTE DE HAUT NIVEAU
(Néamoins très opérationnel)

VENTE MARKETING POUR SUD DE LA FRANCE

PROFIL RECHERCHÉ :
- Expérience commerciale réussie dans le milieu médical d'au moins 5 ans.
- Esprit d'équipe capable de s'intégrer rapidement. nouveau lieu de résidence à envisager à terme.
- Poste motivant et évolutif pour candidat dynamique et potentiel exceptionnel.

Adresser curriculum vitae détaillé sous nº 036.596 M, à RÉGIE-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

GRANDE SOCIÉTÉ DE NIVEAU INTERNATIONAL
spécialisée dans le matériel électrique et électronique

recherche

CHEF DU SERVICE "METHODES" pour son usine du CENTRE-OUEST

Agé d'au moins 40 ans, cet ingénieur issu d'une Grande Ecole technique et ayant assuré pendant une quinzaine d'années des responsabilités du même ordre dans une entreprise spécialisée dans la grande série, devra être habitué au commandement, au contact avec tous les autres départements de l'usine et à l'organisation informatisée d'un service de Méthodes.

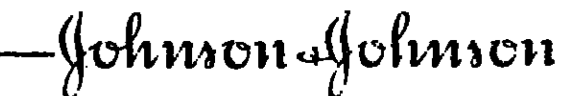
La rémunération élevée sera fonction de ses qualités et de sa compétence.

Envoyer C.V. + photo obligatoire à :
ARCH MANAGEMENT
10, Rue de la Boétie - 75008 PARIS
sous référence 18/82

SWEERTS

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Leader Mondial dans le domaine de l'Hygiène et de la Santé

Johnson & Johnson

recrute pour son usine de Sézanne (Marne)

1 INGÉNIEUR DE PRODUCTION

réf. OIP

Responsable de ligne de fabrication.
Ingénieur Grande École (Centrale, A & M...), ayant exercé deux ou trois ans des responsabilités techniques et de commandement en unité de production. Le candidat retenu prendra la responsabilité complète (gestion des hommes, des machines, des investissements) d'un atelier et d'une ligne de fabrication sous l'autorité du Directeur d'Usine.

1 INGÉNIEUR DE MAINTENANCE

réf. OIM

Ingénieur mécanicien de la marine marchande ou jeune ingénieur de formation mécanique ou électromécanique. Le candidat retenu se verra confier la responsabilité complète du service de maintenance sous l'autorité du Responsable des Services techniques.
Nous attendons de lui et de son équipe qu'ils sachent à la fois développer un entretien préventif planifié et intervenir rapidement sur les incidents machines.

Ces deux postes, qui ouvrent de larges opportunités de carrière dans notre Groupe pour des candidats performants, nécessitent de bonnes notions d'anglais. La rémunération sera débattue en fonction de l'expérience des candidats.

Prière d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à JOHNSON & JOHNSON, DRHO, 95, rue Alexandre-Fourny - 94500 Champigny-sur-Marne

Johnson & Johnson

Johnson & Johnson

Johnson & Johnson

Quimperlé - St Etienne - ... deux régions... deux fonctions ...pour deux jeunes ingénieurs

QUAKER FRANCE est la filiale Française d'un important groupe agro-alimentaire américain.
Nous fabriquons et commercialisons les céréales **QUAKER** et les aliments pour chiens et chats **FIDO** et **FIDELE.**
Notre C.A. est supérieur à 500 MF et notre croissance de 30 % par an.
Cette expansion continue nous amène à créer de nouveaux postes pour nos usines de St Etienne et Quimperlé, notamment ceux de :

Ingénieur Travaux Neufs — Quimperlé

réf. ITN/MO

A 25 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieur (ENSAM, ICAM, ECAM ou équivalent) vous débutez dans la vie active ou vous avez déjà une première expérience.
Au sein de notre usine d'aliments extrudés de Quimperlé dans le Finistère Sud, nous vous confierons la réalisation et le démarrage des nouveaux équipements. Vous participerez également avec le responsable de l'usine aux études de nouveaux projets.
La pratique de l'anglais est un atout important car vous aurez des contacts fréquents avec l'étranger.

Ingénieur Chef de Quart — St Etienne

réf. ICQ/MO

Notre unité de Veauche, à proximité de St Etienne, vient de démarrer sa production.
Jeune ingénieur (AM, ECAM, ENSI...) vous souhaitez débuter votre carrière industrielle dans une fonction où vous aurez de réelles responsabilités d'encadrement en production.
CHEF DE QUART, vous serez responsable de l'animation d'une équipe de 20 personnes. Vous pourrez donc mettre à l'épreuve vos capacités à diriger et à communiquer à un poste où l'essentiel des problèmes à résoudre sont d'ordre humain. De plus le développement prévu pour cette unité peut vous permettre d'envisager, si vous réussissez à ce poste, une évolution très rapide.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence correspondante à

QUAKER FRANCE
Direction du Personnel
40 Bld de Dunkerque
13002 MARSEILLE

---

ingénieur système

Aéronautique — Toulouse

Le Centre Informatique de gestion de notre Etablissement de Toulouse recherche un jeune ingénieur système, ayant une expérience de 2 à 3 ans des systèmes d'exploitation IBM. Il devra préparer et prendre en charge la mise en place et le développement du futur système I.M.S - M.V.S.

Ingénieur diplômé d'une grande école (ENSEEIHT - ENSIMAG - SUP AERO). Il aura une bonne pratique des langages de programmation (PL1, Assembleur) et de bonnes connaissances des logiciels de télécommunication et des différents problèmes de réseau (S.N.A - V.T.A.M). Ce poste est à pourvoir à Toulouse dans une unité moderne située dans un environnement naturel particulièrement agréable.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes candidats motivés par de réelles perspectives de carrière dans les systèmes d'exploitation.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 8053.M à Melle Biebuyck, Sema-Sélection : **54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Importante entreprise du secteur para-public Sud-Est

recrute immédiatement

JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT

ou PREMIÈRE EXPÉRIENCE

SA FORMATION :
- E.C.P., MINES, A.M..., option informatique et/ou électronique.

SA MISSION :
- Conduite d'études d'optimisation des méthodes de production.

Réelles possibilités d'évolution pour candidats de valeur.

Envoyer curriculum vitae détaillé + lettre manuscrite + photo sous n° T 036550 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CHARGÉ DE MISSION

Important organisme prestataire de services auprès des collectivités locales de la région Rhône-Alpes, nous contribuons à aménager l'équipement de cette région, d'où l'importance de la mission que nous désirons vous confier.

- Votre action va porter sur 3 axes essentiels :
  - Assistance aux sociétés d'aménagement en matière d'urbanisme opérationnel sur les tissus existants.
  - Contacts avec les organismes régionaux et organismes concernés par le financement des opérations.
  - Information et formation des agents chargés des interventions en quartiers existants.
- Ce poste requiert une formation supérieure, ainsi qu'une indispensable expérience dans les domaines administratif, technique, juridique et financier des opérations
  RU - RHI - ZAC - OPAH - montages PLA, etc.
- Basée à LYON, cette situation implique des déplacements sur l'ensemble de la région Rhône-Alpes.
- Assurée d'une absolue discrétion votre candidature est à adresser :
  sous n° T 036.635 M à
  RÉGIE-PRESSE
  85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Entreprise de premier plan à caractère public située en Provence

recherche

UN (E) JEUNE CADRE DÉBUTANT (E) (OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE)

H.E.C., E.S.S.E.C., ...
+ bonne formation Sciences Humaines.
- Ayant le sens de l'organisation et de la communication.
- Intéressé (e) par la formation et la conduite d'études.

Poste évolutif pour candidats de valeur.

Envoyer curriculum vitae détaillé + lettre manuscrite + photo sous n° T 036551 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Dans le cadre de l'installation de son unité de fabrication de circuits intégrés spécifiques MOS-LSI à AIX LES BAINS, recherche pour le

• GROUPE ENGINEERING

INGENIEURS DE PROCEDES

Ils auront la responsabilité du procédé et de son évolution dans leur domaine respectif :
- Photomasquage et gravure plasma
- Implantation.

Ces postes conviendraient à des Ingénieurs possédant au moins 3 ans d'expérience dans l'un des domaines considérés.

TECHNICIENS niveau IV à V

Ils participeront à la mise au point, au suivi de fabrication et à l'encadrement du personnel.

Titulaires d'un BTS ou d'un DUT, ils devront posséder 2 à 3 ans d'expérience dans l'un des domaines suivants :
- Diffusion
- Gravure plasma
- Implantation
- Evaporation - pulvérisation cathodique.

• GROUPE MAINTENANCE

TECHNICIENS niveau IV à V

Titulaires d'un BTS ou d'un DUT, ils assureront la maintenance des équipements et devront posséder 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine considéré.

Les personnes intéressées sont invitées à envoyer leur C.V. avec photo et prétentions à M.D. ROSSI - Service du Personnel - 33, rue Emeriau PARIS 15ème.

LE CREDIT AGRICOLE DE LA SARTHE

recherche

POUR SON DEPARTEMENT INFORMATIQUE

PROGRAMMEURS

DUT en informatique. Connaissance PAC 700 et anglais lu souhaités. Sous la conduite d'un Chef de Projet ou d'un Analyste-Programmeur, ils participent à la constitution et à la mise à jour des dossiers de chaînes. Ils analysent les programmes, effectuent leur codification et complètent leur documentation.

REF. 998/A

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

MIAGE - Maîtrise informatique - Ingénieur Informaticien. Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, ils participent à l'acceptation des dossiers fonctionnels, effectuent les études techniques et assurent le développement des sous-projets (analyse organique et programmation), contrôlent le travail des programmeurs.

REF. 998/B

POUR CES 2 POSTES, UNE EXPERIENCE EST APPRECIEE.

Matériel Utilisé.
- I.C.L 2988 (VME/B) 12 méga-octets de mémoire. 4 milliards d'octets en ligne. Réseaux T.P.

Envoyer lettre manuscrite avec c.v., prétentions et photo en précisant la référence à :

Monsieur le Directeur
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DE LA SARTHE
40, rue Prémartine
31 x 72040 LE MANS CEDEX.

AXIAL Publicité

SPI, filiale de Péchiney Ugine Kuhlmann, vend des

PRESTATIONS DE SERVICE INFORMATIQUE

aux grandes et moyennes entreprises :
- Télétraitement : mise à disposition de services sur ses ordinateurs
- Progiciels pour les principales fonctions de l'entreprise

et recherche pour sa Délégation Régionale Rhône-Alpes, son

responsable commercial

LYON

Habitué à traiter au plus haut niveau de la hiérarchie des entreprises (Direction Générale, Direction Financière, Ventes, Personnel, Informatique), ce responsable aura pour mission la prospection commerciale, la négociation des contrats, le suivi et la relance de la clientèle. Il bénéficiera d'une large initiative. De formation supérieure, il a une grande expérience de la vente à un niveau élevé auprès des entreprises de la région. Une connaissance des métiers de l'Informatique sera très appréciée. Les compléments de formation nécessaires seront assurés par nos soins.

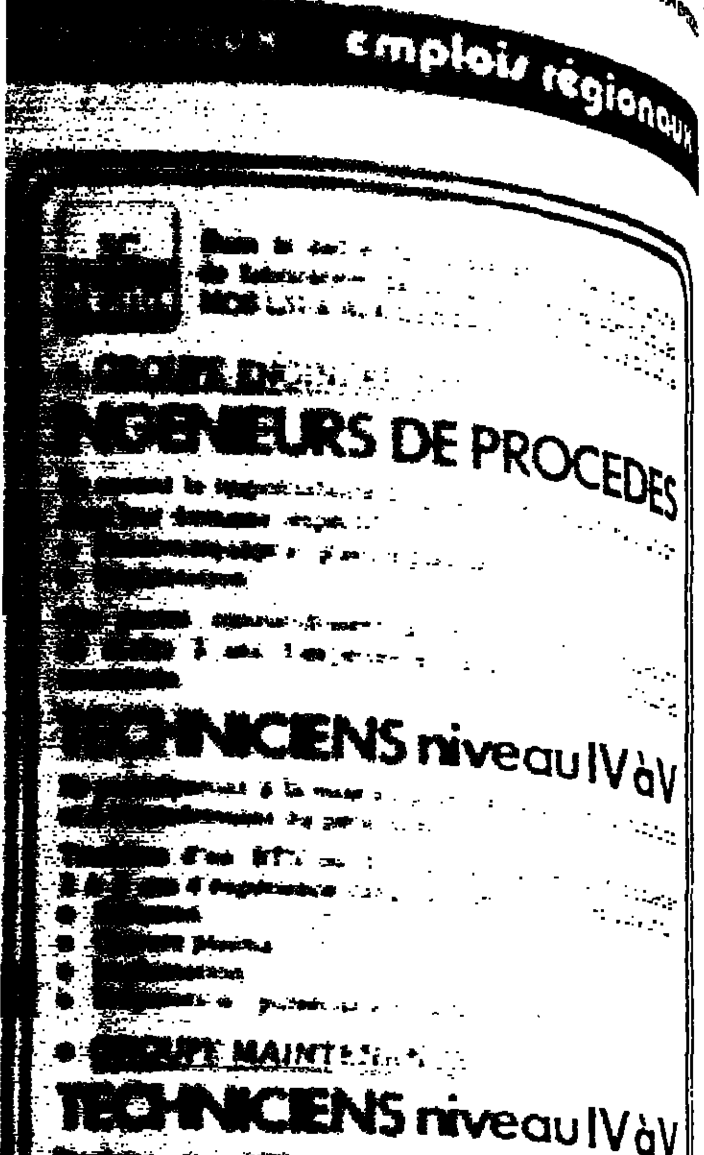
Les candidatures (C.V., photo et prétentions) seront adressées à SPI Service des Affaires Sociales - 98, bd Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY UGINE KUHLMANN

Organisation et Publicité

مكبرا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



LE CREDIT AGRICOLE
DE LA SARTHE

PROGRAMMEURS

ANALYSTES-PROGRAMMEUR

PRESTATIONS DE SERVICE
INFORMATIQUE

responsable commercial

LYON

PECHINEY UGINE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

COMMENCEZ VOTRE CARRIÈRE PAR DES RESPONSABILITÉS TECHNIQUES

Notre entreprise, filiale d'un des premiers groupes industriels français, développe rapidement ses activités dans le domaine **électronucléaire.**

Nous souhaitons dans ce cadre renforcer nos équipes d'intervention sur sites industriels de grandes dimensions, et nous recherchons des

INGÉNIEURS MÉCANICIENS DÉBUTANTS.

Vous avez un goût prononcé pour le terrain et la technique. Vous recherchez une entreprise importante offrant des carrières évolutives dans un domaine de pointe.

Ces postes entraîneront de fréquents déplacements en France.

Adresser une candidature, accompagnée d'un CV sous référence 75099/LM à notre Conseil.

MILO M.R.H Place de l'Église 06810 Auribeau-sur-Siagne.

HAVAS CONTACT

UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE de dimension internationale recherche dans le cadre de l'étude et de la mise en place de son schéma directeur d'organisation qui intègre des aspects : télématique, bureautique, base de données, un

Responsable système

Haut niveau - 32 ans mini

Participant étroitement à l'élaboration de la politique informatique de la Banque, il sera l'animateur d'une équipe de quatre ingénieurs système ayant en charge la responsabilité du suivi technique et de l'évolution de l'ensemble des sytèmes IBM (MVS, CICS, VSAM, VTAM, TSO/SPF) dans le cadre de la mise en œuvre d'une architecture de type réseau.

Ce poste nécessite d'avoir une formation ingénieur ou universitaire et une expérience minimum de 5 ans dans la fonction système.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73628/M à Mme CLÈRE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

En bénéficiant de l'avance acquise par le Groupe dans les télécommunications numériques, la présence de CIT-ALCATEL s'est considérablement renforcée. C'est ainsi que les systèmes de **commutation temporelle** sont maintenant en commande dans 25 pays avec 7,6 millions de lignes dont 2,2 millions déjà installées dans 16 pays.

Dans le cadre de l'expansion de la **DIRECTION TECHNICO - COMMERCIALE,** nous recherchons

ingénieur d'affaire

qui sera chargé de **promouvoir de nouveaux systèmes** dans le domaine de la **commutation temporelle** (test et mesure des lignes).

Interlocuteur direct de nos principaux Clients (français et étrangers), il devra faire preuve d'une large autonomie dans ses fonctions.

Débutant, il aura une formation d'ingénieur Grandes Ecoles (ENST, SUPELEC, Arts et Métiers ou équivalent), ainsi qu'une **bonne pratique de la langue anglaise.**

Adresser votre CV, photo et prétentions en rappelant la référence GP/AT, à CIT ALCATEL Service Recrutement et Orientation, 10, rue Latécoère 78140 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex

Concevez avec nous, aujourd'hui, la communication de demain.

COREF une équipe de spécialistes de l'Aide à la Décision et de la Statistique, Département du Groupe CEGOS, recherche un :

Ingénieur Grande Ecole

(X, Mines, Centrale...)

pour développer les Etudes de **DISTRIBUTION PHYSIQUE** et de **SYSTÈME LOGISTIQUE.** Le candidat aura acquis une première expérience informatique et des connaissances en modélisation.

Ecrire sous référence 01

Chargé d'études

(Maîtrise de Gestion, Ecole de Commerce...)

pour participer au développement des Etudes de **MARKETING QUANTITATIF.** Outre un niveau de Formation supérieure, le candidat a acquis, au cours d'une première expérience de 2 ans dans une Société d'Etudes, des connaissances en modélisation et en informatique.

Ecrire sous référence 02

Adressez lettre manuscrite et C.V. à G. COMES, Directeur de la Division Application Scientifique, s/c Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Le Groupe CEGOS est le premier groupe français, européen, indépendant de Conseil et d'Etudes. Il intervient dans plus de 1 000 entreprises et administrations, forme environ 20 000 personnes par an dans le monde, regroupe 400 consultants de 15 nationalités différentes.

---

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Charles of the Ritz

Parfums
YVES SAINT LAURENT

recherche
pour son usine de **LASSIGNY** située
à 25 km de Compiègne (60)

UN JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE DE PLANNING

Rattaché au Chef du Planning Central, il encadre une équipe de 7 personnes dont un Agent de Maîtrise. Il est responsable des approvisionnements, propose les programmes de production et de conditionnement et gère les stocks à long terme.

Nous voyons à ce poste une personne de fort potentiel et de bons contacts. Son goût de l'innovation, allié à une grande rigueur, devrait lui permettre d'évoluer au sein de notre structure compte tenu de notre croissance continue.

Une bonne connaissance en tant qu'utilisateur de systèmes informatiques sera très appréciée ainsi que la pratique de l'anglais.

Une première expérience (2 à 3 ans), acquise de préférence dans une entreprise de production de grandes séries à composants multiples (alimentation, entretien, pharmacie), constitue un atout favorable mais non indispensable.

Merci d'adresser un C.V. détaillé avec photo et rémunération actuelle sous la référence 6547 M au Service Recrutement 28/34 Bd du Parc — 92520 NEUILLY S/SEINE.

SOCIETE INTERNATIONALE
FABRIQUANT DES PRODUITS DE BEAUTE
DE GRAND RENOM
recherche

LE CONTROLEUR EUROPEEN DES INVENTAIRES

Responsable auprès du Directeur Général : du développement, de la mise en oeuvre des politiques et des procédures de contrôle des stocks de produits finis.

Ce poste de haut niveau requiert une forte personnalité sachant faire aboutir ses idées.

Une solide expérience de la gestion, acquise de préférence dans la LOGISTIQUE (achats, approvisionnement, gestion des stocks) en milieu international est nécessaire.

Anglais courant.

DEUX CHEFS DE PRODUITS

Responsables chacun d'une région géographique.

Ayant de 3 à 5 ans d'expérience MARKETING.

Pour réussir dans cette fonction, il faut une certaine maturité, de la perspicacité, et une aptitude certaine à la communication.

Anglais courant.

Ces postes sont basés dans la principale usine européenne du Groupe située en Métropole LILLOISE et comportent de fréquents déplacements.

La rémunération est motivante pour les candidats de valeur.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant le niveau de rémunération actuel à No 51604, Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Entreprise de 800 personnes
Filiale française
d'un Groupe International de Distribution
recherche LIBRE RAPIDEMENT, un

ASSISTANT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF

pour le seconder dans ses fonctions de responsable du Siège Social situé en Seine et Marne.

Agé d'au moins 30 ans, le candidat devra obligatoirement être diplômé d'une Grande Ecole de Gestion.

Ce poste très complet s'adresse à un candidat ayant acquis une expérience professionnelle d'au moins 3 ans.

L'anglais courant lu et parlé est indispensable.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 50905 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL
2 milliards F - 8 500 pers.

LA DIVISION INFORMATIQUE
DE CE GROUPE FRANÇAIS
AUX ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES
(dont des secteurs de pointe)
recrute pour Siège PARIS (8e)

2 CHEFS DE PROJET de haut niveau

- LA TRENTAINE avec BAC + 6 = GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS (E.C.P.-E.C.L., A.M., INSA *ou réelle équivalence*)
- 3 à 6 ans d'EXPÉRIENCE (sinon s'abstenir)
  - INFORMATIQUE (Chef de projet)
  ou
  - en ORGANISATION administrative
  - dans une Sté de SERVICES ou dans *L'INDUSTRIE*
- Connaissances très appréciées en GESTION DE PRODUCTION et/ou GESTION COMMERCIALE.

POSTES ÉVOLUTIFS

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo ss réf. 4938 à

BANQUE PRIVÉE
RÉGION MÉDITERRANÉE
recherche
CADRE

CHEF SERVICE PORTEFEUILLE

Agé 40 ans environ, apte à diriger une équipe de 15 *personnes et à maîtriser* tous les aspects du travail de ce service ainsi que des traitements informatiques.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prét., à O.C.B.F., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra sous réf. 6.900 M.

Entreprise industrielle filiale d'un des plus importants groupes français, recherche pour usine
PUY-DE-DÔME

ingénieur méthodes fabrication

diplômé grande école
Mines, Centrale, A & M

DEBUTANT ou ayant UNE PREMIERE EXPERIENCE en production et attiré par les problèmes technologiques de transformation des métaux. D'intéressantes perspectives d'évolution sont prévues pour ce poste.

Adresser lettre de candidature et CV sous réf. 411M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
région COMPIÈGNE (OISE)
recherche

UN PHARMACIEN

de préférence avec DESS d'analyses physico-chimiques des médicaments

Il dirigera le laboratoire de contrôle et sera responsable des B.P.F. Il assurera également la mise au point galénique et analytique avec le pharmacien responsable.

Adresser lettre manuscrite avec références, C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 3422 à INTER PA, B.P.508, 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

G.R. Amylum S.A., société de dimension internationale, située à Aalst en Belgique et occupant une place importante parmi les leaders européens en fabrication d'amidons et dérivés d'amidons, recherche, pour sa filiale française AMYLUM FRANCE S.A. à Paris, un

Adjoint du Directeur Général

Sa tâche serait de vendre dans le secteur alimentaire des amidons et dérivés d'amidon, des sirops de glucose, du dextrose, des sirops d'isoglucose, du fructose et des spécialités destinées à un grand nombre d'applications.
Il dépendra directement du directeur général du bureau central à Paris et sera initialement co-responsable pour la politique de vente et de marketing des produits alimentaires en France.
Après une période de formation, ayant apporté la preuve de ses qualités, il assumera la responsabilité du secteur alimentaire. A plus long terme, il sera appelé à se charger, progressivement, de la tâche de directeur général.
Nous cherchons un ingénieur chimiste, en outre diplômé "gestion et commerce", habitant la région parisienne ou disposé à déménager endéans une période de 6 mois, prêt à faire des voyages fréquents sur tout le territoire français, ainsi que vers Aalst en Belgique.
Une expérience commerciale et/ou technique dans le secteur alimentaire n'est pas exigée mais serait un avantage.
Nous attendons de notre collaborateur une ponctualité administrative.
A part le français, la connaissance de l'anglais et/ou du néerlandais est souhaitable.
Age: max. 30 ans.
Nous garantissons une formation approfondie à la maison-mère en Belgique.
Nous offrons un travail intéressant dans une équipe jeune et dynamique, voiture de fonction et salaire intéressant.

Nous vous demandons d'envoyer votre curriculum vitae, ainsi qu'une photo récente, au Département "Personnel" d'Amylum Belgique, Van Wambekekaai 13, 9300 Aalst/Belgique.

LE GLUCOSE ET L'AMIDON A L'ECHELON MONDIAL

«le chemin de toute performance passe par l'homme»

Cette démarche a toujours guidé EUREQUIP dans ses missions d'assistance et de conseil aux entreprises et administrations de nombreux pays. Vingt années d'expérience, de multiples projets menés à bien dans des secteurs tels que les industries pétrolières et gazières, le nucléaire, les mines, l'agro-alimentaire, les télécommunications, l'informatique, l'électronique, les transports.... c'est tout un capital que nous souhaitons mettre à la disposition de

JEUNES DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE

afin qu'ils puissent développer une carrière à la mesure de leurs aspirations.

Les candidats retenus possèdent nécessairement une première expérience de l'entreprise. Après une période de formation, ils intégreront rapidement des équipes d'un haut niveau professionnel et interviendront, suivant leurs compétences et affinités, sur les projets les plus divers en France et/ou à l'étranger.

La dimension de notre groupe, 190 ingénieurs consultants, nous permet d'attacher beaucoup d'importance à l'homme...
Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très ouvertes.

Merci d'adresser votre candidature aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP, sous la référence 8245 M qui examineront votre dossier avec la plus grande discrétion.

Département Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS
Tél: 553.84.73

MEMBRE DE SYNTEC — HAVAS CONTACT

Important Groupe Industriel Français recherche pour ses activités **TELECOMMUNICATIONS** un

Chef de service logiciel

250 000 F +

La société est engagée dans plusieurs projets importants de systèmes de télécommunication faisant appel à la transmission de données, la commutation et la radio.

L'homme que nous recherchons aura à diriger une équipe interne (20 personnes) et à piloter un certain nombre de tâches sous-traitées. Il a une expérience significative en **temps réel** et il est préparé à gérer des **applications multiprocesseurs.**

C'est avant tout un homme capable d'organiser et d'animer une équipe. Son action s'exercera aux études puis sur le site (en région parisienne).

Lieu de travail principal : **banlieue Sud-Ouest de Paris.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. LM/2189 à .

Communiqué
9, Bd des Italiens. 75002 PARIS
qui transmettra.

(réponse et discrétion assurées)

Communiqué

EI

L'un des premiers groupes français (8000 personnes. 2 Milliards C.A.) intervenant dans les domaines des Grands Travaux d'Électricité, Génie Civil et Bâtiment, recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU

ESE, ENSIEG, ENSEEIHT, ENSEM...

Intégré à la Direction Commerciale à Paris, sa mission consistera à assister les Directions Régionales dans la recherche, l'obtention et le suivi des contrats d'installations électriques industrielles.

Dans ce but, il devra établir, développer ou entretenir des relations avec les administrations, les représentants à Paris des organismes publics, semi-publics ou privés qui constituent la clientèle des Directions Régionales ainsi qu'avec leurs Maîtres d'oeuvre.
Agé d'au moins 32 ans, il possède une solide expérience acquise en particulier sur d'importants chantiers d'installations électriques industrielles. De premières missions commerciales réussies, ainsi que de bonnes indroductions sur ce marché sont nécessaires.

Des connaissances en automatisme et régulation seront appréciées.

Une carrière évolutive est possible pour un élément de valeur.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez à l'attention des Conseils en Recrutement de la Société EUREQUIP (référence 8246 M):

EUREQUIP

Département Recrutement
15 avenue d'Eylau - 75116 PARIS

PARIS - LONDRES - HOUSTON

MEMBRE DE SYNTEC — HAVAS CONTACT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RADIODIFFUSION — SOFIRAD

Société financière détenant d'importantes participations dans les stations radiophoniques périphériques (EUROPE 1, RMC, SUD RADIO), et à l'étranger (USA, MAROC, LIBAN, BRESIL, CARAIBES...), recherche afin de renforcer sa Direction Financière, un

CADRE FINANCIER

Celui-ci aura pour mission le suivi des contrats de maîtrise d'œuvre (relations avec la COFACE, les banques, les fournisseurs...), ainsi que le suivi des engagements financiers à moyen terme et les opérations de trésorerie.

Il sera en relation avec certaines filiales afin de les assister dans la mise en place de nouveaux systèmes informatiques et comptables.

Le poste sera confié à un diplômé d'une école de commerce ou de gestion ayant une première expérience professionnelle.

Le poste est basé à Paris et suppose quelques voyages à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et photo
à Antoine KUIPERS - SOFIRAD
78, Avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS

bleu

CHEF COMPTABLE

200 000 F

Editions Techniques
Proche Banlieue Ouest Paris

Une société spécialisée dans l'édition de revues techniques destinées aux industries mécaniques, automobiles, pétrolières, nucléaires... françaises et étrangères, recherche un CHEF COMPTABLE. Sous l'autorité du P.D.G. il sera chargé de l'ensemble de la comptabilité avec élaboration du bilan et des comptes de résultats. Il établira les déclarations sociales et fiscales. Il participera à l'élaboration des budgets et il en suivra la réalisation. Il préparera les situations de trésorerie. Il réalisera des études à caractère juridique ou fiscal. Le candidat retenu, âgé d au moins 35 ans, de formation E.S.C., D.E.C.S.... possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable. Il aura, également, l'expérience du traitement informatique de la comptabilité. Ecrire s/réf. 547/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

INGENIEURS DE TRAVAUX

160 000 F +

Exploitation des Océans
Paris/étranger

Une société française (chiffre d'affaires 700 millions - effectif 800 personnes) spécialisée dans la conception, la construction et la mise en place d'équipements destinés à la production de pétrole off-shore, recherche des INGENIEURS DE TRAVAUX. Sous l'autorité d'un Chef de Département, ils participeront aux négociations commerciales et techniques (devis...) avec une clientèle de compagnies pétrolières. Après obtention des contrats, ils en assureront le suivi au niveau de la préparation des chantiers (négociations avec les sous-traitants, définition des moyens en hommes et en matériel...) et ils seront responsables de l'éxécution des travaux (tenue des plannings, suivi des coûts...) jusqu'à la facturation et à la réception par le client. Les candidats retenus, âgés d'au moins 28 ans, de formation ingénieur Centrale, Mines, T.P., A & M... posséderont 2 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans une société de T.P. Génie Civil ou d'engineering à des postes d'études et de travaux. L'expérience de direction de travaux à l'étranger constituerait un atout supplémentaire. La connaissance de l'anglais est requise. Ecrire s/réf. 525/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Siège social et unité de production dans Paris - Nord - Est

ADJOINT DU SECRETAIRE GENERAL

Cette entreprise spécialisée dans les Arts Graphiques (250 pers., C.A : 105 MF) tient une position reconnue sur son marché et est leader européen sur l'un de ses produits. Son Secrétaire Général va prendre des responsabilités supplémentaires, ce qui le conduit à créer le poste d'Adjoint.

Celui-ci aura une mission très polyvalente puisqu'il devra l'assister dans les domaines administratifs, juridiques et tout particulièrement comptables. Il sera directement responsable de certaines fonctions, notamment la facturation, la comptabilité analytique et le suivi de l'information (informatique sous traitée), en dirigeant 4 personnes.
A court terme, dans un esprit de contrôle de gestion, il assurera l'exploitation des résultats permettant d'optimiser la gestion financière.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité de formation E.S.C.A.E., D.E.C.S. ou équivalent, possédant une expérience confirmée dans un service financier, acquise si possible en P.M.E. industrielle, justifiant ainsi de bonnes connaissances en gestion d'entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7712 A. à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK

média-system

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES
recherche pour l'une de ses filiales à Paris, un

STATISTICIEN ECONOMISTE

Sa mission consistera à réaliser toutes études statistiques et économiques pour la Direction Générale de cette filiale, concernant l'activité Assurance-Vie et Assurance-Incendie-Accidents dans un contexte international.

Pour ce poste évolutif et aux multiples responsabilités nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (ENSAE - ISUP - ACTUARIAT) et ayant si possible une première expérience professionnelle d'environ 2 ans.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite avec CV, photo et rémunération souhaitée sous No 51.178 à
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

مكرر من الاصل

مكنزا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Homme de Marketing, de Relations Publiques et de Diplomatie : 300 000 +

une envergure internationale

Un groupe financier très important a décidé de créer à Paris un club de haut prestige exclusivement *réservé à l'élite des hommes d'affaires internationaux.*

La nature même de ce projet l'amène à rechercher une personnalité de premier plan capable de diriger l'ensemble des opérations, le premier objectif étant d'attirer 1000 membres et ensuite de maintenir le niveau de prestations qu'ils sont en droit d'attendre.

Agé d'environ 35 ans, d'excellentes éducation et présentation, il possède impérativement une solide culture du business international.

Il a *acquis cette expérience dans des fonctions de Marketing/Relations* Publiques dans un contexte très cosmopolite.

La pratique courante de l'anglais est évidemment impérative. Nous vous remercions d'écrire sous référence BH 811 à Brigitte HOUDINIERE

ims
international management selection

IMS — 3, rue de Penthièvre - 75008 PARIS.

Desclin

ingénieurs informaticiens

La Division informatique de **sema-metra**, groupe européen de conseil, d'études et d'ingénierie (800 MF de CA, 2100 personnes) recherche un

chef de projet *10364/M*

Il assurera la conception et la mise en œuvre de systèmes informatiques de gestion. Le candidat a une formation grande école et 5 ans au moins d'expérience dans l'encadrement de réalisation d'applications transactionnelles utilisant les bases de données.

analyste *10365/M*

Sous la responsabilité du chef de projet, il sera chargé de la conception et du suivi de la *réalisation d'applications de gestion. Le candidat souhaité à une formation supérieure et 3 ans* d'expérience.

Pour ces deux postes, une connaissance réelle de IMS, DM4, CICS/DLI ou SOCRATE est souhaitée.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite en précisant la référence du poste à J. Hajage, Sema-Sélection : Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Ingénieur informaticien

Débutant - Grande Ecole

Filiale d'un important groupe pétrolier français, notre activité se situe dans le domaine de la chimie de spécialités.

Dans le cadre du développement de l'activité de notre Service Informatique, nous recherchons **un ingénieur informaticien débutant.**

Il secondera le Responsable de ce Service et devra concevoir diverses applications sur **IBM 38.**

Il sera obligatoirement diplômé d'une **Grande Ecole.**

Ce poste est basé à **Vélizy (78).**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo en précisant sur l'enveloppe la référence 2195 à

MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

Créer votre poste : responsable production

Voulez-vous devenir le n° 2 d'une affaire performante de sous-traitance de mécanique générale, à Paris ? Vous travaillerez pour l'espace, l'aviation et, de façon plus générale, pour toutes les industries de pointe dans lesquelles notre société s'est implantée par la qualité de ses prestations *depuis* des années.

Responsable de toute la production (méthodes, fabrication, contrôle, personnel), vous serez le « patron » d'un encadrement qualifié et d'opérateurs de haut niveau. Vous déchargerez un directeur général maintenant trop sollicité. Pour lui, vous règlerez les problèmes techniques et de relations sociales de tous les jours. Avec lui, vous assurerez la pérennité et le développement de cette société de 200 personnes (investissement, nouveaux marchés, etc).

Vous comprenez bien qu'il vous faut être un ingénieur ayant déjà une bonne dizaine d'années d'expérience d'usinage de précision. De préférence chez un sous-traitant habitué à réagir rapidement et bien aux exigences de donneurs d'ordre. Vous devez, non seulement, vous battre avec des centièmes mais aussi vous soucier de rentabilité, de compréhension entre les hommes et décider... à longueur de journée. Votre première lettre manuscrite, avec photo et rémunération actuelle, aux conseils en recrutement de SIRCA sous la réf 314811 M. Avec nos remerciements et la garantie de notre confidentialité.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

commercial mais aussi gestionnaire...

dans un groupe bançaire à taille humaine.

Volonté d'entreprendre, désir de réussir, sont vos atouts au service d'un **fort potentiel** de développement personnel. Vous débutez dans la vie active, ou bien après une courte expérience en entreprise, vous souhaitez vous orienter vers une fonction dans laquelle vous pourrez donner sa pleine mesure à votre sens **des affaires,** tout en ayant **un haut niveau de responsabilité** et une **grande autonomie de gestion.**

Au sein de notre Groupe, *implanté à l'échelon national (75 agences),* nous pouvons vous offrir des opportunités de carrière vous permettant d'accéder, **après formation,** à des responsabilités **de direction d'agence bancaire.**

Pour recevoir un dossier d'information complet sur notre société et les caractéristiques des postes à pourvoir, écrivez-nous en précisant votre diplôme et son année d'obtention :

Groupe du **crédit universel**

Département du personnel agences, 152 Bd Haussmann, 75008 PARIS.

hec
essec
escp

crédit universel

vallourec

Groupe industriel français à vocation internationale dont les activités sont orientées vers des domaines de pointe : 60 usines, 35 000 personnes, 65 % C.A. à l'exportation, offre de réelles opportunités de carrière à de jeunes **INGÉNIEURS INFORMATICIENS.**

Ingénieur ou universitaire, futur chef de projet

Réf. 73632/M

Après une période de sensibilisation à l'Entreprise, il prendra progressivement la responsabilité de la définition du cahier des charges avec les utilisateurs, du suivi de la réalisation technique et de la mise en place de l'application.

Ce poste peut convenir à un candidat ayant 2 à 3 ans d'expérience informatique ou à un débutant de très fort potentiel avec option informatique et ayant le goût et l'aptitude à assumer rapidement des responsabilités.

Ingénieur méthodes

Réf. 73633/M

Outre la mise en place de méthodes modernes de conception et de développement de systèmes d'informations, ce poste comporte le conseil aux informaticiens dans l'utilisation des outils informatiques liés à ces méthodes. Connaissance de la méthode Merise souhaitée.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure, très conscient que l'avenir de l'informatique passe par les méthodologies. Expérience souhaitée de 2 à 3 ans dans une entreprise, une SSCI ou chez un constructeur.

La variété de nos travaux, leur haut niveau technique, leur implication dans les activités informatiques de nos usines, renforcent l'intérêt de ces postes pour lesquels les connaissances suivantes sont appréciées : logiciels et JCL, HB 66 et mini 6, DM IV - TP, TSS.

Toute formation complémentaire est assurée par Vallourec, au fur et à mesure de l'évolution de la carrière. Lieu de travail : à 2 heures de Paris.

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée sous réf. choisie à Mme CLÈRE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE de dimension internationale recherche dans le cadre de l'étude et de la mise en place de son schéma directeur d'organisation qui intègre des aspects : *télématique, bureautique, base de données, un*

Responsable formation

32 ans mini.

Sa mission consistera à définir et à mettre en place la politique de formation des différentes populations du secteur informatique et organisation (280 personnes) ainsi qu'à prévoir les actions de sensibilisation des non-informaticiens des autres secteurs de la banque.

Ce poste nécessite d'avoir une formation supérieure, une première expérience de *l'informatique, complétée par une expérience dans le domaine de la formation,* acquise de préférence dans une S.S.C.I., chez un constructeur, dans la banque ou l'assurance.

La connaissance du milieu informatique bancaire serait un atout supplémentaire.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73629/M à Mme CLÈRE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Les chiffres ne vous font pas peur,
mais vous savez qu'ils n'ont de valeur qu'en soutien de l'action.

M.F. Alimentaire Marques **Uncle Ben's** SUZI-WAN vous propose de devenir son

Responsable du planning

Agé de 30 ans maximum, de formation supérieure (ESCAE, DUT Logistique ou équivalent) et ayant réalisé une première expérience en entreprise, le candidat retenu sera responsable, au sein du Service Logistique, de la définition et de la gestion du niveau optimum du stock national (planning/ventes/achats).

Il sait associer d'une part une aptitude aux analyses statistiques et aux études, d'autre part des qualités personnelles de contact (usines en Belgique et Hollande, force de vente, service marketing...).

La pratique de l'anglais est indispensable et des notions d'informatique sont souhaitables.

Nous proposons une rémunération motivante dans le cadre d'une société dynamique et d'un groupe international puissant qui laissent ouvertes des possibilités de développement de carrière à moyen terme.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 334 RT. à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

média-system

IMPORTANTE SOCIETE IMPLANTEE **EN FRANCE**

recherche pour ses activités internationales

un consultant

de grande expérience
pour participation effective à projets
et réalisations de cimenteries.

Anglais indispensable.

Prière d'adresser C.V. avec prétentions
et photo s/réf. 8929 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 -
75063 PARIS Cédex 02 - qui transmettra

E.C.S. Société de leasing
filiale d'un grand groupe bancaire
recherche

un cadre administratif et comptable

chargé(e) : de la gestion d'un fichier informatisé, du suivi des relations courantes avec fournisseurs et services internes.

Le candidat de formation supérieure devra avoir l'habitude de l'informatique, il fera preuve de rigueur, méthode, ouverture aux calculs financiers.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) à :

E.C.S. Service du Personnel -
16, rue Washington 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Directeur général futur PDG
Bretagne

Réf. 124

Nous sommes un important groupe agro-alimentaire (1300 personnes) de grande renommée, leader dans notre secteur d'activité, nous recherchons notre Directeur Général. Le candidat que nous souhaitons rencontrer est âgé de 40 ans minimum; de formation supérieure, il justifie d'une expérience réussie de gestionnaire. Rigoureux, bon organisateur, fin négociateur, prudent et mesuré, il prendra en charge dans un premier temps la responsabilité de la plus importante de nos unités, afin de se familiariser avec notre groupe et ses méthodes.

Directeur de société

Réf. 122

Une des filiales (PMI spécialisée dans le bâtiment) de notre important groupe de Travaux Publics recherche son Futur Directeur. Nous aimerions rencontrer un ingénieur de formation (Centrale ou Arts et Métiers) âgé de 30 ans minimum et possédant déjà une expérience de gestion d'une unité de production (la connaissance de la préfabrication serait un atout certain). Bien encadré sur le plan commercial et financier, il devra plus particulièrement se consacrer au suivi du marché et à l'adaptation des produits, à la recherche et à la conception de produits nouveaux ou d'implantations nouvelles. Pour ce poste, situé à environ 100 km au Nord de Paris, la rémunération sera fonction de l'expérience du candidat retenu.

Directeur d'Agence Paris
Travaux électriques

200.000 F/an + Réf. 120

Important Groupe d'entreprises électriques (2600 personnes), nous recherchons dans le cadre de notre développement le **futur directeur** de l'une de nos principales unités à Paris. Cette agence (200 personnes dont 10 cadres) a une activité de services et pour particularité l'exploitation d'un réseau MT BT de 48 MVA, ainsi que toutes prestations de courant faible. Le candidat est un Ingénieur confirmé d'environ 35 ans, ayant acquis une expérience d'ingénieur d'affaires ou de responsable de centre, intéressé par l'aspect «entrepreneur». Il allie à un bon sens commercial d'indiscutables qualités de gestionnaire, d'animateur d'équipe et de négociateur à haut niveau. Anglais souhaité.

Futur directeur de société
Travaux publics

Réf. 123

Nous sommes un important Groupe de **Travaux Publics** et nous venons d'acquérir, dans le cadre de notre développement, une société de **VRD** et **Génie Civil** très solide et bien implantée dans la région du Nord. Nous souhaitons intégrer l'adjoint au directeur de cette Société pour assurer sa succession à moyen terme. Le candidat idéal a 30 ans minimum, une formation supérieure de préférence, et a acquis son expérience dans une importante société de T.P., soit en tant qu'Ingénieur d'Affaires de haut niveau, soit en tant que Directeur d'Agence Régionale. C'est à un homme de gestion et de technique, dont le sens commercial est prédominant que nous confierons, très rapidement, d'importantes responsabilités. Il possède, en outre, une personnalité et un dynamisme lui permettant, à court terme, de développer fortement cette activité dans sa région.

SD consultants

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à SD Consultants, 79 Bd Bourdon 92200 Neuilly/Seine. Discrétion absolue et réponse assurées.

INGENIEUR COMMERCIAL
CONFIRMÉ

AccuRay, "the quality company", leader international dans le domaine des systèmes industriels de mesure, de régulation et d'information recherche un INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME pour promouvoir et vendre en France les systèmes AccuRay de contrôle et de mesure aux Industries du Tabac et du Plastique.

Nous demandons : un diplôme d'Ingénieur plus 3 à 5 ans d'expérience dans la vente de produits de biens d'équipements pour l'industrie et une aptitude aux négociations de haut niveau de préférence dans les industries similaires.

De plus, les qualités requises que nous exigerons sont : un tempérament de fonceur doublé d'aptitudes à créer avec notre clientèle un climat de confiance.

Vous devez être de nationalité française et parler couramment anglais. Le candidat retenu sera rattaché à la filiale française.

Nous offrons : une rémunération motivante comprenant un fixe + commissions attrayantes.

Si vous voulez saisir cette chance, écrivez en anglais à : AccuRay International N.V.,
Mr G.J. Ghekiere, Director Personnel & Administration Europe, Genèvestraat 10,
1140 BRUSSELS, Belgium.
Les interviews se feront à Paris.

AccuRay

COFRAMI

Société de Services et de Conseil en mini et micro informatique.

Le rapide développement de la Société, spécialisée dans la conception et la réalisation, en régie ou au forfait, de logiciels temps réels, l'amène à rechercher son

RESPONSABLE COMMERCIAL

Chargé de la définition et de l'application des stratégies de développement, le candidat souhaité est un INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ, connaissant bien la vente aux entreprises industrielles.

Capable d'évaluer les dimensions techniques et financières des projets, il participera, dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs, à l'encadrement de leur réalisation : élaboration des contrats, constitution des équipes, suivi et développement des affaires...

La rémunération prévue, liée aux résultats, est motivante.

Un dossier de candidature est à adresser au Président-Directeur Général - COFRAMI - 5, rue Vernet - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

GROUPEMENT PROFESSIONNEL
SECTEUR ASSURANCES PARIS-17e

recherche

UN ATTACHÉ DE DIRECTION
(FORMATION SUPÉRIEURE)

Ayant une capacité d'approche des techniques industrielles, ainsi que de bonnes connaissances du Droit de la responsabilité et du Droit des contrats d'assurances.

Il aura notamment pour mission, des tâches :
- d'analyse de risques en liaison avec des techniciens de la profession.
- de mise au point et de gestion de contrats.
- de secrétariat de commission.

Une première expérience du secteur des assurances sera vivement appréciée pour pourvoir ce poste évolutif.

les candidats enverront leur C.V., photo et prétentions annuelles
à Monsieur D. DERYNCK
A.G.S.A.A.
118, rue de Tocqueville - 75850 PARIS CEDEX 17

bleu

gan assurances — PARIS-LA DEFENSE

recherche

INGENIEURS ANALYSTES

qui participeront aux développements du plan informatique :

- IMPLANTATION DE 1000 TERMINAUX EN TEMPS REEL
- CREATION D'UNE IMPORTANTE BASE DE DONNEES SUR MATERIEL IBM (30/81)

Pour ces postes à caractère évolutif nous souhaitons rencontrer des JEUNES INGENIEURS ayant une première expérience de l'informatique de gestion d'au moins 2 à 3 ans.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à Pierre FERAL, Direction du Personnel 2, rue Pillet Will 75448 PARIS CEDEX 09

INSTITUTION DE PREVOYANCE
1000 personnes - 40 établissements
recherche pour ses Services Centraux de CHARTRES

CHARGE D'ORGANISATION

Formation supérieure (Ecole de commerce, Sciences Eco., ou CNAM).
Expérience d'au moins 3 ans dans le secteur tertiaire, de préférence assurances groupe.
Pratique de l'informatique de gestion (analyse ou conduite de projets).
Déplacements de courte durée.
Position cadre.
120.000 F annuel.
Nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec CV, prétentions, photo sous No 51.446 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

GROUPE D'ENTREPRISES
RÉGIONALES DE BATIMENT

recherche pour
SON SIÈGE PARIS-SUD

SON RESPONSABLE JURIDIQUE

Juriste confirmé (maîtrise de droit des affaires et D.E.S. droit de la construction si possible).

Il sera le conseil des services du siège et des entreprises associées.

Il assurera la gestion juridique des marchés, contrats, assurances, contentieux.

Il témoignera d'une expérience approfondie des problèmes juridiques, administratifs et fiscaux propres aux professions de la construction et de la promotion.

Il sera si possible disponible rapidement.

Les candidatures (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) seront adressées sous référence 933, à : GBA, 4, rue François-Ory, 92128 MONTROUGE

IMPORTANTE BANQUE NATIONALE
recherche un

CHARGÉ DE PRODUITS ENTREPRISES
Classe V, VI

pour assurer un rôle d'animation et de conseil auprès de son réseau.

Diplômé de l'enseignement supérieur, il bénéficie par le biais de sa première expérience d'une bonne technicité bancaire.

Adressez lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions en précisant bien la référence 248 288 M à RÉGIE PRESSE LE MONDE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

TITN — Filiale **Thomson-CSF Informatique** banlieue Sud (proximité Orly)

recherche dans le cadre de ses activités informatique distribuée, gestion transactionnelle, bases de données et bureautique :

Ingénieur commercial

orienté applications gestion sur mini et micro-ordinateurs.

Expérience dans le domaine chez un constructeur ou dans une société de services souhaitée.

Libre rapidement.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à **T.I.T.N.** - 5, rue Gustave-Eiffel - 91420 MORANGIS.

MEDIA PA

INGÉNIERIE

recherche

- 1 INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
- 1 INSPECTEUR ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE

Expérience offshore ou nucléaire et assurance de qualité souhaitées.

Bilingue français/anglais.
Lieu de travail : PARIS-LA DÉFENSE

Envoyer C.V. et prétentions sous nº T 036.693 M à
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ FINANCIERE PRIVÉE EN PLEINE EXPANSION

Equipe très introduite sur le
MARCHÉ OBLIGATOIRE
et disposant de moyens techniques performants, recherche :

son Responsable Commercial

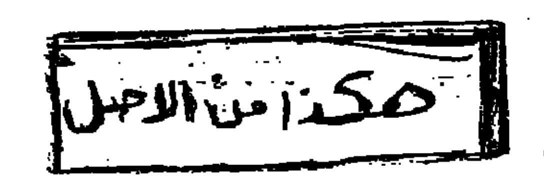
Possédant une réelle connaissance du marché obligatoire et de ses techniques.

Il (elle) devra ANIMER et CONSEILLER une clientèle d'investisseurs.

Dynamisme et aptitude aux contacts commerciaux sont indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé avec prétentions et photo sous référence 8764 sur enveloppe à :
JEAN RÉGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.



مكبرا من الأصل

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
à Établissements Multiples
recherche

COMPTABLE

niveau DUT - BTS

ayant quelques années d'expérience en comptabilité analytique et gestion affaires pour suivi des comptes d'un établissement à l'étranger.

Poste basé à Paris, Tour Fiat.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
DELATTRE - LEVIVIER
Tour Fiat
92084 PARIS LA DÉFENSE Cedex 16

Publicités Réunies

ORGANISME PROFESSIONNEL
RECHERCHE

JEUNE ASSISTANT

- D.UPROFIL SOUHAITÉ : D.U.T.
- G.E.A. (Gestion des Entreprises et des Administrations). Département : Finances, Comptabilité.
- INFORMATIQUE.

EXIGÉ : Candidat masculin, libéré des obligations militaires.

DÉBUTANT ACCEPTÉ

(toute lettre recevra de nos services une réponse)

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite au :
C.I.P.A. LIN à l'attention de M. VOLLE,
28, rue de Châteaudun, 75442 PARIS CEDEX 09.

---

telesystemes

pour faire face à l'expansion de ses activités de gestion de centres de calcul, recherche

INGENIEURS

de formation Grande Ecole Scientifique ou DEA Informatique débutants ou ayant quelques années d'expérience informatique maîtrisant un langage d'assemblage.

Les postes proposés sont les suivants :

INGENIEURS LOGICIEL DE BASE ET PRODUITS

Ses activités leur permettront, au sein d'une petite équipe, de découvrir les mécanismes du système d'exploitation d'un calculateur de grande puissance et de mettre à profit cette connaissance pour assiter les utilisateurs dans l'exploitation de ses possibilités, imaginer les améliorations nécessaires, et en garantir le bon fonctionnement. (Référence LB)

INGENIEUR LOGICIEL RESEAUX

Après une formation appropriée, il participera à des études et développements concernant les procédures et logiciels de transmission sur calculateurs centraux et frontaux. Son activité pourra inclure un rôle de conseil dans le domaine des raccordements de terminaux nouveaux. (Référence LR)

Les postes sont à pourvoir à RUNGIS, MASSY, NANTES et NANCY.

Adresser CV et prétentions en précisant la référence du poste et le lieu qui vous intéresse à TELESYSTEMES
Mademoiselle DELMAS - 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

LA TRADITION D'AVANT GARDE

telesystemes

Desseln

ASSOCIEZ-VOUS A LA REUSSITE DE NOTRE PROJET BUREAUTIQUE

INGENIEURS EXPERIMENTES
DANS LA CONCEPTION, REALISATION DE SYSTEMES
MULTITACHES SUR MINI-ORDINATEURS.

Dans notre spécialité nous sommes déjà à la pointe du progrès technologique.
La qualité de nos produits vient de ce que nous prenons le temps d'appliquer une méthode.

Nous proposons :
- un travail dans de petites équipes,
- une société dont la moyenne d'âge est de 32 ans,
- une progression exceptionnelle de 30 % l'an depuis 3 ans.

Lieu de travail : MASSY, 5 minutes de la gare RER.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence 8917 M à Michèle CORBINEAU, Direction des Relations du Travail
TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY

Filiale d'un groupe INTERNATIONAL.
Nous sommes le 1er Organisme Français d'études et de conseils en MARKETING.

Nous disposons d'importants moyens informatiques IBM 3031 et 4341 sous VM, CMS-OS-CICS-DL1.
Nos développements local ou international de plus en plus orientés vers l'utilisation du temps réel et des bases de données nous conduisent à intégrer dans des équipes jeunes

ingénieurs informaticiens

La pratique d'un langage évolué est indispensable, celle de l'environnement IBM de PL1, CICS-DL1 serait appréciée.
Lieu de travail : CERGY-PONTOISE.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. D 8.

A.C. NIELSEN COMPANY
Direction des Ressources Humaines
Bureaux des 3 Fontaines
95007 CERGY-PONTOISE CEDEX.

HAVAS CONTACT

Vendez nos logiciels sur un marché porteur

250.000 +

PANSOPHIC, nous sommes la filiale française d'une société américaine mondialement connue pour la qualité de ses produits. Avec plus de 9.000 logiciels installés, le taux d'expansion de notre activité est le plus élevé de **l'industrie informatique.**

Le COMMERCIAL DE TALENT que nous recherchons devra, sur un secteur déterminé, vendre nos logiciels existants et nouveaux auprès de nos clients, et développer un marché en pleine évolution, en relation directe avec la Direction Générale.

Vous connaissez le milieu informatique (grands systèmes IBM), vous avez une expérience réussie de 2 à 3 ans dans la vente de services et vous parlez anglais, nous vous proposons un poste autonome qui offre à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) à :
Eric MARECHAL - 72/78, avenue Georges Clémenceau
92000 NANTERRE

PANSOPHIC Systems France

Organisation et Publicité

Ingénieur, participez à notre expansion !

Filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers français, notre activité se situe dans le domaine de la **chimie de spécialités.** Largement représentés par nos filiales, nous réalisons **plus de 50 % de notre chiffre d'affaires à l'exportation.** Nous recherchons :

Assistant contrôleur de gestion

Sa mission consistera à effectuer le contrôle de certaines de nos usines.

Ingénieur débutant, diplômé d'une grande école, il aura reçu une formation complémentaire en Gestion de type IAE, ISG, Doctorat de 3e cycle en Gestion et possédera, de plus, une bonne maîtrise de la langue anglaise et, si possible, une première expérience dans le contrôle de gestion.

Cette fonction lui permettra de mettre en pratique les connaissances qu'il aura acquises tant dans le domaine technique que financier.

Lieu de travail : siège social à **Vélizy (78).**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en précisant sur l'enveloppe la référence 2187, à

Paris Ouest

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE *TECHNICITE*

SODERN NUCLEAIRE - ESPACE AUTOMATISME

recherche

INGENIEUR

Pour diriger, au sein de son Service Assurance Qualité, la section Métrologie-Technologie-Normalisation.

Il aura l'expérience de la métrologie électrique, électronique, mécanique et optique et de la gestion des étalonnages de bancs d'essais et d'appareils de mesures.

Le candidat devra être familiarisé avec la gestion et *l'exploitation* des *normes* françaises et étrangères.

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

Une formation scientifique ? Valorisez-là par l'informatique

Nous organisons en décembre 1982 un cycle de 5 mois de formation intensive aux techniques les plus modernes de l'informatique, rémunérée selon votre formation (école d'ingénieur, doctorat, maîtrise...), vous permettant de rejoindre ensuite une de nos équipes d'

ingénieurs

Nous sommes la filiale informatique d'un important groupe français, chargée de développer ses systèmes de gestion en temps réel. Vous participerez avec nous au développement de projets informatiques importants et variés, sur des matériels IBM puissants (*4 grands ordinateurs centraux et 1300 terminaux répartis en France*), avant d'accéder rapidement à des responsabilités d'encadrement.

Adressez lettre, C.V., photo ss réf. M 122 à G.I.E., Direction Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense, cedex 11.

Votre formation de base vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit. Vous avez décidé de vous orienter vers l'informatique.
La G.I.E. vous donne les moyens d'y réussir.

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER NATIONAL
recherche

analyste financier

30 ans minimum, diplômé Grandes Ecoles Scientifiques, connaissant bien la comptabilité des Entreprises et disposant d'une bonne expérience concrète d'analyse financière dans une banque ou dans une entreprise. Anglais souhaitable.
Rémunération départ : 160.000 F +
Merci d'écrire avec CV et photo sous référence Z 167 à
PAJ Conseil
2, rue des Dardanelles
75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

OFFRES D'EMPLOIS

Futur directeur de société

COFRAMI

RESPONSABLE COMMERCIAL

PARIS LA DEFENSE

RS ANALYSTES

CHARGÉ DE PRODUITS ENTREPRISES
Classe V. VI

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Groupe de 2.500 personnes et Numéro 1 sur son marché

SOCIÉTÉ DES VINS DE FRANCE

Le Bien venu-Préfontaines-Kiravi-Villageoise Margnat-Vieux Papes-Bartissol

Recherche

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Siège Hauts-de-Seine

La création de cette fonction, rattachée au Directeur des Ressources Humaines et des Affaires Juridiques, est destinée à faciliter le passage d'une gestion administrative propre à chacun des neuf établissements en France, vers un management du personnel coordonné au plan national.

Outre la responsabilité directe du personnel du siège, il participera à l'élaboration de la politique sociale et sera chargé de mettre en œuvre, en liaison avec les responsables locaux, les outils de gestion dynamique de l'ensemble du personnel.

Ce jeune manager, de formation supérieure, aura cinq à huit ans d'expérience réussie de la gestion courante et prévisionnelle du personnel et de l'emploi (cadres et non cadres) au sein d'une grande entreprise.

Les candidatures (lettre, C.V., téléphone personnel) seront envoyées au cabinet C.C.D.H., 11, rue Antoine-Bourdelle, 75015 PARIS, et seront traitées avec une absolue discrétion.

INGENIEURS INFORMATICIENS

SUP-ELEC, ENSIMAG, ENSEEIHT, IIE...

Vous débutez ou possédez une première expérience, et souhaitez la développer dans un environnement technique très évolué (IBM, TRANSPAC SNA, IMS-CICS, MVS) et participer au développement d'une activité en pleine expansion.

Les postes que nous créons

INGENIEURS SYSTEME,

doivent permettre à vos compétences de s'exprimer et offrent de réelles perspectives d'évolution, celles propres à un grand Groupe.

Adressez votre candidature à :
SPI - Service des Affaires Sociales - 98, bd Victor-Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY UGINE KUHLMANN

Organisation et Publicité

COMPAGNIE L'INDÉPENDANCE
PARIS 2e

recherche pour sa branche
"RISQUE DU PARTICULIER"

RESPONSABLE DE SERVICE

Adjoint au Directeur de branche

Sa mission :
- Conduire la gestion du service.
- Assurer la souscription.
- Participer à l'étude des nouveaux produits et des nouvelles formules.

Profil :
- 30 ans minimum.
- Niveau BAC G2 ou ENAS, IUT gestion apprécié.
- Goût des responsabilités et sens de l'organisation.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à Monsieur GALLIER
2, rue du 4 Septembre - 75080 PARIS CEDEX 02

bleu

EUROSOFT-SYSTEMES

donne un nouvel essor à ses activités « Systèmes Clés en Main » et recherche :

• pour ses projets RESEAUX

CHEF de PROJET
INGENIEURS EXPERIMENTES
• connaissant SNA, DSA
• expérience des protocoles de transport, session, présentation, normes X25.

• pour ses projets : CONDUITE DE PROCESSUS.
SYSTEMES DE TELESURVEILLANCE
BANCS DE CONTROLE ET D'ESSAIS

INGENIEURS CONFIRMES et DEBUTANTS
• compétences recherchées :
MITRA, SOLAR, PDP, MINI 6, microprocesseurs MOTOROLA, INTEL.

Ariane CHARTIER souhaite recevoir rapidement vos candidatures (CV, lettre, photo, prétentions) à EUROSOFT-SYSTEMES
38, Boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES

INSTITUT COMMERCIAL SUPÉRIEUR
GROUPE BÉGUÉ

Etablissement d'enseignement supérieur privé, créé en 1957, reconnu par l'État, non subventionné, recherche

un SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MISSIONS : Sous l'autorité du directeur général, responsabilité de l'administration générale ; Gestion des services : Personnel, Réception des candidats, Admissions, Stages et Placements.

PROFIL : 35 ans minimum, 10 ans d'expérience professionnelle, formation supérieure, compétence juridique certaine, notamment en droit du travail. Parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale, sens de l'organisation et des contacts humains, polyvalence permettant de faire face aux aspects très variés de la fonction.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite de candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions à :

Jacques MATHIEU,
I.C.S. BÉGUÉ,
15, place de la République,
75003 PARIS.

Message à un

MANAGER ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Vous souhaitez faire carrière dans un groupe français, Mandataire de compagnies étrangères

d'assurances

Nous vous proposons la responsabilité de toute la comptabilité et l'animation de l'équipe qui la compose — le management de toute la structure administrative en liaison avec les services de production, des décomptes, des sinistres.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez au moins 35 ans, une formation HEC, ESSEC, ESCP, ISG + DECS, une bonne connaissance de l'anglais, si vous êtes familiarisé avec l'informatique et si vous avez une première expérience significative acquise de préférence dans un cabinet d'audit.

Merci d'adresser CV détaillé, photo, dernier salaire sous référence M/245/B à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

CETIM

Le centre technique des industries mécaniques

recherche pour son Service «TRAITEMENTS THERMIQUES»

JEUNE INGÉNIEUR MATÉRIAUX

GRANDE ÉCOLE

Il sera chargé de la réalisation d'études à caractère appliqué dans le domaine des traitements thermiques des métaux, et du transfert des résultats de ces études en milieu industriel.

Une première expérience en recherche dans ce domaine serait appréciée.

Connaissances allemand et/ou anglais souhaitées.

Adresser CV, photo et prétentions à CETIM - BP. 67
60304 SENLIS Cedex

«Prendre en charge la comptabilité analytique des prix de revient d'une usine de l'aéronautique»

CADRE COMPTABLE CONFIRME

vous avez déjà acquis une solide expérience de la comptabilité analytique que vous souhaitez appliquer à présent dans un secteur de pointe.

Nous sommes un grand groupe de l'industrie aéronautique en expansion et nous vous proposons d'étendre vos responsabilités en animant une équipe d'une vingtaine de personnes réalisant la comptabilité analytique des stocks et des prix de revient de notre principale usine de production. Vous serez également chargé d'établir des projets informatique et d'en suivre la réalisation et le planning.

Votre expérience et/ou une formation du type Ecole de Commerce + DECS vous permettront par la suite d'évoluer au sein du groupe vers des fonctions de finances, de gestion, ou bien sûr, de comptabilité.

Lieu de travail : REGION PARISIENNE SUD.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions No 50974 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

JCD

JC Decaux
Mobilier urbain

ADJOINT AU CHEF DU BUREAU D'ETUDES

CREATION - IMAGINATION - RIGUEUR

Notre développement - en France comme en Europe - est le fruit d'une exigence de qualité, d'une volonté de diversification et d'une créativité toujours en action.
En raison de notre expansion, notre Chef de Bureau d'Etudes recherche son adjoint.
Il participera de plain-pied à l'ensemble des projets et des réalisations de l'entreprise.
Il animera et coordonnera le travail de l'équipe en place.
Ingénieur généraliste de formation, c'est un homme imaginatif mais aussi un réalisateur capable de concrétiser rapidement ce qu'il a conçu. La trentaine, son expérience a également été acquise sur le terrain. Il sait animer une équipe, allier une recherche exigeante de la qualité et la volonté d'une réalisation concrète, rapide, efficace. Car ce poste d'études est en contact permanent avec les équipes du terrain.

Votre candidature sera étudiée par Ph. Gombeaud - Copers 1, rue Moncey - 75009 Paris. Joignez une photo à votre CV et indiquez votre rémunération actuelle. A très bientôt.

média-system

JCD

CHEF DE PROJET 150.000/240.000 F

- Formation générale supérieure (Grande école),
- 3 à 5 ans d'expérience dans les domaines suivants :
  — organisation et gestion,
  — réalisation de systèmes sur mini-ordinateurs.
- Une expérience sur HP 3000 ou mini 6 serait un atout supplémentaire.

Envoyer C.V. et prétentions à
M. MOUSNIER LOMPRE
EUROMATIQUE SERVICE
66 rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS

Euromatique

SOCIETE PETROCHIMIQUE
Filiale de groupes pétroliers cherche pour son Siège de PARIS-LA-DEFENSE

INGENIEUR CHEF DE PRODUIT THERMOPLASTIQUE GRANDE DIFFUSION

Responsabilité globale allant de la coordination des recherches, des actions techniques aux contacts commerciaux dans le monde entier.

Formation supérieure, anglais courant.

Expérience similaire quelques années exigée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à No 50.411 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
recherche pour son
DEPARTEMENT INTERNATIONAL

JURISTES

• ayant expérience du droit international des affaires et de la fiscalité,
• parlant couramment : soit l'anglais, soit l'allemand.

Nationalité indifférente.

Envoyer C.V. avec références détaillées à :
FIDAL - S.D.I.
2 bis, rue de Villiers
92309 LEVALLOIS-PERRET

AMÉRIQUE SUD
INDONÉSIE
INGÉNIEUR

BÉTON ARMÉ

connaissant cimenterie silo, parfaitement trilingue, anglais, espagnol.
Long déplacement.
G.I.F. - E.T.T.
45, rue Turbigo, Paris-3e
Mº Réaumur. Tél. : 274-22-65.

Centre éducatif et culturel du Bourget cherche d'urgence

ANIMATEUR DIRECTEUR

DUT animation culturelle
Écrire à C.E.C.B.,
10, rue F.-de-Pressensé,
93350 LE BOURGET.

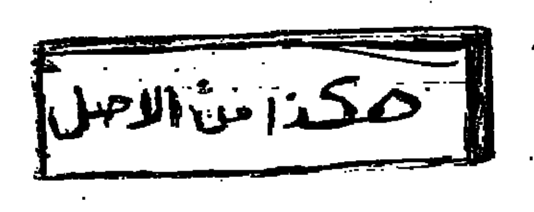
BUREAU D'ÉTUDES
SECTEUR NUCLÉAIRE

recherche

INGÉNIEURS

- Electromécanique
- Electronique
- Génie chimique
- Chimie industrielle

Adresser C.V. photo prétentions à
TECHNIQUE ET MONTAGE
5, rue Viète
75017 PARIS
Tél. 227-95-44.



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES
recherche

Juriste
Droit des Affaires

ayant une Maîtrise ou équivalent, 2 à 3 ans d'expérience dans une entreprise à DOMINANTE COMMERCIALE.

A *côté d'une activité* CONTENTIEUX, *il participera à l'élaboration* de CONTRATS et apportera aux différents responsables sa compétence dans les domaines : DROIT SOCIAL, REGLEMENTATION ECONOMIQUE, etc.

La taille réduite du service permet une activité variée en relation avec les interlocuteurs divers (chefs de département, clients, organismes extérieurs) et exige une bonne faculté de négociation.

Anglais souhaité.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence 23628 à COFAP *40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.*

Du marketing à la vente, Chef de produit opérationnel

Nous sommes une importante société du secteur alimentaire de forte notoriété. Nos produits sont très largement diffusés et utilisés quotidiennement.

Notre politique de diversification nous amène à créer un *poste de chef de produit, en liaison directe avec le Directeur* du marketing. Homme des nouveaux produits, il en aura la responsabilité totale, depuis les études préalables jusqu'à la commercialisation. Il définira les produits, organisera et suivra leur lancement et animera la force de vente.

Vous avez une formation commerciale supérieure, suivie d'une expérience marketing-vente de 3 à 5 ans dans les produits grand-public, de préférence alimentaires. Vos capacités de conception alliées à vos qualités commerciales seront des atout déterminants. Anglais indispensable.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous réf 4667M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES

LCT Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses études dans le domaine de la télémécanique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

1) INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.

2) INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à **LCT** - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

Nous sommes le 2ème constructeur mondial de l'informatique et 3ème en France.

Nous recherchons pour confirmer notre expansion des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en informatique (Maîtrise, Miage, INSA, *ISIM, ENSIMAG, etc...) pour des postes*

INGENIEURS INFORMATICIENS DEBUTANTS

Vous participerez à nos activités d'assistance technico-commercial en avant vente ou après vente au sein d'équipe performante.

Vous conseillerez nos *clients dans l'utilisation de nos progiciels et logiciels.* La formation permanente assurée dans notre centre de Cergy ainsi que vos performances vous permettront d'évoluer vers des fonctions de spécialiste ou de Chef de Projet.

Lieux de travail : PARIS, CERGY PONTOISE, LILLE, MARSEILLE, BORDEAUX, NANTES, LYON.

Envoyer CV et photo à J.F. LUCET, sous référence LM02, Boulevard de l'Oise - La Palette Orange - 95015 CERGY Cedex.

Notre société ayant conclu un contrat de solidarité, nous étudierons en *priorité les candidats* étant actuellement sans emploi.

Burroughs

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ERIA - ECA AUTOMATION)

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(600 personnes, C.A. 140 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, *Maîtrise...*
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- *INFORMATIQUE INDUSTRIELLE*
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- *SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE* DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

Publicités Réunies

RTC

La Radiotechnique-Compelec
Composants Electroniques
recherche des
INGENIEURS ELECTRONICIENS
diplômés
que tente une carrière
TECHNICO-COMMERCIALE

pour assurer la gestion de produit, dans les domaines : petits signaux, puissance optoélectronique et hyperfréquences.

Nous prenons en charge la formation complémentaire.

Une bonne maitrise de l'anglais sera appréciée.

Ecrire à :
RTC La Radiotechnique-Compelec
Direction du Personnel
130, avenue Ledru-Rollin
75540 PARIS Cedex 11.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
recherche un

chargé d'études financières
pour son département de gestion immobilière

Sa mission principale comportera la Gestion Administrative et Financière de Sociétés Civiles Immobilières, la tenue des Assemblées Ordinaires, la rédaction de rapports, les relations avec les associés des SCI, les banques et les organismes collecteurs.

Ce poste convient à un jeune diplômé Sc.Po/Eco-Fi. Une expérience de gestion financière serait un atout.

Rémunération de l'ordre de 100.000 F

Merci d'écrire avec C.V. et photo sous réf. Y 167 à

PAJ Conseil,
2, rue des Dardanelles,
75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

Westfalia France
REMORQUES - CAMPING-CARS
recherche

COMPTABLE
HOMME ou FEMME

VOUS CHERCHEZ
à vous intégrer dans une équipe jeune et dynamique pour prendre la responsabilité de la comptabilité générale et analytique (jusqu'au bilan).

VOUS AVEZ
- un esprit ouvert,
- une personnalité souple,
- envie de participer au développement rapide de notre entreprise.

NOUS SOMMES
une P.M.E. (7 personnes), filiale allemande

ET VOUS PROPOSONS
- une rémunération selon vos compétences,
- un travail à responsabilités dans un cadre agréable,
- une mutuelle.

VOUS PARTICIPEREZ
aux décisions et à l'introduction dans l'entreprise de l'informatique.

Des notions d'allemand et de dactylo seraient des atouts supplémentaires.

Ecrivez à : WESTFALIA FRANCE
33, avenue Pierre-Brossolette, 94000 CRÉTEIL

Jeune ingénieur études financières
Débutant ou première expérience.

RANK XEROX, leader mondial de la reprographie, recherche pour sa **Direction Immeuble** et Achats un Analyste Financier, homme ou femme de négociation, doté(e) d'une forte personnalité.

Sa formation :
Ecole d'Ingénieurs (Centrale Paris, Mines Paris ou équivalent), ayant une formation économique ou Ecole de Commerce (H.E.C., E.S.S.E.C.), M.B.A. apprécié.

Sa mission :
- évaluer la rentabilité des programmes d'investissement,
- défendre ces programmes auprès des *Directions* Locales et Internationales,
- mettre en place les montages financiers, notamment en matière d'immobilier et de crédit bail,
- assurer le contrôle budgétaire et le reporting correspondants.

La rémunération proposée pour ce **poste évolutif** est de 125-140 000 F/an.

La pratique de l'**anglais** courant est indispensable.

Lieu de travail : **AULNAY-SOUS-BOIS.**

Merci d'adresser votre candidature sous référence C/03 à Edith LEGRAND - RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

MEDIA PA

RANK XEROX

IMPRIMERIE DE POINTE
Région agréable - 60 km de Paris Sud - 280 personnes
recherche

CHEF DU PERSONNEL *HF*

- gestion et administration de l'ensemble du personnel
- évaluation des besoins et réalisation des recrutements
- définition et suivi des programmes de formation
- relations avec les partenaires sociaux
- soucis d'information du personnel de base
- achats fournitures diverses ; entretien locaux.

Ce poste conviendrait à un juriste connaissant le droit du travail et possédant une expérience d'au moins 5 ans ; homme de terrain, de dialogue et diplomate face au quotidien.

Le salaire est de 180.000 F.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence 0211/M
12, rue P.M. Curie - Z.I. d'Ingre 45140 St Jean de la Ruelle

expancentre ouest

COFAP

CONSEIL DE DIRECTION
recherche

consultants de haut niveau

pour les associer à ses missions, dans des Sociétés Françaises, dans les domaines suivants :
- Elaboration et pilotage de plans de redressement.
- Gestion informatisée de production.
- Logistique : stratégie de distribution et conception de systèmes de manutention et de stockage.

Nous souhaitons rencontrer des hommes de formation Grande Ecole (Scientifique ou Commerciale), ayant une personnalité de tout premier plan : forte capacité de travail, grande rigueur intellectuelle, disponibilité pour de frequents déplacements en France et en Europe, et motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire.

La qualité des missions confiées, et le développement rapide des différentes composantes du Groupe O.A. et de ses filiales, doivent permettre à des candidats de valeur de larges possibilités d'évolution personnelle.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :

OUROUMOFF et ASSOCIES
Conseillers d'Entreprises
94, rue Lauriston
75116 PARIS
(Discrétion assurée).

Organisation et Publicité

SOCIETE INDUSTRIELLE, LEADER DANS SON SECTEUR,
FILIALE D'UN GROUPE AMERICAIN
recherche pour une de ses usines (1500 personnes)
située à 60Kms au Nord de Paris

CONTROLEUR DE GESTION

LE POSTE :
Le contrôleur de gestion usine, directement rattaché au Directeur de l'usine :
— prépare le budget, assure le reporting et le suivi des écarts,
— *supervise la comptabilité générale (paie, fournisseurs)* et les mouvements de stock,
— membre de l'équipe de Direction de l'usine et responsable des procédures et de l'organisation administrative,
— encadre une équipe de 12 personnes.

Ce poste très opérationnel peut-être un bon tremplin pour un développement ultérieur à l'intérieur du Groupe.

PROFIL RECHERCHE :
— 30 ans minimum
— formation technique ou commerciale supérieure (ESC, ICG)
— *expérience minimum de 3 ans dans des fonctions similaires* en milieu industriel
— autorité,
— sens aigu de la communication.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 50941
CONTESSE PUBLICITE, *20, avenue de l'Opéra*
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATICIENS

INGENIEURS SYSTEME

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

CADRE COMPTABLE

INGENIEUR CHEF

INGENIEURS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS
DIVISION BATTERIES INDUSTRIELLES
GROUPE CGE

recherche

pour son service production fabrication

INGÉNIEUR

- Ecole d'ingénieurs : ICAM - ENSAM - ENSI ou équivalent.
- Formation mécanicien.
- Bonnes connaissances en micro-informatique pour développement machines spéciales commandées par automates programmables.

TECHNICIEN

- BTS - DUT spécialisation mécanique.
- Bonnes connaissances informatique appréciées.

Ces postes sont à pourvoir à : **CLICHY (92)**

Envoyer C.V., photo et prétentions à Monsieur Hascoët
Service du Personnel
2, rue Curnonsky - 75017 PARIS

bleu

L'Etat
recrute

UN INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN DE HAUT NIVEAU

(Sup. elec. - T.P. - ENSI - Arts et Métiers - Marine ou équivalent).

L'intéressé aura acquis une expérience minimale de 10 ans dans la conception ou la réalisation et la gestion d'installations électrotechniques, en particulier dans le domaine des alimentations de haute qualité (réseaux sans coupure et commutations automatiques).

Il sera chargé d'audits sur les installations existantes, d'études et de réalisations sur les installations en projet, dans des centres opérationnels de l'aviation civile, en métropole et dans les DOM-TOM.

LIEU DE TRAVAIL = BASE A PARIS

Adresser C.V. manuscrit et photo et prétentions au :
SERVICE TECHNIQUE
DE LA NAVIGATION AÉRIENNE
246, RUE LECOURBE - 75732 PARIS CEDEX 15.

SGS-ATES
composants électroniques
500 personnes, recherche

ASSISTANT à direction générale

• Études supérieures. • expérience gestion entreprise. • 25 ans minimum.
Écrire avec curric.-vitae, photo en indiquant rémunération demandée à SGS-ATES
Immeuble "Le Palatino" 17, av. de Choisy
75643 Paris Cedex 13

P.R.B

IMPORTANT

CENTRE DE DOCUMENTATION

PARIS

recherche pour son département

DROIT DES AFFAIRES

un COLLABORATEUR expert-comptable ou ayant acquis une expérience dans une société fiduciaire ou un cabinet de conseil juridique et fiscal.
Ce poste de responsable offre une large autonomie dans le travail. Il demande des capacités de synthèse et de rédaction.

Rémunération doublée d'un intéressement.

Merci d'adresser une candidature manuscrite indiquant les prétentions et accompagnée d'un curriculum vitae détaillé sous nº 2.210 à OPLEC, 2, rue Séguier, 75006 PARIS qui transmettra.

BUREAU VERITAS
recherche

UN TECHNICIEN

DUT ou BTS ELECTRONIQUE ayant plusieurs années d'expérience dans la réalisation de prototypes ou la maintenance d'appareillages, des connaissances en mini-informatique seront un atout.
Il participera à la maintenance et au développement de systèmes installés sur navires.
Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.
Connaissances de la langue anglaise nécessaires.
Lieu d'attache : Levallois.

Ecr. avec C.V. sous réf. Nº 58 à BUREAU VERITAS
Services Maritimes
Division Recherches et Développement (RD3) 31, rue Henri-Rochefort 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE POINTE EN ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

recherche pour Paris 16ᵉ

un CHEF DE GROUPE

BANQUES — TRÉSORERIE COMPTABLE

pour animer une équipe de trois personnes.
30 a. min., bon. expér., organ., dynam., sens des contacts.

Env. lettre, C.V., photo et prét. s/réf. M 553 à IMAGO, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

DOCUMENTALISTE

(H. ou F.)
Bonne connaissance des problèmes économiques indispensable.

Habitué au dépouillement des *journaux*.

Diplôme de documentaliste exigé.

Pratique de l'Anglais et de l'Allemand souhaitable.

ECRIRE : S.G.P. 13, avenue de l'Opéra PARIS 1ᵉʳ

Christofle
Orfèvre à Paris

recherche son :

Chef de vente export

pour l'Amérique du Sud, l'Amérique Centrale, les Caraïbes, l'Extrême-Orient et l'Océanie.

La mission qui lui sera confiée consistera à animer et contrôler un réseau d'agents et de grossistes, à développer les ventes dans le cadre d'une politique commerciale précise, à créer de nouveaux marchés.

Il s'agit d'un poste particulièrement attractif pour un jeune cadre d'exportation, diplômé de l'enseignement supérieur, maîtrisant très couramment l'anglais et l'espagnol, ayant de préférence l'expérience des produits de luxe.

C'est lui, et lui seul, qui donnera au poste la dimension et l'autonomie qu'il doit comporter, dans un secteur géographique varié, pour des produits prestigieux, avec des interlocuteurs de qualité, dans une société renommée.

Poste basé à Saint-Denis, avec déplacements 3 mois par an environ.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prét. s/réf. 1401 M à :

SOURCES
16 rue J.-J. Rousseau, 75001 PARIS qui transmettra .

Important groupe agro-alimentaire
recherche
pour sa Direction financière

CADRE COMPTABLE de haut niveau 180 000 F +

responsable dans un premier temps du service comptabilité analytique sous la supervision directe du Directeur Financier.

Formation minimum requise DECS.
Expérience 5 ans de cabinet d'audit ou d'expertise comptable.

Excellent technicien et organisateur, il sera appelé dans un deuxième temps à animer des équipes importantes.

Poste basé en proche banlieue parisienne.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8376 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

BANQUE DE DÉPOTS PRIVÉE

PARIS (1ᵉʳ)
réputée de taille humaine

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF DU SERVICE TITRES

Ayant une bonne expérience de la gestion administrative d'un service titres au niveau cadre.
Il devra avoir le sens de l'organisation et être capable d'entraîner son équipe afin de concourir au développement de la banque et de son propre service.
Des notions informatiques seraient appréciées.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à O.C.B.F., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra sous réf. 8.708 M.

P.M.E. forte expansion

recherche

CHEF COMPTABLE

Parf. connais. de l'angl.
Maîtr. de la comptabil. anglo-sax) et connaiss. informat.
Écrire avec C.V. et prét. s réf. G.P. SODIP,
60, rue du Rendez-Vous, 75012 Paris.

VILLE DU BLANC-MESNIL
(Seine Saint-Denis)

RECRUTE
Un(e) Secrétaire Général
Un(e) Secrétaire Général Adjoint

Adresser C.V. à Monsieur le Maire — Place Gabriel-Péri 93156 LE BLANC-MESNIL (tél. : 865-44-58)
Avant le 14 Décembre 1982.

Revue professionnelle « nouveau style », spécialisée dans les techniques de commercialisation, l'informatique, la finance, l'implantation des unités de production, les relations humaines recherche son
REDACTEUR EN CHEF
Son rôle : assurer toute la coordination de la rédaction et le lancement de la revue pour la mener au succès. Sérieuses références exigées. Poste à pourvoir immédiat. Envoyer C.V. photos et prétentions à ETC-RC — 88 av. du Général-Leclerc 92100 BOULOGNE.

Revue professionnelle spécialisée dans l'industrie des Arts Graphiques recherche
JOURNALISTES PIGISTES
Possibilité de collaborations régulières. Sérieuses références exigées. Envoyer C.V. à ETC GL — 88 av. du Général-Leclerc — 92100 BOULOGNE.

Filiale d'un groupe allemand
DEMI-PRODUITS EN MÉTAUX NON FERREUX

cherche

1 TECHNICO COMMERCIAL BILINGUE ALLEMAND

POUR LA VENTE D'UNE DE SES LIGNES DE PRODUITS
DANS LA PARTIE NORD DE LA FRANCE

CHERCHONS :

un homme dynamique ayant un sens aigu des initiatives disponible pour fréquents déplacements.

PROPOSONS :

- Rémunération élevée ;
- Statut cadre ;
- Voiture de fonction.

Ecrire avec C.V. et photo sous nº T 036.688 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2ᵉ.

S.N.E.F.
filiale de .

LAROUSSE

recherche

ADJOINT CHEF DE CENTRE

vente/téléphone Paris (banlieue Ouest)

SA MISSION :
- Chef de vente ;
- Animation et contrôle (30 vendeurs) ;
- Recrutement et formation.

Ce poste conviendrait à un homme jeune avec ou sans expérience professionnelle (Bac + 2) qui voudrait s'incorporer à un métier nouveau dans une équipe performante. Formation assurée. Lieu de travail BANLIEUE OUEST.

Envoyer C.V. + photo à S.N.E.F.,
62-70, rue Yvan-Tourguenieff, 78380 Bougival.

ORGANISME DE FORMATION
recherche

ANIMATEUR (S)

Pour stage de mise à niveau (français, calcul, initiation à l'économie d'entreprise) pour personnel ouvrier. Contrat à durée déterminée. Lieu de travail : envir. 150 Kms de Paris.

INTERVENANT (S)

pour orientation professionnelle, évaluation, méthodologie recherche d'emploi.
Ecr. s/nº 7250 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CENTRE HOSPITALIER D'ARGENTEUIL (Val-d'Oise)
recherche

INFIRMIERS (ES) DE et PSYCHIATRIQUES.

Adresser candidature et C.V. à M. le Directeur de l'établissement. 1, rue Valère-Collas 95101 ARGENTEUIL Cedex ou tél. 947-09-20 Poste 490.

Bureau d'études électricité-électronique
recrute

5 DESSINATEURS

PE — E1 — E2
Se présenter ACERI
40, Bd. Sellier
92150 — Suresnes
aux heures bureau
Téléphone 728-88-13.

LA CROIX L'ÉVÉNEMENT

Quotidien national recherche

UN JOURNALISTE SCIENTIFIQUE

Il sera chargé de la rubrique Sciences et Techniques (comptes rendus, reportages, enquêtes).

Ce poste s'adresse soit à un journaliste scientifique expérimenté soit à un scientifique (ingénieur, maîtrise, D.E.A) intéressé et susceptible d'évoluer dans le journalisme Adresser C.V. sous réf. PP 204

LA CROIX
Rédaction en chef
3, rue Bayard, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ TRANSPORTS INTERNATIONAUX
recherche

AIDE-COMPTABLE 2ᵉ ÉCHELON CONFIRMÉ

dégagé O.M.
Lieu travail ORLY AÉROGARE

Prière envoyer C.V. et prét. SCAC AIR SERVICE
A l'Attention de M. HORST
Orly Fret 628
94392 Orly Aérogare Cedex.

POUR IMPORTANTES STES

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

LOGICIEL
Expér. temps réel-assembleur ou expér. TÉLÉPHONIE
Responsabilité projets/service

SALAIRES MOTIVANTS

Téléphoner pour R.V. INTER-COMPUTER 806-60-00.

IMPORTANT GROUPE secteur ALIMENTAIRE LIQUIDE + 2000 p. CA 1,3 MILLIARD
recherche son

RESPONSABLE DES PRIX DE REVIENT

- Le candidat sera âgé au maximum de 30 ans
- Il aura une expérience importante dans ce domaine.
- Il se verra confier la mise en place de la comptabilité analytique et des prix de revient du groupe au plan national.
- Rémunération : 130.000 à 150.000 F/an selon qualification.

Ecr. avec C.V. manuscrit à nº 51615 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 qui tr.

DÉPART. RECHERCHE DÉVELOPPEMENT EN TÉLÉDÉTECTION INDUSTRIEL ET AÉROSPATIALE
recherche

INGÉNIEUR d'AFFAIRES

avec quelques années d'expérience en négociation, contrat haut niveau.

Env. C.V. et prétentions à : GETA ENGINEERING
10, rue Falguière, 75015 Paris

GECIP

Ingénieur conseil
recrute

AIDE COMPTABLES ET COMPTABLES I

A MI-TEMPS
13, rue Auguste-Laurent, 75011 PARIS.
TÉLÉPHONE : 379-27-49.

INGÉNIEURS

Important groupe bureau d'études, recherche pour siège proximité LA DÉFENSE

1 INGÉNIEUR

conception charpentes métalliques pour bâtiments industriels.

2 INGÉNIEURS

conception structures béton pour l'industrie lourde.

Les candidats auront 3 à 6 ans de métier, une aptitude à l'emploi de gros moyens informatiques, à l'animation d'une équipe de projet, à la relation avec maîtres d'ouvrages et entreprises.

Perspectives d'avenir très variées grâce à diversité activités et implantations du groupe.

Possibilités déplacements France et étranger pour mission courte ou longue durée.

Connaissance approfondie d'une langue étrangère.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. et photo à : S.E.E.E., 133, r. Salvador-Allende. 92007 Nanterre ced.

CENTRE MUSICAL

recherche

PROFESSEURS DE PIANO

Dynamiques et disponibles.

Env. C.V. détaillé + photo sous nº 036.348 M
RÉGIE-PRESSE.
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

GROUPE DE PRESSE
recherche

DOCUMENTALISTE

H. ou F.

Diplôme de documentaliste exigé.

Anglais — Allemand indispensables.

Ecrire : S.G.P. — 13, avenue de l'Opéra — PARIS 1ᵉʳ

SOCIÉTÉ DE SERVICE POUR LA RESTAURATION
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

lieu de travail : région parisienne, stage pratique 1 mois, région Sud-Ouest.
Envoyer C.V., photo et prétentions à :
GESTHOTEL
10, rue des Petites-Ecuries, 75010 - PARIS.

VILLE DE GARCHES
(Hauts-de-Seine)
recrute d'urgence :

UN ARCHIVISTE DOCUMENTALISTE

(Emploi ouvert aux archivistes 2ᵉ catégorie. Bibliothécaires 2ᵉ catégorie ou attachés communaux).

Adresser candidature avec C.V. et photo à :
MAIRIE DE GARCHES
2, avenue du Maréchal-Leclerc 92380 GARCHES.

Nous somme une société française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 8.000 à 10.000 F.

Nous leur offrons :

- Une formation complète.
- Une activité prenante.
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Écrire avec C.V. et photo nº 2.498 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.
La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
- SOIT de bonnes études.
- SOIT la preuves de leur personnalité.

URGENT
VILLE D'ANTONY (92)

recrute

SOUS-BIBLIOTHÉC.

Titulaire du C.A.F.B.
POUR LE 15 NOVEMBRE

Env. candidature avec C.V. à : M. le Maire, Hôtel-de-Ville, 92160 ANTONY.

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Importante entreprise dans le domaine de l'énergie, recherche ingénieur pour études technico-économiques, au sein d'une équipe d'une quinzaine de spécialistes. Bonne connaissance des mathématiques de la décision (méthodes et algorithmes d'optimisation) et pratique courante de la programmation requises.
Ecrire avec C.V. détaillé sous le nº 248.370 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

S.C.A.
AGGLOMÉRATION NOUVELLE D'EVRY
recrute
immédiatement

Un attaché communal de 2ᵉ classe.
Notion en informatique.
Conditions statutaires du personnel communal.

Écrire : M. le Président du S.C.A.,
25, cours Blaise-Pascal, B.P. 62, 91002 EVRY CEDEX.

Société Internationale de Luminaires Contempor.

recherche

1 JEUNE TECHNICO COMMERCIAL
expérience minimale 2 à 3 ans libre début janvier.
Sa mission sera de contacter les bureaux d'architectes et bureaux d'études pour réaliser des projets d'éclairage.

Adresser C.V. avec rémunération actuelle + photo à :
Sté LOUIS POULSEN.
8, avenue Percier.
75008 PARIS.

Organisme de formation PARIS recherche

PROF. VACATAIRES

DROIT CCIAL et ÉCONOMIE

Adr. C.V., photo et prét. sous nº T 036.680 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

GOOD YEAR

LEADER MONDIAL DU PNEUMATIQUE

recherche pour

Paris et Amiens

analystes-programmeurs

- DUT - MIAGE ou équivalent
- Minimum 2 ans d'expérience temps réel et base de données
- COBOL exigé, EASYTRIEVE serait un avantage
- Bonne connaissance de l'anglais.

Capables de concevoir, réaliser et mettre en place des applications distribuées sur H.P. 3000 et/ou de développer des applications centralisées sur IBM 3033 (IMS DB - DC).

Adresser C.V. détaillé avec photo, prétentions et lieu de travail souhaité à
GOOD YEAR, Service du Personnel, Boite Postale 310
92506 RUEIL MALMAISON Cedex.

LCIE LABORATOIRE CENTRAL DES INDUSTRIES ELECTRIQUES

Etablissement autonome spécialisé dans les études, essais et contrôles de conformité de matériels électriques et électroniques

recherche

ASSISTANT(E) DU RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES

DE FORMATION SUPERIEURE
(technique, marketing)
Il (Elle) sera chargé(e) :

1º) du développement de l'action "marketing" (étude des "produits" L.C.I.E., de la clientèle, du marché)

2º) d'actions pour la promotion du L.C.I.E. :
- relations avec la presse, rédaction d'articles techniques
- réalisation d'un bulletin d'informations
- organisation de conférences et d'expositions...

Envoyer C.V., photo et prétentions à
L.C.I.E. Service du personnel
33, Avenue du Général Leclerc
92260 FONTENAY-AUX-ROSES

FIRME DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

à clientèle internationale

recherche

FISCALISTE EXPERIMENTE

Ayant au moins cinq ans d'expérience.
Connaissance de l'anglais.

A.J.F. & Associés, Membre de
PEAT MARWICK INTERNATIONAL
Tour Fiat, Cedex 16, 92084 PARIS-LA DEFENSE
M. G. de BRONDEAU - Tél. : 796-20-79

Entreprise de Services
recherche

contrôleur de gestion

Profil : E.S.C.
25 ans minimum.
Avec 2 ans d'expérience dans ce domaine pour prendre la responsabilité d'un service de contrôle de gestion de 2 personnes.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 7183 à :
PIERRE LICHAU S.A. - BP 220 -
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

هكذا من الأصل

secrétaires secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE
implantée Quartier Bastille Gare de Lyon
recherche pour son
DEPARTEMENT VENTES DE PRODUITS CHIMIQUES

SECRETAIRE DE DIRECTION

FORMATION :
BTS de secrétariat ou BTS de Commerce International + sténo.
Anglais courant indispensable. Allemand souhaité.

PROFIL :
Expérience indispensable de quelques années dans un service commercial.
Expérience de secrétariat exportation souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions sous No 51238
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

P.M.E. MATÉRIELS T.P.
BANLIEUE SUD PARIS
recherche

SECRÉTAIRE DIRECTION

pour seconder P.D.G.
- 30 ans minimum
- Formation supérieure
- Parfaitement bilingue anglais

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 2.972 M à PUBLIPANEL, 20, rue Richer 75441 Paris, Cedex 09, qui transmettra.

formation professionnelle

MBA — le diplôme d'aujourd'hui pour votre carrière de demain

SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY
offers the
Masters of Business Administration
and
Masters in International Relations
Day and Evening courses - in English
Qualified Faculty drawn from major international businesses and organizations.
Clôture des inscriptions le 17-12-1982.
For more information contact :

SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY
103, rue de Lille, 75007 PARIS.
Téléphone : 551-28-93, 551-04-83.
Etablissement reconnu pour la formation continue.

UNE CARRIÈRE DANS LA :

CAO - CFAO

Le GROUPE BTE va former :

25 INGÉNIEURS SPÉCIALISÉS
(stages agréés par le ministère de la Recherche et de l'Industrie).

Pendant la formation : projet en entreprise.

Ultérieurement : placement possible au niveau national.

Niveau : INGÉNIEURS (ou cadres excellente formation de base) ayant au moins 5 ans d'exp. professionnelle.

Adresser votre C.V. BTE stages C.A.O. - C.F.A.O.
5, terrasse Bellini,
la Défense 11, 92807 PUTEAUX CEDEX.

information divers

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 p.) :
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologies et ses pièges.
- 12 méthodes détail., etc.

Pour informat., écrire CIDEM M, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

occasions

GAYOUT 4, bd Saint-Martin, 10e, 607-61-10. Fermé lundi, ach. cpt, photo ciné, films, vidéo, hifi, disques, cassettes, télé, et gd choix mat. occasion.

capitaux propositions commerciales

Grand magasin prêt à porter français et italien, 5e Avenue, face Empire State Building, N.-Y., 300 m² + 600 m², réserve rech. partenaire de métier. Ecrire sous nº 3.771 L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02.

ÉCOLE FORMATION CONTINUE
Secr. comptab. inform. angl.
Potentiel stagiaires important.
RECHERCHE ACCORD avec
— ÉCOLE pr adjoindre F.C.
— PARTICULIER désirant créer centre de formation.
Ecrire sous le nº T 036.656 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Vend cause décès, clientèle, cabinet conseil juridique, situé en Seine-Maritime. Tél. : (35) 42-43-47.

CADRES DE PRODUCTION
(demandeurs d'emplois ou en congé de formation)
FORMATION A LA GESTION DE PRODUCTION assistée par ordinateur, 9 mois rémunérés par l'Etat à compter du 1er décembre 1982. Participation réduite aux frais de formation.
T. CAREL, ROYAN (16-46) 05-31-08

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demander une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM).
3, rue Montyon,
75429 PARIS CEDEX 09.

DEMANDES D'EMPLOIS DEMANDES D'EMPLOIS

Entreprises, Cabinets Juridiques, Agences de Publicité,

Vous avez trouvé :

LA SPÉCIALISTE EN
DROIT DE LA PUBLICITÉ

dont vous aviez besoin pour ;
le contrôle juridique de campagnes, inscriptions publicitaires sur emballages, litiges, stratégies en produits de grande consommation...

Excellente rédactrice, je suis diplômée d'Études Supérieures de Droit Privé, actuellement en recherche *fondamentale en Droit de la Publicité*. J'ai aussi de bonnes connaissances en anglais.

Appeler le 745-23-55
ou écrire sous nº T 036.383 M à : RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GRANDE-BRETAGNE
CONSEIL COMMERCIAL/FINANCIER
— Ayant grande expérience des affaires internationales ;
— Etudierait toutes propos. d'assistances d'entreprises dynamiques intéressées par la création ou le développement d'une implantation sur le marché britannique.
Sérieuses références.
Ecrire à Monsieur RICHARD HOTOPF 59 High Street, Dorchester-on-Thames
OXA 8HN (Angleterre).

JOURNALISTE ÉCONOMIQUE HAUT NIVEAU

Connaissant anglais, allemand, italien

recherche emploi

PRESSE ENTREPRISE
SERVICE PRESSE
ou RELATIONS PUBLIQUES

Ecrire sous nº T 036.509 M., Régie-Presse
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Après ét. sup. + 10 ans d'expérience

Marketing
promotion/publicité
relations publiques

je recherche nouvelle situation à Paris dans société intéressée par mon profil international.
Autrichienne de culture, mes atouts sont :

l'allemand, le français, l'anglais

la stratégie, l'organisation, la créativité, le développement, le contact humain.

pr me rencontrer écrire s/nº 7202
au *Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009.

Femme, 46 ans, B.T.S. secrétariat de direction, ancienne élève Sciences Po, rompue aux techniques de la vente, ayant exercé avec succès de nombreuses années la direction d'une agence commerciale, recherche situation en rapport.
Ecrire sous le nº T 036.691 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 26 ans, dynamique, *CAPES MUSIQUE* + piano + expér. professionnelle rech. emploi disques, organisation, enseignement, vente.
Ecrire Alix de Civille,
16, rue Mayet, 75006 Paris.

DIRECTION GÉNÉRALE

H., 39 ans, *Universitaire* (droit + Sc. Po.)
- Exp. management, direction commerciale, marketing, organisation,
- Expér. direction P.M.E. + 50 pers.
- Anglais-Espagnol, connaiss. Allemand et Italien.
- Rompu négociations internationales.
- Esprit volontariste et de synthèse.
- Connaissances marchés espagnol-italien, Amérique latine.

Recherche : poste actif *d'adjoint à P.-D.G. ou D.G. ou* Direction P.M.E.
Ecr. s/nº 6.375 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Commercial, 50 ans, très sérieux, dynamique. Connaissances comptabilité, français-anglais-arabe, excellentes référ.
Libre de suite.
Tél. (6) 900-27-58.

J.F., 26 a., 6 a. exp., excell. présentation, B.T.S. secrétariat, anglais, espagnol, cherche poste assistante de direction. Libre de suite. tél. 647-56-88.

J.F. bilingue anglais, bonnes notions d'italien, cherche place secrétaire traductrice interprète, hôtesse standardiste télex, *vend. mi-temps ou temps* complet. Tél. : 783-89-80.

EXPORT MANAGER

Expér. vente et marketing produits gde consomm. Connaiss. marchés : Europe, USA, Moyen-Orient, Japon. Animat. d'équipe. Nég. à niv. internat. homme quarantaine, formation commerciale sup. A.C./H.E.C, tril. angl./allem. Recherche *poste à responsabilité.*
Ecr. s/nº 3.675 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. cherche place secrétaire dact. médical au direction temps partiel ou plein temps. Téléphone : 860-92-05.

Cadre comptable cc D.E.C.S. HME 36 ANS. Libre de suite expér. bilans, informatique
Ecr. s/nº 3.832 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTION COMMERCIAL-MARKETING

H. 33 ans, Maît. de gest. Sciences Politiques, anglais
- 10 ans exp. market.vente, gest. prod. gde consom. Fra. + Eur.
- anim., gest. équi. de vte (65 pers.).
- négociat. grdes centra. d'achat.
- espr. d'init., de resp., de dével.

Rech. dir. commerc. ou market.
Ecr. s/nº 3.837 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Dir. administratif et financier Référence 1er ordre, 58 ans Étudie toutes propositions France ou Étranger.
Ecr. s/nº 3.838 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 52 ans, Cadre très sérieuses réf. Spécialisé gestion de stocks, direction dépôt distribution, recherche région parisienne emploi similaire toutes branches.
Tél. M. CLÉMENT 986-61-56.

J.F., 32 ans, *Architecte diplômable* DESA, 8 ans exp. de cabinet archit. et bureau d'étude, bil. anglais ch. contrat à durée déterminée ou emploi stable Paris ou proche banlieue 8.000 F/mois.
Ecr. s/nº 6.392 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 23 ans. Dég. O.M. 3 ans publicité, permis de conduire cherche place visiteur médical ou étud. toutes autres propositions.
Ecr. s/nº 6.376 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme 30 ans M.I.A.G.E. débutant expérience 4 mois. Cobol Basic assembleur. Anglais parlé et lu cherche emploi analyste. Programmeur Paris ou Alpes-Maritimes.
Ecr. s/nº 6.391 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. cadre 33 ans niveau DUT informat. gest. B.T.S. compta. et gest, *expér. cabinet* et P.M.E. ambitieux, dynamique organisé ch. poste respons. administ. et comptable.
Ecr. s/nº 3.839 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 33 ans. Analyste-programmeur débutant. Bonne connaissance BMS/CICS, langages Cobol. Warnier. S.D.M. Expérience stage institut national supérieur d'informatique appliquée, cherche place stable ou stage d'entreprise.
Téléphone : 464-16-72.
Mr Clément Bernard.

OUVRIER JOAILLIER

21 ans, apprentissage 3 ans chez grand patron sérieux, attentif et travailleur, cherche poste stable.
Ecr. s/nº 6.393 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COMMERC. IMPORT-EXP. 39 ans, ayant occupé plusieurs postes de chef de service dans différents secteurs : biens d'équipement, grande consommation, produits culturels. Anglais fluide, allemand bonne pratique, cherche poste responsable import-export.
Ecr. s/nº 3.840 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VRAI ADJOINT POUR GRAND P.-D.G.

38 ans, apportant :
- Une formation supérieure complète (Droit, Sc. Po.).
- Une expérience de directeur P.M.E. + 50 personnes.
- Une connaissance pluridisciplinaire, gestion des affaires, commercial, publicité, marketing, clientèle française et internationale, marchés étrangers.
- Un esprit de synthèse, créateur et volontariste.
- Angl. + espagnol. Connaissances allemand + italien.

Cherche :
Situation d'adjoint à P.-D.G. ou D.G. ou poste de directeur P.M.I.-P.M.E. ou grande sté française ou internationale.
Ecr. s/nº 6.394 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., traductrice, cherche tous travaux esp.-franç. ou franç.-esp., si possible à domicile à Saint-Denis. Tél. (54) 49-82-42.

J.H., 27 ans, prof. arts plastiques, format. arts appliqués, expérience graphisme et animation cherche emploi Paris-province, GOUIN, 1 bis, place des Vallées, 92270 Bois-Colombes. Tél. : 782-86-35.

Pour province H., 44 ans, carrière dans l'ingénierie, sérieuses références, étudierait toutes propositions de reconversion au commercial.
Ecrire sous le nº T 036.655 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme, 34 ans, très bonne connaissance de la Bourse étudie toutes propositions d'entreprises ou de particuliers.
Ecrire sous le nº T 036.669 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VENDEUR EXPORT

39 ans, dipl. Institut Commerce International. Anglais, allemand parfaits. 15 ans d'expérience produits techn. Nég. à tous niveaux. 7 ans chef des ventes export dans PMI. Europe, USA. Pays de l'Est et Outre-Mer. Gestion du service animation des représentations.

Disponible immédiatement pour nouvelle mission.
Tél. : (1) 534-08-88 (répond.).

Secrétaire tape sur machine IBM 82 C, tous manusc. Tarifs très bas. Tél. 840-42-41.

DOCTEUR INGÉNIEUR
Égyptien 36 ans, exp. 10 ans APPLICAT. MÉCANIQU. dont 3 ans en lab. recherches sur matières plastiques. Langues FRANÇ., ANGL., ARABE. Écr. 49, rue Belgrand, 75020 Paris.

J.F., 27 ans, dynamique, disponible dans l'immédiat, maîtr. de droit privé, mention droit de l'entreprise, dactylo, exp. du secrétariat, notions d'anglais et *d'espagnol ch. emploi. Etudierait* toutes propositions. 250-64-10 avant 10 h ou apr. 18 h.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN
Universitaire, 28 ans, 3 ans d'expér. mini-ordinateur temps réel : cahier des charges, analyse fonction, encadrement de projets, formation, expér. gestion de magasin rech. dans une Sté dynamique, 1 poste de CHEF DE PROJET en étroite liaison avec les utilisateurs.
Tél. : 877-18-22.

Femme, 35 ans, études supér., secrétaire très expérimentée (10 ans), enseignement (5 ans) cherche emploi intéressant. Tél. : 882-07-35 (poste 28).

J.F., 38 ans, bonne présentation, culture littéraire artistique, juridique, désirerait collaborer commerce (librairie ou antiquités) Paris.
Ecrire sous le nº T 036 662 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 25 ans, maîtrise ès Sciences Eco., a effectué un Mémoire de D.E.A. en écon. des rel. humaines sur l'ét. d'une populat. démunie en période de crise, recherche stage rémunéré dans organisation d'aide sociale pour thèse même discipl., si possible, sinon étud. toutes propositions d'emploi temps partiel, sur région Marseille et Bouches-du-Rhône dans les deux cas.

CADRE

sérieuses références, expérimenté dans la distribution et la gestion d'entrepôt, étudierait toutes propositions soit en direction régionale des ventes, soit en direction d'entrepôt – régions indifférentes.

Monsieur MORVILLEZ Henri
7, r. du 8 Mai 59810 - LESQUIN

Téléphone : 16-20-97-27-18

travail à domicile

Secrétaire frappe s/I.B.M. manuscr./cassettes en franç., all., anglais. Tél. : 327-90-38.

SECRÉTAIRE qualifiée recherche tous travaux, frappe à domicile machine électr., anglais si nécess. Tél. : 859-72-91.

automobiles ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vend R5 GTL, 5 portes, année mai 1981, parfait état, 27.000 km. Prix 28.000 F. Tél. 642-51-91 après 18 h.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

LES HALLES

Dans immeuble classé, appart. très clair, 2 pièces, cuis. équip., s. de bains, w.-c., cheminée, chauffage électrique, téléphone, cave voûtée. Faites le 707-27-70 pour R.-V.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS

Très bel appart., grand confort. 1.300.000 F. Prix justifié. Téléphone : 500-54-00.

5e arrdt

PANTHÉON, 5 P., 354-95-10
TERRASSE - VUE

CONTRESCARPE - Duplex, très gd 2 pces, confort, calme. 560.000 F. S.D.G., 634-06-20

6e arrdt

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
6 P. PARFAIT ÉTAT
4e ét., asc. Calme, plein sud
1 950 000 F - 624-93.33.

ODÉON - 2 P., 70 m²
Luxe, asc. - 354-42-70.

2, RUE DUPUYTREN
87, BD SAINT-GERMAIN
ODÉON, imm. pierre de taille, asc., 3 P., 90 m², rénové luxueus., cuis. équipée + park. 551-31-98 - 551-21-06.

MONTPARNASSE - 4 PIÈCES + serv. imm. pierre, soleil, asc. 820.000 F. 566-52-11.

7e arrdt

PRÈS CHAMP-DE-MARS
ÉLÉGANT DUPLEX, 170 m², TERRASSE PLANTÉE 200 m² + stud., 3 park. 624-93-33.

TOURVILLE - INVALIDES
Face Dôme et parc mus. Rodin, emplacement 1er ordre, surface 136 m². Division possible. 3 APPTS, 63, 73, 108 m². A aménager ou refait neuf. Grand stand. Hauteur plafond 4 m. 551-21-06 - 551-31-98.

8e arrdt

PRÈS MADELEINE
28, R. GODOT-DE-MAUROY, bel imm. ravalé, ascenseur, TRÈS BEAUX STUDIOS et 2 P. refaits neufs, équipés. 4e et 5e. Tél. : 551-21-06.

11e arrdt

METRO NATION
Imm. stand., asc., chff. cent., 3 P., cuis., salle bains, w.-c., balc., verd. Mardi 13 à 15 h : 29, AV. PHILIPPE-AUGUSTE.

14e arrdt

MONTPARNASSE
161, RUE DU CHATEAU
Superbe 2 P., tt cft. Mardi 13 h. à 17 h. ou 755-85-30.

SQUARE MONTSOURIS

MAISON À l'ANGLAISE 6 P. + gren. et ss-sol. 329-84-59.

15e arrdt

BIR-HAKEIM - 4 PIÈCES, vue except., 92 m², balcon. 633-29-17, 13 h 30-16 h 30, le 9 nov., 10, rue Dr-FINLAY.

RANELAGH

Imm. récent, 125 m² + loggia, bon état sur jardin et dégag. 2 bains. *Park.* 1.575.000 F. Tél. : 261-84-52, h. b.

ÉMILE-ZOLA

Dernier étage, plein ciel, original, double living + chambre. Belle terrasse. 840.000 F. Tél. : 261-84-52, h.b.

RUE BRANCION. Jolie studette, kitch., bains, sud, sur jardin. 135.000 F. 828-90-50

16e arrdt

16e NORD - 6 ET 7 P.

anc. stand. Matin : 567-47-47.

BOILEAU (ANGLE)

Bel imm. pierre de taille chauff. et asc. imm. 5e ét., beau liv. 1 ch., cuis., bns w.-c. RARE.
388.000 F
Téléphone : 705-54-91.

17e arrdt

Pl. WAGRAM, atelier-duplex, balcon, 3-4 pces, conft. TRÈS BELLES PRESTATIONS BOIS, chem., 5e, ss asc. 850.000 F + garage 31 m². 577-96-85.

45, AV. DE VILLIERS

Mº MALESHERBES
RÉHABILITATION PRESTIGE
Anciens ateliers d'artistes restructurés en
DUPLEX AVEC LOGGIAS
DE 2-4 ET 5 PIÈCES
+ quelques STUDIOS
LUXUEUSES PRESTATIONS
Visites lundi, mardi, jeudi et vendredi de 12 h. à 18 h.
LIVRAISON IMMÉDIATE

78-Yvelines

CHAMPS-D'ARCY
à BOIS-D'ARCY
3 pces, 77 m², 473.900 F
4 pces, 90 m², 558.200 F
5 pièces, 106 m², av. garage. 635.900 F
P.C. + A.P.L.
TÉL. : 460-59-44.

92 Hauts-de-Seine

MEUDON BELLEVUE
92 m², séjour dble, 2 chbres, tout confort. Parc, étage élevé. Vue dégagée. Px 820.000 F. *Téléphone* : 534-41-75 +.

NANTERRE-PRÉFECTURE
5 mn à pied R.E.R. Part. vd APPT 72 m²
9e étage, séjour, 2 chambres, 2 loggias, park. 520.000 F. M. LEON - 320-39-31

NEUILLY-ST-JAMES
85 m², séj., 2 ch., rez-de-ch., duplex + terrasse 30 m². 550-34-00

95- Val-d'Oise

GARGES-LES-GONESSE
Part. beau 2 pièces, 48 m², résid. 73, tt cft. Prix 169.000 F. Tél. : 766-52-30 (poste 44-18, heures bur.)

Province

SAINT-TROPEZ
Part. vd F2 ds immeuble plein centre, 2e étage, asc., vue sur mer, bon état. 600.000 F. Tél. : (7) 835-81-25.

POUR LES VRAIS AMOUREUX DE LA MONTAGNE

Une station d'altitude dans un cadre sauvage

à **LA JOUE DU LOUP**

Achetez pour skier, grimper, smasher, nager, pêcher, naviguer.

Du studio au 3 pièces un appartement bien conçu, bien équipé.

SPÉCIAL LANCEMENT :
RÉDUCTION MOBILIER
8500 F. 10000 F. 12500 F.

Documentation, renseignements :
S.P.E.I.
tél. 354.09.81
303, rue Saint-Jacques
75005 PARIS

appartements achats

Recherche 2 à 4 pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travx. PAIE COMPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

PROPRIETAIRES LOUER SANS FRAIS
VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE RAPIDEMENT
Tél : 359 64 00

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades - 281-10-20.

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pr client. étr. et diplomates, APPARTEM., HOTELS PARTICULIERS et BUREAUX LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

URGENT

Étudiante sérieuse à Paris pour ÉTUDES SUPÉRIEURES cherche chambre meublée même chez l'habitant.
PARIS ou proche banlieue
Ecr. s/nº 6.389, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES

Pour louer rapidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos appartements vides et meublés à Paris et en banlieue.
Téléphone : 282-12-50.

Région parisienne

Pour sociétés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 à 6 ans. Téléphone : 283-57-02.

locaux commerciaux

Locations

Locaux scolaires disponibles au cœur du 18e arrdt pour utilisation partielle. Conviendraient à école de langues, formation profession. Ecr. ICLA, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui transmettra.

bureaux bureaux

Ventes

ENTREPRISE pour cause extension de son siège social vend ses murs :

BUREAUX, 153 m²
SÈVRES CENTRE

PRIX TRÈS INTÉRESSANTS.
Facilités de transports
15' direct Montparnasse
25' Défense
35' Saint-Lazare
10' Mº Pont-de-Sèvres
EN PLEIN CENTRE VILLE
proximité administrations, banques, commerces.
7 bureaux modernes très agréables et clairs, bien distribués, lignes tél. *groupées, télex, portier* électrique, 2 sanitaires, 2 entrées indépendantes, kitchenette équipée. Moquette sol et murs, prestations intérieures très soignées.
Nombreux rangements.
Construction 1977, parkings.
Libre très rapidement.
Téléphone : 534-61-21.
Bonne rentabilité pour investisseurs.

Locations

EMBASSY-SERVICE

rech. pour IMPLANTATIONS FILIALES, Stés ÉTRANGÈRES, burx achat ou location. Quartier affaires - 562-62-14.

DOMICILIATION 8e

R.M., R.C. 200/300 F/mois avec services complets.
TÉLEX - SECRÉTARIAT
CRÉATION DE SOCIÉTÉS
TOUTES DÉMARCHES
AGECO - 294-95-28
(STATIONNEMENT AISÉ).

Domiciliations : 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-80-88 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services.
Permanence téléphonique.
355-17-50

VOTRE BUREAU
OU DEPUIS 150 F/MOIS
1 DOMICILIAT. + SERVICE
S.A.R.L. Artisans - 296-36-74.

HAUSSMANN Square LOUIS-XVI

2 étages, 373 m² chacun
Ensemble ou séparément

DÉFENSE ZONE A

Petit et luxueux immeuble bureaux 1.700 m² location

16e VICTOR-HUGO

prox. rue de Longchamp 800 m², 25 bureaux, 3 park. Location

D. FEAU, 294-20-00

8e, ST-AUGUSTIN, 300 m² divis., 7e, QUAI ORSAY, 700 m² standing

MARC DANTARD

Tél. : 265-03-23.

1er 190 m² ou 380 m².
2e 50, 66 m².
8e 57, 74, 110, 248, 1.250 m².
10e 265, 975 m².
12e 120 m².
13e 800 à 6.800 m².
15e 260, 600 m² (et vente).
16e 176 m².
19e 410 à 1.200 m².
BAGNEUX, 800 et 1.300 m².
COURBEVOIE, 192 à 1.330 m².
GENTILLY, 960 m².
LEVALLOIS, 680 à 2.040 m².
NEUILLY, 250 m².
Prébail, 260-30-83/296-53-01.

66 CHAMPS-ÉLYSÉES

DOMICILIATIONS, secrétariat, location bureaux meublés. B.E.B., 723-50-00.

WEATHERALLS

CONCORDE, 170 m² luxueux.
MILAN, 830 m², vente ou loc.
NEUILLY, 180 m² standing.
CHAMPS-ÉLYSÉES, 460
620 m² prestige.
563-05-50.

15e VAUGIRARD

bel imm. stdg 176 m² en r.-de-ch., gde récept., 7 burx + réserve, état impecc., 100.000 par an + 160.000 repr. travx. KIJOXSON 522-13-09.

fonds de commerce

Ventes

AFFAIRE en OR,
Magasin PIANOS, 2 boutiques centre Paris, fondée 1910. Vente - Location - Réparation - Neuf - Occasion. En pleine expansion. Très bon rapport. Placement solide, vend cause âge. Ecr. nº 8.582 M, J.R.P., 39, r. de l'Arcade, Paris 8e, qui tr.

boutiques

Ventes

19, RUE DE PENTHIÈVRE angle rue de MIROMESNIL, *murs libres, 2 boutiques 45 m²* et 31 m² + sous-sol. Toutes propriétés. Tél. 551-21-05.

immeubles

ACH. IMM. VIDE, même avec gros travaux, Paris, banlieue. T. 590-86-06, de 7 h à 21 h.

PARIS-CENTRE

Ensemble immobilier
11.500 m², demi-commercial demi-habitation.
Rapport annuel : 2.500.000 F.
PRIX : 40.000.000 de francs.
JUNÈGE - 271-27-37.

Près futur jardin des Halles, emplacement top 1er ORDRE, *1.800 m² libres. A rénover.* Grand stand. INTERMÉDIAIRE S'ABSTENIR. Tél. 551-21-06.

villas

MANOSQUE (PRÈS)

VILLAS nves à part. 323.000. Crédit PAP poss. - 285-71-82.

SAINTE-MAXIME
Vue superbe sur golfe de St-Tropez villa 5 chbres + studio indép. jard. 1.700.000 F. (94) 96-34-17.

terrains

60 GRANDRU - 7 km NOYON
1.078 m² - 20 m. façade
69.000 F t.t.c.
890 m² - 20 m. façade
67.500 F t.t.c.
MAISONS O.R.C.A.
78, rue Pierre-Jacoby
60000 BEAUVAIS.
Tél. (4) 443-22-57.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Quelle épargne pour la retraite ?

Les Français doivent-ils repenser leur système de retraite ? L'évolution *démographique du pays, la « montée des vieux »*, riquent-elles de mettre en cause le système actuel de retraite par répartition (les actifs payent des cotisations pour alimenter les pensions des inactifs) ? Faut-il revenir au système de capitalisation, c'est-à-dire à l'accumulation de biens au seul profit de celui qui épargne ?

Pour lutter contre quelques idées reçues telle que l'importance accordée à la démographie et l'opposition irréductible entre la répartition et la capitalisation, MM. Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn ont écrit un livre, *l'Epargne et la Retraite*, dans lequel ils plaident non pas pour la disparition, ni même l'affaiblissement de la distribution au bénéfice du cumul, mais pour une réorganisation de l'épargne individuelle au bénéfice de l'épargne collective. *« La répartition doit rester l'instrument principal permettant d'assurer les pensions des personnes âgées »* parce qu'elle *« répond à la volonté de fonder le système de retraite sur des transferts reflétant la solidarité entre les générations successives »*, affirment les auteurs. De plus, le système de capitalisation a fait les preuves de son incapacité à faire face à l'érosion monétaire. Revenir à une telle formule correspondrait à une *« régression sociale fondée sur des illusions économiques »*.

C'est sur ce principe de répartition que, dans les années 1945, la Sécurité sociale a vu le jour, dans une complexité indéniable, chacun gardant ses avantages et ses privilèges, et qu'elle s'est, par la suite, étendue. *« La généralisation de la Sécurité sociale s'est faite entièrement au détriment de son unité. On aménage tous les particularismes. Les régimes complémentaires se sont multipliés. »* Et sur ce régime général assisté de régimes complémentaires sont venues se greffer, pour certaines catégories de travailleurs, les assurances supplémentaires, non obligatoires, mais répondant à la crainte d'un niveau de vie par trop réduit au moment de la retraite.

C'est en quelque sorte cet épargne-là que visent les auteurs. Pour les ménages aisés dont la situation financière le permettrait, le financement de la période de retraite a toujours figuré parmi les préoccupations prioritaires et *« l'épargne a toujours été largement fondée sur la nécessité de financer la période d'inactivité »*. Cette épargne a choisi de s'investir, d'abord dans l'immobilier. La pénurie de logements, après la guerre, a stimulé l'achat d'appartements.

Les auteurs se livrent à de savantes comparaisons entre les avantages et les inconvénients des différentes formes d'épargne individuelle. Mais, estiment-ils, le marché de l'investissement immobilier a fait son plein et les sommes diponibles doivent maintenant être canalisées, non plus vers cette forme d'épargne individuelle qui augmente les inégalités entre les riches et les autres, mais vers une épargne collective plus équitable, et ce au bénéfice des investissements industriels à long terme.

Cependant, la capitalisation a mauvaise réputation. Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn ne les nient pas, mais, dans l'analyse *« des vices et des vertus de la capitalisation collective »*, ils discutent et réfutent tour à tour les critiques d'*« impossibilité »*, d'*« inefficacité »* et d'*« inéquité »* qu'on lui oppose habituellement. Cette épargne, disent-ils, est précieuse à ses détenteurs ; il faut donc leur garantir des produits *« à long terme, sans risque et à rendement satisfaisant »*. Et, ajoutent-ils, pour que les procédures de capitalisation attirent les épargnants, il faudrait qu'une *« large participation aux bénéfices devienne la règle »*, que *« des incitations de l'Etat facilitent l'orientation des flux d'épargne vers les objectifs sélectionnés par le Plan »* et que *« la participation des investisseurs aux organismes de contrôle soit assurée »*.

CHRISTIANE GROLIER.

(★) *L'Epargne et la Retraite — L'avenir des retraites préfinancées.* Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn, éditions Economica, 180 pages, 1982, 49 francs.

CONGRÈS. — *« Temps, vieillissement, société »* : Sur ce thème, l'Association internationale de gérontologie psychanalytique, organise les 13 et 14 novembre 1982, à Paris, un congrès au cours duquel auront lieu « quatre tables rondes » sur les sujets suivants : « Permanence et vieillissement », « Vieillissement et culture », « Le temps du grand vieillard et du mourant » et « la temporalité dans la clinique et dans la cuture ».

★ Association internationale de gérontologie psychanalytique — rue aux Laines — 1 — 1 000 — Bruxelles (Belgique) et secrétariat de l'Association, 40, rue des Boulangers, 75005 Paris — Tél. : 354-72-53.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3315

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II					■				
III									
IV							■		
V			■			■			
VI		■			■				
VII							■		
VIII						■			
IX					■				■
X			■						
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Est généralement plus apprécié comme accompagnement que comme compagnie. — II. Occupe une place prépondérante dans le milieu de la coiffure. Un garçon qui n'est plus seul. — III. On aime ou on n'aime pas ce qu'il pond mais cela se vend bien. — IV. Peut échapper à la baguette. Lettre grecque. — V. Une menace pour la reine. Lettres républicaines. C'est une tête lorsqu'on l'associe au pied. — VI. Possessif. Pour une personne à cheval sur le règlement. — VII. Petit mot doux ou petit dur. Possessif. — VIII. Fait taper du pied lorsqu'elle passe en tête. Avec lui on peut avoir du mille ou du sang. — IX. Manière d'être. Se retrouve au « piano » en croisière. — X. Participe. Ne fait donc plus partie des choses qui n'ont pas de prix. — XI. Bienheureux au ciel, mais pas nécessairement malheureux sur terre. Doivent donc être relevées de leurs fonctions pour raison d'état.

VERTICALEMENT

1. Bonne à mettre au feu. — 2. Supporte plus d'un régime. Trouve sa raison d'être dans le travail. — 3. Habitude de fidèle ou fidèle habitude. Se manifeste au moindre souffle. — 4. La moindre intervention peut lui être fatale. — 5. On y travaillait à la chaîne. Lettres de noblesse. A donc été le point de mire. — 6. Qu'elle soit dorée ou grillée, on n'en sort pas. Symbole chimique. Sa rareté le rend d'autant plus intéressant. — 7. Dame qui fut l'instrument de certains hommes. Faut bien cela. S'obtient avec du fer. — 8. Peut traiter de tous les noms. — 9. Sert bien souvent de tremplin à des grenouilles. Préposition.

Solution du problème n° 3314

Horizontalement

I. Pomme. Téléphone. — II. Orée. Rêve. Oise. — III. Pas. Lame. Aile. — IV. Un. Tome. Atre. Ai. — V. Paternité. Osé. — VI. Atres. Aède. Bien. — VII. Rail. Vivandier. — VIII. Ire. Dore. Très. — IX. Te. Bote. Piaf. Hé ! — X. Vase. Croc. Gag. — XI. Cale. Sein. Sara. — XII. Poil. Cène. Ténor. — XIII. Ornement. Sang. — XIV. Etape. Dort. De. — XV. Assis. Fond. Pur.

Verticalement

1. Popularité. Pot. — 2. Oran. Tare. Cor. — 3. Mes. Prie. Vaines. — 4. Me. Tael. Ballets. — 5. Lots. Dose. Mai. — 6. Rame. Vote. Ceps. — 7. Téméraire. Séné. — 8. Eve. Névé. Cent. — 9. Le. Aïda. Prie. Do. — 10. Attention. Son. — 11. Poire. Drac. Tard. — 12. Hile. Bief. Sent. — 13. Ose. Oies. Gang. — 14. Ne. Aser. Haro ! Dû. — 15. Rien. Regarder.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

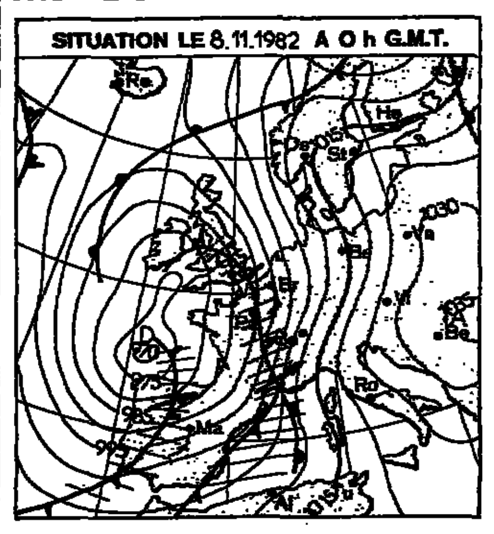
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

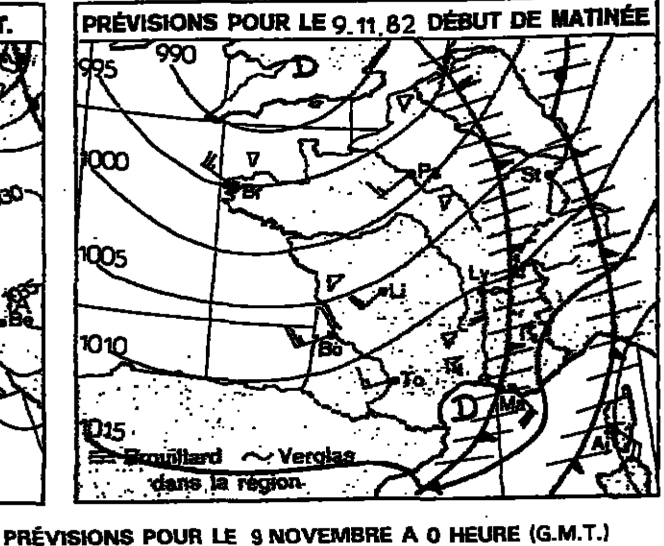
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire : n° 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 9 NOVEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Probabilité pour la France entre le lundi 8 novembre à 0 heure et le mardi 9 novembre à minuit :

La profonde dépression du proche Atlantique s'étire de la pointe d'Espagne jusqu'à l'Irlande. Elle dirige à travers la France des perturbations actives. Demain elle se décalera vers le nord en se comblant et le vent passera à l'ouest sur la majeure partie du pays.

Mardi. — Le gros du mauvais temps achèvera, dans la matinée, de traverser la France. Le matin, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, les Alpes et la Corse auront encore du vent fort et de bonnes ondées. Le ciel restera nuageux l'après-midi mais il y aura tout de même une accalmie. Sur toutes les autres régions, avec le retour du vent d'ouest, il fera un peu plus frais, le ciel sera très changeant, éclaircies et nuages se succéderont. Les éclaircies seront plus durables au sud de la Loire. Sur le Nord-Ouest, le Bassin parisien, la Picardie et la Champagne, les nuages seront plus menaçants et il y aura quelques ondées.

Dans l'ensemble, le matin, de 9 à 12° sur la majeure partie du pays ; seul point froid, l'extrême Est avec 4 ou 5°. Au cours de la journée, de 11 à 14° sur la moitié nord, de 16 à 19° sur la moitié sud.

Les vents seront modérés de secteur ouest, environ de 15 à 20 km/h.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 8 novembre, à 7 heures de 990,6 millibars, soit 743 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 novembre ; le second le minimum de la nuit du 7 au 8 novembre) : Ajaccio, 20 et 20 degrés ; Biarritz, 21 et 17 ; Bordeaux, 19 et 13 ; Bourges, 19 et 16 ; Brest, 14 et 8 ; Caen, 16 et 11 ; Cherbourg, 14 et 8 ; Clermont-Ferrand, 16 et 13 ; Dijon, 9 et 7 ; Grenoble, 20 et 28 ; Lille, 12 et 10 ; Lyon, 20 et 18 ; Marseille-Marignane, 17 et 16 ; Nancy, 6 et 6 ; Nantes, 18 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 11 ; Paris-Le Bourget, 13 et 11 ; Pau, 22 et 14 ; Perpignan, 20 et 17 ; Rennes, 15 et 9 ; Strasbourg, 5 et 1 ; Tours, 18 et 11 ; Toulouse, 19 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 21 degrés ; Amsterdam, 8 et 7 ; Athènes, 12 et 9 ; Berlin, 6 et 1 ; Bonn, 8 et 7 ; Bruxelles, 10 et 9 ; Le Caire, 21 et 16 ; îles Canaries, 26 et 19 ; Copenhague, 8 et 5 ; Dakar, 28 et 22 ; Djerba, 24 et 15 ; Genève, 8 et 5 ; Jérusalem, 18 et 12 ; Lisbonne, 16 et 13 ; Londres, 12 et 10 ; Luxembourg, 6 et 4 ; Madrid, 14 et 11 ; Moscou, — 2 et — 8 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 12 et 4 ; Palma-de-Majorque, 22 et 20 ; Rome, 17 et 10 ; Stockholm, 5 et — 5 ; Tozeur, 23 et 15 ; Tunis, 24 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 7 novembre :

UN DÉCRET

● Instituant une mission centrale d'appui et de coordination des services extérieurs du travail et de l'emploi.

DES ARRÊTÉS

● Fixant la répartition des cotisatins d'assurance-vieillesse et d'assurance veuvage pour 1982.

● Relatif à l'organisation et la discipline des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

L'ART DE RESERVER SA CHAMBRE A DJEDDAH

HOTEL MERIDIEN: RESERVATIONS INTERNATIONALES

Pour vos réservations d'hôtel, entrez en contact par téléphone avec le système Méridien Réservations International. Un ordinateur enregistrera votre demande et la confirmera instantanément et gratuitement. Pour les hôtels Méridien, la réservation se traite à l'échelle internationale.

Méridien Réservation Internationale Paris : 757.15.70. Réservations également auprès de votre agence de voyages, votre agence Air France.
Méridien Djeddah, King Khaled Street, Mecca Road Kilo: 2, P.O. Box 6582. Djeddah. Arabie Saoudite.

L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE.

RÉTROMANIE

Les dimanches du Nouveau Drouot

Le Nouveau Drouot a trouvé un nouveau public. Près de dix mille amateurs ont défilé dans les salles des ventes, le samedi 7 novembre, pour voir les expositions et, le dimanche, pour acheter.

C'était la première vente du dimanche depuis 1852, date de la fondation de l'hôtel des ventes de la rue Rossini. Un public de néophytes a fait monter les enchères à des hauteurs inespérées, notamment pour les tableaux, les bijoux, les tapis, l'archéologie, les céramiques, les châles anciens et les poupées (160 000 francs pour une poupée Bru estimée 70 000 francs). Seule l'argenterie a été un peu boudée.

Les commissaires-priseurs parisiens souhaitent renouveler cette fructueuse opération, au risque de se mettre en infraction avec la législation du travail. L'inspection du travail a, pour l'instant, accordé une autorisation *« exceptionnelle »* de vente du dimanche. Le syndicat des commissaires et du personnel de l'hôtel Drouot, qui a accepté pour une fois de « jouer le jeu », est décidé à s'opposer fermement à des ventes du dimanche systématiques (comme à Versailles et dans de nombreuses villes), au cas où l'inspection du travail transformerait l'exception en une dérogation permanente.

GERSAINT.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 10 NOVEMBRE

« Henri Fantin-Latour », 15 h, Grand Palais (Approche de l'art).

« Le Père-Lachaise », 14 h 45, entrée rue des Rondeaux (Arts et curiosités de Paris).

« Caserne des sapeurs-pompiers de Paris », 15 h 3, rue Darmesteter (L'art pour tous.)

« La première Renaissance à Venise, Padoue, Mantoue », 12 h 30, Musée du Louvre, Victoire de Samothrace (Mme Caneri).

« Palais de justice », 15 h, métro Cité (M. Czarny).

« Montagne Sainte-Geneviève », 15 h, métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou (Mme Ferrand).

« *Les appartements royaux du Louvre* », 14 h 45, Musée du Louvre, porte Denon (M. de la Roche).

« Les catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

« Quartier de l'Odéon », 14 h 30, métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

« *Le Marais* », *14 h 30*, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les Gobelins », 15 h 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

17 h 30 : 6, rue Ferrus, M. W. Wallace : « Vers une politique étrangère européenne ? Progrès et obstacles » (en anglais).

16 h : Palais de justice, boulevard du Palais, Mme S. Veil : « Parlement européen ; Droits de l'homme ».

16 h 30 : 62, rue Saint-Antoine, Mme Chapuis : « Art catalan en France ».

18 h : 12, rue Vivienne, M. J. Breyer : « L'apocalypse et l'âge d'or » (Ergonia).

18 h 30 : Hôtel de Coulanges, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, M. A. Fontaine : « La détente, espoir ou nostalgie ? » (Maison de l'Europe de Paris).

20 h 30 : 26, rue Bergure, M. J Baryosher : « Le Kabbalah ou tradition cosmique » (L'homme et la connaissance).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	324 F	519 F	715 F	910 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	584 F	1 039 F	1 495 F	1 950 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	364 F	600 F	835 F	1 070 F
II. — SUISSE, TUNISIE	436 F	744 F	1 052 F	1 360 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Ile-de-France

DES VILLAGES PRÈS DES VILLES

Le mot d'ordre de Vauréal aux aménageurs : « imagination et audace »

Les 757 habitants du petit village de Vauréal dans le Val-d'Oise, apprennent à vivre au milieu des chantiers. La première tranche de la ZAC des Hauts-Toupets, qui dans quelques années accueillera 6 500 personnes, a démarré cet été. Il n'est maintenant plus question de revenir sur cette opération refusée par les élus socialistes de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise — dont fait partie ce petit village, — y compris par le député de la circonscription, M. Alain Richard, et imposée par le ministre du logement au nom de la nécessaire construction de logements (*le Monde* du 12 janvier 1982).

Pour faire accepter cette décision, *M. Roger Quilliot* avait souhaité que les élus locaux soient associés à la réflexion de l'urbanisme de ce nouveau quartier « *afin d'améliorer sensiblement les projets en cours de réalisation* ». M. Jo Wattelier, le maire socialiste de Vauréal, ne se l'est pas fait dire deux fois. Son conseil municipal a élaboré un *document de vingt-trois pages où* il fait part des souhaits d'habitants du vieux village et des quartiers neufs de Cergy.

Expériences communautaires, vie sociale et culturelle, diversité de population, architecture variée, sont fortement souhaitées, l'espace commun pourrait être géré par une association syndicale des habitants.

Construite sur 110 hectares, dont 80 sur Vauréal et 30 sur Jouy-le-Moutier, la ZAC des Toupets comprendra 1 800 logements, dont 1 300 individuels et 500 petits collectifs, avec un C.E.S., trois groupes scolaires, 2 000 mètres carrés de commerces, un terrain de sports, un complexe omnisports et des équipements sociaux. Une nouvelle gare S.N.C.F. complète le tableau.

Actuellement s'élèvent les 600 premiers logements et le petit centre du quartier des Toupets. Dans son document, le conseil municipal de Vauréal réclame de la part des aménageurs « *imagination et audace* ». Ainsi propose-t-il des jardins familiaux et que soient réservés des terrains pour un habitat autogéré afin « *d'abandonner le principe de l'îlot livré « clés en main », bloquant l'évolution de la créativité* ». Par ailleurs, certains appartements pourraient être réservés à des personnes en situation particulière.

Quant à l'architecture, elle devrait être en partie bioclimatique avec la construction déjà assurée de 250 maisons solaires.

L'Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle s'est fait l'écho de toutes ces propositions auprès des maîtres d'ouvrage « *afin de bien différencier les catégories de logements* », précise M. Bertrand Warnier, son directeur des études. « *L'habitat autogéré n'a pas encore attiré la foule, mais, dans un immeuble de huit logements, un studio sera à la disposition des habitants pour utilisation exceptionnelle. Deux autres logements seront réunis pour abriter une communauté.* »

Côté emploi, les élus de Vauréal souhaitent l'implantation de petites entreprises. Une première zone industrielle de 6 hectares est déjà viabilisée sur Jouy-le-Moutier, et une autre de 15 hectares est en projet près de la future gare. En revanche, le centre de santé, demandé, se réduira, peut-être, à un cabinet de groupe installé dans la Maison de Quartier.

Dans ce document qui en fait ne modifie ni le nombre de logements ni celui des équipements, les élus de Vauréal essaient de cerner les conditions d'un mieux vivre. Passer de la quantité, à la qualité n'est pas tâche aisée. C'est pourquoi la commune appelle toutes les instances concernées, ministères, départements, établissements publics, syndicat communautaire, à prendre en compte ses propositions. Déjà M. Warnier souligne que ses souhaits « *motivent davantage* » les techniciens et précise que, en matière de réalisation, « *on n'a pas innové à Vauréal mais on a étudié une meilleure répartition des espaces. On s'est montré plus exigeant avec les maîtres d'ouvrage. On essaie de démarcher pour l'emploi. La charte de Vauréal a modifié les comportements.* »

JACQUELINE MEILLON.

Les promoteurs font le siège de Piscop depuis dix-huit ans

La guerre continue entre promoteur et défenseurs de la nature autour du village de Piscop, dans le Val-d'Oise. Menacés depuis dix-huit ans par la S.C.I. Châteauvert, qui souhaite réaliser, à l'emplacement d'un parc, au cœur de la commune, une opération immobilière, les cinq cent trente-six habitants que compte ce petit village font bloc derrière la mairie pour empêcher tout abattage d'arbres qui précéderait la construction des immeubles. Pour la énième fois, un expert, désigné par le tribunal administratif de Versailles, à la demande du promoteur, est venu récemment constater l'occupation par les villageois des terrains convoités. Mais, après dix-sept ans de défensive, le village a décidé de passer aujourd'hui à l'offensive en faisant des propositions pour son avenir et celui du parc de Châteauvert, sous forme d'une étude adressée aux pouvoirs publics.

Les Piscopiens ont de bonnes raisons pour vouloir conserver intact leur village. A 17 kilomètres de Paris, Piscop a, en effet, échappé à l'urbanisation et à toute spéculation immobilière. Niché au flanc sud-est de la forêt de Montmorency, le village compte 408 hectares de terrains, dont plus de 100 hectares de forêt. Un véritable hâvre où l'élevage le dispute à la culture fruitière et où les oiseaux migrateurs choisissent de séjourner. En plein cœur du village, le parc de Châteauvert est une avancée privée de 5 hectares du massif forestier de Montmorency.

Vendu au début des années 60 par son propriétaire à un promoteur, la S.C.I. Châteauvert, il est appelé, dès 1964, à accueillir deux cent quarante-six logements de haut standing. C'est le dépôt d'une première demande de permis de construire : quatre autres seront déposés par la suite. A chaque fois, le même scénario se reproduira : la mairie conteste, la préfecture du Val-d'Oise approuve, le tribunal administratif annule l'arrêté préfectoral (*le Monde* du 24 avril 1979). Et, quand le permis n'est pas annulé, il devient caduc, comme l'autorisation d'abattage d'arbres... A chaque fois que les bûcherons approchent, le tocsin résonne et les villageois, octogénaires compris, autour de leur maire, Joseph Denquin (P.C.), occupent le terrain pour empêcher les hâches d'abattre les châtaigniers (*le Monde* du 10 janvier 1981).

Aujourd'hui, Piscop a décidé de passer à l'attaque ; un dossier présentant le village, les risques d'une trop grande urbanisation et faisant des propositions concrètes pour son avenir a été rédigé. Destinataires : le président de la République, le premier ministre, le ministre de l'environnement, celui de l'urbanisme, celui de l'intérieur, le président du conseil régional, le président de l'Assemblée nationale...

Au chapitre des propositions, Piscop souhaite étendre le réseau de sentes reliant le village au hameau de Blémur et au bois du Luat, aménager une partie du parc en *terrain de nature* pour les enfants, qui y cultiveraient les plantes de leur choix, ouvrir un étang au cœur des « prés de la Fontaine-aux-Loups ». Déjà, le POS prévoit la transformation du château du Luat en hôtel et camping. « *Dès que Châteauvert sera sauvé, nous chercherons des subventions pour réaliser ce que nous souhaitons,* explique *M. Patrick Courtois, adjoint au maire.*

A ce moment-là, les Piscopiens auront fini de se battre. Leur village classé en 1968 dans une zone naturelle d'équilibre, ils se croyaient bien à tort à l'abri de toute atteinte.

J. M.

A TRAVERS LES DÉPARTEMENTS

Les Hauts-de-Seine font leur fortune hors de France

Les entreprises des Hauts-de-Seine sont responsables à elles seules d'un produit national brut égal à la moitié de celui de l'Autriche... Plus petit département français après Paris par la superficie, il n'en est pas moins un des plus présents sur les marchés extérieurs (il exporte 60 % de sa production de biens et services), un de ceux, avec les Yvelines et Paris, qu. versent le salaire moyen le plus élevé, celui aussi où le taux de chômage est de 60 % inférieur à la moyenne nationale. Un bilan dont les chefs d'entreprise, réunis dernièrement par l'Union patronale des Hauts-de-Seine, ont pu se montrer fiers. Et qui leur a permis de se montrer exigeants avec les responsables politiques venus assister à leurs travaux.

D'autant — ont fait remarquer les patrons — que la taxe professionnelle fournit, en moyenne départementale, 53 % des recettes fiscales des communes. Mais justement les inégalités de cette taxe compliquent la gestion des entreprises ; ainsi, en 1980, elle était de 1 633 francs par salarié à Garches et de 886 francs à Vaucresson, deux communes limitrophes ayant, l'une comme l'autre, un maire appartenant à l'U.D.F. L'écart le plus grand est entre Villeneuve-la-Garenne, où elle était de 3 651 francs, et Marnes-la-Coquette, où elle n'atteignait que 189 francs. Certes, l'Union patronale reconnaît que la diversité des richesses économiques des communes peut expliquer certaines différences, mais il y a quelques écarts qui, dit-elle, « *méritent interrogation* », et elle ajoute : « *L'inégalité dans la gestion des communes engendre l'inégalité dans la gestion des entreprises.* »

Pour mieux maitriser ce phénomène, elle est décidée à mettre en place un centre d'observation et de prospective économique et sociale des Hauts-de-Seine et une base de données géopolitiques, économiques, sociales et communales. Cela doit lui permettre de nourrir le dialogue, déjà commencé, avec les pouvoirs publics, que ce soit avec le commissaire de la République, qui réunit mensuellement les responsables administratifs et professionnels concernés par la vie économique du département, avec le président (R.P.R.) du conseil général, ou avec les municipalités, où l'ouverture aux problèmes des entreprises n'est *pas toujours* une *affaire de couleur politique.*

L'Union patronale des Hauts-de-Seine « *propose donc sa participation aux études, analyses et propositions relatives à la gestion des collectivités locales* ». Officiellement, elle ne veut pas aller plus loin. Mais elle rappelle aussi que « *des centaines de patrons et de cadres dirigeants assument déjà des mandats avec une efficacité reconnue : caisse d'assurance maladie, ASSEDIC, prud'hommes, etc.* ». Et, comme elle affirme haut et fort que, dans la période de crise actuelle, les communes doivent améliorer la qualité de leur gestion, que ceux qui veulent comprendre entendent... — Th. B.

A Versailles

Une « Maison du commerce extérieur »

Une « Maison du commerce extérieur » va être prochainement créée à Versailles à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie Val-d'Oise-Yvelines. Qualifiée de maison du « prêt-à-exporter » par M. Didier Simon, le président de l'organisme consulaire, elle regroupera tous les organismes officiels dont l'aval est nécessaire pour obtenir l'autorisation d'exporter, mais aussi des services annexes, comme des salles de réunions ou des agences de voyages.

La chambre de commerce veut ainsi faciliter le travail des deux mille petites et moyennes entreprises de ses deux départements qui exportent une partie de leur production, et souvent dans des secteurs de pointe comme l'aéronautique, l'informatique ou l'électronique.

LA LONGUE MÉMOIRE DE NEUILLY-SUR-SEINE

Le plan d'occupation des sols de Neuilly-sur-Seine, publié en août 1971 — ce fut le premier à l'être en France, — est actuellement en cours de révision. Pour permettre aux habitants d'exprimer leur point de vue, M. Achille Peretti (R.P.R.), maire de la commune et membre du Conseil constitutionnel, a organisé jusqu'au 30 novembre une exposition dans les salons de l'hôtel de ville.

Dans une plaquette, richement illustrée, éditée à cette occasion pour présenter « *Neuilly hier, aujourd'hui, demain* », il est précisé que cette révision doit permettre de mieux protéger « *des témoins d'une certaine architecture, essentiellement du XIXe siècle, qui fut le cadre de nos ancêtres* » et de garder « *l'environnement presque provincial, le charme de Neuilly, fait de jardins devinés derrière des grilles, frondaisons apparues au-dessus de hauts murs* ».

Malheureusement, tout cela viendra trop tard pour le jardin d'un hôtel particulier du 50-54, boulevard Victor-Hugo, sur lequel doit être construit un immeuble de cinq étages (*le Monde* du 30 décembre 1981 et du 11 février 1982). Le tribunal administratif de Paris ayant refusé, au mois de juillet 1982, d'annuler le permis de construire, comme le lui demandaient des riverains, les travaux ont commencé sans attendre que le Conseil d'Etat, saisi en appel, se soit prononcé.

UN HUITIÈME BARRAGE SUR LA HAUTE SEINE

Un nouveau barrage vient d'être mis en service à Ablon-Vigneux, à la frontière du Val-de-Marne et de l'Essonne. Il remplace un ouvrage construit en 1860. C'est le huitième sur la haute Seine, la portion du fleuve comprise entre Montereau et Paris. C'est aussi le dernier équipement moderne pour la canalisation de la Seine dans sa traversée du Val-de-Marne.

Manœuvré d'une cabine fixe, son intérêt majeur réside dans la sécurité du personnel chargé de son fonctionnement. Jusqu'alors il devait travailler en portant un gilet de sauvetage relié, par un harnais de sécurité, à un câble tendu au travers du fleuve. Une barque devait aussi être placée à l'aval pour récupérer éventuellement un agent tombé à l'eau. De telles manœuvres nécessitaient une journée de travail pour une équipe de six à huit personnes ; aujourd'hui un seul barragiste les effectue en une vingtaine de minutes.

L'ouvrage se compose de trois chéneaux de 30 mètres de largeur chacun, équipés d'un clapet métallique. Une passerelle métallique ouverte au public enjambe cet ouvrage.

Les travaux commencés en avril 1980 ont nécessité 40 000 mètres cubes de terrassement, 1 200 tonnes de palplanches, 14 000 mètres cubes de béton et 440 tonnes d'acier. Ils ont coûté 46 millions de francs, 39 investis par l'Etat et 7 par la région. — *F.G.*

loterie nationale
ARLEQUIN
vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre
Tirage mercredi prochain à la télévision
82 ARL 1

Le Monde

économie

ÉTRANGER

EN BELGIQUE

Le programme d'assainissement économique provoque une poussée de fièvre sociale

De notre correspondant

Bruxelles. — Est-ce déjà l'automne chaud promis par certains et redouté par le gouvernement ? Le fait est que la tension politique et sociale vient de monter brusquement. Ce lundi 8 novembre, une grande partie de la Belgique — les villes en particulier, — est largement paralysée par une grève des trams, des autobus, des lignes secondaires de chemin de fer et du métro. Grève qui doit se prolonger jusqu'à jeudi.

Au-delà de ce conflit, la centrale des syndicats flamands propose à ses collègues wallons et francophones une grève générale pour le 15 ou le 16 novembre afin de s'élever contre le programme d'assainissement économique du gouvernement. Une telle initiative est d'autant plus remarquable, que jusqu'à présent, c'est dans le nord du pays que l'on se montrait très réticent lorsqu'il s'agissait de combattre la coalition au pouvoir à Bruxelles. Au surplus, les syndicats avaient, depuis quelque temps, manifesté un certain désarroi. Et une partie assez large, semble-t-il, de l'opinion publique donnait l'impression de comprendre, sinon d'approuver, les mesures d'austérité imposées par le gouvernement.

La grève des transports locaux est dirigée contre les programmes de redressement des entreprises assumant la responsabilité des communications dans les centres urbains. Les organismes en cause assurent que tous les projets d'économie ne toucheront ni les salaires ni le niveau de l'emploi. Du côté syndical, la méfiance n'est pas dissipée pour autant et l'on estime nécessaire d'exprimer l'opposition des travailleurs à toute mesure susceptible de les toucher. La semaine dernière déjà, des mouvements de grève avaient éclaté de façon plus ou moins spontanée dans les grandes villes de Wallonie. Aujourd'hui, l'arrêt du travail est entériné par la direction syndicale, et les organisations ouvrières ont résolu de recourir à une grève tournante qui aura lieu chaque mardi jusqu'à la fin de l'année.

Un problème politique encore plus sérieux est posé par l'échec de la « concertation » qui, après une semaine de débats infructueux entre les partenaires, prend plutôt aujourd'hui l'allure d'une « confrontation » sociale. Il est certes trop tôt pour s'attendre que le climat des rapports entre patronat et syndicats se transforment d'une façon spectaculaire. En fait, personne ne s'attendait vraiment que les entrepreneurs, les organisations ouvrières et les représentants des classes moyennes qui se sont rencontrés la semaine dernière sous l'égide du gouvernement se mettraient d'accord pour accepter sans modification profonde le plan de redressement économique et financier que leur propose le premier ministre, M. Martens. Ce programme prévoit essentiellement qu'en échange d'une modération salariale le temps de travail sera réduit à trente-cinq heures par semaine, tandis que les entreprises se verraient imposer une embauche compensatoire de 3 % de leur personnel.

L'échec de la concertation sur ce point est d'autant plus compréhensible que les partenaires sociaux préfèrent laisser au gouvernement la responsabilité de mettre en vigueur une solution grâce aux pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par le Parlement. Encore quelques divergences pourraient-elles se manifester au sein même de la coalition gouvernementale entre libéraux et sociaux-chrétiens. Il s'agit notamment de savoir jusqu'à quel point la réduction du temps de travail sera obligatoire aussi pour les petites et moyennes entreprises. En dépit des séances marathon tenues par le cabinet durant le week-end, les ministres n'ont pas encore réussi à mettre au point le texte des arrêtés royaux par lesquels ils mettront en marche leur plan de relance si un accord « miraculeux » n'intervient pas au dernier moment.

JEAN WETZ.

CONJONCTURE

LES CRÉATEURS D'ENTREPRISES VONT ÊTRE PROTÉGÉS PAR UNE ASSURANCE déclare M. Le Garrec

(De notre correspondant.)

Lille. — M. Le Garrec, ministre de l'emploi, qui participait le samedi 6 novembre à Lille à un déjeuner-débat organisé par l'Association des journalistes européens, a annoncé que des mesures allaient être prises pour *« la protection sociale des créateurs d'emplois »*. Selon M. Le Garrec, les fondateurs d'entreprises prennent des risques énormes et connaissent très souvent des difficultés surtout au cours de la deuxième année. Il arrive qu'ils ne passent pas ce cap difficile, perdant alors non seulement le capital engagé mais aussi les biens personnels. Un système d'assurance économique est nécessaire. Il est à l'étude, a annoncé le ministre.

M. Le Garrec a noté que le tiers des crédits bancaires à court terme accordés aux entreprises ne sert qu'à équilibrer des trésoreries mises en difficulté par de gros clients. Et il cite notamment l'État, les collectivités locales, de grandes entreprises publiques : *« Cela traduit finalement un manque de civisme dans les rapports économiques. »* Des mesures sont également envisagées pour accélérer les paiements. *« Cela est possible*, a déclaré M. Le Garrec, *certaines collectivités en ont déjà apporté la preuve. »* — G. S.

Nous sortons du blocage dans les meilleures conditions

estime M. Mauroy

Journée consacrée aux consommateurs à Lille, le samedi 6 novembre : en inaugurant le Salon du confort ménager, M. Mauroy a lancé un appel à la vigilance sur les prix et demandé aux organisations professionnelles et aux entreprises de *« rejoindre les combattants de l'inflation »*, appel qui se doublait d'un avertissement ferme : si le gouvernement n'était pas entendu, le blocage pourrait se prolonger... Dans la matinée, en présence du premier ministre, Mme Lalumière, ministre de la consommation, avait inauguré le premier Centre régional de la consommation (C.R.C.) ouvert en France.

De notre correspondant

Lille. — M. Mauroy a déclaré : *« Nous sortons du blocage dans les meilleures conditions. J'ai bon espoir de voir atteint l'objectif de 10 % d'inflation que nous nous étions fixés en 1982. Nous pourrons, la tête haute, continuer les discussions avec les organisations syndicales pour des accords sur les hausses de salaires en 1983.*

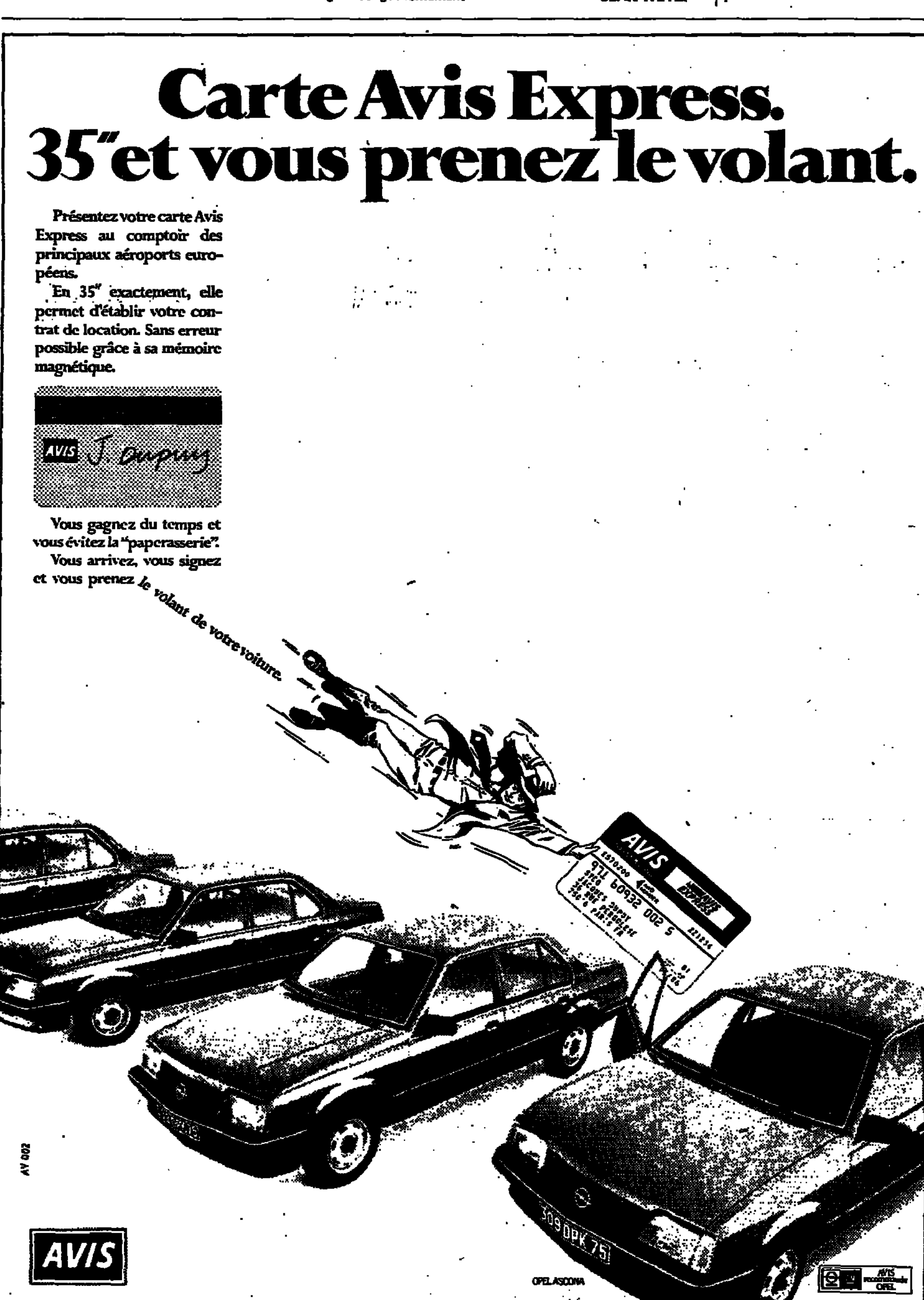
» La vigilance devient néanmoins, en cette période de crise et de nécessaire rigueur, un devoir civique, a poursuivi M. Mauroy. *Vigilance au niveau des prix, vigilance au niveau des choix des produits. La consommation intérieure a été en France sensiblement plus importante que chez nos partenaires. En dix-huit mois, elle a progressé en volume de plus de 4 % en France globalement. Il serait regrettable que, dans certains secteurs, cette relance profite d'abord à des entreprises étrangères... Les consommateurs et les usagers doivent faire entendre leur voix. Ils doivent être pris en considération au même titre que les autres dans toutes les grandes décisions économiques et sociales. C'est pour le gouvernement la même exigence que celle qui nous a conduits à élargir les droits des travailleurs dans les entreprises. »*

Le Centre régional de la consommation installé à Lille en mai occupe cinq personnes. En 1983, sept personnes y travailleront. Une antenne-relais a été ouverte à Arras. Ce centre, dont la gestion est assurée par un conseil formé de représentants d'associations de consommateurs (21), d'élus et d'administratifs (20), a pour fonction *« d'apporter au public un appui technique* (économique et juridique), *matérielle et parfois financier pour développer l'information des consommateurs, favoriser en ce domaine la formation des jeunes et des adultes, réaliser des études et des recherches »*.

On prévoit l'implantation de CLIP (centre local d'information sur les prix) qui pourraient très rapidement faire une recension et une analyse des prix de consommation courante. Un tel organisme va s'installer dans les semaines qui viennent à Lille à titre expérimental.

Mme Lalumière affirme qu'*« il est temps que les consommateurs soient considérés comme des partenaires sociaux à part entière »*. Elle a signé avec M. Josèphe, président de la région Nord-Pas-de-Calais, un contrat qui prévoit un engagement de son ministère de 1,7 millions de francs pour 1982 pour le fonctionnement du C.R.C. Nord-Pas-de-Calais. La participation régionale est de 1 million de francs.

GEORGES SUEUR.



AGRICULTURE

« BEURRE DE NOËL » CONTRE « BEURRE SOVIÉTIQUE »

Le drôle de jeu de la Commission européenne

De notre correspondant.

Bruxelles (Communautés européennes). — On avait cru comprendre que la Commission européenne, en déclarant qu'*« il n'y avait plus de raison d'exclure le beurre des exportations de produits alimentaires actuellement livrés à l'Union soviétique »*, allait arrêter le règlement d'application permettant de nouveau l'octroi de subventions pour les ventes à Moscou. Apparemment, on est loin du compte. Ne laisse-t-on pas entendre à Bruxelles que la consécration de la décision du 3 novembre pourrait attendre plusieurs mois ? On s'empresse de rappeler que, en présentant ces mesures afin d'écouler les excédents de beurre, elle avait pris le précaution de préciser : *« La mise en œuvre dépendra de l'évolution de la situation sur le marché du beurre. »*

Avec une progression moyenne de 2,7 % de la production laitière et environ 400 000 tonnes de beurre en stock, l'état du marché est déjà critique. C'est la Commission qui le dit puisqu'elle se prononce déjà pour une réduction de 2,2 % du prix garanti aux producteurs communautaires en avril.

Dans ces conditions, comment peut-elle à la fois se déclarer favorable à la reprise d'exportations et estimer que la situation ne l'exige pas encore ? Sauf si elle considère — ce qui serait son droit — que les ventes subventionnées à l'U.R.S.S. ne sont pas compatibles avec les contraintes budgétaires, voire politiques, de la Communauté.

Pour lancer l'opération « beurre de Noël », la Commission a besoin du concours des Etats. Il n'existe pas, par exemple, de stocks de beurre en Grèce et en Italie. Les Dix doivent trouver un arrangement afin que tous les consommateurs européens puissent s'approvisionner à prix réduit. Or la délégation française à Bruxelles a décidé de retarder l'accord parce qu'elle craint que la Commission ne repousse indéfiniment l'application de la décision sur le « beurre soviétique ». La Commission a déjà sollicité la présidence danoise afin qu'elle consacre une session extraordinaire du conseil des ministres de l'agriculture. Mme Cresson risque de se trouver alors dans une position très inconfortable, le ministre apparaissant comme hostile aux consommateurs européens et favorable à son collègue soviétique, alors que, si l'on se réfère à ses différentes déclarations à ce sujet, elle ne s'est jamais opposée à la campagne « beurre de Noël ».

Tout se passe comme si la Commission s'était d'abord rangée à l'avis de Paris, afin que la France lève son veto sur l'ouverture du contingent d'importations en faveur de la Nouvelle-Zélande pour 1983. Il faut se souvenir en effet que le véritable lien établi par Mme Cresson concernait le « beurre néo-zélandais » et le « beurre soviétique ». Il ne faut pas se méprandre non plus sur les ventes subventionnées aux consommateurs de la C.E.E. Indépendamment de l'avantage pour la ménagère, elles ne sont pas exemplaires sur le plan de l'efficacité. Vendre à bas prix 120 000 tonnes n'augmente la consommation que de 20 à 25 %. Cela veut dire que, pour réduire les excédents de 30 000 tonnes au maximum, il sera dépensé 900 millions de francs. La même somme consacrée à subventionner les exportations permettrait de diminuer effectivement les stocks de 120 000 tonnes (1).

La Commission semble solliciter — en laissant une période suffisamment longue entre le moment où elle a lancé son projet et celui où elle le mettra à exécution — la réaction des opposants au « beurre soviétique ». Les pressions ne vont pas manquer de s'exercer du côté allemand et britannique, mais aussi de la part de nombreux membres de l'Assemblée européenne.

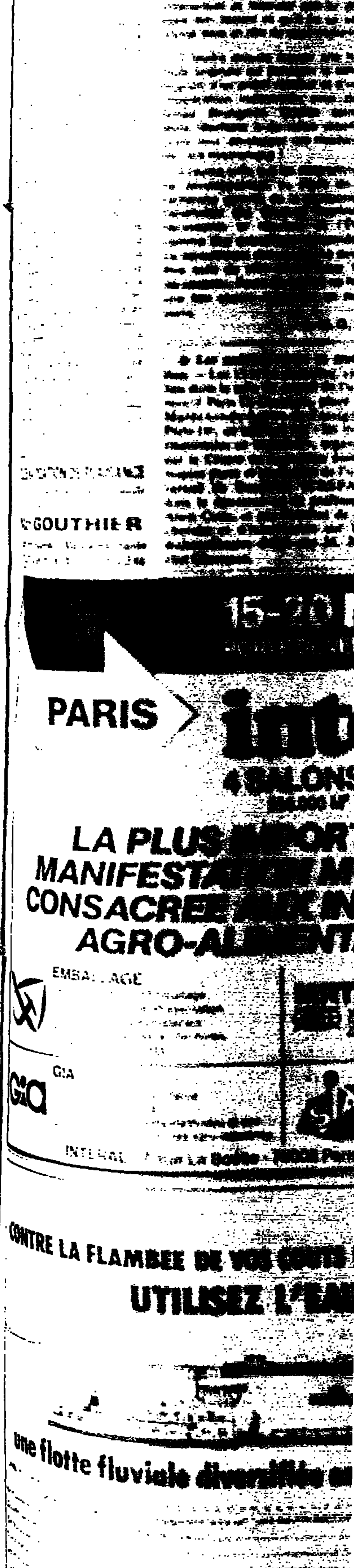
De telles pressions politiques justifieraient ainsi un éventuel renoncement de la part de la Commission. Celle-ci est-elle dans son rôle en pratiquant un jeu aussi sophistiqué ? Sa mission ne l'appelle-t-elle pas plutôt à miser sur la clarté ?

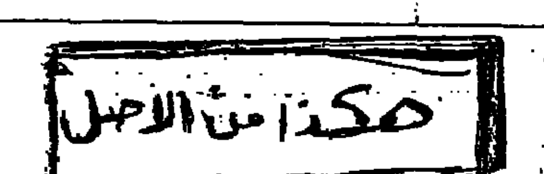
En attendant, les Etats-Unis sont sur le point, afin d'écouler leurs propres excédents, de « jeter », dit-on à Bruxelles, sur le marché international, y compris donc à destination de l'Union soviétique, 170 000 tonnes de beurre à bas prix par le biais d'une procédure d'adjudication.

MARCEL SCOTTO.

(1) De plus, cette vente occasionnelle de beurre à prix réduit vient concurrencer celle du beurre frais et incite donc les entreprises à porter leurs excédents à l'intervention. Les industries sont opposées à cette formule. Par exemple, l'Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou s'élève, nous signale notre correspondant à La Rochelle, contre les ventes de beurre à prix réduit, *« qui coûtent cher à la Communauté »*.

● **Un président italien pour le CEFIC.** — M. Mario Schimberni, président du groupe chimique italien Montedison, a été nommé président du Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEFIC). Il remplace à ce poste M. Jean Gandois, ancien administrateur général de Rhône-Poulenc, nommé en juin dernier, qui s'est démis de ses fonctions. M. John Harvey Jones succédera à M. Schimberni en juin 1984 aux termes du règlement de l'organisme.





[مكبرا من الأصل]

AFFAIRES

MATRA, THOMSON ET LA MICRO-LITHOGRAPHIE

L'art de sauver la face

Les vagues causées par l'accord entre Matra et la société américaine G.C.A. pour la fabrication de matériels de production de composants électroniques, et la décision prise simultanément par Cameca, une filiale de Thomson-C.S.F., de supprimer son département de micro-lithographie s'apaisent peu à peu.

Placé, pour ainsi dire, devant le fait accompli par les deux groupes nationalisés, conscient des remous causés dans les équipes concernées chez Cameca et de l'apparente contradiction de ces décisions avec le discours politique tenu depuis le 10 mai, le ministère de la recherche et de l'industrie s'est donné un mois pour *« trouver »* une solution qui tienne compte des réalités, préserve l'avenir et permette, il faut bien le dire, à chacun de sauver la face dans cette affaire.

Les grandes lignes de cette solution qui s'ébauche seraient les suivantes : l'accord Matra-G.C.A. ne serait pas remis en cause. De plus, un second accord pour la fabrication *également de photo-répéteurs serait* en cours de négociation entre C.I.T.-Alcatel et la société britannique Varian.

L'équipe de micro-lithographie de Thomson-C.S.F., dont chacun reconnaît la compétence en matière de recherche, deviendrait en quelque sorte le laboratoire français pour le développement des équipements de la prochaine génération. Ses travaux seraient menés en coopération avec les équipes industrielles de Matra et de C.I.T.-Alcatel. Celles-ci acquerront parallèlement et peu à peu la maîtrise des processus de production en série de ces matériels complexes au contact de leurs associés étrangers. L'objectif étant que à l'horizon 1990, l'industrie française ait les capacités de produire et de commercialiser ses propres matériels.

Pour que ce projet — séduisant sur le papier — et qui s'inspire de l'exemple japonais ait quelque chance de réussite, plusieurs conditions devront être réunies.

Il faut d'abord que chacun des trois groupes du secteur public jouent à fond le jeu de la coopération, et que les équipes concernées, leurs dirigeants, aient bien le même objectif : s'affranchir à terme de la dépendance technologique à l'égard des associés étrangers. Dans ce type d'association avec des firmes étrangères, le risque existe toujours que l'utilisateur de licences ne se laisse enfermer dans l'apparent confort intellectuel et financier que lui procure son accord et qu'il ne se cantonne dans un rôle de sous-traitant.

Il faudra ensuite trouver une formule originale qui permette la cohabitation d'un projet national et d'une coopération industrielle, avec des firmes étrangères. Quelles seront leurs réactions à de telles orienta*tions pour développer ces machines* de l'ère électronique ?

Il faudra enfin que les programmes de développement, au stade de la recherche comme de la production, bénéficient des soutiens financiers nécessaires et réguliers de l'État comme des entreprises concernées. Le déroulement des opérations devra être suivi de près afin d'éviter les dérapages... Faute de quoi on ne fera une fois encore qu'investir en pure perte.

J.-M. Q.

(Publicité)

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vital-Bouhot, île de la Jatte, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35

Alain GOUTHIER

Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

● **Les multinationales en mutation.** — Les 15 et 16 novembre, aura lieu dans la salle du conseil de l'université Paris IX-Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, Paris-16e, un colloque sur « les multinationales en mutation », organisé par le Centre de recherches économiques pures et appliquées de l'université de Dauphine (CREPA), dont le directeur est le professeur Alain Cotta, et par l'Institut de recherche et d'information sur les multinationales dirigé par M. Michel Ghertman.

SOCIAL

LA SORTIE DU BLOCAGE DES HONORAIRES MÉDICAUX

● Le gouvernement accorde une hausse globale de 14,5 % pour 1982 et 1983
● La C.S.M.F. et la F.M.F. entérinent le nouvel avenant tarifaire

Le gouvernement a donné son accord, le 6 novembre, aux caisses d'assurances maladie *pour une série de hausses des honoraires médicaux concernant* 1982 et 1983. Pour l'ensemble des actes, la hausse nominale globale est de 14,5 %. Dès le 15 novembre, le tarif des consultations sera majoré. Le 15 dé*cembre et le 15 mars, les autres* tarifs suivront.

Le 7 novembre à Paris, l'assemblée extraordinaire de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F), principale organisation de la profession, a entériné ce nouvel avenant tarifaire.

« Ce n'est pas la gloire mais c'est meilleur que ce qu'on aurait pu craindre »... C'est en ces termes que Beaupère, président de la C.S.M.F., a jugé, devant son assemblée, l'avenant tarifaire. Les syndiqués participant à la réunion du 7 novembre ont suivi en majorité leur président : 141 ont voté pour, 9 contre et 8 se sont abstenus. Le 6, un vote organisé à la Fédération des médecins de France (F.M.F.), autre syndicat, *avait approuvé aux deux tiers* le même avenant. Ainsi a pris fin une semaine de tractations difficiles. Le 4 novembre les caisses et les syndicats avaient défini une proposition commune prévoyant des applications à partir du 15 novembre. Encore fallait-il obtenir l'accord de la tutelle — le ministère des affaires sociales. Le 7, M. Mauroy a donné le feu vert, tranchant entre M. Bérégovoy qui soutenait les propositions caisses-médecins, et MM. Delors et Fabius qui jugeaient l'avenant trop avantageux pour cette profession comparée aux autres.

Le déblocage des honoraires, qui commencera le 15 novembre, peut satisfaire une profession qui s'attendait au pire. Le train des hausses programmées concerne l'ensemble des actes assurés par les médecins. Dès le 15 novembre, les tarifs de consultation seront augmentés : pour le généraliste, de 55 F à 60 F ; pour le spécialiste, de 80 F à 87 F, et en *psychiatrie de 125 F à 140 F. Le* 15 décembre, les tarifs des autres actes suivront. La visite passera, pour le généraliste, de 71 F à 76 F ; pour le spécialiste, de 86 F à 93 F ; en psychiatrie, de 136 F à 151 F. Le « K » (acte de chirurgie) passera, à *la même date*, de 10,25 à 10,60 F — une hausse moindre que celle décidée pour la consultation ou même pour la visite. L'acte de stomatologie (S.P.M.), de 11 F actuellement, augmentera de 50 centimes. L'acte « Z » en radio gastro passera de 8,10 F à 8,40 F. Le « Z », en rhumato-phtisio, de 7,50 F à 7,60 F, les autres actes de 6,50 F à 6,70 F. L'accouchement simple augmentera de 789 F à 900 F, l'accouchement gemellaire de 900 F à 1 000 F.

En 1983, au 15 mars, pour l'ensemble des actes, à l'exception du *forfait thermal qui, le 15 avril, passera* de 325 F à 360 F), d'autres hausses sont programmées : la consultation passera, pour le généraliste, de 60 F à 65 F ; pour le spécialiste, de 87 F à 95 F ; en psychiatrie, de 140 F à 145 . La visite augmentera, pour le généraliste, de 76 F à 81 F ; pour le spécialiste, de 93 F à *101 F* ; en psychiatrie, de 151 F à 161 F. L'acte « K » passera de 1 075 F à 11,50 F, le « S.P.M. » de 11,50 F à 12,25 F, le « Z » (radio gastro) de 8,40 F à 9,10 F, le « Z » (rhumato-phtisio) de 7,75 F à 8,35 F, les autres actes de 6,70 F à 7,20 F. L'indemnité kilométrique de déplacement n'est pour le moment pas modifiée, ce qui a suscité de vives critiques au cours de l'assemblée de la C.S.M.F., notamment des médecins ruraux.

Mais, globalement, le soulagement a été manifeste. Avec le nouvel avenant tarifaire, l'augmentation no*minale de l'ensemble* des honoraires cumulée pour 1982 et 1983 aboutit à une hausse de 14,5 %. Mais si l'on calcule en masse, c'est-à-dire en tenant compte de la date d'application dans l'année des augmentations déjà réalisées du 1er janvier 1982 au 1er décembre 1983, la hausse totale en masse sera de 20,84 %. La profession médicale bénéficie, dès le 15 mars, d'une hausse que d'autres professions n'atteindront qu'en fin d'année. Mais, fait-on remarquer au bureau de la C.S.M.F., il ne s'agit que d'un rattrapage du retard en 1982. *L'avenant* tarifaire médical, ajoute-t-on, accorde un taux à la profession en 1983 égal à celui obtenu par les fonctionnaires en 1982 et inversement.

Comme les autres professions

Cette hausse de 20,8 %, pour les deux années considérées, ne suffira pas à maintenir le pouvoir d'achat des médecins. Les charges inhérentes à leur activité évoluent plus vite que les recettes. Elles n'ont pas bénéficié de mesures particulières, contrairement aux charges des artisans ou d'autres entreprises et au *« grand regret »* des syndicats médicaux. Mais globalement, pour le Dr Junod, président du Syndicat na*tional des médecins de groupe, « le corps médical subit et va subir la même dégradation de pouvoir d'achat que les autres professions — de 3 à 4 %, — ni plus ni moins »*. Son diagnostic ne fait pas l'unanimité de la profession. Une petite minorité de syndicats départementaux a refusé l'avenant, qualifié de *« carotte démobilisatrice »*, quitte à appliquer un nouveau tarif de combat ou même à se déconventionner.

Le 15 novembre, les parties signataires de la convention de mai 1980 vont en faire le bilan avant de la renouveler pour trois ans. L'échéance est intéressante : elle offre pour les praticiens à nouveau la possibilité du choix — être dans le secteur « un » à honoraire fixés, opter pour le secteur « deux » à honoraires libres, *ou encore se déconventionner*.

DANIÈLE ROUARD.

LE MÉCÈNE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EST PRIÉ DE SE FAIRE CONNAITRE...

Si on veut aider la Sécurité sociale à venir à bout de ses déficits chroniques sans tenir compte du dernier plan de sauvetage de M. Bérégovoy, il ne faut surtout pas rester dans l'anonymat.

L'A.F.P. nous apprend ainsi que, depuis deux ans, la caisse de Sécurité sociale de Montbrisson (Loire) trouve, à intervalles plus ou moins réguliers, des enveloppes bourrées de billets de banque pour un montant variant *de 3 000 F et 5 000 F.*

Ce généreux don anonyme est accompagné d'une phrase qui définit le but du mécène : *« Pour aider à combler le déficit de la Sécurité sociale. »*

A la date du 5 novembre, la caisse de Montbrisson a reçu plus de 25 000 F en petites coupures. Mais elle ne peut utiliser cet argent, n'étant pas habilitée à recevoir des sommes anonymes. La caisse a déposé l'argent sur un compte en banque et prie le donateur de se faire connaître...

La régularisation des immigrés « sans papiers »

LA C.G.T. ET LE M.R.A.P. APPRÉCIENT DIVERSEMENT LES RÉSULTATS DE L'OPÉRATION

La C.G.T. s'est félicitée, dimanche 7 novembre, du bilan de l'opération de régularisation exceptionnelle des immigrés « sans papiers », qui a permis à cent trente mille d'entre eux de « sortir de la marginalisation dans laquelle le patronat les avait placés ». La C.G.T. souligne l'intérêt des *« possibilités de recours »* pour ceux qui n'ont pu bénéficier de cette régularisation alors qu'ils étaient en droit de l'obtenir. Elle ajoute que d'autres questions *« se posent désormais avec acuité : formation professionnelle et logement »*.

Beaucoup moins optimiste, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) annonce qu'il multiplie les initiatives auprès de M. Mauroy et de M. Autain, secrétaire d'État chargé des immigrés, pour leur rappeler la position qu'il avait prise lors de son dernier congrès, le 8 mai dernier, à savoir : le souhait que l'opération de régularisation débouche sur l'admission de tous les « sans-papiers » qui ont fait confiance au gouvernement en déposant un dossier. Le MRAP se déclare préoccupé par les difficultés que rencontrent certains de ces immigrés et *« adjure »* MM. Mauroy et Autain de reporter au 31 décembre la date limite de validité des autorisations provisoires de séjour.

D'autre part, le prochain rétablissement de certains visas suscite de vives inquiétudes dans les pays « exportateurs de main-d'œuvre », notamment au Maroc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. −	Rep. + ou	Dép. −	Rep. + ou	Dép. −
$ E.-U.	7,2970	7,3020	+ 175	+ 210	+ 345	+ 415	+ 950	+1070
$ can.	5,9720	5,9770	+ 30	+ 70	+ 90	+ 160	+ 320	+ 440
Yen (100)	2,6400	2,6450	+ 120	+ 145	+ 240	+ 275	+ 725	+ 785
DM	2,8160	2,8190	+ 120	+ 150	+ 250	+ 290	+ 760	+ 830
Florin	2,5880	2,5910	+ 130	+ 150	+ 270	+ 300	+ 770	+ 825
F.B. (100)	14,5400	14,5600	− 60	+ 20	− 160	+ 20	− 370	+ 20
F.S.	3,2680	3,2720	+ 260	+ 290	+ 500	+ 550	+1380	+1460
L (1 000)	4,9125	4,9162	− 530	− 450	− 990	− 870	−2095	−1920
£	12,0890	12,0985	+ 320	+ 400	+ 685	+ 830	+2140	+2370

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 1/2	9 7/8	9 1/2	9 7/8	9 9/16	9 15/16	9 11/16	10 1/16
DM	6 15/16	7 5/16	6 7/8	7 1/4	6 7/8	7 1/4	6 7/8	7 1/4
Florin	6	6 3/4	6 1/2	7	6 1/2	7	6 1/4	6 3/4
F.B. (100)	12 3/4	14 1/4	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	12 3/4	13 1/2
F.S.	1 1/2	2 1/2	2 3/4	3 1/8	3 1/4	3 5/8	3 7/8	4 1/8
L (1 000)	15 3/4	20 1/4	24 1/4	26	23 3/4	25 1/8	21 1/4	22 1/2
£	9	9 1/2	9 1/8	9 1/2	9 1/16	9 7/16	8 7/8	9 1/8
F. français	13 3/4	15 1/4	15 1/2	16 3/4	17	18 1/4	18 1/2	19 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en *fin de matinée par une grande banque de la place.*

15-20 NOV. 1982
PORTE DE VERSAILLES - 9 H - 18 H

PARIS **interal 82**

4 SALONS SPECIALISES
228.000 M² – 5.400 EXPOSANTS

LA PLUS IMPORTANTE MANIFESTATION MONDIALE CONSACREE AUX INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

EMBALLAGE
Salon International Emballage Conditionnement et Présentation.
Tous les produits et matériels : emballages, matériaux, machines, accessoires, procédés.

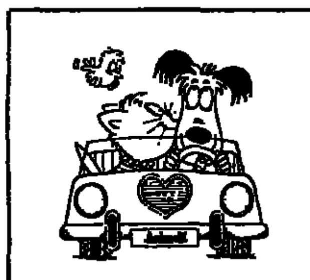
MATIC
Salon International du Matériel et des Techniques pour l'Industrie et le Commerce de la Viande.
MEAT CARNE VIANDE FLEISCH

GIA
Salon International du Génie Industriel Alimentaire.
Le GIA est le salon des méthodes et des moyens de production des agro-industries.

SIAL
Salon International de l'Alimentation.
La gamme complète des produits alimentaires français et les spécialités de 60 pays.

INTERAL : 7, rue La Boétie - 75008 Paris - Tél. : 265.22.83

gerp



loué soit MATTEI

Le grand loueur économique

PARIS :
205, Rue de Bercy (12e) 346.11.50
102, Rue Ordener (18e) 264.32.90
Porte de la Villette (19e) 833.01.69
Place du Louvre (1er) 260.10.91
Rue Chaussée-d'Antin (9e) 265.73.18
85, Rue Jeanne-d'Arc (13e) 585.30.66
48, Rue de Patay (13e) 586.16.97
55, Av. de Saint-Ouen (17e) 228.30.70

24 STATIONS en région parisienne
CENTRAL RENSEIGNEMENTS
(1) 346.11.50
80 AGENCES EN FRANCE

CONTRE LA FLAMBEE DE VOS COUTS DE TRANSPORTS...
UTILISEZ L'EAU !

une flotte fluviale diversifiée est à votre service.

Veuillez m'envoyer, sans aucun engagement de ma part, votre documentation concernant le transport par voie navigable
Nom ______ Prénom ______
Société ______
Secteur ______ Fonction ______
Téléphone ______
Adresse ______
Code Postal ______ Ville ______

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION, 2, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris, Tél. 550 32 24

Entrez, roulez, sortez, payez plus tard...

Pour vos déplacements professionnels par les autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

PARIS — MULHOUSE — DIJON — BEAUNE — LYON

CARTE Y

Pour vous simplifier la vie, la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône propose aux entreprises et administrations la carte Y qui permet de régler les frais d'autoroute par relevé mensuel.
• pas de monnaie, pas de chèque ;
• gain de temps au péage ;
• gestion simplifiée ;
• justification des frais assurée.

Pour recevoir une documentation détaillée sur la carte Y, retournez ce coupon-réponse :
Société : ______
Adresse : ______
Secteur d'activité : ______
Parcours habituel : ______

SOCIETE DES AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHÔNE
Service Carte Y
B.P. 52 - 21019 DIJON CEDEX

ARVEST

SOCIAL

Les syndicats en mal d'adaptation

Déconcertants syndicats ! Le 8 octobre dernier, quelques heures avant l'échec des négociations sur l'assurance-chômage, *ils étaient unanimes* à proposer une augmentation des cotisations salariales à l'UNEDIC, accompagnée d'un plan d'économies dans les prestations, accomplissant ainsi un acte courageux à deux mois des élections prud'homales et en pleine période de baisse du pouvoir d'achat du salaire direct pour la majorité des salariés. Un tel geste, méritoire par son réalisme, n'en illustre pas moins un certain paradoxe. La montée du chômage a provoqué une *utile prise de conscience des difficultés* de l'assurance-chômage mais, alors que les enquêtes d'opinion montrent que l'emploi est la préoccupation numéro un des Français, la majorité des syndicats ne sont pas prêts à imiter certaines organisations ouvrières allemandes, britanniques ou américaines, qui ont sacrifié partiellement le pouvoir d'achat sur l'autel du chômage. Limites du réalisme ? Désarroi ? Perplexité ? Hésitations ?

En cet automne 1982, tandis que le gouvernement affirme la rigueur de sa politique économique, la vie sociale et syndicale est teintée de morosité. Chacune à sa façon, C.G.T. et C.F.D.T. appellent régulièrement à une mobilisation des salariés, à un « réveil social ». Mais ni l'une ni l'autre ne pointe à l'horizon. Dans le secteur public, les mouvements, d'ampleur très inégale, qui ont accompagné les négociations salariales sont apparus *comme des baroulds d'honneur*. Dans le secteur privé, le ministère du travail observe une bien faible combativité à l'occasion de la sortie du blocage des salaires, et le patronat de la métallurgie parle de *« situation globalement calme »*. *« Nous ne sommes pas,* soulignait lors du dernier comité confédéral national un militant cégétiste de Haute-Garonne, *un navire en perdition dans un océan déchaîné. »* Même s'ils continuent de subir les effets de la crise du militantisme, les syndicats ne sont effectivement pas en perdition. Ils ont encore du ressort, ils ne sont pas dépourvus de munitions. *Mais ils apparaissent bien* souvent ballottés entre des exigences contradictoires.

Que l'on écoute M. Krasucki ou M. Maire, M. Bergeron ou M. Bornard, aucun syndicat ouvrier ne souhaite l'échec de l'expérience politique en cours. Aucune confédération ne *conteste même la nécessité de la rigueur* — que certaines ont souhaitée, — mais aucune n'est pleinement d'accord avec le gouvernement sur le contenu que le mot doit recouvrir. Les syndicats se trouvent ainsi coincés entre leur souci de prendre leur part à l'effort national de redressement, ce qui les amène à ne pas *heurter de plein fouet le pouvoir* — d'où cette modération, inconcevable en d'autres temps, face au blocage des salaires, — et celui de ne pas se couper des préoccupations et des aspirations de la base.

Or, cette « base » semble animée de sentiments contradictoires. Elle ne manifeste pas son mécontentement par des grèves qui déborderaient les états-majors syndicaux. Mais un certain nombre de clignotants font apparaître déceptions et *désenchantements tant vis-à-vis du* pouvoir que des syndicats. Les appels de Rouen et du Havre (*le Monde* du 3 octobre et du 2 novembre) émanant de syndiqués C.G.T., C.F.D.T., F.O., de gauche et d'extrême gauche, sont à cet égard significatifs. Lors du dernier comité confédéral de la C.G.T., un militant du Haut-Rhin a *ainsi fait part de « l'état d'esprit des militants particulièrement mal à l'aise dans l'attitude à avoir vis-à-vis du gouvernement »*.

Davantage de réalisme

Chaque syndicat a son lot de *« déçus du socialisme »* comme de *« gagnants du changement »* mais les uns et les autres se réfugient souvent *dans la passivité. Et ce ne sont* pas les sondages qui peuvent sortir les confédérations du sentiment de morosité qu'elles ressentent. Un sondage réalisé par l'IFRES du 29 septembre au 4 octobre auprès d'un échantillon national représentatif de mille personnes (selon la méthode des quotas) et publié par *le Nouvel Economiste,* indique que 43 % des Français pensent que les syndicats devaient accepter le blocage des salaires (ce pourcentage monte à 48 % chez les ouvriers), 21 % estimant qu'ils devaient s'y opposer par la grève (opinion de 30 % des cadres moyens). L'opinion semble ainsi inviter les syndicats à faire preuve de davantage encore de réalisme et de souplesse mais, paradoxalement, dans la même enquête, elle sanctionne très différemment MM. Bergeron et Krasucki, *qui ont pourtant le* point commun de s'être portés en première ligne pour la défense du pouvoir d'achat. Si l'on analyse le solde résultant de la différence des opinions positives et négatives pour chaque dirigeant syndical, M. Maire est à + 1 devant M. Marchelli (– 7) M. Bergeron (– 9) et M. Krasucki (– 12). *Par rapport à la précédente* enquête d'avril 1982, M. Marchelli perd 2 points, M. Maire 7, M. Bergeron 20 et M. Krasucki... en gagne 18. Le moins qu'on puisse dire est que les dirigeants syndicaux ne sont pas portés par une confiance massive de l'opinion, par ailleurs moins sévère pour l'appréciation du rôle des syndicats dans la vie sociale.

Ainsi, dans le contexte actuel, atone et morose, chaque centrale syndicale semble être guidée, au-delà de stratégies définies antérieurement au 10 mai, par un comportement où un réalisme, subi ou voulu, le dispute à la volonté d'affirmer la force, l'originalité et l'autonomie de ses propositions par rapport aux axes de la politique gouvernementale. Qu'il s'agisse de l'assurance-chômage ou de l'échelle mobile, les syndicats ont admis, explicitement ou implicitement, la remise en cause d'avantages acquis mais aucun ne tient à apparaître comme le « godillot » du gouvernement ou la mouche du coche de la rigueur et donc à reléguer au second plan qui son modèle de sortie, qui son projet de société, qui ses revendications ancestrales, qui la défense des intérêts de ses ingénieurs et cadres.

Ce comportement se retrouve dans l'attitude actuelle de la C.G.T. soucieuse de n'être ni passive ni outrancière face au pouvoir. Pour M. Henri Krasucki, l'onde de choc de la deuxième dévaluation et du blocage des salaires ne remet pas encore fondamentalement en cause l'orientation gouvernementale qui, *globalement*, va *plutôt dans le bon* sens. Le gouvernement n'est suspecté ni d'être social-démocrate, ni de faire du « barrisme », fût-il de gauche. Il est plutôt perçu comme tâtonnant dans une voie médiane et hésitant à choisir entre l'affirmation des engagements du 10 mai et une conversion social-démocrate. Les *dirigeants de la C.G.T. ne s'attendent* pas à ce que le débat soit tranché avant les élections municipales, mais ils mettent discrètement en garde contre une politique *« à la Schmidt »* qui développerait le mécontentement et échouerait économiquement avec un passif de 3 millions de chômeurs.

Contrôle syndical

Si la centrale de M. Krasucki estime que les *« cadeaux »* au patronat sont *« à pure perte »* et s'oppose totalement à une baisse du pouvoir d'achat aux conséquences économiques et politiques néfastes — *« C'est aux travailleurs que le gouvernement doit d'exercer le pouvoir et il ne restera en place que s'il répond à leurs aspirations »*, vient de dire M. Séguy —, elle part cependant du principe qu'avec ce gouvernement *« une décision négative n'est jamais irrémédiable »*. Ainsi si, elle entend être le porte-parole du mécontentement des salariés quand il peut exister, elle se garde bien de toute initiative qui conduirait à le faire monter. Cette mesure s'accompagne néanmoins d'une volonté de plus en plus affirmée de développer la participation économique des salariés, autour du thème *« produire français »* et donc d'intervenir dans la gestion. *« Agissez sur chaque projet concret qui se pose dans votre entreprise et trouvez des issues »*, avait lancé M. Krasucki aux militants parisiens, le 7 septembre. Et le secrétaire général de la C.G.T. vient d'affirmer que l'octroi de fonds publics aux entreprises nécessitait *un contrôle syndical, déjà* revendiqué sur la formation des prix.

Ce volet de l'*« adaptation »* cégétiste rejoint les préoccupations du P.C., mais n'est pas fondamentalement éloigné de l'attente manifestée par la C.F.D.T. à l'égard des droits nouveaux considérés comme un important investissement permettant de revigorer l'outil industriel. Perçue comme la plus progouvernementale, convaincue de la nécessité d'une rigueur qui ne doit pas se confondre avec l'austérité, la centrale de M. Edmond Maire apparaît cependant de plus en plus inquiète. Ses craintes concernent tant l'évolution de la situation économique que ce que M. Maire a appelé un *« affaiblissement des priorités sociales au fil de la crise »*. Le recul sur le SMIC, *par rapport aux promesses faites*, est apparu comme le signal d'un inquiétant dérapage. Les cédétistes redoutent une rigueur mal comprise, mal orientée, *ne s'attaquant pas* à la réduction des inégalités. Ils ressentent de plus en plus vivement l'absence, à leurs yeux, de projet économique et social cohérent. Pour autant, M. Maire et *ses amis n'entendent pas mettre des* bâtons dans les roues de l'action gouvernementale, pressés plutôt de *« se ressaisir »*.

Mais ils doivent, eux aussi, tenir compte des désenchantements d'un certain nombre de leurs militants. A Lille, nous signale notre correspondant, l'union locale C.F.D.T. vient de rejoindre l'opposition à la ligne confédérale sur le thème *« pas d'austérité pour les salariés tant que le gouvernement fera des concessions au patronat »*. Et M. Kaspar soulignait récemment dans *Syndicalisme* : *« La pire des choses aujourd'hui serait de se reposer et de laisser faire, car alors la morosité pourrait rapidement se transformer en désespoir ou déboucher sur une sanction électorale. »*

Dans ce paysage social toujours marqué par une division syndicale persistante — tant entre la C.G.T. et la C.F.D.T. qu'entre les réformistes —, F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. semblent être les plus virulents face à la politique gouvernementale. Cela tient sans doute au fait qu'ils ne sont pas idéologiquement liés au pouvoir et que la politique contractuelle, qui constitue l'axe de leur credo commun, a été sérieusement malmenée. Cependant, la fermeté du ton sur le pouvoir d'achat n'empêche pas une relative modération et, là aussi, des évolutions de comportement. M. Bergeron s'alarme des risques de dégradation du climat social et a averti que l'arme de la grève pourrait être utilisée pour défendre le pouvoir d'achat et la politique contractuelle, comme cela s'est déjà produit notamment *dans la fonction publique*. Mais il s'est opposé à une demande de grève générale et a implicitement invité ses militants à accepter des compromis salariaux, qu'ils auraient rejetés hier. La fermeté de M. Bergeron sur les salaires répond d'abord au souci de ne pas voir les salariés déserter un mouvement syndical accusé alors de ne plus jouer son rôle, mais elle se conjugue avec un réalisme économique et politique qui lui interdit de jouer les boute-feu face à un gouvernement dont il ne souhaite pas l'échec.

Attitudes novatrices

Très inquiète d'un *« glissement vers l'étatisme »*, qu'elle perçoit à travers la mise en cause de la politique contractuelle, la C.F.T.C. a elle aussi haussé le ton tant sur les salaires que sur la *« nouvelle purge »* de la Sécurité sociale ou le transfert des cotisations familiales. Mais, dans le même temps, elle met en avant un rôle plus constructif de contre-propositions en préconisant des accords salariaux pour 1983 basés tant *sur l'évolution du produit intérieur* brut que sur celle de la productivité des entreprises. Paradoxalement, la C.G.C., plus nettement oppositionnelle, ne se contente pas de préparer sa manifestation parisienne du 18 novembre et d'affirmer ses désaccords avec la politique gouvernementale. A travers sa *« charte pour l'avenir »*, elle vient d'affiner ses propositions de telle façon qu'elle laisse la porte ouverte à des adaptations du rôle de l'encadrement. Les syndicats, chacun à leur façon, sont donc porteurs, au milieu de la morosité actuelle, d'une bonne dose de mécontentement, mais aussi d'une réserve de propositions et d'attitudes novatrices. A *un mois des prud'homales,* de quel côté basculeront ces potentialités ? Le gouvernement a sûrement une partie de la réponse.

MICHEL NOBLECOURT.

CHEZ SPERRY, ON N'ECOUTE PAS SEULEMENT PENDANT LES HEURES DE BUREAU

Au milieu de tous ceux qui parlent, celui qui écoute se trouve dans une situation privilégiée: c'est un flot continu de nouvelles idées qu'il entend et qui lui parviennent à l'esprit.

On dit que l'on apprend toujours quelque chose des personnes que l'on rencontre, pourvu que l'on prenne la peine de les écouter.

Mais malheureusement, la plupart des gens n'ont pas appris à écouter.

Voilà pourquoi les employés de Sperry, dans le monde entier, bénéficient de programmes de formation à l'écoute.

En aidant nos employés à mieux écouter, notre société devient plus performante.

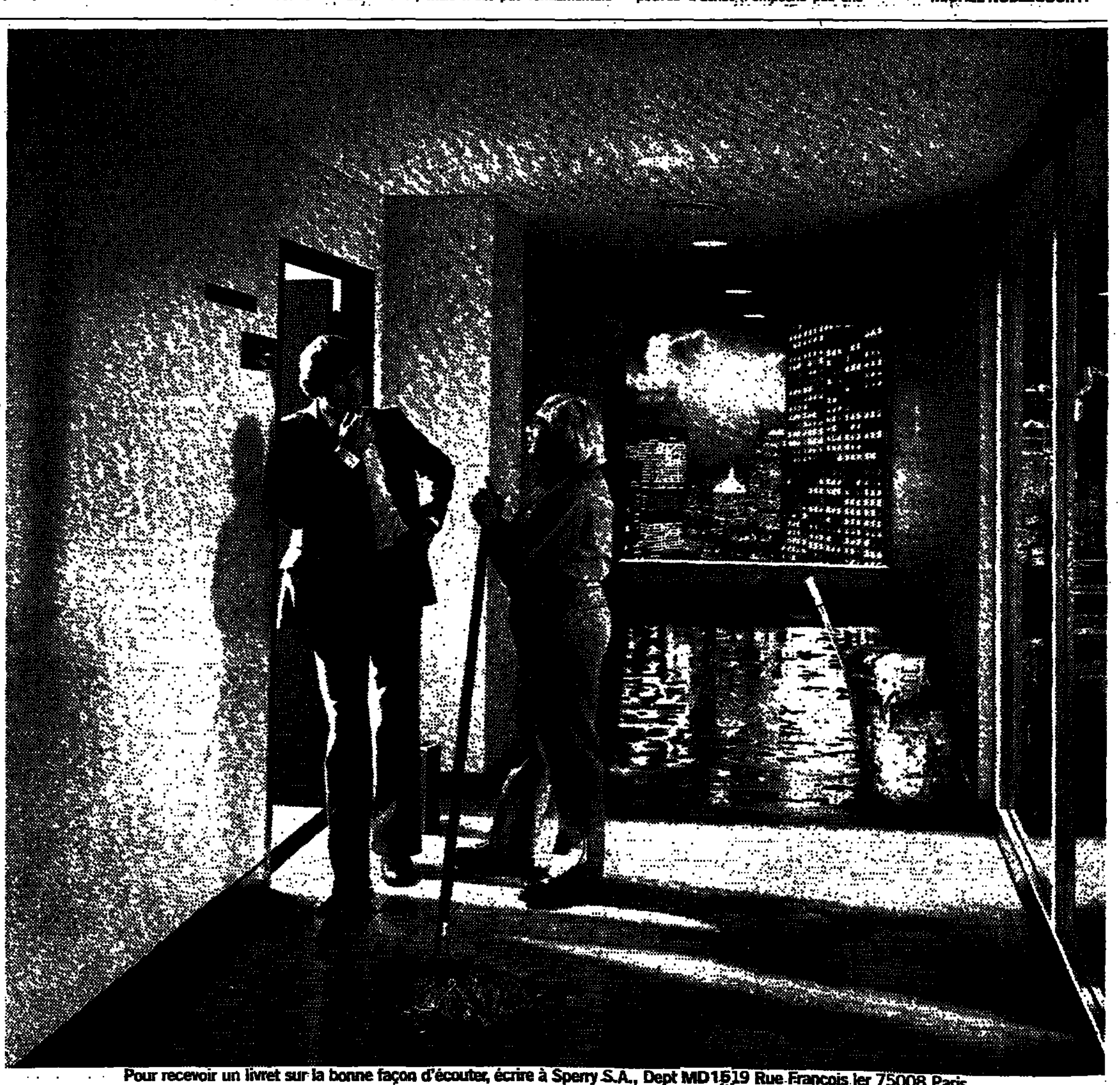
D'abord nous éliminons les coûts engendrés par de simples malentendus.

Ensuite et surtout, nos employés voient leurs pouvoirs de reflexion et d'imagination renforcés.

Les meilleures idées nous viennent à l'esprit par l'écoute.

C'est une raison impérieuse pour apprendre à écouter.

POUR NOUS, L'IMPORTANT EST DE SAVOIR ECOUTER.



Pour recevoir un livret sur la bonne façon d'écouter, écrire à Sperry S.A., Dept MD1519 Rue François Ier 75008 Paris.

مكبرا من الأصل

LOGEMENT

Point de vue

LA CRISE DU MARCHÉ IMMOBILIER

Faut-il brûler les professionnels ?

par ROGER LEMIALE (*)

PARIS, Melun, Toulon, Reims, Marseille, Nancy, Amiens, Toulouse, Mont-de-Marsan, Limoges, Montpellier, Lyon, Metz... et partout ailleurs en métropole, offre de logements locatifs : néant ou presque.

Faut-il brûler les professionnels qui assistent impuissants, depuis plusieurs mois, au déroulement du scénario qu'ils avaient, hélas, prévu ?

Faut-il, comme on dit, *« casser le thermomètre »*, parce qu'il démontre la présence de la fièvre ?

Faut-il rendre responsables de l'épidémie ceux qui l'avaient annoncée comme inéluctable, si l'on ne prenait pas en temps utile les mesures de prophylaxie qu'ils suggéraient ?

Bref, toute une population de petits propriétaires, sans doute maladroite dans l'expression mais totalement incomprise dans ses besoins, se rebiffe et retire ses logements du marché locatif lorsqu'elle en a la possibilité. Que ce soit pour vendre, pour attendre la sortie du blocage ou celle des dix-huit mois nécessaires à un loyer libre, ou pour toute autre raison formulée ou informulée, qu'importe, le phénomène est là. Il n'y a donc pratiquement plus de logements à louer, eu égard à la demande, et tant pis pour les locataires qui arrivent actuellement sur le marché locatif, les jeunes, notamment, ou ceux qui, pour changer d'emploi, doivent changer de région.

∴

Effectuant en quelques mois un gigantesque bond en arrière, le marché locatif est en train de redevenir un marché de pénurie avec toutes les conséquences perverses qui en découlent.

Il est vrai que le nombre de logements locatifs n'a pas diminué d'un coup d'une manière significative à la suite du vote de la loi Quilliot. Il est d'ailleurs facile de rappeler à ce sujet les analyses de la FNAIM qui, depuis plus de cinq ans déjà, attirait l'attention des pouvoirs publics sur les dangers de la pénurie qui se profilait.

Seulement voilà, les conséquences réelles de cette situation étaient « gommées » par le comportement responsable des différents intervenants, professionnels, locataires, propriétaires ; le parc étant utilisé comme une autoroute à la limite de la saturation, c'est-à-dire à la merci du moindre incident sérieux.

Le vrai problème des locataires, qui est la possibilité ou non de trouver un logement à un prix raisonnable, a été balayé par l'urgente et impérieuse nécessité d'instaurer une législation des rapports locatifs interventionniste, lourde, répressive et institutionnalisant des conflits dans un secteur jusqu'ici globalement épargné.

Comment blâmer les locataires qui, aujourd'hui, participent directement et massivement à la pénurie en ne déménageant plus, puisque selon nos récentes estimations, les congés spontanés ont diminué dans la proportion effarante de 90 % ?

Certes, la loi aurait été bien pire si le gouvernement et le Parlement, surpris par l'ampleur de la réaction des milieux professionnels, des propriétaires, voire de certains locataires avertis ou plus suspicieux, n'avaient pas amendé le projet initial, dans lequel le militantisme avait pris, il faut bien le dire, le pas sur les réalités économiques.

Mais, malgré ces améliorations indiscutables et tangibles, nous pouvons prévoir, sans plus de chances de nous tromper que lorsque nous avions annoncé le blocage actuel du marché, que sans une modification réelle de certains mécanismes contenus dans la loi et sans revirement clair de l'attitude du gouvernement à l'égard de l'épargne investie dans l'immobilier la situation risque d'empirer et de devenir très difficile*ment réversible. Il faudra alors, en* catastrophe, prendre des mesures lourdes et coûteuses pour remédier à une situation devenue dramatique pour les particuliers, c'est évident, mais aussi pour les entreprises incapables d'une véritable compétitivité faute d'une main-d'œuvre mobile.

Cela, nous le disons avec d'autant plus de force que les professionnels sont actuellement soumis à des pressions inadmissibles, tant de certains propriétaires, qui préfèrent reprendre leur mandat afin de « s'arranger directement avec le locataire » et faire ainsi leur affaire de l'application des mesures de blocage, que des locataires qui demandent déjà le droit de « présenter » leur successeur.

Dans un marché à l'agonie, on finira bien par trouver des professionnels qui prêteront leur concours à des arrangements illicites.

Le bouc émissaire sera alors tout trouvé.

Il nous faut donc dire clairement, avec fermeté et détermination, que les professionnels ne supporteront pas d'être tenus pour responsables des conséquences d'une situation malsaine dont ils sont les premiers à être pénalisés et qu'ils ont tenté par tous les moyens d'éviter, même si un nombre limité d'entre eux se montre défaillant.

∴

On n'évacue pas impunément le marché, fût-ce au motif de lui substituer des « rapports locatifs » en harmonie avec telle ou telle doctrine ou pour obéir à de louables sentiments.

L'enfer, avons-nous écrit, est pavé de bonnes intentions.

La rentabilité locative diminue depuis dix ans. Elle est actuellement tombée à un niveau tel qu'il faut être *inconscient pour s'imaginer que les* bailleurs pourront supporter une érosion supplémentaire, tout en se sentant ligotés par une réglementation compliquée.

Mais cet aspect de l'investissement immobilier qu'est son revenu n'est pas la cause unique de la crise actuelle. Le proche passé nous a démontré que les propriétaires admettaient une très faible rentabilité s'ils sentaient que la libre disposition de leur bien était acquise et surtout dès lors que l'attitude des pouvoirs publics leur paraissait favorable, ou du moins dénuée d'hostilité à l'égard du patrimoine immobilier ; dès lors aussi et peut-être surtout que l'activité soutenue des transactions *garantissait la protection de leur bien* contre les effets de l'inflation.

Aujourd'hui, ceux-là mêmes qui acceptaient d'immobiliser l'épargne issue du travail pour un revenu, après impôt, de 2 % en logeant un de leurs contemporains rechignent. Et il est significatif que ce sont les plus jeunes qui veulent se libérer au plus vite d'un investissement dont ils ne voient plus que les aspects négatifs.

Sans doute ont-ils tort à moyen et long terme, c'est notre analyse, mais ils estiment ne pas avoir les moyens d'attendre.

En effet, ils ne peuvent que constater le tir de barrage dont fait l'objet directement ou indirectement leur épargne placée dans l'immobilier. Le fait que le phénomène soit déjà ancien et apparaisse s'aggraver au fil des ans après l'euphorie des années 60 ne les rassure pas, bien au contraire.

Il est probablement encore temps de revenir à un marché sain, c'est-à-dire à un marché dans lequel une publicité pour un bien à louer de quatre pièces dans le dix-septième arrondissement de Paris n'entraîne pas quatre cent quatre-vingt-quatorze appels en une matinée et trente-cinq candidats locataires se bousculant au « sur place », quelques-uns venant dès l'aurore à un rendez-vous fixé à partir de 13 heures.

Mais, pour cela, il faut que le gouvernement agisse rapidement en démontrant son estime et son intérêt pour l'épargne investie dans l'immobilier.

Pour convaincre, il lui faudra pratiquer le réalisme, car, si l'on veut que les particuliers placent leur épargne dans les capitaux dits « à risque », nécessaires à l'industrie, il faut en même temps que leur soit offert un investissement sans doute moins rémunérateur, moins spéculatif au sens économique du terme, mais aussi mieux garanti.

Revenir sur certaines dispositions parmi les plus fâcheuses de la loi, et en particulier en rendant la liberté des loyers au départ volontaire du locataire, même assortie d'engagements de modération ; enrayer la baisse de la rentabilité locative consécutive aux divers blocages des douze derniers mois, notamment à l'occasion des négociations qui vont s'ouvrir sur l'évolution des loyers en 1983 ; mais aussi manifester par des dispositions fiscales à la fois tangibles et néanmoins symboliques par leur signification, le souci de préserver l'investissement immobilier, nous semble la seule chance de rétablir une confiance aujourd'hui gravement défaillante.

Sinon, il faudra bien se résoudre un jour à brûler, pour hérésie, les professionnels, comme dans la Grèce antique on sacrifiait ceux qui annonçaient les défaites.

(*) Président de la Fédération nationale des agents immobiliers, mandataires en vente de fonds de commerce, *administrateurs de biens, syndics de* copropriété et experts (FNAIM).

ANCIENS JOCISTES

J.O.C

Des cérémonies sont prévues à Bruxelles pour fêter le centenaire de Cardijn, le 21 novembre.

Pour recevoir le programme et tous les renseignements, écrire à « Centenaire Cardijn », 49, rue du Faubourg Poissonnière, 75009 Paris.

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE ont la fourrure qu'il vous faut.
Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure.
Vison, loup, renard, etc. PRIX DE GROS.
Grand choix de pelisses. Réparations, transformations.
Service après-vente. Tél. 878-60-67.
47, rue La Fayette, 75009 PARIS - Mº LE PELETIER

PIERRE FOIX et l'équipe du CEPIG

Conseils d'Entreprise en développement humain depuis 20 ans ont le plaisir de vous annoncer la naissance d'un département ouvert aux particuliers :

L'INSTITUT D'EMERGENCE RELATIONNELLE

Les racines de votre vocation, de votre vie personnelle, de votre environnement sont en vous.

Nous vous proposons de les découvrir et de vous entraîner à :

• *effacer ce qui gêne leur émergence*
• *développer leur force*
• *créer votre existence*

Si cette finalité vous intéresse, nous serons heureux de vous compter parmi nos amis.

Disciplines pratiquées :

• Bio-comportement • Bio-analyse • Bio-création

Pour tout renseignement, écrire ou téléphoner à Dominique FOIX

16, rue Franklin, 75016 Paris - Tél. 520.99.99

DG

VOS CADRES DE DIRECTION

Tél. 236.16.15
ou
Tél. 236.00.33

HAVAS CONTACT

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

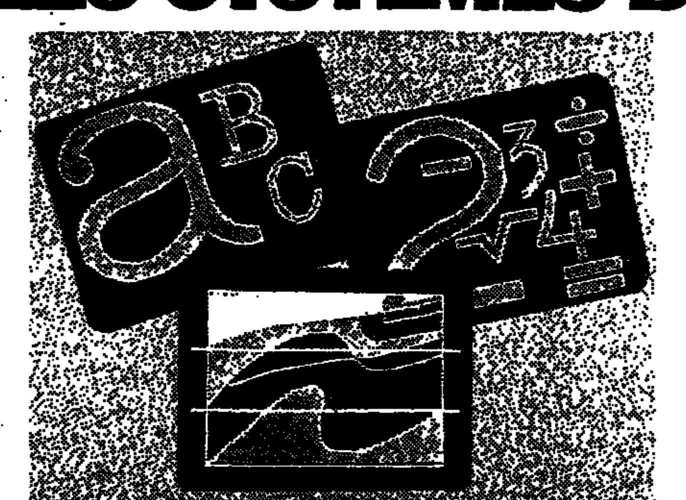
un mois exceptionnel pour l'achat de votre PEUGEOT ou TALBOT

Le meilleur prix — le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

LES SYSTEMES B 20: UN NOUVEAU CONCEPT



PUB. CLAUDE MICHEL

LA POLY-INFORMATIQUE

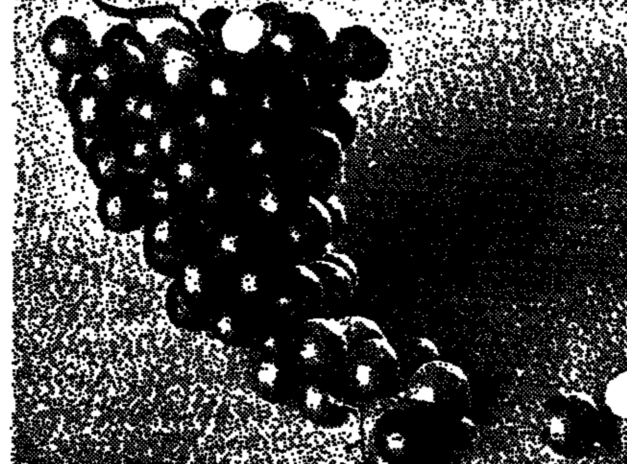
La poly-informatique BURROUGHS offre à l'utilisateur final les avantages de systèmes centralisés, démultipliés par poste de travail.

Les Systèmes B 20 de BURROUGHS expriment pleinement cette polyvalence :
• *fonctions : traitement de textes, de données chiffrées*, traitements graphiques, visualisation couleur*
• capacités de travail : ce sont de vrais multitâches, travaillant en simultané et en temps réel, avec toutes possibilités d'accès et de connexions,
• applications : scientifiques, de gestion, de bureautique, à l'aide des progiciels les plus performants,
• utilisation multilangages : Basic, Cobol, Pascal, Fortran...,
• capacité de traitement : mémoire de 256 Ko à 640 Ko par poste, capacité disques jusqu'à 60 Mo, avec liaison à plus de 30.000 caractères/seconde.

Les Systèmes B 20, c'est aussi une ergonomie de pointe : clavier Azerty accentué détachable, écran anti-reflets orientable (34 x 132 caractères), etc.

Pour un accès immédiat à la Poly-Informatique, les Systèmes B 20 incluent formation assistée par ordinateur, progiciel de formation "sur mesure", le tout... en français.

* disponible début 1983.



L'ARCHITECTURE DE GRAPPE

L'architecture de grappe BURROUGHS, c'est le symbole de l'intelligence distribuée, avec ses "grains" autonomes, mais solidaires.

Chaque poste possède sa mémoire et son indépendance, avec ses propres périphériques, pour répondre aux seuls besoins de son utilisateur.

De plus, un poste "superviseur" permet à chacun d'accéder à la mémoire et aux services communs, contrôlant et coordonnant toute la grappe : on peut lui connecter de 1 à 16 postes. La puissance du Système s'accroît en proportion, logiciel Système et progiciels d'application répondant à toutes les configurations.

Pour la PME comme pour la grande organisation, la souplesse des Systèmes B 20 garantit une constante adéquation aux besoins, y compris l'intégration à tous réseaux.

Les Systemes B 20, c'est la Poly-Informatique BURROUGHS au service de l'utilisateur final.

FICHE TECHNIQUE B20
• Processeur 16 Bits Intel 8086 5 et 8 MHZ
• Systèmes modulaires
- de 1 à 17 postes de travail (liaison locale à 307 Kbds)
- gamme complète de périphériques disques et imprimantes
- connections Multibus IEEE 796
• Facilité d'intégration dans les réseaux évolués
- émulation de terminaux asynchrones, IBM 3270, IBM 1780/3780 RJE et Burroughs MT 900
- X25 Transpac
• Systèmes d'exploitation (BTOS) multitâches temps réel intégrant le traitement des données, du texte, et le traitement graphique.

Pour faire plus ample connaissance avec la Poly-Informatique,

Retournez ce bon à : René ESLINE Systèmes B 20
BURROUGHS FRANCE
95015 CERGY-PONTOISE CEDEX

Société ____
Nom ____
Fonction ____
Adresse ____
____ Tél. ____

Burroughs

UN PARTENAIRE, DES SERVICES

Centres BURROUGHS à
• Lille • Nancy
• Lyon • Marseille • Bordeaux
• Nantes • Strasbourg • Dijon • Clermont-Ferrand
• Grenoble • Nice • Toulouse • Tours • Rouen-Le Vaudreuil
et Afrique Francophone.

M 8-11

Burroughs

NOUVEAU : BURROUGHS DIFFUSION - 140, rue de Tocqueville Paris 17ᵉ - 267.43.40
Information, assistance, vente des Systèmes BURROUGHS.

TRANSPORTS

M. FITERMAN SIGNE UN ACCORD DE COOPÉRATION AVEC L'ALGÉRIE

Priorité sera donnée aux productions françaises « à conditions financières égales »

(De notre correspondant)

Alger. — Après avoir été reçu dans la matinée par le président Chadli, M. Charles Fiterman a signé avec son hopmologue algérien M. Goudjil, le samedi 6 novembre, à Alger, un accord de coopération dans le domaine des transports, conforme en gros aux espoirs exprimés lors de l'arrivée du ministre français en Algérie (*le Monde* du 4 novembre).

Cet accord se réfère au protocole de coopération économique algéro-français signé par M. Claude Cheysson, ministre des affaires extérieures, le 21 juin à Alger. Il précise *« les modalités et l'objet »* de la coopération dans le secteur concerné, *« les conditions générales de son exécution par les opérateurs ainsi que les moyens nécessaires à sa réalisation »*.Un premier accord sectoriel franco-algérien relatif à la construction en trois ans de 60 000 logements, avait été conclu le 30 juin.

Le texte signé par M. Fiterman met l'accent sur la nécessité d'un transfert effectif des technologies par des dispositions concourant à l' *augmentation des capacités algériennes de réalisation et de maintenance »*. Il institue un *« comité »* qui se réunira au moins deux fois par an, composé des *« représentants des parties en vue de rechercher et de proposer aux instances compétentes, à l'occasion des discussions portant sur des projets significatifs, toute mesure de nature à assurer l'application de l'accord »*. Il stipule que, sauf dérogations expressément justifiées, les fournitures importées nécessaires à lqa réalisation des opérations, seront d'origine française. Les contrats seront conclus » *selon la procédure d'appel à la concurrence ou à la procédure de gré à gré »*. *« La compétitivité des offres présenté par les entreprises françaises, est-il encore précisé, est appréciée par référence aux conditions prévalant sur le marché international et aux dispositions du présent accord »*.

L'accord stimule enfin que *« les dispositions de financement »* relatives aux projets retenus sont fixés par échange de lettres. après d'âpres discussions, de tels échanges ont eu lieu concomitamment à la signature *du métro* d'Alger *et des transports* ferroviaires. Des conversations devront se poursuivre dans le domaine de l'aviation. Interrogé par la presse, M. Fiterman n'a pas donné d'informations chiffrées sur less contrats signés.

L'Algérie n'accorde en rien une exclusivité à la France. Le 26 octobre, elle a signé avec l'Autriche un contrat pour l'extension et la modernisation de son réseau ferroviaire. Elle vient de recevoir une mission britannique pour des conversationss sur un programme d'habitat. Mais la succession de visites ministérielles franaçises est un signe d'harmonie particulière entre les deux gouvernements. Les prochains hôtes français d'Alger seront MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération et du développement, qui rencontrera le ministre algérien des affaires étrangères le 15 novembre avant la conférence de l'O.U.A. à Tripoli et Jack Lang, ministre de la culture attendu les 13 et 14 décembre, pour la sinature d'importants accords culturels.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

ENVIRONNEMENT

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION A FOS

La bataille de l'eau propre

La pollution des eaux de la zone de Fos et de l'étang de Berre a été réduite de 95 % en dix ans. C'est ce qu'annonce le secrétariat permanent pour les problèmes de pollution industrielle (S.P.P.P.I.) installé à Marseille.

De près de 180 tonnes par jour en 1972 les déversements des industries ont été ramenés à 18 tonnes. Les rejets d'hydrocarbures notamment, qui atteignaient 6 400 kilos il y a dix ans, sont tombés à 400 kilos par jour. On revient de loin.

Ces remarquables résultats ont été obtenus grâce aux efforts financiers consentis, d'abord de mauvais gré, puis dans leur intérêt mieux compris, par les sociétés pétrolières et pétrochimiques de la première génération. Elles ont investi au total depuis 1975 quelque 500 millions de francs. Les normes sévères de rejet imposées aux établissements les plus récents lors de *leur installation sur la zone* industrialo-portuaire de Fos les ont obligés à se doter d'équipements d'épuration. L'usine sidérurgique Solmer par exemple y a consacré également 500 millions de francs.

Les industriels disent à présent qu'ils ne pourront faire davantage car le traitement des derniers kilos de pollution coûtent un prix fou. *« Arrivés à ce niveau,* explique M. Yvon Taquet, directeur de la raffinerie de Lavera, *les investissements deviennent économiquement inabordables pour les résultats escomptés .» La bataille pour* ces eaux propres n'est pourtant pas terminée. Il reste à diminuer par exemple les rejets en mer d'eaux de réfrigération provenant des systèmes à « circuits ouverts ». Ces déversements atteignent encore un million de mètres cubes par jour, soit dix fois plus que ceux des eaux polluées. Depuis mai 1980, à la demande de la direction interdépartementale de l'industrie, Naphtachimie à Lavera, C.F.R. à La Mède, Shell Française à Berre étudient d'autres systèmes de refroidissement semi-fermés ou fermés. Les usines nouvelles comme celles d'Esso et de B.P. ont adopté ces techniques sans difficultés.

Si la pollution industrielle est maintenant parfaitement connue et maitrisée, d'autres pollutions apparaissent, d'origine urbaine ou agricole.

*Deux petites rivières, la Tou*loubre et l'Arc, charrient notamment les eaux d'égout de Salon-de-Provence *pour la* première et d'Aix-en-Provence pour la seconde.

Reste enfin le problème posé par l'énorme quantité d'eau *douce et de limon déversée* dans l'étang de Berre par l'usine E.D.F. de Saint-Chamas sur la basse Durance. Ces apports, qui ont commencé en 1966, ont bouleversé l'équilibre de l'étang et de sa population piscicole. La mise en service, il y a deux ans, d'un bassin de décantation de 122 hectares et de 12,5 millions de mètres cubes à Cadarache a permis de réduire des deux tiers l'arrivée de limon. Mais certains élus et responsables d'associations demandent un solution plus radicale. Elle consisterait à creuser un canal de dérivation pour rejeter les eaux de la Durance dans le Rhône et non plus dans l'éang de Berre.

GUY PORTE.

UN BARRAGE SUR LA TAMISE

Londres *(A.F.P.)* — La ville de Londres a toujours vécu sous la menace d'une brusque remontée des eaux de la Tamise et d'une inondation catastrophique des riverains. Les travaux de protection entrepris il y a dix ans ont permis de relever les berges du fleuve mais, selon les experts, une protection durable aurait exigé que dans la capitale les berges soient rehaussées de deux mètres...

La municipalité du Grand Londres a donc entrepris, il y a huit ans, la construction d'un barrage mobile permettant d'ériger une barrière de protection chaque fois qu'une brusque remontée des eaux avec la marée serait signalée à l'embouchure de la Tamise. Le barrage, qui sera *officiellement* inauguré au printemps prochain, a été essayé avec succès, le dimanche 7 novembre.

Formé de sept piliers de béton coulés dans le lit du fleuve et de dix portes d'acier actionnées par des grues hydrauliques, ce barrage a été construit à *une dizaine de kilomètres* en aval du centre de la capitale. En cas d'alerte, un système hydraulique actionne chacune des quatre portes principales, qui reposent dans des caissons sur le lit du fleuve. Les portes sont alors basculées de 90 degrés et forment une barrière étanche en travers du fleuve.

Chacune des quatre portes principales mesure 61 mètres de largeur et pèse 3 200 tonnes. L'ouvrage a coûté plus de 435 millions de livres (5 220 millions de francs) et est complété en aval, dans une zone industrielle, par un système de digues.

(Avis financiers des sociétés)

Le présent avis est publié à titre d'information.

CNA

Caisse nationale des autoroutes

Florins 75.000.000

Placement privé

Garanti par l'Etat Français

Mis en place par

Nederlandsche Middenstandsbank N.V.

Banque NMB-Interunion S.A.

Octobre 1982

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

4 MILLIARDS DE FRANCS

DEUX FORMULES AU CHOIX :

Date de jouissance : 22 Novembre 1982

DURÉE : 12 ANS
TAUX ACTUARIEL BRUT : 16,33 %
OBLIGATIONS DE 5.000 F
PRIX D'ÉMISSION : 4.970 F

S.A. au capital de 304.143.800 F
Siège Social : 19, rue des Capucines 75001 Paris
Balo du 8 Novembre 1982

DURÉE : 18 ANS
TAUX ACTUARIEL BRUT : 16,52 %
OBLIGATIONS DE 5.000 F
PRIX D'ÉMISSION : 4.968 F

Possibilité de remboursement anticipé à la fin des 7e, 10e et 14e années au gré du porteur et de l'émetteur.

crédit foncier de france

Depuis 130 ans nous aidons les français à se loger.

CESSATION DE GARANTIE

Par suite de la cessation des activités de transactions sur immeubles et fonds de commerce de la société Les Toits de France, domiciliée 90, rue de Flandre, à Paris (19e), la Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, société anonyme au *capital de 120 millions* de francs, régie par les articles 118 à 150 de la loi sur les sociétés commerciales, dont le siège social est à Paris (8e), 3, avenue Hoche, inscrite au registre du commerce sous le no Paris-B-552 003 261, informe le public que la garantie sur l'activité « transactions immobilières » qu'elle avait accordée à la société Les Toits de France, anciennement dénommée Etude immobilière Flandre, cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes les créances ayant pour origine un versement ou une remise effectué pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi 70-9 du 2 janvier 1970 qui restent couvertes par la Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au siège de la Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet. Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, et ne peut, en aucune façon, mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la société ci-dessus visée.

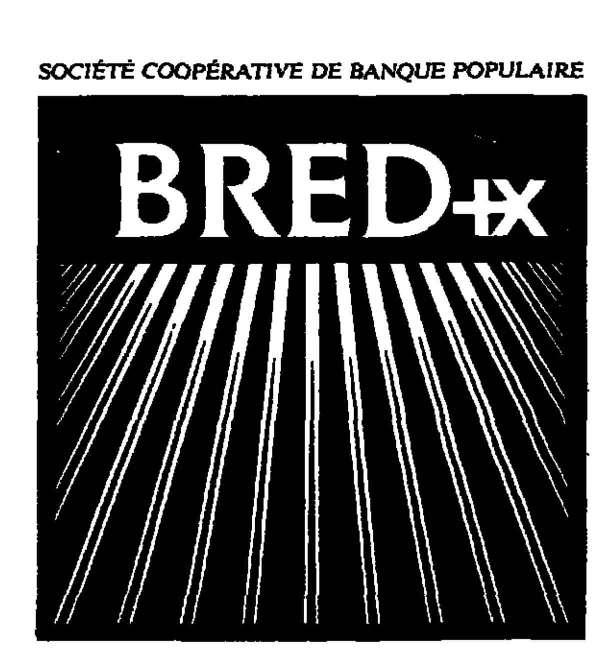
SILIC

Le texte ci-dessous remplace le troisième paragraphe du communiqué publié dans le Monde *du 28 octobre 1982 :*

Le conseil a noté que les émissions du deuxième semestre 1982, qui ont été affecté à hauteur de 600 000 F environ par l'incidence des mesures de blocage des loyers entre le 1er juillet et le 31 octobre, permettent d'escompter pour l'année entière 81,4 millions de francs de loyer (contre *75,6 millions de francs en* 1981) et d'augurer un résultat d'environ 32,4 millions de francs, contre 28,5 millions de francs pour l'exercice précédent. Ce résultat, que le statut de SICOMI oblige à distribuer à hauteur d'au moins 85 %, conduirait à un dividende d'au moins 22,80 F contre 20,15 F au titre de l'exercice 1981.

BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE BANQUE POPULAIRE



EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 250 000 000 DE F.

représenté par 50 000 obligations de F. 5 000 nominal

Prix d'émission : 99,78 %, soit F. 4 989 par obligation
Taux d'Intérêt Annuel : 16,50 %
Taux de Rendement Actuariel Brut au règlement : 16,55 %
Durée : 8 ans
Jouissance : 29 novembre 1982
Amortissement : En totalité, le 29 novembre 1990 soit par remboursement au pair, soit par rachats en Bourse.
Cotation : L'inscription à la cote officielle (Bourse de Paris) sera demandée dès la clôture de l'émission.

BALO du 8 novembre 1982.
Une note d'information qui a reçu le Visa COB n° 82-158 en date du 7 septembre 1982, est tenue à la disposition du public.

S.A. au capital de F. 300 000 000
Siège social : 5 avenue du Château - 94300 Vincennes
Siège central : 18 quai de la Rapée - 75012 Paris

هكذا من الأصل

UN BARRAGE SUR LA TAMISE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT NOVEMBRE 82

4 MILLIARDS DE FRANCS

DEUX FORMULES AU CHOIX

crédit foncier de france

...ATAIRE DE 250 000 000 DE F

obligations de F. 5 000 nominal

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 14-10-1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	280 324
dont :	
Or	170 554
Disponibilités à vue à l'étranger	16 844
ECU	59 665
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 280
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 592
dont :	
Concours au Trésor public	»
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	188 841
dont :	
Effets escomptés	82 603
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	47 160
5) DIVERS	6 355
Total	508 273

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	174 347
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 934
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 968
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	54 358
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	33 399
5) ECU A LIVRER AU FECOM	53 849
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	193 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 286
8) DIVERS	10 226
Total	508 273

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	29 oct.	5 nov.
Valeurs franç. à revenu variable	794,2	804,8
Valeurs étrangères	2136,2	2217,3
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	114,6	116,1
Valeurs étrangères	288,9	300
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	102,7	104
Pétroles-Énergie	75,7	77,8
Métallurgie	80,1	80,9
Chimie	98,6	99,8
Bâtim., mat. constr., trav. publics	103,2	104,4
Constructions mécaniques	101,1	101,5
Matériel électrique	110	111,7
Automobile et accessoires	97,4	101,2
Industr. de consom. non alim.	112,4	115,6
Agro-alimentaire	116,3	118,1
Distribution	92,7	95,2
Transports	113,6	113,7
Services	106,8	108,1
Assurances	104,5	104,2
Banques	123,9	124,9
Immobilier et foncier	107,6	108,1
Investissement et portefeuille	107,6	108,3
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	97,5	97,7
Emprunts d'État	98,7	98,9
Emprunts garantis et assimilés	97,2	97,3
Sociétés	97,6	98
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	86,6	86,7
Sociétés	94,1	94,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	100,3	101,5
Produits de base	82,1	82,8
Construction	99,9	101,1
Biens d'équipement	104,9	105,5
Biens de consom. durables	106,1	108,9
Biens de consom. non durables	104,1	106,6
Biens de consom. alimentaires	114,1	115,5
Services	94,7	96,4
Sociétés financières	116,1	116,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	97,8	98,3
Valeurs industrielles	98,6	99,7
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	96	96,1

LA VIE DES SOCIÉTÉS

EURAFRANCE. — les comptes de l'exercice clos le 30 septembre font ressortir un bénéfice net comptable de 75,4 millions de francs (+ 12,4 %, hors éléments exceptionnels). Le dividende global est *fixé à 30 F contre 27,75 F*

S.E.V. — Après deux exercices déficitaires, cette filiale du groupe Valeo devrait enregistrer un résultat positif en 1982, ce, malgré l'effet du blocage des prix et de la stabilisation de l'activité durant le second semestre. Au 30 juin, le bénéfice s'élève à 40,57 millions de francs contre une perte de 54,46 millions un an auparavant.

LOCATEL. — Pour l'exercice clos le 31 août, les comptes font état d'une marge brute de 110,83 millions (+ 23,5 %) et d'un bénéfice de 9,34 millions de francs (— 26,97 %). Dividende *global inchangé de 18,75 F.*

HUTCHINSON. — Coup d'accélération sur le capital de la société, filiale à 90,4 % de la C.F.R. (Total), dont le montant est ramené de 122,73 à 49,09 millions de francs ; puis sera porté à 225 millions par émission au pair d'actions de 20 F dont la souscription sera réservée à la maison-mère.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE. — Emprunt de 4 milliards de francs par émission de 800 000 obligations de 5 000 francs, en deux tranches, l'une d'un montant minimum de 500 millions, à 16,20 % (prix d'émission 99,40 %) d'une durée de douze ans ; la seconde également d'un minimum de 500 millions, à 16,40 % (prix d'émission 99,36 %) d'une durée de dix-huit ans.

SOFINABAIL, Société Financière pour le Crédit-bail. — Émission de 25 000 obligations de 2 000 francs, amortissables en novembre 1991, et portant intérêt révisé tous les trois ans ; pour les trois premières années il sera de 16,50 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	3 nov.	4 nov.
Valeurs françaises	104,5	105,3
Valeurs étrangères	125,6	127,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	4 nov.	5 nov.
Indice général	101,4	101,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 8 novembre .... 13 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5 nov.	8 nov.
1 dollar (en yens)	277,20	276,60

BOURSE DE PARIS — Comptant — 5 NOVEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	0 286
5 %	....	3 808
3 % amort. 45-54	....	0 797
4 1/4 % 1963	....	0 468
Emp. N. Eq. 6 % 67	110 20	2 697
Emp. 7 % 1973	8432	..
Emp. 8,80 % 77	101	4 028
9,80 % 78/93	81 60	3 141
8,80 % 78/86	82 60	7 932
10,80 % 79/94	83 90	1 864
13,25 % 80/90	94 55	5 563
13,80 % 80/87	97	0 794
13,80 % 81/99	96 70	11 153
16,75 % 81/87	105 10	2 616
16,20 % 82/90	102 20	13 182
16 % juin 82	101 90	6 575
E.D.F. 7,8 % 61	129 50	12 102
E.D.F. 14,5 % 80-92	96	5 756
Ch. France 3 %	190	..
CNB Bques janv. 82	98 01	5 583
CNB Paribas	98 01	5 583
CNB Suez	98 02	5 583
CNI janv. 82	98	5 563

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actibail (obl. conv.)	177 20	....
Aciers Peugeot	57 20	57 10
Actibail	153	152 50
Agence Havas	....	....
A.G.F. (St Cent.)	368	360
A.G.P. Vie	2970	2970
Agr. Inc. Madag.	49 50	....
Air-Industrie	13	....
Alfred Herlicq	59	58
Allobroge	407	406
André Roudière	72	74 10
Applic. Hydraul.	249	249
Arbel	53	52
Artois	289	289 50
At. Ch. Loire	28 50	29
Aussedat-Rey	15 15	15
Bain C. Monaco	82 70	86
Banania	394	399
Banque Hypoth. Eur.	266	268
B.N.P. Intercontin.	79	78
Bénédictine	820	820
Bon-Marché	65 90	66
Borie	328	351
Bras. Glac. Int.	458	460
Bretagne (Fin.)	74 20	....
Cambodge	128	128
C.A.M.E.	98	97 50
Campenon Bern.	215	215
Caout. Padang	171 90	160
Carbone-Lorraine	45	46
Carnaud S.A.	43	43
Caves Roquefort	532	510
C.E.G.Frig.	106 20	....
Centen. Blanzy	610	634 d
Centrest (Ny)	109 90	....
Cerabati	101 50	104
C.F.F. Ferrailles	114	115
C.F.S.	849	849
C.G.I.B.	....	....
C.G.Maritime	11	....
C.G.V.	82	84 50
Chambon (M.)	296	296
Chambourcy (M.)	940	930
Champex (Ny)	121	....
Chim. Gde Paroisse	52	52 40
C.I. Maritime	263	261
Ciments Vicat	185	....
CIPEL	59	....
Citram (B)	148	146
Clause	292	303 70
Cl. MA (Fr.-Bail)	305	306
CMM-Mar Madag.	32 20	32 20
Cochery	67 20	67 20
Cofradel (Ly)	440	415
Cogit	152	158
Comindus	365 50	368
Comiphos	139 10	139
Comp. Lyon-Alem.	148	145
Concorde (La)	240 10	240 10
C.M.P.	8 30	8 o
Conte S.A. (Li)	21	19 o
Crédit (C.F.B.)	190	196
Créd. Gén. Ind.	219	210

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Crédit Univers.	329 90	329 80
Créditel	102	102
C. Sabl. Seine	110	....
Darblay S.A.	82 10	82 50
De Dietrich	312	335
Degremont	99	97
Delalande S.A.	97 30	97 30
Delmas-Vieljeux	481	470
Dév. Rég. P.d.C (Li)	116	116
Didot-Bottin	265	265
Dist. Indochine	289 50	301
Drag. Trav. Pub.	165 60	170
Duc-Lamothe	220	....
Dunlop	6 06	6
Eaux Bass. Vichy	932	900
Eaux Vittel	575	575
Ecco	940	950
Economats Centre	486	481
Electro-Banque	154	153 80
Electro-Financ.	360	365
Elf-Antargaz	177	177
E.L.M. Leblanc	270	281
Entrepôts Paris	148 80	146
Epargne (B)	1300	1300
Epargne de France	240	245
Epeda-BF	715	701
Escaut-Meuse	234	235
Eurocom	300	303
Europ. Accumul.	33 50	33 50
Eternit	226	240
Félix Potin	927	927
Ferm. Vichy (Ly)	126	130
Files-Fourmies	3 25	3 o
Finalens	72 10	72 30
FIPP	123	....
Fnac	240	242
Focep (Chât. eau)	1510	....
Foncière (Cie)	148	148
Fonc. Agache-W.	43 20	35 50 o
Fonc. Lyonnaise	1080	....
Foncina	98 10	98 40
Forges Gueugnon	13	12 50 o
Forges Strasbourg	130	128 50
Fougerolle	139	140
France I.A.R.D.	83 10	72 70 o
France (La)	430	435
Frankel	144	....
Fromageries Bel	231	237
From. P.-Renard	159	163
GAN	666	680
Gaumont	413	415
Gaz et Eaux	740	745
Gervais	159 80	....
Gér. Arm. Hold.	30 35	32 50
Gerland (Ly)	395	398
Gévelot	37	39 80 d
Gr. Fin. Constr.	138	141
Gds Moul. Corbeil	103 70	103 10
Gds Moul. Paris	260	267
Groupe Victoire	391	381
G. Transp. Ind.	101 40	103 90
Huard-U.C.F.	40 20	46 40 d
Hutchinson	15 50	....
Hydro-Energie	40 50	40 10
Hydroc. St-Denis	65	67 80 d
Immindo S.A.	137 30	142 80 d
Immoinvest	90 10	90 50
Immobail	196	198
Immobanque	312	314 80
Immob. Marseille	1100	1144
Immofice	266 60	265
Imp. G.-Lang	3 55	3 30 o
Industrielle Cie	492	493
Interbail	241	243 40
Jaeger	80	79
Jaz S.A.	63 90	59 50
Kinta S.A.	468	469
Lafitte-Bail	202 30	202 30
Lambert Frères	42 10	42
Lampes	150	114 o
La Brosse-Dupont	85	82 50
Lebon Cie	340	340
Lille-Bonnières	231 10	231 10
Locabail Immob.	326	349
Loca-Expansion	119 40	120 40
Locafinancière	169	170
Locatel	394	378
Lordex (Ny)	115	110
Louvre	223	220
Luchaire S.A.	72 50	69 60
Magasins Uniprix	66	66
Magnant S.A.	50 20	....
Maritimes Part.	87	88
Marocaine Cie	26	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Marseille Créd.	....	....
Métal Déployé	310	310
Mic	242	....
Mors	216	214
Nadella S.A.	6	5 80 o
Naval Worms	130	135 20
Navig. (Nat. de)	57 60	51 65
Nicolas	299 90	310
Nodet-Gougis	88 80	88 80
Occident. Part.	27 90	28 80
OPB Paribas	105	104
Optorg	68	68 50
Origny-Desvroise	135	136 80
Palais Nouveauté	302	300
Paris-Orléans	103	102 90
Part. Fin. Gest. Im.	135	140 40
Pathé-Cinéma	101	105 d
Pathé-Marconi	50	49
Piles Wonder	67 20	67 15
Piper-Heidsieck	248	264 50
Porcher	155 20	155 50
Profils Tubes Est	9	9
Prouvost ex-Lain.R.	34 60	36
Providence S.A.	281	301
Publicis	485	500
Raff. Souf. R.	178 90	178 80
Ressorts Indust.	97	100
Ricqlès-Zan	115 40	120
Rigolin	49 50	....
Risle (La)	10 70	....
Rochefortaise S.A.	79 50	78 20
Rochette-Cenpa	18	18
Rosario (Fin.)	94 80	98 40
Rougier et Fils	66 20	68
Rousselot S.A.	330	342
Sacer	30 30	30
SAFAA	29	25 80 o
Safic-Alcan	164	163 50
SAFT	189 90	189 90
Sainrapt et Brice	130	136
Saint-Raphaël	78 50	84 d
Salins du Midi	231 90	231 90
Santa-Fé	134 10	132
Satam	55 80	55 80
Savoisienne (M)	76	73
SCAC	188	190
Sellier-Leblanc	195	198
Semelle Maubeuge	126	128
S.E.P. (M)	80 50	81
Serv. Equip. Véh.	28 30	29
Sicil	62 10	64
Sicosel	159	159
Simnor-Alcatel	540	540
Sinvim	105 20	106
Siph (Plant. Hévéas)	150	155
Siminco	314 80	307
SMAC Acieroïd	158	157 90
Sofal financière	331	341
Sofio	151	151
Soficomi	284	282 50
S.O.F.I.P. (M)	90	91
Sofragi	498	486
Sogepal	256	255
Soudure Autog.	105	107 80
S.P.E.G.	101	100 50
Speichim	190 10	197 70
S.P.I.	150	150 90
Spie Batignolles	182	180 50
Stemi	248	243
Synthélabo	112	112
Taittinger	400	400
Testut-Aequitas	65 70	68 30
Thann et Mulh.	44 10	44 20
Tissmétal	32 30	32
Tour Eiffel	245	260
Tralor S.A.	97	....
Ufimeg	84 30	....
Ufiner S.M.D.	78 50	80
Ugimo	131 70	134
Unibail	317 80	327
Unidel	86	85
U.A.P.	553	552
Union Brasseries	34 10	34 90
Union Habit.	182 50	180
Un. Imm. France	177	177 80
Un. Ind. Crédit	225	226
Union Ind. Ouest	326	....
Unipol	122 80	135 90 d
Vincey Bourget (Ny)	10 65	....
Virax	46 20	46 20
Waterman S.A.	177	171
Brass. du Maroc	134 50	136
Brass. Ouest-Afr.	24	22 30

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	101 40	101
Akzo	78	80
Alcan Alum.	215	217
Algemeine Bank	830	849
Am. Petrofina	475	....
Arbed	175	....
Asturienne Mines	45	....
Bco Pop Espanol	80	80
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	38000	38000
Barlow Rand	53	53
Bell Canada	134 10	147
Blyvoor	105	104
Bowater	24 50	24 50
British Petroleum	47	....
Br. Lambert	236	228 50
Caland Holdings	80	87 50
Canadian-Pacific	240	240
Cockerill-Ougre	15	14 50
Cominco	325	330
Commerzbank	400	....
Courtaulds	11	11 20
Dart. and Kraft	670	810
De Beers (port.)	43 20	42 c
Dow Chemical	237	248
Dresdner Bank	421	449
Femmes d'Auj.	60	....
Finoutremer	184	....
Finsider	0 40	....
Foseco	19 20	....
Gén. Belgique	210	213 70
Gevaert	280	280
Glaxo	150	160
Goodyear	255	....
Grace and Co	361	359
Grand Metropolitan	41	41 10
Gulf Oil Canada	112	115
Hartebeest	475	489
Honeywell Inc.	800	800
Hoogovens	43 50	....
I. C. Industries	277	283
Int. Min. Chem	290	281
Johannesburg	535	525
Kubota	10	10
Latonia	219 50	225
Mannesmann	459	....
Marks-Spencer	29	....
Midland Bank Ltd	44 50	44 50
Minéral-Ressourc.	73 20	....
Nat. Nederlanden	357	362
Noranda	124 20	124
Olivetti	9 50	9 60
Pakhoed Holding	121	127 80
Petrofina Canada	900	....
Pfizer Inc.	628	630
Phœnix Assuranc.	40 20	42
Pirelli	6 55	....
Procter Gamble	1010	995
Ricoh Cy Ltd	21 95	21 95
Rolinco	720	739
Robeco	746	752
Shell fr. (port.)	60	58 50 c
S.K.F. Aktiebolag	110 50	105
Sperry Rand	253	255
Steel Cy of Can.	135	....
Stilfontein	115 50	113
Sud. Allumettes	140	....
Tenneco	297	301
Thorn EMI	52	....
Thyssen c. 1 000	232	224
Vieille Montagne	530	510
Wagons-Lits	284	270
West Rand	27 30	27 10

HORS-COTE

Compartiment spécial

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	715	715
Entrepose	134 80	135 10
Far East Hotels	1 40	1 40
Métallurg. Minière	150 50	154
M.M.B.	210	207
Novotel S.I.E.H.	908	900
Sarakreek N.V.	230	240
Sicomur	153 90	153 90
Solibus	220	221
Rodamco	379	386

Autres valeurs hors cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	148 90	150
Cellulose du Pin	20	18 40
Coparex	433	400
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Iena Industries	13	....
La Mure	55	....
Océanic	45	41 o
Petrofigaz	335	....
Pronuptia	99	....
Ratier For. G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	540	553
Sabl. Morillon Corv.	120	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
Total C.F.N.	74	....
Ufimex	205	....
Voyer S.A.	1 35	....

SICAV

5/11	Émission Frais inclus	Rachat net
Actions France	161 26	153 95
Actions-Investiss.	203 71	194 47
Actions sélectives	230 65	220 19
Aedificandi	273 08	260 70
A.G.F. 5000	193 05	184 30
Agfimo	283 13	270 29
Altefi	198 38	189 38
A.L.T.O.	177 33	169 29
Amérique Gestion	381 08	373 35
Bourse-Investiss.	218 87	207 04
Capital Plus	1057 81	1057 81
C.I.P.	648 91	619 48
Conventions	220 34	210 35
Corexa	746 14	712 31
Credinter	276	263 48
Croiss. Immobil.	267 79	255 65
Démeter	53799 75	53638 83 ◆
Drouot-France	213 45	203 77
Drouot-Investiss.	481 70	459 86
Energie	197 14	188 20
Epacourt Sicav	5395 49	5163 14
Epargne-Croiss.	1008 77	963 03
Epargne-Industr.	348 03	332 25
Epargne-Inter	498 69	476 06
Epargne-Oblig.	156 37	149 28
Epargne-Unie	649 03	619 60
Epargne-Valeur	269 67	257 44
Euro-Croissance	294 03	280 70
Financière Privée	668 89	638 56
Foncier Investiss.	491 11	468 84
France-Garantie	253 40	248 43
France-Investiss.	300 83	287 19
Fr.-Obl. (nouv.)	357 81	341 58
Francic	184 67	176 30
Fructidor	188 41	179 87
Fructifrance	333 82	318 68
Gestion Mobilière	427 92	408 52
Gest. Rendement	427 11	407 74
Gest. Sél. France	283 03	270 20
I.M.S.I.	274 45	262
Indo-Suez Valeurs	499 36	476 72
Ind. française	10586 18	10586 18
Interoblig.	8108 05	7738 47
Intersélect France	207 06	197 69
Intervaleurs Indust.	308 59	294 60
Invest. Obligataire	10238 78	10218 32
Invest. St-Honoré	501 25	478 52
Laffitte-Expansion	488 40	466 25
Laffitte-France	148 18	141 45
Laffitte-Oblig.	130 96	125 02
Laffitte-Rend.	177 36	169 32
Laffitte-Tokyo	550 70	525 73
Livret portefeuille	358 93	340 74
Mondial Investiss.	250 10	238 76
Multi-Obligations	393 08	375 24
Natio-Epargne	11399 91	11287 04
Natio-Inter.	714 30	681 91
Natio-Placements	104336 15	104336 15
Nano.-Valeurs	407 78	389 29
Oblisem	143 17	136 68
Pacifique St-Honoré	299 23	285 66
Paribas Gestion	401 27	383 07
Pierre Investiss.	332 86	317 77
Province Investiss.	223 67	213 72
Rendem. St-Honoré	10502 94	10450 69
Sécur. Mobilière	367 04	350 40
Sél. court terme	11371 91	11287 26
Sélec. Mobil. Div.	259 88	248 10
S.P.I. Privinter	192 98	184 23
Sélection-Rendem.	153 27	146 32
Sélect. Val. Franç.	159 54	152 31
S.F.I. fr. et étr.	331 13	316 11
Sicavimmo	361 46	345 07
Sicav 5000	160 40	153 13
S.I. Est	732 73	699 50
Silvafrance	251 21	239 82
Silvam	231 53	221 03
Silvarente	171 20	163 44
Silvinter	259 53	247 76
S.I.G.	581 26	554 27
S.N.I.	815 42	778 44
Sotinvest	338 34	323
Sogepargne	273 69	261 28 c
Sogever	630 46	601 87
Sogester	793 64	757 65
Soleil Investiss.	358 48	342 22
U.A.P. Investiss.	259 57	247 80
Unifrance	197 62	188 56
Unifoncier	511 46	488 27
Unigestion	452 39	431 88
Uni-Japon	627 55	599 09
Unirente	1522 23	1472 18
Univer	11486 79	11486 79
Valorem	292 03	278 79
Valrel	112762 64	112649 99
Worms Investiss.	535 17	510 90

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1875	4,5 % 1973	1863	1848	1831	1818
3145	C.N.E. 3 %	3183	3190	3193	3190
330	Agence Havas	366	360	365	360
455	Air Liquide	460 50	458 50	458 50	458 50
330	Als. Superm.	310	315	315	315
70	A.L.S.P.I.	64 50	67 10	67 90	67
145	Alsthom-Atl.	138	137 80	137 50	135 10
820	Amrep	924	905	905	918
134	Applic. gaz	134 80	133 50	133 50	131 80
115	Arjom. Prioux	114 80	114 70	114 70	114 70
940	Aux. Entrepr.	928	925	926	910
490	Av. Dass.-Br.	470	468	468	469
187	Bail-Equipem.	189	192	192	188 20
370	Bail-Investiss.	377	379	379	379
220	Cie Bancaire	235	238	238	235
104	Bazar H.-V.	101	101	101	103
103	B.C.T. Midi B.	108 80	108 80	108 90	106 80
198	Béghin-Say	201	199	199	196
410	Bic	450	449	449	440 10
154	B.I.S.	153 60	152	152	149
400	Biscuit (Génl.)	448	452	452	452
1040	Bongrain S.A.	1026	1032	1032	1032
765	Bouygues	836	823	824	836
1460	B.S.N.-G.D.	1488	1486	1486	1486
1440	— (obl.)	1471	1468	1468	1468
1280	Carrefour	1365	1339	1345	1339
285	— (obl.)	275 20	287 70	287 70	282
1080	Casino	1062	1062	1062	1082
645	Cedis	604	603	605	610
28	CEM	27 55	27 60	27 80	27 40
199	Cetelem	226	230	232	227
520	C.F.A.O.	528	520	522	520
45	C.F.D.E.	44	44 80	45	44 80
199	Charg. Réunis	184	184	184 10	180 30
11 50	Chiers-Châtill.	11 65	11 70	12 10	11 50
131	Ciments franç.	135	135	134	132 30
785	C.I.T. Alcatel	879	898	898	898
485	Club Méditerr.	506	504	504	510
99	Codetel	100 50	101 50	101 50	100
124	Cofimeg	123 10	124 90	124 90	124
225	Colas	220	216	216	212
88	Compt. Entrepr.	98 50	100 10	101	100
325	Compt. Mod.	320	320 50	323	322 90
390	Créd. Foncier	390	380	380	390
198	Crédit F. Imm.	198 50	198	199	195 20
310	Crédit Nat.	318	322	323	328 40
65	Creusot-Loire	64 70	64 90	64 10	63 90
148	Crouzet	145	146	146	146
246	C.S. Saupiquet	242	247	247	247
800	Dames-Servip	768	762	762	760
810	Darty	800	800	801	810
580	Docks France	854	845	845	843
30	D.M.C.	31 70	32	31 70	31 40
1200	Dumez	1176	1177	1177	1161
320	Eaux (Gén.)	323	328	328	321 60
111	Elf-Aquitaine	112	110 20	110 20	110 10
105	— (certific.)	109 90	108 50	108 50	108 50
785	Essilor	774	780	780	780
165	Esso S.A.F.	166	168	168	169 90
370	Eurafrance	379	385	385	380
860	Euromarché	877	880	890	897
550	Europe n°1	595	600	603	600

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
620	Facom	619	616	617	616
760	Fichet-Bauche	750	764	764	750
168	Finextel	168	168	168	166 90
147	Fives-Lille	148	149	149	148 10
40	Fonderie (Gén.)	38 30	36	36	36 70
78	Fraissinet	78 10	78	78	78
355	Francarep	394	386	388	385
140	Gal. Lafayette	138 30	138 30	137 50	138 90
275	Gén. d'Entrep.	282	282	282	278 50
1060	Gén. Géophys.	1000	1000	1000	1000
370	G.T. Mars.	352 10	350	346	343 10
365	Guyenne-Gasc.	364	362	362	362
570	Hachette	605	605	605	602
360	Hénin (La)	351 90	352	352	352
46	Imétal	47	47	46 50	46 05
200	Imm. Plaine-M.	207 50	204 50	204 50	201
169	Ind. et Particip.	181 90	185 50	185 50	184
680	Inst. Mérieux	686	695	695	708
1040	Intertechnique	1098	1100	1098	1085
150	J. Borel Int.	148 50	149	149	149
180	J. Lefebvre	178	180	180	183 50
125	Jeumont Ind.	125	126	126	123 50
260	Lab. Bellon	256	260	260	256
210	Lafarge-Coppée	234 50	235 50	238 80	235 50
285	— (obl.)	289	286	286	284 10
1610	Legrand	1606	1601	1601	1615
800	Lesieur	803	799	800	815
194	Locafrance	213	210	211 90	206
435	Locindus	448	454	454	454
360	Lyon. Eaux	362 50	361 80	361	360
28	Machines Bull	26 10	26 20	26 10	25 70
370	Mais. Phénix	375	370	372	383
1160	Majorette (Ly)	1170	1188	1188	1186
270	Manurhin	269	267	267	272 30
52	Mar. Wendel	52 50	52 90	52 90	52
785	Martell	790	790	790	790
775	— (obl.)	782	781	780	781
610	Merlin-Gerin	617	617	617	615
1640	Matra	1600	1550	1565	1519
9	Mét. Nav. D.-N.	8 95	8 85	8 65	8 70
710	Michelin	740	755	755	748
580	— (obl.)	578 10	578 10	578 10	578 10
645	Midi (Cie)	675	665	675	670
89	Mines Kali (Sté)	86 80	86 80	86 80	87 80
47	M.M. Penarroya	46	45 20	45 20	44 55
740	Moët-Hennessy	744	738	738	753
880	— (obl.)	900	880	860	860
375	Mot. Leroy-S.	382 30	360 20	360 20	360 20
60	Moulinex	60	61 60	62 20	61
335	Mumm	350	353	355	350 10
148	Navig. Mixtes	148	142	142 50	140 20
12	Nobel-Bozel	11 50	11 50	11 50	11 60
43	Nord-Est	45	45	44 90	44 20
215	Nordon (Ny)	222	228	228	228
76	Nouvelles Gal.	77	77 50	77 50	79
405	Occident. (Gén.)	401	404	407	406
152	Olida-Caby	151	150	150	153
710	Omn. F. Paris	704	695	695	685
129	Opfi-Paribas	131 50	132	132	132
980	Oréal (L')	989	994	995	994
54	Papet. Gascogne	53	52 40	52 40	53
125	Paris-France	134	128 50	128 50	128

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
295	Paris-Réescomp	291	290	290	290
95	Pechelbronn	93	94	94	93 50
320	Penhoet	327	334 90	334 90	328 50
365	Pernod-Ricard	362 50	364	363 90	360
105	Pétroles (Fse)	103 50	103 40	103 40	101 40
175	— (obl.)	176	176 20	176 20	176
27	— (certific.)	26 20	25 80	25 80	25 30
40	Pétroles B.P.	39 60	39 20	39 10	40
136	Peugeot S.A.	138 70	136 50	136	133
325	— (obl.)	326 50	326 10	326 10	326 10
112	P.L.M.	112	112	112	112
81	Poclain	80	80	80	80
295	Poliet	299	298	306	299
96	Pompey	96	96 90	96 90	95
215	P.M. Labinal	227 90	228	227 90	225
675	Presses Cité	678	681	681	679
600	Prétabail Sic.	592	600	599	598
246	Primagaz	234	232	232	228
126	Printemps	117 50	118	118	118
1010	Promodès	1080	1140	1129	1118
310	Radiotechn.	320	323	323	323
77	Raffin. (Fse)	76 30	77	76	76 60
850	Redoute (La)	860	838	847	838
582	Révillon	585	586	586	582
210	Roussel-Uclaf	205	202	201	206
785	Rue Impériale	793	793	793	793
25	Sacilor	16 50	16 50	16 50	16 80
135	Sade	138	139	139	139
1100	Sagem	1062	1062	1080	1080
155	St-Louis B.	152 80	152	152	150 50
200	Sanofi	232	226	226	229 80
290	— (obl.)	330	322 50	322 50	322 50
270	S.A.T.	290	311	320	311
20	Saulnes	19	19	19	18 65
44	Saunier-Duval	41 20	39	39	39 80
100	Schneider	97	100	100 20	98
27	S.C.O.A.	27 20	26 30	26 50	26 05
100	S.C.R.E.G.	113 20	113 90	113 90	111 70
132	— (obl.)	138 10	134	134	133
250	Seb	237	240	240	240
156	Sefimeg	158	157 30	157 30	154 40
705	S.F.I.M.	737	740	740	725
430	Sign. Ent. El.	455	481	481	455
280	Silic	297	302	302	297 10
189	Simco	187 50	184	184	184
94	Simnor	105	104 50	104 50	103 60
545	Skis Rossignol	558	586	589	574
285	Sogerap	287 50	288	288	282
152	Sommer-Allib.	153 90	156 50	156 50	157
191	Source Perrier	218	222 90	222 80	220
295	Talcs Luzenac	294	294	294	290
830	Tél. Elect.	823	830	830	825
129	— (obl.)	129 20	129 20	129 20	128
145	Thomson-C.S.F.	140	141 50	141 50	141 50
193	— (obl.)	196 30	196 30	196 30	193 80
1250	T.R.T.	1205	1211	1215	1220
121	U.F.B.	122 50	125 10	128	123
380	U.I.S.	376	369	369	370
114	U.C.B.	126 90	127	127	126 90
1 98	Usinor	1 96	2 15	2 17	2 15
180	U.T.A.	180	179	179	175 70
210	Valéo	208	213	216	210

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
116	Vallourec	110 50	112	113	110 10
1130	V. Clicquot-P.	1140	1149	1149	1149
840	Viniprix	843	843	843	831
215	Amax Inc.	214 20	211 20	211	212 80
495	Amer. Express	536	550	568	552
525	Amer. Teleph.	530	536	536	536
106	Anglo Amer. C.	106 10	106 40	106	106
730	Amgold	705	697	699 c	690 c
700	B. Ottomane	760	760	765	750
375	BASF (Akt)	367	364	364	365
350	Bayer	346	346 50	346 50	350 10
385	Buffelsfont.	336	325	320	319 30
28	Charter	28	27 95	28 10	27 50
440	Chase Manh.	482	485	485 50	480
220	Cie Pétr. Imp.	220	221	225	219
48	De Beers	44 40	43 60	43 50 c	43 40 c
850	Deutsche Bank	830	845	840	840
83	Dome Mines	90 80	91 20	91	90 50
220	Driefontein Ctd	214	211 60	210	210 10
340	Du Pont-Nem.	348	365	362	358
1000	Elf-Gabon	985	994	983	978
795	Eastman Kodak	790	790	798	790
144	East Rand	125 90	124 50	120 50	124 90
220	Ericsson	218	214	213	214
265	Exxon Corp.	280	265	266	264
270	Ford Motors	279 50	280	280	285
340	Free State	323	307	308	302 10
153	Gencor	145 50	146 50	146	142 60
215	Gén. Belgique	210 10	218	218	213 70
726	Gén. Electr.	780	777	778	774
465	Gen. Motors	495	492	490 10	485 50
88	Goldfields	60 30	60 60	60 60 c	59 40 c
134	Harmony	125 60	118	119 10 c	119 c
22	Hitachi	23 15	22 80	22 80	22 90
350	Hoechst Akt.	349 10	350 50	350	343

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
44	Imp. Chemical	47	47	47	46 50
92	Inco. Limited	85 30	84	84	82 60
700	IBM	713	725	730	725
32	Ito-Yokado	30 70	31 80	31 80	31 20
285	ITT	289	273 80	276	270 80
40	Matsushita	41 75	42	41 90	41 60
705	Merck	694	695	695	685
640	Minnesota M.	658	648	648	643
230	Mobil Corp.	224	224 90	224 50	220 50
13750	Nestlé	13890	13800	13800	13990
395	Norsk Hydro	367	357	355 50	350 10
780	Petrofina	780	808	807	804
505	Philip Morris	558	548	549	543
88	Philips	90 40	91	91 10	89 20
330	Pres. Brand	323	322	319 50	320
325	Président Steyn	320	319	308	312 70
1000	Quilmès	1030	1035	1031	1015
725	Randfontein	708	700	695	699
285	Royal Dutch	294 20	294 60	294	293 80
88	Rio Tinto Zinc	65 40	66 20	66 50	66
300	St Helena Co	287	282 50	281	278 80
385	Schlumberger	357 60	362	363 50	360
62	Shell transp.	62	60 50	60 50 c	60 c
810	Siemens A.G.	785	808	806	792
120	Sony	125 50	124	127 60	123
147	T.D.K.	151 90	152 30	153	152 30
585	Unilever	627	651	651	638
480	Unit. Techn.	478 50	478	480	474
670	Vaal Reefs	671	675	659	675
335	West Deep	331	324 50	326	323
375	West Hold.	360	352	348	350
330	Xerox Corp.	330 50	327 50	326	321
2 18	Zambia Corp.	2 07	2 05	2 07	2 01

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/11	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 262	7 262	7 050	7 400
Allemagne (100 DM)	282 110	282 260	274	288
Belgique (100 F)	14 575	14 584	13 800	14 700
Pays-Bas (100 fl.)	259 340	259 380	252	264
Danemark (100 krd)	80 460	80 480	76	82
Norvège (100 k)	99 520	99 680	95	101
Grande-Bretagne (£ 1)	12 115	12 104	11 750	12 450
Grèce (100 drachmes)	9 942	9 950	8	10
Italie (1 000 lires)	4 923	4 921	4 650	5 150
Suisse (100 fr.)	326 400	326 900	318	336
Suède (100 krs)	97 050	96 940	93	99
Autriche (100 sch)	40 200	40 235	39 100	40 800
Espagne (100 pes.)	6 149	6 142	5 800	6 250
Portugal (100 esc.)	7 910	7 880	6 200	7 400
Canada ($ can 1)	5 941	5 944	5 740	6
Japon (100 yens)	2 606	2 631	2 510	2 680

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/11
Or fin (kilo en barre)	99000	98200
Or fin (en lingot)	98700	97850
Pièce française (20 fr)	685	674
Pièce française (10 fr)	435	.....
Pièce suisse (20 fr)	620	620
Pièce latine (20 fr)	648	642
Souverain	744	759
Pièce de 20 dollars	3300	3300
Pièce de 10 dollars	1690	1686
Pièce de 5 dollars	802 50	.....
Pièce de 50 pesos	3845	3845
Pièce de 10 florins	840	820

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LA GUERRE DU GOLFE

Les troupes iraniennes auraient pénétré de 10 kilomètres à l'intérieur de l'Irak

Téhéran *(Reuter)*. – Près d'une semaine après le déclenchement de la dernière offensive iranienne, les forces de Téhéran ont progressé dimanche 7 novembre de 10 kilomètres en territoire irakien et capturé de nombreux blindés, a annoncé l'hodjatolesman Rafsandjani, président du Majlis.

Au cours d'une conférence de presse, il a précisé que les forces iraniennes avaient atteint la localité de Tib, située à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de la ville irakienne d'Al Amarah. Des journalistes occidentaux, qui s'étaient rendus samedi sur le front du côté iranien, avaient pu apercevoir Tib qui était alors à portée de tir des blindés iraniens. Mais aucun signe ne laissait alors présager une nouvelle offensive.

A la question de savoir si l'armée iranienne avancerait jusqu'à Bagdad même, le président du Majlis à répondu : *« Oui, nous l'avons déjà dit. Nous ne voyons aucune limite tant que nos droits ne seront pas reconnus. »*

Il a, par ailleurs, adressé une mise en garde aux autres États arabes pour qu'ils cessent leur aide à l'Irak. *« Ils ont mis tout ce qu'ils avaient dans les mains de l'Irak,* a-t-il dit, *ils ne peuvent faire plus. Nous leur disons de ne pas se mêler de ce conflit ou cela sera dangereux pour eux. »*

L'hodjatolesman a encore déclaré que, pour l'Iran, les dommages de guerre devaient être payés par l'Irak, et non par les autres Etats arabes qui lui apportent une aide financière. Tous les pays qui aideront Bagdad seront mis sur une *liste d'ennemis* et des mesures, dont il n'a pas donné la nature, seront prises à leur encontre, a-t-il ajouté.

Questionné ensuite sur les relations entre Téhéran et Washington, il a indiqué qu'il ne voyait pas pour l'instant quand les Etas-Unis et l'Iran pourraient être à nouveau amis. *« Les Etats-Unis sont un très grand ennemi pour nous, et nous ne pouvons pas oublier facilement tout ce qu'ils ont fait contre nous »*, a-t-il dit. Le président du Majlis a en outre reproché à la France d'avoir aidé Bagdad, ajoutant que les relations entre Téhéran et Paris étaient *« difficiles »* alors qu'elles n'étaient *« pas mauvaises »* avec les autres pays européens. Selon lui, l'Iran s'est donné pour but de créer les conditions culturelles et politiques pour exporter la révolution islamique vers d'autres pays exploités.

Interrogé sur les informations faisant état d'attaques contre des étudiants iraniens au Koweït, il a répondu que les relations entre Téhéran et les pays du Golfe étaient jusqu'ici très mauvaises. *« Cela attisera notre haine,* a-t-il dit, *et nous leur répliquerons un jour. »*

LE PAPE SE RENDRA EN POLOGNE LE 18 JUIN 1983

Le pape Jean-Paul II fera une visite dans sa Pologne natale à partir du 18 juin 1983, annonce l'agence PAP.

La date de cette visite, reportée à cause de l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981, a été fixée lundi 8 novembre au cours d'un entretien entre Mgr Glemp, le primat de Pologne, et le général Jaruzelski. – *(Reuter)*.

LA BOURSE DE NANCY OCCUPÉE PAR LES SALARIÉS DE « L'EST RÉPUBLICAIN »

Trois à quatre cents salariés de *l'Est républicain* ont occupé, lundi 8 novembre en fin de matinée, la Bourse régionale de Nancy où avait lieu l'enregistrement officiel du rachat par *le Républicain lorrain* de 66,72 % du capital de la Grande Chaudronnerie lorraine, laquelle détient 21 % du capital de *l'Est républicain (le Monde* daté 31 octobre-1er novembre).

Des tracts signés de la C.G.T. (livre, journalistes et employés), du Syndicat national des journalistes, de Force ouvrière et des cadres C.G.C. dénoncent le *« ras-le-bol d'être vendu à l'encan »*

dunhill LONDON

Inspirée par les plus belles gemmes du monde et les délicates nuances de l'or, de l'argent et de la laque, la haute école du raffinement DUNHILL signe ce nouveau succès : le Gemline. Un stylo-bijou que les meilleurs spécialistes-revendeurs seront fiers de vous présenter.

A Marseille

M. MITTERRAND INAUGURE « L'ORIENT DES PROVENÇAUX »

M. François Mitterrand était, ce lundi 8 novembre, à Marseille pour inaugurer l'ensemble des manifestations consacrées à « l'Orient des provençaux », préparées depuis deux ans, à l'initiative de M. Gaston Defferre, maire de Marseille.

Le président de la République devait visiter quatre des dix-sept expositions évoquant les échanges culturels et commerciaux entre la Provence et l'Orient, l'islam et l'Afrique du Nord depuis le treizième siècle : L'Orient réel et mythique, au musée Borély, Les chefs-d'œuvre du musée d'Alger, au musée Cantini, « Les échelles du Levant », à la Chambre de commerce, Les orientalistes provençaux, au palais Longchampt. A l'issue de cette visite, M. Mitterrand devait prendre la parole au Théâtre de la Criée.

M. TRUDEAU COMMENCE A LILLE UNE VISITE OFFICIELLE DE TROIS JOURS EN FRANCE

M. Pierre Elliott Trudeau commence ce lundi 8 novembre une visite officielle de trois jours en France. Le premier ministre canadien, répondant à une invitation de M. Mauroy, arrive directement d'Ottawa à Lille, d'où il devait se rendre, en compagnie du premier ministre français, au mémorial canadien de Vimy (Pas-de-Calais) pour les cérémonies rappelant l'armistice de 1918. M. Trudeau devait assister en d'après-midi à une réception à l'hôtel de ville de Lille, puis à un dîner offert par le maire, M. Mauroy, dans le grand foyer de l'Opéra.

Le premier ministre canadien, qui sera mardi matin à Paris, prononcera un discours, qualifié d'« important » par son entourage, devant la Chambre de commerce France-Canada, puis participera avec M. Mauroy à une séance de travail à Matignon. Il sera reçu par M. Mitterrand à 17 heures et retournera à l'Elysée pour le dîner offert en son honneur par le président de la République.

Mercredi, M. Trudeau se rendra au siège parisien de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.), l'organisme qui regroupe la plupart des pays entièrement ou partiellement francophones, déjeunera avec M. Mauroy à Matignon et donnera une conférence de presse. Le premier ministre fédéral offrira dans la soirée, à l'ambassade du Canada, un dîner en l'honneur de M. Mauroy.

M. Trudeau quittera Paris jeudi matin pour la base militaire canadienne de Lahr, en R.F.A. Il rencontrera le chancelier ouest-allemand, M. Kohl, au cours de la journée de vendredi et aura des entretiens privés avec l'ancien chancelier Schmidt avant de regagner Ottawa au cours du week-end.

● *Mlle Françoise Claude-Lafontaine* est nommée ambassadeur à Saint-Vincent-et-Grenadines, en remplacement de M. René de Choiseul-Praslin, par décret publié au *Journal officiel* du dimanche 7 novembre. Mlle Claude-Lafontaine continuera, comme son prédécesseur, à résider à la Trinité-et-Tobago, où elle est ambassadeur depuis août dernier.

A MARSEILLE, NICE ET PARIS

Soixante-dix personnes sont déjà impliquées dans l'affaire des fausses factures

Les quatre dirigeants de sociétés parisiennes, MM. Alain Serval et Claude Margueret, respectivement président-directeur général et vice-président directeur général d'Interplans, Philippe Robert, gérant de SETRIC et Robert Sentenac, gérant de la SIAVIT, interpellés et écroués à Paris (*le Monde* daté 7-8 novembre) seront transférés à Marseille et présentés, probablement mardi 9 novembre, à Mme Marie-Chantal Goux, juge d'instruction chargé de l'affaire des fausses factures. Le magistrat instructeur devrait leur notifier leurs inculpations dans une affaire qui, jour après jour, prend des proportions considérables. Après quelques mois d'enquête les policiers de Marseille ont abouti à des résultats impressionnants. Après l'inculpation des quatre dirigeants de sociétés parisiennes, ce seront au total, et de façon très provisoire, soixante-neuf personnes qui – à Marseille, Nice et Paris – se verront impliquer dans cette affaire.

Le P.C.F. dénonce « une campagne tapageuse »

L'arrestation de M. Roger Sentenac, gérant de la société immobilière SIAVIT, et l'évocation des relations entre cette société, son gérant, et le parti communiste français ont provoqué, durant le week-end de vives réactions de la part de responsables de ce parti. Dans un communiqué publié dimanche 7 novembre dans *l'Humanité-Dimanche*, le P.C.F. fait allusion sans le nommer à M. Roger Sentenac : « *Au moment où d'autres sont éclaboussés par de multiples scandales, une campagne tapageuse est menée contre le parti communiste français. Droite et fausse gauche tentent ainsi de porter des coups à la force active résolue à mettre en œuvre la politique nouvelle. Comme il est impossible de nier les scandales qui atteignent d'autres formations, on essaie de jeter le doute sur le P.C.F. Il est inadmissible que les télévisions et les radios d'Etat se fassent le véhicule complaisant de telles calomnies. Le parti communiste français ne possède aucune société commerciale, il est donc évident qu'il n'a rien de commun avec telle ou telle société mise en cause actuellement. Depuis longtemps, le P.C.F. a proposé la constitution d'une commission d'enquête publique sur le financement de tous les partis politiques. Il renouvelle cette proposition plus que jamais valable* (...). »

Le secrétaire général du P.C.F. M. Georges Marchais, interrogé sur cette affaire dimanche soir 7 novembre lors de l'émission le « Grand jury R.T.L.-*le Monde* » a admis comme « *probable* » l'appartenance de M. Sentenac à son parti : « *Est-il membre du parti communiste ? On l'a dit et comme un texte que le parti a publié ne l'a pas démenti, c'est probable. Cela étant dit nous n'avons rien à voir avec ces affaires-là. Le parti communiste français n'a aucune entreprise, je dis bien aucune. Ou plutôt il en a, je crois, deux :* l'Humanité, *l'entreprise de publication de notre presse et une entreprise d'impression, la P.P.I., entreprises qui ont dû être constituées selon la loi de 1901. Nous n'avons aucune autre entreprise. Nous n'avons rien à voir avec ses affaires là* (...). *Je comprends la campagne parce qu'il en est qui sont sérieusement en difficulté, nous pas. L'argent du parti ? Ce sont les cotisations des adhérents, les ristournes de nos élus, les collectes...* »

Les administrateurs de la SIAVIT ont de leur côté vivement réagi aux informations parues dans la presse déclarant que : « *Bien que ne disposant d'aucune information sur le contenu de l'enquête en cours,* ils tenaient à dire que *contrairement aux affirmations des medias, les enquêteurs ne se sont livrés à aucune vérification de la comptabilité de la société. Celle-ci aurait été mise immédiatement à leur disposition que s'ils en avaient manifesté le désir.* » Les administrateurs se déclarent « *prêts à coopérer avec les autorités judiciares pour que toute la clarté soit faite et l'honorabilité de la société soit reconnue.* »

∴

Il semble bien en effet « probable » que M. Roger Sentenac soit un militant et un militant de longue date du P.C.F. D'origine ariégeoise, cet homme âgé aujourd'hui de soixante-dix ans fut dans cette région chef d'un maquis pendant la Résistance. C'est à cette époque qu'il aurait rencontré Jean Jérôme devenu par la suite avec Georges Gosnat, le spécialiste de la gestion des finances du parti communiste.

M. Sentenac, outre ses fonctions de gérant de la SIAVIT aurait exercé des responsabilités dans plusieurs sociétés regroupées au sein du GIFCO (Groupement d'intérêt économique pour l'équipement et la fourniture des collectivités) notammment la SOCOPAP (Centrale d'achats en papeterie et matériel de bureau) et la SICOPAR (Centrale d'achats en matériel automobile). Les liens entre ces différentes entreprises et le GOFCO sont d'ailleurs évidents puisque le GIFCO, la SOCOPAP, la SIAVIT, la SOCOPAR et plusieurs autres sociétés sont domiciliées à la même adresse, 82, rue du Dessous-des-Berges à Paris (13e).

Les liens entre ces différentes sociétés et le parti communiste français n'existent pas, juridiquement et légalemnt. Ce n'est pas le parti communiste lui-même qui, dans les textes, contrôle le groupe GIFCO et toute une série de sociétés dont la gestion est assumée par des hommes, membres ou proches du parti communiste.

Mais dans les faits, ces liens, au moins d'amitié, existent. La GIFCO, au même titre que les entreprises du P.C., avait son stand au centre sportif de Saint-Ouen lors du vingt-quatrième congrès du P.C.F. au mois de février dernier, a la différence de la Fête de l'Humanité *où les stands peuvent être loués à des entreprises totalement étrangères au parti communiste, dans un but de promotion, les stands occupés, à titre gratuit, lors des congrès du P.C.F. le sont par des organisations ou des entreprises proches.*

La SIAVIT et au-delà le GIFCO ne sont donc « probablement » pas tout à fait aussi étrangères au P.C.F. que les dirigeants de ce parti l'affirme aujourd'hui. Et le lachage par le parti communiste d'un « probable » quoique vieux militant, montre l'embarras des dirigeants d'un parti à son tour atteint par l'affaire des fausses factures.

Dans le Sud et le Sud-Ouest

LA TEMPÊTE A PROVOQUÉ LA MORT DE SIX PERSONNES

Arbres déracinés, toitures arrachées, lignes électriques et téléphoniques jetées à bas, inondations : la tempête qui s'est abattue sur le sud et le sud-ouest de la France, les 6 et 7 novembre, a provoqué la mort de six personnes, occasionné des blessures à une dizaine d'autres et privé d'eau, de téléphone et d'électricité un grand nombre de communes. Cette tempête a aussi affecté le Portugal et l'Espagne.

C'est dans l'Hérault, où les rafales ont atteint parfois 170 kilomètres à l'heure, que les dégâts semblent les plus importants.

Enfin, durant la nuit de dimanche à lundi, une tempête de fœhn s'est abattue sur le massif du Mont-Blanc, arrachant des toitures – dont celle de la caserne des sapeurs-pompiers de Chamonix – et endommageant le casino et la patinoire de la station. Là encore, on ne comptait plus, ce lundi, les lignes électriques brisées, les sapins déracinés et les routes impraticables.

Le numéro du « Monde » daté 7-8 novembre 1982 a été tiré à 480 067 exemplaires.